

Introduction

Conseils de manuel

*GIRAULT René, FRANK Robert, Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941, Paris, A. Colin, 1998
(Petite bibliothèque Payot pour éd. de poche, 2004).

*BAUMONT Maurice, La faillite de la Paix, 1918-1939, 2 vol., Paris, PUF, coll. « Peuples et civilisations », 1967-1970.

*HOBSBAWM Éric, L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle, Bruxelles, Complexe, 1998 (édition originale, Londres, 1994).

I. Tableau général des relations internationales en 1914.

A. Les cadres

1) L'Europe et le monde

Monde exclusivement européen. Monde colonisé. Colonisation = signe de la suprématie européenne sur le reste de la planète. Le continent américain (mise à part le Canada sous tutelle britannique) est majoritairement indépendant. USA : indépendants depuis 1776. Européens toujours présents en Guyane par ex.

Tous les autres continents sont dominés sous une forme très claire de tutelle européenne. Afrique/ Océanie. Asie = système plus complexe. Système colonial classique (Indes, Indochine) présence informelle mais marquée dans d'autres (Chine, présence semi coloniale). Présence européenne reste dominante.

Partie occidentale : empire ottoman. Tous les pays indépendants le sont pour les traités européens. (Thaïlande par exemple) État tampon pour éviter les guerres entre européens. Volonté française et britannique de laisser le Siam indépendant. Même cas pour l'Éthiopie. Britannique/ Italiens/ Français. Entente pour garantir l'indépendance. Même chose pour la Perse. États tampons entre les possessions britanniques et les possessions russes. Pas d'autonomie nationale. Conséquence directe de la diplomatie européenne. Liberia fondation par des esclaves, conservation de l'indépendance.

La colonisation n'est pas un fait uniquement européen. Fin du XIXème / début XXème siècle. Puissances coloniales émergentes. Le Japon en extrême orient, s'installe en Chine continentale (Taiwan) et en Corée (fin 1910 car victoire contre la Russie en 1905. Guerre russo-japonaise. 1^{ère} fois qu'une puissance européenne majeure (Russie) est défaite par des non occidentaux. (« péril jaune ») Choc psycho.

Les USA qui eux aussi profitent d'une victoire sur l'Espagne (1898) => les USA récupèrent les dernières possessions coloniales espagnoles et notamment les Philippines, Cuba d'une façon informelle. Domination paradoxale car 1^{ère} colonie émancipée. Se présente comme modèle à suivre. Modèle d'émancipation/ Reproduire la domination coloniale.

Amérique Latine, pays jeunes. Exportations de matières premières. Dépendants des investissements européens et des achats européens.

Monde européen même si signes qui peuvent interroger dont l'affirmation d'un géant économique que sont les USA. (513 millions de tonnes de production de charbon par an vs 290 millions de tonnes de production de charbon pour le Royaume Uni ; **production américaine = aux 3 puissances Européennes réunies**. 35% de la production industrielle mondiale) Puissance agricole, 2^e producteur mondial de blé après la Russie.

Contraste avec le rôle politiquement faible des USA sur la scène internationale. Refus de s'impliquer des affaires politiques et diplomatiques européenne. **Doctrine Monroe** « Les USA n'ont pas d'intérêt à s'impliquer dans les affaires Européenne » 0 implication dans les discussions coloniales.

Puissance économique affirmée mais pas financière. Peu d'investissements à l'étranger. En 1914, Royaume Uni + grande puissance financière internationale. => investissements répartis sur toute la planète. France = deuxième puissance financière mondiale. Bourse de Paris. Extraversion financière américaine faible. Investissements concentrés sur les caraïbes et l'Amérique latine. **Les USA ne remettent pas en cause la domination européenne sur le monde**. Les USA vus comme un bout d'Europe (une excroissance) toujours des grandes vagues d'immigration européennes. Pas le même type de fantasmes que la montée en puissance du Japon.

2) L'héritage de Vienne : « concert des nations » et système diplomatique

1 siècle avant le début de la guerre (1814-1815). Réunit les grandes puissances européennes. Au lendemain de la révolution française et des batailles napoléoniennes. Tentative de réorganiser l'Europe. **Fixer les règles du système international**.

Mise en place du **concert des nations**. Système reposant sur une gestion collective par les grandes puis européennes. Des affaires du monde. Grandes questions qui agitent la planète. Discuter et trancher ensemble ces grandes questions. Siècle marqué par ces grandes conférence (**Berlin en 1885** par ex) discute entre grandes puissances européennes. Club fermé. **Club à 5 : Angleterre, Russie, Autriche, Prusse et France** même si vaincue.

1871 : création de l'empire allemand qui remplace la Prusse. Autriche fusionne avec la Hongrie. (Empire Autriche-Hongrie)

Italie : unité en 1870 – puissance à cheval, cherche à devenir un grand. Mais méprisée.

Empire ottoman inclut dans le jeu européen. Période de repli et de déclin, vu de + en + avec mépris de la part des grands européens.

Caricature de Daumier, Le « club des cinq », 1830 – montrer la puissance des 5. Pour régler le problème entre la Belgique et les Pays Bas.

Gestion collective des affaires de la planète à 5. Gestion fondée sur **l'équilibre entre eux**. Sous Napoléon la France est devenue trop puissante => rééquilibrage des puissances. Équilibre au cœur de cette gestion

Mise en place des règles de la diplomatie qui règnent encore aujourd'hui. Juridiquement les États sont égaux sur la planète. Échange d'ambassadeurs permanents dont les droits sont codifiés ;

⇒ Éviter les querelles entre grandes puissances.

Mise en place de l'ordre alphabétique des États lors des protocoles. Pacifie les relations diplomatiques. Diplomatie qui reste d'élite et fermée entre grands aristocrates européens. (Ambassades, ministres) entre soi, 0 préoccupations de l'opinion publique.

Système viennois qui fonctionne tout au long du XIXe (siècle pacifique) Quelques guerres bilatérales (1870 par ex). Système qui fonctionne relativement bien. Pas les mêmes volontés hégémoniques de Louis XIV, Napoléon, Élisabeth I

1914 : réunit les puissances. Confiance dans le fait de régler le conflit pacifiquement et comme précédemment.

3) *L'héritage bismarckien : des alliances en temps de paix*

Chancelier allemand (1815-1898) père de l'unité allemande. Figure qui domine la diplomatie européenne. Prolonge le système viennois. Unité allemande en 1871. + vainqueur face à la France. Ne pas déséquilibrer le système européen voire le détruire. Ne pousse pas sur la domination coloniale allemande. **Il fait de l'Allemagne la puissance pivot en Europe.** Conférences importantes en 1878 et 1885 en Allemagne à Berlin. Transforme profondément le système.

Alliances en temps de paix (avant uniquement pour faire la guerre). Créer des relations et des blocs qui confortent la puissance allemande. Alliance des 3 empereurs en 1874 – Allemagne, Russie et Autriche-Hongrie. Bismarck peur de représailles françaises. Assurer ses arrières. Signature d'une alliance avec l'empire austro-hongrois (1879), la Russie (1881) et l'Italie et 1882.

Consolider les alliances et à dénouer celles du rival. Bismarck quitte le pouvoir en 1890. Guillaume II renonce à l'alliance russe. Et la France se jette pour faire alliance avec la Russie. France = régime le plus à gauche et le plus moderne (IIIe République) de toute l'Europe. Russie = régime le plus autoritaire et archaïque de toute l'Europe.

Point de vue diplomatique : alliance st Pétersbourg essentielle au niveau stratégique. Alliance signée entre 1891 et 1894. Alliance britannique : signature du traité d'alliance « Entente Cordiale » en 1904 avec le Royaume Uni (toujours en vigueur aujourd'hui)

France / Royaume Uni /Russie // Allemagne /Autriche-Hongrie /Italie -> deux blocs qui se contrastent

Triple entente encadrée par la Triple alliance.

Deux blocs d'alliances qui discutent et non plus 5 puissances comme précédemment.

B. Les grands enjeux internationaux de la Belle-époque (XIXe)

1) Question coloniale : les différends réglés ?

Rivalités coloniales ont beaucoup empoisonnées les relations européennes. La plupart des contentieux plus ou moins réglés.

⇒ Rivalité franco-britannique très présente. Surtout vraie en Afrique. Empire britannique : volonté de faire une Afrique britannique du Caire au Cap. Volonté française : Afrique française de Dakar à Djibouti. **Crise de Fachoda en 1898.** Apaisée par la signature de l'Entente Cordiale. Échange de bons procédés. Reconnaissance de la puissance britannique en Égypte et de la puissance française au Maroc.

⇒ Rivalité anglo-russe. Asie centrale et région persane. Se côtoie sur le territoire. Route des Indes importante pour les britanniques. (Route de l'empire) Russes : route des Indes qui permet l'accès aux mers chaudes. Tensions apaisées par la création d'États tampons (Perse, Afghanistan par exemple) + internationalisation des Détroits (Bosphore + Dardanelles) droit de passage dans ces détroits.

- ⇒ Rivalité Franco-italienne pour l'Afrique du Nord notamment autour de la Tunisie. Pousse l'Italie vers l'alliance allemande. **Conquête de la Lybie par les Italiens** (ancienne conquête ottomane) **en 1912**. Apaise les tensions envers la France
- ⇒ Rivalité franco-allemande sur le Maroc. Tanger 1905 Agadir en 1911 – crise majeures. Règlement diplomatique qui empêche la guerre. Main mise sur le Maroc pour la France en 1911-1912. Le Maroc n'est de fait plus un enjeu de contentieux. L'Allemagne est obligée de renoncer au Maroc. Défaite diplomatique qui fait naître les ambitions coloniales allemandes. Guillaume II arrive au pouvoir à 28 ans veut faire de l'Allemagne une grande puissance. « Veut sa place au soleil. » Empire à la hauteur du statut de l'Allemagne. Possession du Cameroun + Tanzanie et Angola actuel. L'empereur est frustré et toujours en 1914 – petits pays d'Europe qui ont des empires + grands que lui (Belgique et Portugal). Par ailleurs, ces empires ont des possessions plus qu'intéressantes pour l'Allemagne – Congo (Belgique) et Angola (Portugal) – si récupération = empire allemand en Afrique.

En 1914, la question coloniale n'a plus l'acuité qu'elle possédait 30 ans plus tôt – plus de territoires à se répartir.

2) *Le recul ottoman ou la « question d'Orient »*

L'empire ottoman est en train de perdre ses territoires – que vont-ils devenir ? Empire très continental qui borde une grande partie de la Méditerranée. Algérie jusqu'en Bosnie. En un siècle l'empire perd une grande partie de ses territoires.

En 1914 : majoritairement turc. Territoires perdus – suscitent de l'ambition, de l'appétit. Territoires récupérés par les puissances européennes en Afrique. Ou états indépendants : Serbie, Bulgarie, Monténégro en 1878 – États jeunes et fragiles, frontières peu stables. Les puissances européennes lorgnent dessus pour exercer leur influence. **« Poudrière balkanique »** Rivalités, États peu stables – cocktail explosif. Situation très instable.

Attentat à Sarajevo qui déclenche la guerre (cœur de l'espace Balkan)

3 échelles d'analyses qui posent problème :

- États balkaniques et empire ottoman – ancienne dom coloniale. Peur de la résurgence ottomane. Chasser définitivement les ottomans d'Europe. Avant 1912, ottomans présents côte de l'adriatique. **Alliance balkanique pour chasser les ottomans** (Serbie, Roumanie, Bulgarie) => Première guerre balkanique en 1912. Nouveau pays en 1912 – Albanie. Mais les ottomans restent du côté est de l'Europe
- **Rivalité entre les États balkaniques**. Alliance possible quand ennemi commun mais ne s'entendent pas entre eux. Cherche à étendre ses frontières, + devenir grande puissance balkanique (Serbie/ Bulgarie) => Deuxième guerre balkanique en 1913. **Alliance contre la Bulgarie**.
- Jeu des grandes puissances. Rivalité austro-russe. Balkans sont convoités par l'empire austro-hongrois (géographie) et par l'empire russe (géographie + culture) grands frères des peuples slaves, **rôle protecteur contre les populations germaniques**.

3) *Le poids nouveau des questions économiques et financières*

Relations économiques et financière. Deuxième mondialisation fin XIXe. Multiplication des échanges économiques. Permises par les transports (train et chemins de fer). Montée des rivalités économiques. Puissances se battent pour conquérir des marchés, des intérêts financiers et qui répandent leurs capitaux aux 4 coins de la planète. Économies extraverties. Compétition européenne pour conquérir des marchés.

- Royaume Uni de très loin premier (conquête de marché et investissements de capitaux) profite de son empire et de la Royal Navy (transport de marchandise)
- Allemagne – puissance industrielle. Développe ses exportations. Cible quelques espaces – Europe centrale, empire ottoman construction de la Bataane (ligne de train entre Constantinople et Belgrade)
- France exporte assez peu en dehors de son empire, 2^e puissance financière. Exporte des capitaux à l'étranger. Paris = 2^{ème} bourse mondiale.

Liens internationaux renforcés créent des dépendances nouvelles, États liés économiquement. Solidarités nouvelles.

- Allemagne / Empire ottoman : intérêt réciproque à ce que chacun des deux empires reste stable
- France/ Russie : alliance à la fin du XIXe. Alliance achetée par la France : investissement en Russie (lignes de chemins de fer) 12 milliards d'investissements en Russie. Renforce l'alliance et la dépendance – si la Russie s'effondre plus d'argent pour la France.

Crée des liens d'interdépendance au-delà d'un prêt.

Enjeux des questions douanières. Impératrice Victoria et Napoléon = promouvoir le libre-échange. Abaissement de tous les tarifs douaniers. Ère de libre échange se referme vers 1880 (début vers 1850) – crise économique européenne. Politiques protectionnistes. Pas ou peu d'accès au marché intérieur. Royaume Uni ET Pays Bas – puissances de tradition libérale : refusent d'augmenter les droits de douane. Les autres puissances augmentent leurs droits à partir de 1880. France et Italie – guerre des droits de douanes. (Existe encore aujourd'hui entre l'Europe et les États-Unis par exemple) Russie / Allemagne – marché du blé russe. Détériorent les relations entre Berlin et St Pétersbourg.

Enjeux économiques mais conséquences sur la qualité du dialogue international. Enjeu économique au cœur de la Première Guerre Mondiale.

4) Nationalismes et internationalismes

Renouveau fin XIXe et début XXe. Nationalisme – grand moteur de l'histoire européenne du XIXe. « Europe des nations. » Tensions nationalistes en Europe. 3 formes de nationalisme à distinguer :

- Nationalisme de combat, patriotisme exacerbé. Agressif envers ceux qui menacent la nation. Flambée de discours violent
 - France au début du XXe Mendras. Tourné contre l'Allemagne. Rhétorique des provinces perdues. Opinion publique française – discours de plus en plus nationaliste.
 - Italie contre l'Autriche. Italiens considèrent que leur unité n'est pas complète. 1900-1910

- Nationalisme dans les empires multinationaux. Minorités qui réclament l'indépendances.
Empire allemand : alsaciens, danois, polonais. => Réclament leur indépendance
Empire russe : ukrainien, baltes, polonais etc.
Empire ottoman : populations arabes qui acceptent mal la tutelle ottomane. Minorités arméniennes, grecques.
Empire austro-hongrois : minorités majoritaires. Empire malade de ses nationalités. Refus de la domination austro-hongroise.
Cas irlandais qui refuse la domination britannique.
- Nationalisme ethnique et expansionniste. Solidarité ethnique.
Force slavisme : tous les slaves ont des intérêts communs => Russie qui cherche à être le défenseur de tous les slaves.
Force germaniste = toutes les populations germanophones sont censées s'unir. Autriche, Benelux. Mais aussi, selon la ligue pan germaniste, l'ensemble de l'Europe centrale. Cette ligue cherche à instaurer son influence en Europe centrale et à développer son action coloniale.

Internationalismes

Solidarité

Internationalismes prolétarien – héritage marxiste (Manifeste du PC de 48). Création de la deuxième internationale – 1889 réunir tous les mouvements marxistes d'Europe. Congrès réguliers. Force politique de la SPD (+ gros PS d'Europe). Industrialisation de l'Allemagne => + d'ouvriers. 35% des votes en 1912 au Reichstag. Forces socialistes européennes – PS français : Jean Jaurès

Implantation internationale du prolétariat contre les nationalismes. Pacifisme. Appel des ouvriers à la grève générale s'il y a guerre car ce serait une guerre bourgeoise au profit du capitalisme.

Humanisme juridique – paix par le droit (Kant) arbitrage internationale pour éviter les guerres. Mécanisme international juridique fondé à La Haye en 1899.

Paix internationale – Léon Bourgeois (Prix nobel de la paix) « Pour une société des nations ».

Internationalisme olympique – premiers JO modernes en 1896 sur les idéaux de Pierre de Coubertin

Internationalisme féministe – défendre des combats communs (le droit de vote) force commune à acquérir par les femmes.

- ⇒ Complexité des individus entre le regain du nationalisme et l'arrivée d'une solidarité internationale.

Agenda international de 1900-1910 -Pierre Renouvin- les forces profondes. Tout ce qui n'est pas datable, étudiable qui flotte un peu dans l'air (éléments de contextualisation qui pèsent sur les décisions politiques internationales qui forment le cadre général dans lequel évolue la sc inter)

PGM : résultat de tout ce système mais le renverse en partie. Ère nouvelle dans le fonctionnement du monde contemporain.

II. 1914-1945 : enjeux du cours et de la période étudiée

Chronologie, périodisation. 3 décennies classées de manière assez simple. Réfléchir plus précisément. Faire attention sur le cheminement pour éviter les illusions rétrospectives. Pas de fatalité. La SGM n'est pas le débouché naturel de la PGM.

A. Une « guerre de trente ans »

« Le drame de la guerre de 30 ans que nous venons de gagner a comporté maintes péripéties et vu entrer se sortir maints acteurs » (Charles de Gaulle, discours de Bar-le-Duc, 28 juin 1946). Ces 30 ans font référence à la période politique et militariste de l'Europe pendant 30 ans qui va de Guillaume II à Hitler.

Le concept de l'Entre-deux-guerres est un mauvais terme car les gens qui ont vécu cette période, ne savaient pas qu'une seconde guerre allait rapidement éclater. Les minorités prétendent de plus en plus à s'émanciper ou à devenir indépendants

B. La destruction du système international hérité du XIXème S

1) La fin de la suprématie Européenne.

L'Union Soviétique et les États-Unis commencent à s'affirmer, le Japon et dans une moindre mesure la Chine. On assiste à des contestations dans les colonies Européennes (changement de paradigme). Nouveau monde qui n'est plus sous domination européenne mais sous domination de deux idéologies (communiste à l'Est, démocratique-libérale à l'Ouest)

2) L'irruption des masses dans les relations internationales.

Auparavant gérées par des Aristocrates et des Princes, les relations internationales ne laissent pas place au peuple. En 1914, les relations internationales restent une affaire d'élites ou les peuples n'ont pas de contact (Indiens, Tonkinois, Algériens) l'Internationale des peuples reste très faible.

Après la guerre, les masses font irruption dans les relations internationales à cause de la douleur engendrée par la guerre (association d'anciens combattants) - nationalisme (revanche)// pacifisme.

- La victoire de la démocratie générale dans plusieurs pays est effective après la guerre, par le vote, les citoyens ont accès aux décisions sur les relations internationales.

- Au lendemain de la guerre, on plébiscite des populations afin de savoir si des nations veulent leur État (Pologne). Woodrow Wilson émet ses revendications avec ses 14 points avec l'intention de créer la SDN et l'interdiction de traités « secrets », les relations internationales doivent se faire sous les feux des projecteurs (massification des médias). => transparence politique importante

- La question de l'instrumentalisation des populations sous l'URSS ou l'Allemagne Nazie (ou l'Italie Fasciste) donnent l'illusion que c'est ce que souhaite le peuple.

On utilise le peuple comme outil de légitimité. Les mouvements ont joué un rôle énorme dans les relations internationales (les Allemands aux USA ont un temps refusé d'aller faire la guerre.)

3) A la recherche d'un système de régulation mondiale.

L'expérience de la société des nations malgré son échec, **premier projet de coopération mondiale**, plan Briand de 1930 (construction européenne) les accords de Bretton Woods pour la création des Nations Unies. Le système international est toujours perfectible. On peut critiquer les organisations internationales mais plus personne ne peut demander au retour du système des puissances.

4) Un potentiel de destruction qui bouleverse les relations internationales.

Le caractère ravageur et destructeur de la guerre de 14-18 avec 10 millions de morts, la Serbie perd 1/4 de sa population, la France 1,8 millions de soldats sur 40 millions d'habitants. **650 000 morts par jour au front**

Une telle guerre a rayé des empires vieux et puissants, ont expérimenté le génocide de masse et ethnique, le génocide arménien a provoqué 1,2 millions de morts.

Ces sentiments sont accrus pendant la 2ème guerre mondiale, les civils sont même plus touchés que les militaires (Dresde, Nagasaki, Hiroshima) obligeant les pays à discuter avant d'utiliser leurs armes.

La notion de risque est désormais une base dans les relations internationales.

5) Vers l'ère « des idéologies » ?

Idée du pragmatisme et de la Realpolitik, on ne s'intéresse qu'à ses propres intérêts. Au déclenchement de la 1ère guerre mondiale, celle-ci n'est pas une guerre idéologique jusqu'en avril 1917 avec l'arrivée de **« la croisade démocratique »** et de la **« Russie Socialiste »** qui se veut être le foyer d'une révolution mondiale.

Dans les années qui suivent, les régimes fascistes, nazis et antifascistes laissent place à des relations internationales idéologiques : **la démocratisation libérale et la révolution sociale amènent à la destruction de l'idéologie fasciste.**

Pour autant la Guerre Froide commencera avec ces deux mêmes idéologies et ne se terminera qu'avec qu'une seule encore debout.

GF : guerre des idéologies, prévisible du fait du monde idéologique de 1945 ?

Chapitre 1 : 1914-1918 : Les relations internationales à l'épreuve de la guerre.

Prologue : la crise de juillet 1914.

Problème des origines de la PGM. Focus sur la crise de 1914. Remous, sursauts etc. Retour de flamme inattendu en 2014 au moment de la commémoration du centenaire de la crise. Publications sur la crise de juillet 1914, qui émanent d'historiens très sérieux, qui suscitent des **polémiques violentes** sur qui est responsable du début de la guerre (en 100 ans – 25 000 ouvrages sur le début de la guerre).

Dimension passionnelle des populations sur ces questions

La crise austro-serbe

28 juin : attentat de Sarajevo. Archiduc François Ferdinand de la tour (successeur direct) assassiné à Sarajevo par un nationaliste bosniaque lié à des mouvements nationalistes slaves dans les Balkans. Punir les slaves des Balkans et notamment la Serbie.

Conférences, débats pendant un mois. Consultation de l'Allemagne qui donne carte blanche

28 juillet : l'Autriche Hongrie déclare la guerre à la Serbie. Rapport déséquilibré. Nouvelle guerre balkanique ?

L'échec de la « localisation » de la guerre – brève et limitée. Or elle s'étend très vite.

30 juillet : mobilisation générale en Russie

1^{er} août : l'Allemagne déclare la guerre à la Russie

2 août : ultimatum allemand à la Belgique, sommée de laisser passer les troupes

3 août : l'Allemagne déclare la guerre à la France > troupes allemandes pénètrent en Belgique > ultimatum britannique pour le retrait allemand de la Belgique

6 août : L'Autriche Hongrie déclare la guerre à tous les pays déjà en guerre en Europe

Blame game et Kriegschuldsfrage

6 acteurs sur le banc des accusés :

- **La Serbie** accusée d'avoir commandité l'attentat de Sarajevo qui favorise l'activité de groupes nationalistes slaves. Auteur de l'attentat vu comme un héros national encore aujourd'hui. **Très conciliante** dans la crise de juillet, toutes les conditions sont acceptées sauf une.
- **Autriche-Hongrie**, malade de ses nationalités, fragilisée. Occasion de réaffirmer sa puissance en Europe en poussant à l'extrême son intransigeance. Ce qui a pu amener des comportements jugés comme déraisonnables à certains.
- **Allemagne** – polémique. Malheur aux vaincus, jugés comme responsable de la guerre. Allemagne a poussé son allié à l'intransigeance. Carte blanche jusqu'à l'extrême limité d'une guerre généralisée. Pourquoi un tel comportement ?
 - L'Allemagne ne peut pas voir son seul allié européen affaibli. Restaurer une puissance autro-hongroise importante
 - La question du différend entre l'Allemagne et la Russie. La PGM aurait été un test une guerre préventive (anachronisme) contre la Russie selon Guillaume II. Puissances jeunes, dynamiques. Nécessité d'un conflit.

- Allemagne inquiète de la peur de l'encerclement. Briser cet encerclement de l'alliance franco-russe. Peur de la modernisation de la Russie.
- Pression des groupes nationalistes allemands. Allemagne en croissance économique et démographique. Devenue la première puissance militaire. Volonté d'une place internationale conforme à cette puissance. Acquérir par une victoire éclatante le rang qui lui revient de droit

Encore au cœur des débats. Plus complexe que ça

- **Russie** – **solidarité slave** (secours du petit frère serbe). La Russie : autre puissance en pleine croissance. Trauma perso – perte contre le Japon. Volonté de rehausser son statut. L'Empire Russe lui, a mobilisé ses forces militaires le premier. Lui qui a amplifié le mouvement pan slaviste y voit une opportunité de s'affirmer comme une grande puissance Européenne surtout après sa défaite de 1905 contre le petit Japon de l'époque. Pour ce qui est des élites Russes, un conflit entre Germains et Slaves est une évidence et plus tôt celui-ci se produit et mieux cela sera. Les plans russes étaient non pas de se mobiliser sur un front particulier mais **d'amasser des troupes sur le front Occidental.**
 - **France et Grande Bretagne** – travail à une solution internationale mais dominés par leur inefficacité. Question belge qui fait entrer le RU en guerre. Londres essaye de se tenir à l'écart. France : prudence en attendant les décisions britanniques. Soutien à l'Allié Russe- encourage la Russie à une position d'intransigeance.
- ⇒ Facteurs relevant des forces profondes. **Faillite du concert des nations** et du système relativement stable.
- ⇒ **Questions militaires et techniques** (le plan russe mobilise contre l'Allemagne et l'Autriche. Le plan allemand mobilise sur le front français et le front russe)
- ⇒ **Rivalités plus ou moins anciennes**
- Rivalité franco-allemande qui trouve son exutoire dans la crise de juillet
 - Rivalité navale RU / Allemagne
 - Poids des nationalismes (manifestations anti russes, anti françaises à Berlin par exemple) Poids des grands fantasmes d'une lutte entre slave et germains en Europe.

I. L'engrenage de la guerre mondiale : alliances et buts de guerre

Il s'agit ici d'une histoire de l'influence de la guerre sur les populations et les relations internationales. Il ne s'agit donc pas d'une histoire militaire de la guerre de 1914 – 1918 ni d'une histoire des sociétés en guerre. Il faudra tout de même connaître l'événementiel de base de la Première Guerre Mondiale.

Le 6 août, sept pays sont en guerre. La mobilisation des empires coloniaux implique le monde entier dans la guerre. L'extrapolation du conflit passe donc par cela mais aussi par la double-dynamique des buts de guerre et des alliances pour engager de nouvelles puissances dans la guerre. **Comment on passe d'une guerre à 5 grandes puissances à une guerre mondiale ?** L'horizon très européen est vite dépassé ce qui explique que la guerre devient rapidement une GM. Mobilisation des empires. Mobilisations des puissances coloniales qui se retrouvent impliqués

A. Les buts de guerre des grandes puissances en 1914

Un but de guerre est **ce qu'on espère en cas de victoire**. Cela peut influencer la conduite de guerre. C'est aussi très important puisqu'ils permettent de mobiliser la population et doivent donc être à la hauteur pour pouvoir mobiliser ces populations. Au moment de la crise de juillet 1914, aucune des nations belligérantes n'a affiché ses buts de guerre.

1) Les enjeux du débat historiographique

La question de la **préméditation des déclarations de guerre est centrale**. C'est d'ailleurs la principale explication des partisans de la thèse de la responsabilisation de l'Allemagne. Fritz Fischer dit par exemple que l'Allemagne a prémédité l'entrée en guerre en saisissant l'occasion de la crise de juillet 1914 (Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1961). Georges-Henri Soutou, dit dans *L'or et le sang* (1989) que les buts de guerre étaient avant tout économiques et financiers. Il soutient l'idée que les **milieux économiques et financiers** auraient pesé de tout leur poids pour favoriser l'entrée en guerre.

1) Les plans des empires centraux

Les empires centraux et notamment l'Allemagne sont les premiers à définir leurs buts de guerre (ce qui appuie la thèse de la préméditation allemande). Ces buts de guerre allemands sont contenus dans **le programme Bethmann-Hollweg** publié le 9 septembre 1914.

Deux axes sont ici importants : l'établissement d'une influence allemande sur **l'Europe centrale** (Benelux, Danemark, Autriche-Hongrie, Pologne voire le nord de l'Italie soit le bassin du Danube) et **l'affaiblissement visé de la France** (en visant des territoires miniers importants comme le bassin ferrifère de Longwy-Briey et en rattachant des territoires du Nord à la Belgique sous influence allemande). L'Allemagne a aussi des visées coloniales : elle vise **l'unification des trois territoires allemands** d'alors (Namibie, Cameroun et Tanzanie). Ce plan est soutenu par l'Autriche-Hongrie, seule alliée alors de l'Allemagne.

2) Les plans de l'Entente : solidarité et marchandage

Empires centraux : déséquilibre. Allemagne domine.

Entente : plus **équilibrée**, plus de dialogue et de négociations pour assurer une solidarité entre les trois acteurs. Discussions pour que chacun trouve son compte. 1^{ère} étape : définir les modalités de cette solidarité, traité signé le 5 septembre 1914 : accord de solidarité interalliée. Les trois États sont solidaires et ne peuvent conclure des accords avec les autres puissances que si les conditions satisfont les 3 puissances alliées. Les buts de guerre ne peuvent être définis que de manière collective. Les Russes sont les plus pressés, les plus offensifs. Militairement parlant ils sont les plus importants (nombreuses victoires sur le front Est).

Buts exposés le 14 septembre 1914 avec deux axes majeurs : **l'affaiblissement durable et massif de la puissance allemande** démembrement au profit de la France à l'Ouest et au profit de la Russie à l'Est, création d'une Pologne sur les territoires allemands et austro-hongrois ; et **la protection et la défense des slaves d'Europe centrale**, carte des balkans remaniée au profit de la Serbie (avec un accès à la mer notamment) et au nord de l'empire austro-hongrois, la mise en place d'un système qui permet d'assurer les pleines libertés des slaves (création d'un empire austro-hongrois-tchèque à posteriori) Barrière slave entre

l'empire allemand et l'empire austro-hongrois. Les Russes renoncent à toute colonie hors Europe mais annonce que l'Allemagne devra perdre ses colonies au profit de la France et du Royaume Uni.

Le 20 septembre 1914, la France annonce qu'elle continuera le conflit au-delà de la récupération du territoire national. Se débarrasser des prussiens. Abandon de la rhétorique de la guerre défensive et se rallie de fait au plan de l'Est.

Londres est un peu plus réservé, le gouvernement britannique se rallie au plan russe dans l'idée qu'il faut maintenir un front russe qui permet de diviser les armées des empires centraux.

Deux puissances jeunes (Allemagne, Russie) qui impulsent le rythme, elles voient la guerre comme une opportunité d'expansion pour gagner une place internationale qui serait conforme à leur statut de grande puissance. Dès septembre 1914, on ne se bat plus pour la Serbie, l'indépendance belge ou la récupération de l'Alsace Moselle. La fin de la guerre ne sera pas un retour à la situation d'avant-guerre. On se rend compte que **ce conflit va modifier les relations internationales européennes**. Aucun des plans ne prévoit de rayer un État de la carte (Empire Austro-hongrois à la fin de la guerre)

B. Le grand marchandage : l'élargissement des alliances

Beaucoup de pays voient dans la guerre un moyen de remplir des objectifs. Construisent des objectifs puis entrent dans la guerre. Entrée en guerre progressive de nombreux belligérants qui produisent un conflit mondialisé.

Entrée en guerre du Japon le 23 août 1914 à l'Allemagne. Qualifiée de « guerre égoïste ». Implicitement, le Japon se range du côté russe. Pourquoi ? Le Japon occupe la péninsule coréenne. Veut profiter du fait que l'Allemagne est occupée à la guerre pour s'emparer des concessions. Veut récupérer la Chine continentale pour faire de la Mer Jaune une réelle possession japonaise. Entrée en guerre opportuniste, profiter du fait que l'Allemagne est occupée ailleurs pour développer la puissance japonaise. Puissance jeune et en expansion.

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman (1^{er} novembre 1914) : tout le monde regarde vers Istanbul. Que va faire l'empire ottoman qui contrôle des détroits, représente une grande puissance dans les relations intra européennes. Investissements massifs de la part de l'Allemagne dans l'Empire ottoman. Collaboration entre les armées allemandes et ottomanes. Empire qui croule sous les dettes qui sont détenues principalement par la France et la Grande Bretagne. Font savoir qu'ils seraient prêts à alléger la dette si l'empire ottoman se comporte bien dans la guerre. N'entre pas tout de suite en guerre, **attend de voir qui va lui faire la meilleure offre**.

Détacher l'empire ottoman de la puissance allemande. Troubles dans l'empire colonial français si le sultan qui est aussi khalife rejoint les troupes allemandes. Britanniques inquiets car ils ont besoin des détroits, canaux et de la route des Indes. Russes ont besoin des détroits du Bosphore et des Dardanelles pour accéder aux mers chaudes.

Multiplication des gestes diplomatiques envers l'empire ottoman. L'Entente garantie l'intégrité de l'Empire ottoman si ces derniers restent neutres. Tentation forte de l'Empire de profiter de la guerre pour pousser ses possessions notamment vers la Russie, veulent

retrouver leur dynamique possessive. Déclare la guerre à la Russie et ses alliés le 1^{er} novembre 1914. Bombarde des ports russe. Si l'empire perd la guerre – forte chance qu'il soit dépecer. **Condamné à gagner.**

Dès le 20 novembre, la Russie et le Royaume Uni s'entendent sur un partage des territoires de l'Empire ottoman. Les britanniques annexeront l'Égypte et en échange accepteront une présence russe renforcée dans les détroits. Premier des très nombreux partages de l'Empire ottoman dessinés pendant la guerre.

⇒ Conflit qui s'étend de l'Asie orientale à l'Europe orientale. On s'enfonce dans une guerre longue de tranchée, les alliances s'équilibrent, les fronts se stabilisent. **Nécessité de faire entrer de nouvelles puissances en guerre pour construire des rapports de force.**

Les marchandages de l'entrée en guerre italienne (26 mai 1915). Puissance la plus forte politiquement et militairement. Perspective d'élargir les fronts. Été 1914 : Italie reste neutre. Signataire de la triplice avec l'Allemagne fin XIX mais prise de distance. Pas une énorme surprise même si une victoire diplomatique pour la triple Entente – ne pas se contenter d'une neutralité italienne mais de les faire basculer dans le camp des alliés. L'Italie monnaie le prix de sa position. Les empire centraux – récupération de terres Irrédentes dans l'empire austro-hongrois. L'Entente lui promet les terres Irrédentes, des territoires issus du partage de l'empire ottoman (assurer l'influence italienne dans la Méditerranée orientale). Adresse en 1915, 16 conditions pour lesquelles elle entrera en guerre au côté de l'Entente. Réclame de nombreux territoires (Europe, Afrique, etc.). L'Italie sait que les différentes alliances ont besoin d'elle. Tous les territoires promis à l'Italie sont acceptés. **Signature du traité de Londres** qui regroupe toutes les promesses faites aux italiens. L'Italie entre en guerre contre l'Allemagne. Gros succès diplomatique pour l'Entente. Disperse les forces des empires centraux et notamment de l'Empire austro-hongrois. L'Italie ne bouleverse pas fondamentalement les rapports de force. Recherche d'autres alliés.

Les choix divergents des États balkaniques. Courtisé les États qui ne sont pas encore en guerre (Roumanie, Bulgarie, Grèce). Chacun marchand (de quel côté chacun a le plus à gagné). La Bulgarie entre en guerre en septembre 1915 aux côtés de l'Alliance. Entrée en guerre réussie du point de vue militaire, occupation de la Serbie. La Grèce entre en guerre du côté de l'Entente en octobre 1915. Stratégiquement important (porte de la Méditerranée orientale), entrée en guerre forcée par les britanniques. La Roumanie marchand, attend, négocie, fait monter les enchères mais qui rate son entrée en guerre aux côtés de l'Entente en août 1916 mais choisi le pire moment car elle est attaquée directement par la Bulgarie. Défaite en 3 mois et occupée au Sud par les Bulgares et au Nord par les Hongrois. Gagner un allié peut être à double tranchant. Peut affaiblir les puissances. Roumanie a choisi le bon côté. Se retrouve du côté des vainqueurs et gagne beaucoup – suscite un grand nombre de frustrations du côté hongrois et bulgares.

Mondialisation du conflit. Encourage l'inflation des buts de guerre de chacun. Dynamique qui change le sens du conflit. Il est clair en 1916 que la survie des empires est menacée (Ottoman mais aussi l'Empire austro-hongrois, allemand, britannique)

C. L'inflation des ambitions : les empires menacés

Buts de guerre nationaux. Rivalités à l'intérieur des empires multinationaux et pluri continentaux (France et Royaume Uni) qui fait peser un risque sur la cohésion de ces empires (Autriche, Russie, Allemagne, Empire ottoman) – enjeux majeur : faire perdurer la cohésion entre les différentes nationalités. Les populations des empires se montrent solidaires et se rallient à l'effort de guerre. Proclament une forme de trêve. Si on parvient à maintenir une forme de cohésion dans les empires coloniaux, on observe un réveil des minorités nationales dans les empires continentaux.

Le réveil des nationalités. *Les Tchèques d'Autriche Hongrie* qui dès 1915 multiplient les formes de résistance passive. Refus de payer l'impôt/emprunt de guerre. Action militante de leaders nationalistes. Leaders qui viennent en France – négocient la création d'un État tchèque à l'issue de la guerre.

Les Polonais entre Allemagne, Russie et Autriche. Résistance passive ou active (refus de rejoindre les armées, de payer les impôts de guerre) Promesse de la restauration d'un territoire polonais sur le territoire de l'ennemi (territoire de l'Empire allemand pour les Russes et territoire russe pour les Allemands).

Les Alsaciens-Lorrains : allemands méfiants, envoyés sur le Front russe, phénomènes de fuite par les Vosges, protestations montantes.

Les minorités de l'Empire russe (minorité musulmane d'Asie centrale) : mouvements de protestations financés par les Allemands. Juin 1916 : Congrès de la ligue des peuples étrangers de Russie qui débat sur le soutien militaire ou non à l'armée du tsar. Financé par l'Allemagne.

La question irlandaise, processus d'émancipation plus ou moins négocié. Forme de trêve en 1914 et rejoint l'effort de guerre. Dès la fin 1914, les nationalistes irlandais pensent que la défaite britannique sera une occasion d'obtenir son indépendance (Berlin finance des armes).

Pâques sanglante : déclaration d'indépendance de la part des nationalistes, répression britannique, 3000 morts, guerre civile à gérer, retirer des troupes pour gérer les irlandais.

Le problème national dans l'empire ottoman et le génocide arménien. Empire géré par les turcs. Mouvement nationaliste turc qui veut renforcer la domination turque dans l'empire. Minorités qui posent problème aux turcs. D'une part les populations arabes de l'Est de l'empire (de la Mésopotamie, péninsule arabique). De l'autre les populations chrétiennes d'Anatolie (Grecques et Arménienne). C'est sur la population arménienne que se concentrent les inquiétudes et actions turques. Car les populations chrétiennes sont vues comme le cheval de Troie des occidentaux, inclinations particulières à s'allier avec d'autres chrétiens. L'empire ottoman craint pour sa survie, l'amène à éradiquer la menace intérieure que composent les populations chrétiennes et arméniennes. Mesures discriminatoires dans l'armée et l'administration. Février 1915 – déportation des populations arméniennes loin du front (« éloigner les populations suspectes »), massacre généralisé puis génocide (mai-juin 1915). Chiffres débattus et polémiques encore aujourd'hui. Les historiens les plus sérieux donnent une fourchette de 800 000 à 1,5 millions de mort – plus grand massacre ethnique du XXe siècle. « Règlement » de la question arménienne est loin de faire survivre l'empire ottoman.

La question du partage de l'empire ottoman. Tout au long de la guerre, l'empire ottoman va être la **principale monnaie d'échange de l'Entente**. Plans de partages qui impliquent des États mais aussi des populations et des minorités nationales. Les franco-anglais

sont à la manœuvre dans cette histoire. Populations arabes dans cet empire. Renouveau du nationalisme arabe dans l'Empire ottoman. Formation des grandes métropoles arabes de l'empire. Renouveau qui se fait au Caire. Au printemps 1915, le haut-commissaire britannique en Égypte (Henry Mac Mahon) décide et convainc le gouvernement britannique qu'il y a une vraie opportunité. Entre en contact avec le shérif Hussein. Entretient une correspondance suivie à l'été 1915 dans laquelle il promet aux arabes la création d'un État arabe indépendant dont les frontières sont encore floues en échange d'une insurrection arabe contre le pouvoir turc. Grande révolte arabe en 1916 à partir de l'Arabie avec l'idée de remonter jusqu'au pouvoir turc.

Négociations entre Français et Anglais. **Accords Sykes-Picot de mai 1916** – partage du proche orient des britanniques et des français. 5 zones, pour chacun une zone d'administration directe, deux zones d'influence indirecte incluse dans l'État arabe, la dernière zone : la Palestine érigée en zone internationale. En contradiction avec les intérêts arabes qui veulent un accès à la mer Méditerranée. **Promesses réévaluées en faveur des italiens en 1917 : accord Saint Jean de Maurienne.**

Populations juives qui entrent en scène. **Déclaration Balfour 2 novembre 1917** – « foyer national pour le peuple juif » ne doit pas se faire au détriment des populations non juives de Palestine. Contre balancer l'influence croissante des arabes dans l'empire et gagner un nouveau soutien, la diaspora juive (notamment aux US). Va à l'encontre du grand État arabe et de la zone internationale de la Palestine.

4 puissances européennes, le mouvement national arabe, le mouvement sioniste, les Grecs espèrent récupérer des confettis, les US veulent créer des États indépendants pour les arméniens et les kurdes. => **Le Proche orient et l'empire ottoman ont été promis à tout le monde.** Multiplication des promesses, repousser le traçage des limites des partages. Si l'Entente gagne la guerre – plus d'Empire ottoman. On sait qu'en cas de victoire de l'Entente on ne pourra pas satisfaire tout le monde, il y aura forcément des déçus dans le partage des dépouilles. Transformation du sens du conflit. Complexe de réaliser tous les buts de guerre des vainqueurs.

II. Des relations internationales à l'heure de la guerre totale.

A. Quelle place pour les neutres ?

Acteurs négligés dans les travaux sur la guerre mais importants. Carte des neutres limités, concentrée en Europe du Nord (Suisse, Espagne, Albanie, Pays Bas, Scandinavie). Arrivée massive de populations coloniales : continents asiatiques et africains largement dans le conflit. Continent américain (à l'exception du Canada et des possessions br et fr) neutre dans la guerre.

Posture de médiateur et de carrefour. **Être le maillon qui rapprochera les pays en conflit.** S'emploient à ce type de mission :

La Suisse (place stratégique, importance nationale à se placer en facilitateur du dialogue franco-allemand – pays binational avec une pop. Francophone et germanophone. Suisses qui se divisent dans leur soutien (germanophone – soutien à l'Allemagne. Territoire privilégié d'accueil des réfugiés politiques qui refusent l'effort de guerre. Cas de Romain Roland, et de plusieurs socialistes allemands. Espace de rencontre et de dialogue. Socialistes

allemands qui seront à la tête de la République de Weimar – sociabilité internationale particulière. Tentative de diplomatie de guerre autour des deux ambassades à Bern – plusieurs tentatives de dialogue qui ne portent pas leurs fruits. Plaque tournante d'une forme de diplomatie européenne. C'est pourquoi on choisit la ville de Genève pour le siège de la SDN en 1919.)

États-Unis - Wilson, médiateur possible. Ne pas importer le conflit aux US – vital pour la survie de la société américaine car immigrations européennes. Communauté perturbée par la guerre. Germano-américains poussent assez fort pour une entrée en guerre américaine – car ils pressentent que la sympathie américaine est poussée pour l'Entente. 1915-1916 Wilson envoie le Colonel House pour voir quelles sont les pistes à suivre pour amorcer un dialogue. 1916 – Wilson est réélu propose un grand plan de paix aux européens qui échoue. Tard dans la chronologie. Campagne sur le slogan “**He kept us out of the war**” Le plan tourne court car l'Entente réclame la dissolution de l'Empire Austro Hongrois. Tournant rapide pour les US dans l'entrée en guerre

Le Vatican - Benoît XV prend la papauté en 1914. Faire la paix entre catholiques (Autrichiens/franco italiens) Gouvernements français et italiens anticléricaux. Liens privilégiés entre le Vatican et Vienne. Clemenceau traite le pape Benoît XV de pape Bosch. Deux tentatives de paix négociées en 1915 et 1917. Négociations avec les britanniques (pas catho mais relations plus apaisées. 1915 – statut quo. 1917 – exhortation à la paix. Lettre envoyée à tous les belligérants reposant sur un véritable programme de paix. Abandon de toutes réparations (indemnités) par les vaincus, libertés des mers. Refusé par les belligérants. La guerre aura permis au Vatican de **retrouver un rôle diplomatique important en Europe**. Activité diplomatique importante autour du Vatican pendant la SGM.

La question de la guerre économique et de leurs conséquences. Otages ou profiteurs ?
La question du blocus. Guerre économique et maritime. La Royal Navy fait un blocus européen sur toute la façade maritime. Ravitaillements allemands pour les matières premières importées de Scandinavie. Alliés cherchent à couper ces ravitaillements. Pose un problème avec les neutres. RN intercepte des navires suédois dans la Baltique. Mal à exporter. Contraire au droit international. Nuit aux relations avec ces pays. A partir de 1915 – acheter tout ce qu'ils peuvent en provenance des pays neutres pour empêcher les autres d'acheter. On passe d'otage (blocus) à profiteur (vente de Mat P en masse). Profite des commandes de guerre et commercer sans problèmes avec les deux camps. EU et Am Lat profitent de la guerre en Europe pour développer leurs économies et leurs importations, matières premières, denrées agricoles. Vendre à prix d'or leur production. Permet de rembourser les dettes des pays d'Am du Sud au RU, se libérer de la tutelle financière de Londres. Inversion des rapports de force dans les pays Nord-Américains.

La nécessité de ménager les neutres – risque qu'ils basculent dans le camp ennemi. Ne pas les pousser dans le camp d'en face. Faire planer la menace de rentrer dans le camp adverse, position de force. Question de la guerre maritime et de la guerre sous-marine, développée dans les deux camps. Spécialité allemande pour contrer la domination de la RN. Couper l'approvisionnement des ennemis et notamment la liaison avec leurs colonies (avantage comparatif avec les allemands) et le trafic transatlantique avec les US. Multiplication des naufrages transatlantiques. Naufrage du Lusitania (**7 mai 1915**) puis de la

l'Arabie (19 août 1915). Sur 1000 victimes dans le Lusitania, 128 sont américaines. Soulèvement de l'op publique américaine. Menace implicite mais claire formulée par Wilson, les US risquent d'entrer dans le conflit. Guillaume II décide de réduire l'ampleur de la guerre sous-marine mais avec la guerre qui s'éternise et le problème du ravitaillement allemand (pénurie) – rééquilibrage avec la guerre sous-marine considéré comme une nécessité par les autorités. En février 1917 – Guillaume II ordonne la guerre sous-marine à outrance – couler tout ce qui passe dans l'Atlantique. Risques qui ne se font pas attendre. Le lendemain, les US rompent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne et le 6 av 1917, les US entrent en guerre. Pays d'Am latine – victimes collatérales. Suivent la dynamique des US, Bolivie, Équateur. Le Brésil entre en guerre le 26 octobre 1917. Le continent américain n'est plus en dehors de la guerre. Souligne la place stratégique des neutres.

B. Penser le fonctionnement des alliances

Relations différentes dans les deux camps. Empires centraux : entente hiérarchisée. Sur certains points elle est incapable de faire fléchir ses alliées et à leur faire changer d'avis. Cohésion verticale.

Entente : rapports beaucoup plus équilibrés entre les 3 belligérants. Réseau de relation plus complexe. Russie seule sur le front Est. L'armée FR repose la majorité de l'effort militaire sur terre sur le front Ouest. L'armée britannique organise un blocus vital pour l'effort de guerre. Grace à elle, on ne meurt pas de faim. Dépendance réciproque qui amène une modification des images que se font les populations les unes des autres. Fraternité des armes qui se construisent dans les tranchées. Relations franco-britanniques. Journaux britanniques qui manifestent leur admiration pour les soldats français. Fr, on reconnaît la puissance et la force de la RN. Jusqu'en 1916, les soldats britanniques qui arrivent en Eu continentale sont des volontaires – sympathie + grande de la part des pop françaises.

Comment on organise une alliance à 3 puis plus ? Comment coordonner l'effort de guerre ? Question décisive quand la guerre dure. Avantage à mettre en commun les forces militaires et éco. Atout que n'ont pas les empires centraux. Comité inter-alliés. Comité technique de coordination : production de guerre. Hommes embryon de fonctionnaires internationaux. Jean Monnet réformé pour des raisons de santé. Nommé responsable de la coordination des ressources alliées. Londres. Symbole de coordination technique qui se mettent en place.

Le financement de la guerre – assuré très majoritairement par les britanniques qui prêtent à tous les alliés (3 milliards à la Russie) financement de l'effort de guerre russe car le moins de réserve. Puissance pas illimitée et arrive à ses limites. A partir de 1916 la GB se tourne vers les Etats Unis qui deviennent les créanciers de l'effort de guerre. **Réseau complexe de dette** qui établit de fait des solidarités au sein de l'alliance et pose un problème important de l'après-guerre (qui va payer et avec quel argent ?)

La tardive unification de commandement militaire (Foch, 1918) – important de coordonner ses armées. Plus compliqué. On se bat plus cote à cote qu'ensemble. **Choc du retrait russe** de la guerre en octobre 1917. De ce choc, (plus de front est), coopération militaire – conseil supérieur de guerre inter allié. Nomination d'une figure unique comme commandant en chef des armées. **Maréchal Foch** : général chef du commandement conjoint des armées franco-britanniques puis plus tard sur le front italien des Alpes. Incarne la coopération

militaire. Nouveau dans un contexte de guerre et dans les relations internationales. Lié à la guerre totale. Mobiliser de la manière la plus efficace possible toutes les ressources. Important pour l'après-guerre. Relations qui se sont mises en place. Organismes qui servent de modèle à la SDN en 1920. Dessine les bases du système international qui se met en place après la guerre.

Coopération importante mais difficile.

La question américaine. Alliés ou associés ? Les effets de l'entrée en guerre américaine sur l'Entente.

Guerre sous-marine déclenchement. Lié des 1915-1916 à l'entente. Prêts qui explosent, commandes qui explosent. Milliards de dollars investis à perte si l'entente perd la guerre. **Soutenir jusqu'au bout les FR et GB** – vital que ces puissances ne s'effondrent pas. Élément important dans les décisions prises par les US.

Question de la guerre sous-marine. Affaire du télégramme Zimmerman – télégramme intercepté par les services britannique rédigé par l'Allemagne à l'attention du gouvernement Mexicain qui encourage le Mexique à entrer en guerre contre les US pour éviter que les US s'engagent dans la guerre européenne. US entrent en guerre en avril 1917. Refusent de signer les traités (accord de Londres) Ne prend pas partie dans les conflits européens. Pas allié dans l'effort de guerre. Entrée en guerre ne correspond pas à l'acceptation de quelque contrainte par les américains. **Assez clair que les buts de guerre des américains ne sont pas les mêmes que les européens.** Ne signe pas l'accord de Londres de 1915, de partage du Proche Orient. Proclame très tôt aucune annexion territoriale. Tout au long de l'année 1918, Wilson répète qu'il souhaite voir une Arménie et un kurdistan européen. But commun : victoire sur les empires centraux. Aucun mécanisme de solidarité n'est accepté par les américains. Solidarité encore plus violemment mise à l'épreuve quand un des membres majeurs de la coalition (la Russie) quitte le conflit.

Défection russe : dès 1916, les signes sont très visibles de l'impopularité de la guerre en Russie. Minorités de la guerre se distancent du Tsar, mutineries qui se développent. Crainte de la défaite ou du retrait russe. Précipitation lors du renversement de l'abdication du tsar à la suite de la révolution de 1917. Priorité du gouvernement britannique : tout faire pour que St Pétersbourg reste dans le conflit. Reconnaissance du nouveau gouvernement russe en mars 1917. Multiplication des missions spéciales. Révolution bolchévique d'octobre vient bouleverser la situation. Bolcheviques à l'initiative de Trotski publient le décret sur la paix le 8 nov 1917, la Russie se pliera à une paix sans annexion ni indemnités. Armistice envoyé à tous les belligérants le 21 nov 1917. Colère à Paris et Londres. Trahison par les bolcheviques à qui ont fait pas confiance. Publication de tous les traités secrets signés par la Russie – pas ravi à Londres, Paris, Rome etc. On se rend compte que les traités sont contradictoires les uns avec les autres. Les empires centraux acceptent la proposition d'armistice russe – Paris et Londres énervés. Plus de front Est. Crainte que toutes les troupes soient déplacés sur le f Ouest. Les bolcheviques annoncent qu'ils ne rembourseront pas les dettes russes contractées par le Tsar (Emprunt russe) bouleverse l'Entente. Envoi de troupes en Russie en 1918. **Passe d'un allié à un ennemi.** Croisade pour la démocratie – cohérence, on se bat pour instaurer la démocratie. Cohérence idéologique renforcée.

C. Sonder l'ennemi est-il possible ?

Mur des champs de bataille pas totalement hermétique. Contacts officiels demeurent et gagnent en importance avec l'allongement de la guerre. Explique que les tentatives de dialogue après 1916. Entreprises de dialogue qui se multiplient. **Dialogue Briand-Lancken** – chef du gouvernement général de la Belgique sous l'autorité allemande. Aristide Briand : président du conseil en 1916, la négociation est initiée par Lancken qui obtient par le chancelier l'autorisation de lancer une négociation secrète avec la France. Servir de relai entre Paris et Berlin et sonder le Président du conseil français. Rôle des femmes qui tiennent des salons politiques plus enclines à négocier la paix que faire la guerre. **Pauline De Merode** fait le lien entre Briand et Lancken. Chargée d'organiser cette rencontre prévue à la fin de l'été 1917. Briand perd la présidence du conseil et la rencontre n'a pas lieu. En 1917, du côté allemand – prêt à initier une discussion. Conscient de la faiblesse de l'Allemagne sur le long terme.

Charles 1er et la méditation des **Bourbons-Parme**. Charles 1^{er} conscient de la faiblesse de l'empire austro-hongrois. Les grandes familles européennes sont internationales. S'appuie sur ses beaux-frères (qui font partie de l'armée belge) Par le canal de l'aristocratie adresse deux lettres à **Pointcarre** (Président de la République en 1917). Il promet de soutenir l'effort des français à la récupération de l'Alsace Lorraine, de restaurer une Serbie indépendante. Refuse de céder quoi que ce soit à l'Italie. Échange de correspondances importants saboté par Clémenceau qui est opposé à la paix négociée et fait échouer cette négociation en 1918.

Paix bilatérale plutôt que général. Paix négociée – plus la guerre est longue, plus le prix des populations est élevé – complexe car on ne peut pas revenir à une situation d'avant-guerre. Chercher le maillon faible vers une paix séparée. On vise les autrichiens. Faire sortir l'Autriche de la guerre, concessions larges pour pousser l'Autriche à sortir du conflit, signer une paix séparée. Considération stratégique, il ne faut pas écraser l'Autriche-Hongrie totalement car poids d'influence contre l'All. Multiplication des démarches pour sonder le gouvernement autrichien. L'Allemagne ne cesse de répéter les conséquences d'une entente avec l'Entente. Pas de rupture totale entre les deux camps. Solde d'un échec conséquence au prix exorbitant demandé aux populations. Échecs répétés – **il n'y aura de paix que quand un des camps s'effondrera militairement**. Effort de guerre de plus en plus difficile à tenir pour tout le monde. Alors même que le conflit perdure, on prépare les sorties de guerre dès fin de l'année 1916.

III. Quelle sortie de guerre ?

A. Les plans de paix en temps de guerre.

Appels à la paix des milieux féministes, neutres, milieux pacifistes.

Appel à la paix des militants socialistes internationaux.

- **La conférence de Zimmerwald** (sept 1915) à **Kiental** (avril 1916) : appels à la paix. Socialistes qui multiplient les appels aux pacifistes. Guerre capitaliste dont les prolétaires paieraient les intérêts. Socialistes français qui entrent dans l'Union sacrée (soutien des socialistes français à la patrie agressée). Socialistes allemands qui votent les prêts de guerre. Faillite de la IIe internationale. En décembre 1914, **Liebknecht** est le premier député allemand

à refuser de voter les crédits de guerre, refuse de participer à l'effort de guerre – suivi dans les pays socialistes. Réunion des différentes forces socialistes qui refusent la guerre à Zimmerwald en septembre 1915. Issus des deux camps et des pays neutres. Manifeste de la paix – Manifeste de la paix rédigé sous la plume de **Trotsky**. **Solidarité nationale opposé à la solidarité de classe** (Zimmerwaldien) Appel à une paix blanche qui doit être servie par la solidarité des prolétaires. Retour à l'essence du socialisme international. Volonté de créer une autre internationale – fonder un nouvel internationalisme européen. Projet défendu par **Lénine**. Question que se réunit la conférence de **Kiental** (avril 1916) discussion des bases de ce nouvel internationalisme. **Lénine, Zinoviev**. Épisode fondateur dans la mémoire des socialistes. Conséquences de plus long terme sur la division des gauches futures – ligne de fracture importante des pays européens.

La résolution sur la paix du Reichstag allemand (19 juillet 1917)

Dans un contexte de conflit politique en Allemagne, les députés allemands votent un texte (qui ne remet cependant pas en cause l'entrée en guerre de l'Allemagne) qui appelle à négocier une **paix de compromis** car le peuple allemand ne serait pas motivé par une idée de conquête. Ce texte rappelle les conditions difficiles au front mais aussi de la guerre en général. Cette résolution est cependant sans effet immédiat puisqu'elle est refusée par l'état-major. Néanmoins, elle fait émerger **une majorité parlementaire** dans un Reichstag très morcelé mais aussi une voix pour la paix. C'est une affirmation des députés allemands qui ne fait que croître durant les mois suivants.

B. Malheur au vaincu : l'avertissement de Brest-Litovsk

Deux révolutions ont lieu en 1917 en Russie, **une première révolution bourgeoise en février et une bolchevique en octobre**. C'est à la suite de la seconde révolution que la Russie sort de la guerre. Après un « décrets sur la paix » **début novembre 1917**, la Russie parachève sa sortie de guerre. Le **21 novembre**, les Russes proposent un armistice aux ambassadeurs étrangers (accepté par les empires centraux mais refusé par l'Entente). S'ensuit le début de négociations à Brest-Litovsk et la signature d'un armistice en décembre 1917 et enfin la signature **du traité de paix en mars 1918**. La Russie est vaincue et doit payer le prix de cette défaite. Son état de faiblesse est extrême au moment des négociations pour la paix (armée en déroute, affrontements intérieurs...), elle n'a donc rien à faire valoir dans les négociations. Tous les territoires perdus par la Russie sont établis comme des États sous influence allemande. Elle doit aussi s'acquitter d'une indemnité de guerre de 94 tonnes d'or (somme qu'elle n'a pas à l'époque).

La Russie doit aussi payer le prix de la défection : ses anciens alliés sont furieux. Immédiatement, **les alliés dénoncent le traité de Brest-Litovsk** (considéré comme nul et non-avenue). Les Franco-britanniques organisent un **débarquement en Russie** pour aider les blancs contre les rouges. Paradoxalement, la Russie n'est plus en guerre contre ses anciens ennemis mais le gouvernement bolchevique se retrouve en guerre contre les anciens alliés de la Russie. Cela n'enjoint pas les autres pays à négocier la paix. Elle donne aussi le ton de la paix qui apparaît comme devant être une paix des vainqueurs, une paix très dure pour les vaincus.

C. La diplomatie wilsonienne viendra-t-elle bouleverser la sortie de guerre ?

Les États-Unis entrent en guerre en avril 1917. Elle correspond à une politique répondant à ses intérêts nationaux. Il faut aussi noter que cette guerre a été largement vendue à l'opinion publique américaine sous un autre angle. Dans le contexte de la chute du tsarisme et du contexte général pour présenter l'éventualité d'une entrée en guerre comme une « **croisade** » pour la **démocratie et la liberté**, avec le soutien de la République Française, du Royaume-Uni et du nouveau gouvernement bourgeois russe (nous sommes alors en février). Il dénonce les empires autoritaires du centre qui ne sont pas démocratiques. Cela a des effets concrets puisque les États-Unis expriment dès leur entrée en guerre que leur but de guerre n'est pas la conquête d'un quelconque territoire. Cela en fait une voix singulière au sein de l'Entente (même si les États-Unis n'en font pas rigoureusement partie).

Cette idée wilsonienne aboutit sur un texte le 8 janvier 1918, le discours sur l'état de l'Union qui fonde les Quatorze Points du président Wilson. Parmi les points importants on a : la **diplomatie ouverte** (négociations qui ne sont plus à huis-clos), **la liberté des mers** (libre-circulation), **réduction des armements, la paix** doit permettre l'abaissement des barrières commerciales (pour mieux garantir cette paix) et appel à la création d'un organisme international qui permettrait de régler pacifiquement les contentieux. Il aborde aussi des situations géographiques tendues qui doivent être réglées selon lui en tenant compte de l'avis des populations qui vivent sur ces territoires. Il n'est posé nulle part le principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce discours est complété par le discours de Mount Vernon, prononcé le jour de la fête nationale américaine (4 juillet). Il ajoute en réalité l'objectif de la suppression de tout pouvoir arbitraire. Il ne projette donc pas de négocier avec les pouvoirs autoritaires des grands empires centraux. Ces déclarations successives du président américains suscitent des espoirs parmi ceux qui voient pointer la défaite : on pense pouvoir obtenir une paix plus clémentine avec l'appui des américains.

D. Les armistices à l'origine d'un malentendu ?

Échange de notes germano-américain (octobre-novembre 1918)

Le 5 octobre 1918, le nouveau chancelier allemand envoie une courte note au président américain pour des négociations. Wilson répond de manière assez sèche à Max de Bade et pose des conditions dures (évacuation des territoires occupés, démocratisation du régime) qui doivent être acceptées avant même que les États-Unis n'évoquent cela devant leurs alliés. Contraints et forcés, les Allemands mettent en place de nouvelles institutions. Une nouvelle Constitution est rédigée entre octobre et novembre 1918.

La dernière note du gouvernement américain date du 5 novembre 1918. Elle annonce que les Allemands peuvent demander au maréchal Foch l'établissement d'un armistice.

Le 9 novembre, la révolution éclate en Allemagne, Guillaume II démissionne et les nouvelles institutions sont balayées. Se pose alors la question de savoir si les conditions négociées de l'armistice sont toujours valables. Ce nouveau gouvernement de la République allemande envoie un délégué à Rethondes (forêt de Compiègne) pour signer l'armistice. Les Allemands cultivent l'idée d'une paix clémentine puisqu'ils n'ont pas vécu les combats sur leur sol.

Débats interalliés sur les armistices

Dans cette histoire, Wilson ne tient ses associés au courant des négociations que tardivement. Paris et Londres tombent d'accord sur les conditions négociées mais en ajoutent : libertés des mers remise en cause ; les territoires occupés doivent être évacués, libérés et restaurés. Wilson accepte ces deux nouvelles conditions mais on voit bien que les priorités ne sont pas les mêmes en France, au Royaume-Uni et en Amérique.

Le principal débat au sein de l'Entente est de savoir s'il faut pénétrer sur le sol allemand. Certains veulent aller jusqu'à Berlin pour être dans une condition de force. D'autres défendent la proposition d'armistice. Finalement, la décision est prise de ne pas aller jusqu'à Berlin.

Les conditions d'armistice : un état d'attente

Le premier armistice est celui **de Moudros (30 octobre 1918)** et qui concerne le front ottoman. Suit l'armistice du front des Alpes (Villa Giusti, 3 novembre 1918) entre l'Italie surtout et l'empire Austro-hongrois et enfin l'armistice de **Rethondes le 11 novembre 1918**. Les trois sont prévus pour 6 mois et les clauses sont dures pour **empêcher les empires de reprendre le combat** : maintien du blocus, occupation de certains territoires par les vainqueurs, obligation de livrer du matériel militaire (notamment artillerie). Dans l'empire Ottoman, ces clauses ont des conséquences puisque les alliés vont occuper et donc se partager des territoires. Ces armistices stoppent les combats. Cela ne veut pas dire que l'on arrête de se battre en Europe pour autant : **guerre civile en Russie, en Finlande, en Irlande...** D'autant plus que ces armistices ne sont que provisoires ce qui fait que l'on attend les négociations pour le(s) traité(s) de paix.

Conclusion

Même si les conditions de paix sont dures, le contexte militaire notamment pour les nations vaincues laisse penser les vaincus qu'ils vont pouvoir **peser un minimum dans les négociations** d'autant plus qu'ils ont pu constater des **dissensions au sein de l'Entente**.

Chapitre 2 : A la recherche d'un nouvel ordre mondial (1919-1924)

Après la signature de l'armistice, on a déjà des troubles politiques partout en Europe notamment en Allemagne et en Russie. Au moment où les combats se terminent, tous les observateurs s'accordent à dire que le système d'avant-guerre s'est définitivement effondré, il faut donc le **repenser**. C'est le but de la **Conférence de la Paix ouverte à Paris en janvier 1919**, soit seulement deux mois après les armistices. Elle siège jusqu'à la fin de l'été 1920 et prétend poser les bases du nouvel ordre mondial voulu. Les années qui suivent la conférence montrent qu'il est tout de même difficile de retranscrire les volontés de cette conférence et de tout ce qui avait été fait dans le compromis lors de ladite conférence. Cet « ordre versaillais » est très vite contesté partout et il est d'autant plus mal défendu que ceux qui le défendent sont eux aussi très divisés. Le monde semble en fait vivre plutôt un après-guerre qu'un véritable retour à la paix.

I. La conférence de la Paix et les traités : redessiner la carte du monde pour « moraliser » les relations internationales ?

Wilson, avant la guerre, avait demandé une paix devant l'opinion publique, conclue aux yeux de tous. C'est à ce chantier que l'on s'affaire après la signature des armistices. Très vite, on pense à Paris pour organiser la conférence par le fait que la France ait été très touchée par la guerre. Wilson dit dès le départ qu'il partira durant toute la durée de la conférence à Paris : il s'agit d'un fait rare pour un président américain. Wilson devient extrêmement populaire en France. La conférence s'ouvre le **18 janvier 1919 à Versailles en référence à la proclamation de l'Empire Allemand du 18 janvier 1871 dans la galerie des glaces**.

A. Le déroulement de la conférence : sous la baguette des grands

La grande différence entre la conférence de Paris et le Congrès de Vienne par exemple, c'est que celle-ci prend **une dimension mondiale** et qu'elle se passe **sous les yeux de la presse** contrairement aux précédentes réunions à propos de la paix.

a. Une grand-messe mondiale

Vingt-sept États sont présents lors de la conférence et sont issus **de tous les continents**. Cependant, il s'agit uniquement des États ou prétendants à la création d'un État qui sont les **vainqueurs** de la guerre. Cela veut dire que l'Allemagne n'en fait pas partie, ni même la Russie. Les concepteurs de la conférence jugent en effet qu'il est difficile de se mettre d'accord à vingt-sept et décident de se mettre d'accord **entre vainqueurs avant de négocier** avec les puissances vaincues. La France étant la puissance accueillant la conférence, Clemenceau est désigné **comme président** de la conférence et a donc le pouvoir de fixer l'ordre du jour. La conférence se divise en de multiples commissions qui s'attellent à régler des problèmes précis comme les **frontières dans les Balkans**. Des **experts font d'ailleurs partie** de certaines de ces commissions tout comme des représentants de tous ceux qui ont des intérêts dans les différentes questions traitées.

Très vite cependant, l'organe décisionnel se forme autour des grandes puissances vainqueurs : la France, le Royaume-Uni, le Japon, l'Italie et les États-Unis. Les questions intéressant le Japon étant vite réglées, les nippons se mettent en retrait de la conférence rapidement. On parle alors de « Conseil des quatre » puis de « Conseil des trois » après que l'Italie a claqué la porte de la conférence, mécontente de son sort. Clemenceau, Lloyd George et Wilson sont les trois personnalités qui jouent un rôle important dans la conférence. Il s'agit, d'une certaine manière, de personnalités très différentes de par leur génération, de par leur expérience de la guerre aussi. Keynes en parle notamment dans Les Conséquences économiques de la Paix (1919).

Malgré les promesses d'une diplomatie ouverte, les principales décisions se prennent à huis-clos entre Lloyd George, Clemenceau et Wilson. La presse est largement tenue à l'écart tout comme les représentations nationales. Clemenceau se fait voter une confiance de la part de la Chambre ce qui lui évite d'avoir à rendre des comptes. Le Président de la République, Poincaré, ainsi que Foch ou l'état-major sont particulièrement remontés contre ce vote de confiance du Parlement. Au Royaume-Uni, Lloyd George gagne les élections juste avant la conférence ce qui lui donne une légitimité renforcée juste avant la conférence. Du côté américain, le Congrès n'est pas plus introduit que ses homologues européens ce qui fragilise quelque peu la position du Président Wilson lors de la conférence.

b. Le contenu des débats : promesses incompatibles et visions contradictoires

Dans les premières semaines, la conférence tourne à un défilé des représentants des différentes nations qui revendiquent quelque chose. Il s'agit donc de représentants des nations des Balkans, des populations arabes, etc. On se rend cependant compte que les promesses faites par l'Entente sont difficiles à tenir. Le cas le plus criant en étant celui de l'Italie. En effet, les États-Unis ne se sentent pas engagés par les promesses faites à l'Italie dans le traité de Londres (prévoyant de donner les terres Irrédentes à l'Italie). Les États-Unis et la France sont plutôt réticents à donner l'intégralité de ces terres Irrédentes à l'Italie et préféreraient la construction d'un État slave puissant et ayant accès à la mer. L'Italie quitte la conférence le 4 avril 1919. Cela contribue à créer la thématique de la « guerre mutilée » reprise par l'extrême droite italienne dès 1919. A partir de 1919, les mouvements nationalistes « prennent les choses en main » ce qui mène à l'épopée de Fiume, épisode durant lequel des partisans d'extrême droite vont occuper la ville de Fiume (actuelle Croatie).

En Europe centrale, les territoires des vaincus vont servir à « récompenser » les puissances vainqueurs. Certaines nations obtiennent ainsi des États et donc des territoires. Cependant, certains territoires sont cause de tensions comme le bassin de Teschen qui attise les tensions entre Tchécoslovaquie et Pologne.

Pour ce qui est du Moyen-Orient, l'État du Hedjaz ne parvient pas à contenter les populations arabes de la région puisqu'il est jugé trop petit en comparaison aux promesses faites lors du conflit.

Les négociations de 1919-1920 créent différentes grandes visions des relations internationales. Du côté français, la priorité absolue tient en un mot : « sécurité ». Cela signifie donc affaiblir l'Allemagne pour éviter une 3e invasion allemande en l'espace de moins d'un

demi-siècle. Pour ce faire, elle souhaite créer des États à l'Est de l'Allemagne pour s'allier avec eux contre l'Allemagne si besoin. Clemenceau souhaite aussi obtenir une garantie de la frontière franco-allemande et veut au départ créer un Etat-tampon entre les deux pays mais doit vite y renoncer. **Il obtient néanmoins une occupation militaire de l'Allemagne.**

Du côté britannique, les frontières ne sont pas la priorité. D'autant plus que la question préoccupant le Royaume-Uni est déjà réglée puisque l'Allemagne a livré sa flotte à la Royal Navy. Le Royaume-Uni souhaite aussi **éviter une hégémonie de la France** sur le continent européen. Il s'agit de maintenir des contrepoids à la puissance française.

Pour ce qui est des États-Unis, Wilson est à Paris pour défendre les intérêts américains et notamment les intérêts financiers, l'enjeu étant pour Wilson de garantir le remboursement des dettes européennes. Wilson s'accroche aussi à ce que le respect du principe des nationalités soit respecté et se refuse aussi à créer des États trop petits qui seraient potentiellement « dévorés » par de plus grands États. Cela explique la création du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovaques (Yougoslavie). Sa priorité des **priorités est aussi la création d'une Société des Nations.**

Crainte britannique – que se dessine une Europe française dans les traités de paix. Questions d'intérêt national américaines – questions financières. Volonté de remboursement de leurs prêts. Wilson s'attache à des points qui sont la priorité des nouvelles diplomates. Le respect des États-nations et des nationalités. États viables et puissants qui ne seraient pas une cible. États plurinationaux : Tchécoslovaquie. Wilson s'intéresse aussi à l'Empire ottoman et à la création d'une Arménie et d'un Kurdistan. Création d'une institution internationale qui crée la paix par le droit. Paix par des négociations. Sécurité française, équilibre européen, négociations qui donnent forme aux traités européens. Compromis permanent entre ces trois visions dominantes.

B. Les traités de paix et la nouvelle carte du monde

a. *Les cinq traités de paix*

Allemagne – Traité de Versailles – 28 juin 1919

Autriche – Traité de Saint Germain en Laye – 10 septembre 1919

Bulgarie – Traité de Neuilly – 27 novembre 1919

Hongrie – Traité de Trianon – 4 juin 1920

Empire ottoman – Traité de Sèvres – 10 août 1920

3 grandes lignes directrices. La première c'est des pertes territoriales au profit des États vainqueurs ou des nouveaux États sur la carte. Le traité le plus sévère est celui de la Hongrie qui perd à peu près les 2/3 de son territoire. Il ne reste qu'une petite Hongrie au profit de la Tchécoslovaquie au nord, de la Roumanie à l'ouest et de la Serbie à l'Est. L'Allemagne cède à la France l'Alsace et la Moselle et aussi des territoires à l'Est au profit de la nouvelle Pologne (corridor de Danzig qui coupe le territoire allemand en deux et donne à la Pologne l'accès à la mer). La Bulgarie perd son accès à la Mer méditerranée au profit de la Grèce – perte stratégique. L'empire ottoman perd tous ses territoires arabes. En revanche l'empire perd aussi ses territoires européens. Il perd aussi une partie de ses côtes et de ses îles.

L'empire est recentré sur une partie de l'Anatolie. A l'est est créée une Arménie indépendante et un territoire est prévue pour la création d'un Kurdistan. On passe d'un empire tricontinental à un État très réduit.

Le deuxième axe principal est le principe des réparatifs, connotations justicières et morales. Principe des réparations n'est pas nouveau. Justifié par celui de la responsabilité. Reconnaît qu'ils sont responsables. Allemagne reconnaît qu'elle et ses alliés sont responsables. Justification morale. Montant des réparations fait l'objet de débats insolubles. Le troisième type de clause dans les traités sont des clauses politiques et militaires. Clauses qui limitent la souveraineté des États vaincus. Interdit d'entretenir une armée qui soit autre chose qu'une force de police. Interdit d'avoir une artillerie, une aviation, une marine. L'armée allemande n'a pas le droit d'avoir plus de 150 000 hommes dans ses rangs. Clauses de démilitarisation ou d'occupation de certaines zones. Occupation par des troupes vainqueurs pour faire pression sur le vaincu. Toute l'artillerie lourde doit être livrée aux vainqueurs. Occupation de la Rhénanie pour 15 ans. L'Allemagne perd toutes ses colonies qui sont réparties entre vainqueurs et nouvelles puissances du Sud. Traité de Versailles dur mais pas plus que les autres traités. Clauses qui visent à affaiblir l'ennemi. Obsession allemande : révision de ces traités. Certains vont plaider pour une révision négociée.

b. La création de la Société des nations

Première institution internationale prétendant chapeauter le système et assurer les bases de la paix durable. Pose les fondements du multilatéralisme actuel. Lire le texte. Détails qui doivent se régler au fur et à mesure. Siège à Genève où est établi un secrétariat permanent qui sont donc salariés de l'institution et qui ne dépendent pas de leur pays d'origine. Égalité des membres. Un membre = une voix. En finir avec le concert européen. Néanmoins, les grandes puissances n'abandonnent pas le contrôle de l'institution. À côté de l'AG, est institué un conseil de la SDN qui réunit 5 membres permanents : France, RU, USA, Japon, Italie et 4 membres élus qui tournent régulièrement. Maintien d'une forme de club dirigeant des grandes puissances. Vaincus qui sont exclus de la SDN en 1919. Admis à partir des années 1920. Portée par Wilson, laisse les européens sceptiques (Clémenceau). Problème majeur : les USA ne sont jamais membre de la SDN. Problème quand celui qui donne l'impulsion n'y participe pas.

c. La carte du monde profondément remaniée.

9 États nouveaux ont été créés sur la carte. (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchécoslovaquie, Royaume des Serbes, des Croates et des Slaves, Arménie, Hedjaz (+ Kurdistan à venir)) Recomposition en Europe centrale. États viables même dans un contexte incertain. Accès à la mer qui explique le corridor de Danzig. Revendication de la Serbie. Création de ses États qui multiplient les frontières. Multiplication des clivages. Révisionnistes / défenseurs de l'ordre versaillais. Cimentent les conflictualités.

Révisionnistes	Défenseurs de l'ordre versaillais
Hongrie Allemagne Italie Bulgarie Autriche	Pologne Tchécoslovaquie Royaume des Serbes, des Croates et des Slaves Roumanie Grèce

La question des mandats de la SDN.

La carte du monde ne change pas seulement en Europe. Territoires placés sous le système des mandats en 1920. Mandats qui concernent les territoires arabes de l'empire ottoman et les colonies allemandes. Système qui donne ses territoires en gestion à une puissance tiers. Système qui s'apparente à certains égards au système colonial. Peut être vu comme une perpétuation du système colonial. Le système mandataire dans ses principes est différent du système colonial au sens strict. Les mandats sont pensés comme un système **d'accompagnement à l'indépendance** (art 22). Principe qui explique la qualification des mandats en 3 types.

Les mandats A concernent essentiellement le proche orient qui sont proches de pouvoir s'administrer eux-mêmes.

Les mandats B concernent des pays africains comme la Tanzanie, le Cameroun qui sont plus loin de l'indépendance. Très peu de différences entre les colonies et les mandats de type B

Les mandats de type C concernent les îles pacifiques et le sud-ouest africain.

Principe mandataire peut être interprété de deux manières. Apogée de l'empire colonial d'une part. La SDN pose le droit de pétition des populations sous mandats. Populations qui peuvent officiellement rédiger une pétition à la SDN qui peut en théorie changer de mandataire – pas la même imposition extrêmement verticale.

d. Des questions qui restent en suspend

La paix est officiellement et juridiquement rétablie mais beaucoup de questions restent en suspens. Quatre questions principales :

La question des circuits financiers. Mécanismes de transfert d'argent pas décidé, pas de montant fixé.

Question des dettes de guerre. Aucun lien officiel **entre réparation et dettes de guerre** car opposition américaine. Pour un certain nombre de pays comme la France, les deux sont liés (payer ses dettes avec l'argent des réparations). Du point de vue légal ce sont deux problèmes séparés.

Questions territoriales – plébiscites d'autodétermination. A quel État les populations veulent elles être rattachés ? Europe de l'Est. Occasion de violences, pressions, frustrations. Incertitude prolongée dans les années 20-21-22.

Questions de l'Est de l'Europe et de la Russie. Grande absente de la conférence de la paix et grande incertitude qui plane sur l'Europe. Géant en guerre civile dont les frontières ne sont pas clairement définies. Explique la politique du cordon sanitaire. Résister à une influence bolchévique russe. Explique la conciliation avec la Pologne, la Roumanie, les États baltes pendant la conférence. Éviter les révolutions. **Conférence contre révolutionnaire.** L'est européen reste très instable car personne n'est capable de dire ou s'arrête la Russie.

1920 – défection américaine. Conférence démarre dans une vague de sympathie pour Wilson. Le Sénat américain refuse de ratifier le traité de Versailles et par la suite tous les autres traités de la conférence. Échec de Wilson. Battu par les Républicains qui se détournent des affaires européennes et rejettent en bloc tout ce qui a été décidé à Paris en 1919-1920. Jamais membre de la SDN et ne se considèrent tenus par aucune des clauses des traités. Négocient des paix séparées avec les vaincus. Conséquences majeures sur les questions dettes et réparation. Promesses de sécurité faites à la France oubliées. Lourde hypothèque qui joue un rôle important pour la suite.

II. La guerre après la guerre : les périphéries européennes en flammes (1919-1923)

Trois foyers de violence majeures. Parce que les traités ne se sont pas attaqués à ses espaces soient parce que les traités sont rejetés violemment.

A. Le réveil de la question irlandaise

Au printemps 1916, les indépendantistes irlandais avaient proclamé l'indépendance de l'Irlande et tenté de résister dans la « Pâques sanglante ». Le jour même de l'armistice, des émeutes éclatent à Dublin. Dès le début 1919, les violences reviennent de façon aiguë avec une guerre civile entre irlandais.

a. Le déclenchement de la guerre d'indépendance

En décembre 1918, des élections sont organisées au Royaume-Uni. En Irlande, le Sinn Féin gagne dans la majeure partie des circonscriptions hormis dans l'Ulster. Les députés du Sinn Féin refusent d'aller siéger à Londres et établissent leur propre Parlement à Dublin et y siègent (janvier 1919). Dans ce Parlement, ils décident de réitérer la déclaration d'indépendance de 1916. Ce nouveau Parlement se déclare en guerre avec Londres et décide de la levée d'une armée pour mener cette guerre (IRA). Le but est donc de chasser les Britanniques de l'île. Le pouvoir royal et les Britanniques s'appuient volontiers sur des milices paramilitaires comme les Auxies et les Black and Tans. La répression est sans nuance et apporte un soutien populaire à l'Irish Republican Army. L'épisode le plus célèbre de cette guerre est le **Bloody Sunday** durant lequel des Auxies tirent sur la foule dans le stade de Croke Park durant un match de football gaélique le 21 novembre 1920.

Se pose néanmoins toujours le problème de l'Irlande du Nord qui veut rester dans le Royaume-Uni. Les forces de l'IRA y luttent contre les forces Britanniques et contre des milices protestantes qui défendent le maintien de l'île sous le giron britannique. A partir de l'été 1920, il y a donc une guerre entre irlandais du nord et républicains.

b. De la trêve à l'indépendance : la partition irlandaise

Les deux camps se lassent très vite des violences d'autant plus que les Anglais sont assez critiqués sur la scène internationale. Ces mois de violences aboutissent sur une impasse et une trêve est donc signée en juillet 1921 entre le Dail et le Parlement de Londres qui débouche sur le Traité du 6 décembre 1921. On considère aujourd'hui que c'est la date d'indépendance de l'Irlande. Il donne à l'Irlande le statut de dominion ce qui veut dire que le pouvoir politique irlandais est totalement indépendant en termes de politique intérieure mais que l'Irlande reste dans le Commonwealth ce qui induit une solidarité économique et militaire en cas de guerre. Le fait de rester dans le Commonwealth induit un serment envers la Couronne anglaise. L'Irlande du Nord est alors libre de choisir si elle se rattache au nouvel État ou si elle reste dans le Royaume-Uni. Elle choisit dès le 8 décembre de se maintenir au sein du Royaume-Uni.

c. Le nouvel État dans la guerre civile

Début 1922, le traité est ratifié par les deux parties. Le problème est que cette nouvelle Irlande indépendante est loin de contenter tout le monde et qu'il bascule très vite dans la guerre civile. Les députés les plus radicaux rentrent en lutte pour conserver les cantons du Nord. Le parti indépendantiste se scinde en deux entre ceux qui ont négocié le Traité du 6 décembre et ceux qui veulent que l'île soit unie et strictement indépendante, menés par le nouvel ancien Premier Ministre irlandais Eamon De Valera. Les opposants au Traité prennent les armes contre le pouvoir de Dublin. Cette guerre civile est plus meurtrière que la guerre d'indépendance : on compte 12 000 morts en un an. La situation ne se stabilise qu'à partir du printemps 1923. Les opposants sont finalement vaincus, signent un cessez-le-feu et déposent les armes.

5 ans après la PGM, contexte de guerre permanent. Mémoires douloureuses attachées à cette période. Mouvement de distanciation de Londres ne s'éteint pas totalement puisqu'en 1938, le gouvernement de Dublin obtient son détachement total du Royaume Uni et du Common Wealth et la création de la République d'Irlande telle qu'on la connaît aujourd'hui.

B. Blancs, Rouges, Nationalistes : combats et confusion en Europe orientale

Jean Marie Soutou. Le problème de l'Europe Orientale est la situation pour le moins incertaine de la Russie. La région est caractérisée à l'époque par un trop-plein d'armées et un vide juridique. En effet, les Franco-Britanniques n'ont jamais reconnu le Traité de Brest-Litovsk mais n'y mettent pas grand-chose à la place. Les frontières russes n'existent plus juridiquement parlant. Personne n'est capable de dire où s'arrête la Russie. Situation propice au désordre. Tous profitent de la confusion pour récupérer des territoires en profitant notamment de la faiblesse du pouvoir russe pour reprendre des terres (Bessarabie reprise par

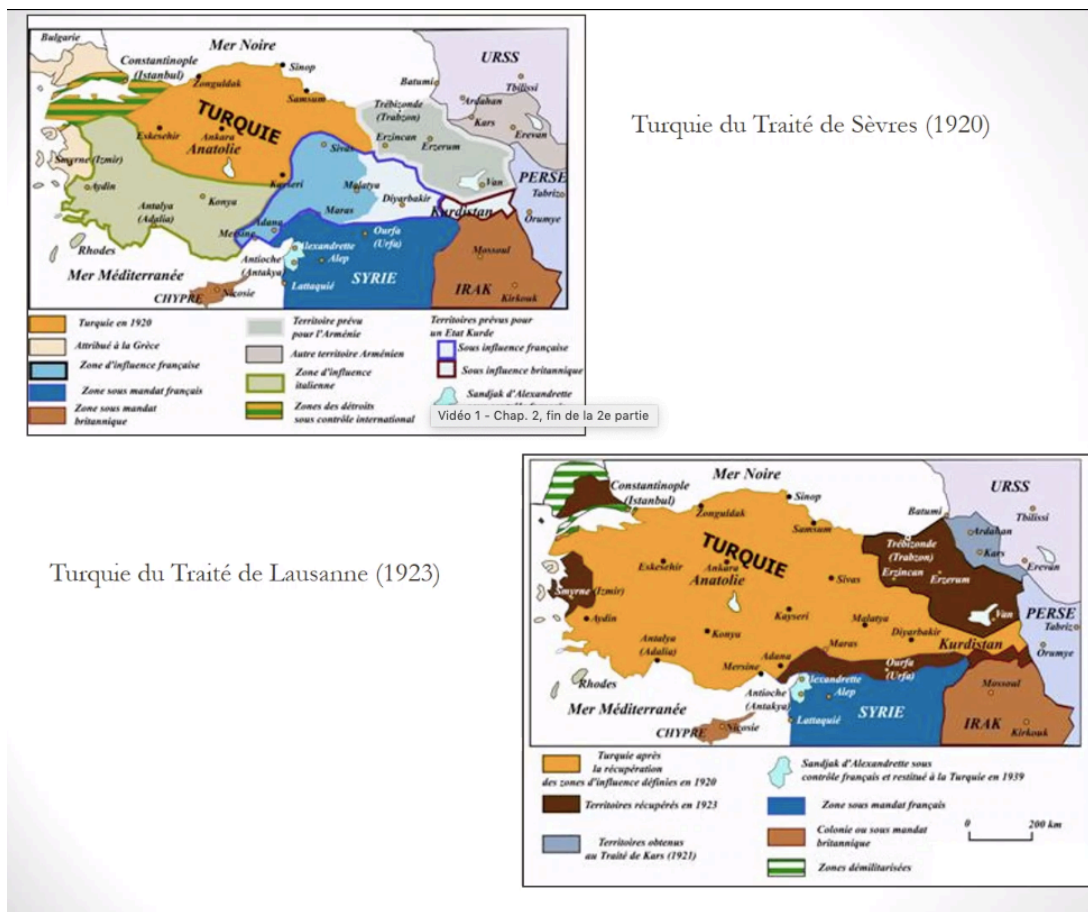
la Roumanie). Cela débouche sur un conflit important entre la Russie et la Pologne : la nouvelle Pologne veut profiter de la guerre civile en Russie pour pousser le plus possible sa frontière vers l'Est. Origine de la guerre russo polonaise en avril 1920 qui réveille les sentiments nationaux polonais et russes. Font face à une contre-offensive russe qui les amène aux portes de Varsovie « miracles de la Vistule » Guerre violente qui termine en mars 1921 par le traité de Riga qui fixe une frontière délimitée entre la Russie et la Pologne. Les Franco-britanniques proposent une frontière en 1919 mais la Pologne n'en est pas contente. En 1920, les généraux polonais lancent une offensive vers l'Est et vont jusqu'en Biélorussie. Une contre-offensive russe les mène jusque Varsovie. Les russes sont de nouveau repoussés plus à l'Est. C'est le Traité de Riga de mars 1921 qui fixe la frontière russo-polonaise. La guerre russo-polonaise a indirectement profité aux États Baltes et à la Finlande qui ont profité de la faiblesse russe pour faire signer à Moscou une reconnaissance de leur indépendance et l'intégrité de leurs frontières (défavorables à la Russie).

Stabilisation et apaisement par la création de l'Union Soviétique est fondée en 1922 et les armes priment sur le droit. Les potentiels contentieux sont nombreux : la Russie ne reconnaît pas la perte de la Bessarabie. Cela ouvre une période d'incertitudes à moyen et à long terme. Frontière avec la Pologne vue comme transitoire.

C. La « guerre d'indépendance » turque : exemple unique de remise en cause des traités

Seul exemple de révision des traités. Prise des armes qui mènent à leur révision. L'empire ottoman a perdu la guerre. Armistice signé à Moudros le 30 octobre 1918 dès le lendemain les Alliés sont arrivés massivement pour s'installer dans les zones qu'ils convoitaient. Élément déclencheur : **débarquement grec à Smyrne le 15 mai 1919**. Représente pour les grecs le rêve d'une grande Grèce. Les trucs d'Anatolie ne sont pas contents. Refusent de voir leur territoire approprié par des puissances étrangères. Sultan à Istanbul, ne veut pas montrer qu'il est en position de faiblesse. Envoie des négociateurs pour négocier le traité de paix avec l'Empire Ottoman. Essayer de maintenir son contrôle sur les espaces turcs pour ne pas montrer son infériorité. Décide d'envoyer l'armée impériale pour soulever l'armée ottomane pour mater le soulèvement anatolien. Officier de l'armée ottomane : Mustafa Kemal qui quitte Istanbul pour l'Anatolie le 16 mai. Fais l'exact inverse de sa mission. Sonde les forces en présence, rencontre les différents leaders et chefs de l'insurrection et tente d'organiser un mouvement de résistance nationale turc. En septembre 1919, il organise le congrès de Sivas. Réunit les différents leaders de l'insurrection pour mettre en place un programme politique fondé sur le nationalisme turc posant comme objectif la sauvegarde des territoires turcs. Condamne et dénonce le sultan comme sacrifiant la nation turque pour sauver son pouvoir. Met en place un gouvernement turc autoproclamé à Ankara. Installe une AN et un gouvernement. 2 gouvernements turcs. Début d'une guerre civile. Le sultan chef des croyants (khalife) lance une Fadwa (condamnation religieuse) invitant tous les musulmans à se soulever et à s'opposer à Mustafa Kemal. Guerre civile entre sultan et Kemal. Devient une guerre internationale quand les grecs entrent dans le conflit en juin 1920 aux côtés des forces du Sultan pour ne pas perdre leur espoir de Grande Grèce. Forces occidentales regardent ce qu'ils se passent. Marquent une réserve car c'est borbory. Continue de négocier à Paris. Signe le traité de sèvres le 10 août 1920 par le gouvernement d'Istanbul. Immédiatement dénoncé par Kemal comme traité de la Honte. Limite la partie sur laquelle le pouvoir turc est souverain. Territoires donnés aux autres États (Grèce, Italie). Régions définis

comme zone d'influence, régions démilitarisées. Régions pour un Kurdistan indépendant. Kemal condamne le sultan pour la signature du traité. Redouble l'intensité de la guerre civile. Sept 1920 : forces de Kemal attaquent l'Arménie qui se déclare rapidement vaincue. Rayée de la carte avant même d'avoir existé. Arménie incorporée à l'URSS. 1921-1922 : Guerre longue et meurtrière. Forces kemalistes prennent le dessus. Jusqu'à l'entrée dans Smyrne le 9 septembre 1922. Triomphe des kemalistes. Signature de l'armistice de Mudanya le 11 octobre 1922. Sultan et grecs vaincus. Kemal est en position de force pour négocier avec les alliés. Signature du Traité de Lausanne en 1923 qui remplace le traité de Sèvres. Plus de zone d'influence. Détroits démilitarisés pour éviter un conflit avec la Grèce. Kemal proclame la République de Turquie dont la capitale est Ankara. Rompt avec le passé ottoman et construit la nation turque. État original qui se met en place. Ultra nationalisme, fascination pour l'occident. Insistance sur la laïcité. Khalifa abolit par Kemal en 1922. Jointure entre Orient et Occident. Abandonne beaucoup de symboles pour rompre avec l'Orient (adopte l'alphabet latin et le calendrier chrétien). Ouverture et fascination pour l'Occident. Personnalisation du pouvoir autoritaire



1923 pour voir les périphéries européennes pacifiées. Difficulté du retour à la paix. Guerres qui soulignent 3 grandes faiblesses des traités de paix :

- Apparent triomphe du principe des nationalités – regain nationaliste.
- Sévérité des clauses des traités porte le risque d'une volonté générale de révision des traités. Exemple turc édifiant et dangereux du p.d.v. des vainqueurs. On peut réviser les traités en prenant les armes.

- Négociations de Paris ont éludé la question russe. Impossible d'ignorer la Russie. On ne sait pas ce qu'il est en train de se jouer en Russie. Perturbateur des RI.

Conflits qui peuvent sembler déconnectés des négociations de paix en sont le résultat. Guerres de l'après-guerre concernent les périphéries mais pas seulement. Au cœur du continent européen, il apparaît impossible de revenir à un temps de paix même si les armes sont encore rangées.

III. L'impossible restauration d'un ordre européen

Difficile retour à la normal. Europe coupée en deux. Problèmes laissés en suspens. Empêcher le rétablissement de la paix.

Réparations dont ni le montant ni les modalités de paiement ne sont fixées par les traités. Le traité de Versailles entre en vigueur en janvier 1920. Montée des tensions en 20-23 notamment entre la France et l'Allemagne.

A. Les réparations au cœur de la paralysie européenne

Traité de Versailles qui prévoit que le montant des réparations à payer par l'Allemagne fixé le 1^{er} mai 1921 au + tard. Personne ne sait à quoi s'attendre, empêche le rétablissement d'une économie européenne stable. Français, belges attendent les chèques. « L'Allemagne paiera » qui ne peut pas relancer son économie tant qu'elle ne sait pas combien elle doit payer. Les dettes de guerres connectées indirectement. La France annonce qu'elle ne remboursera pas les dettes de guerre du temps qu'elle n'a pas reçu les réparations et notamment vis-à-vis des anglo-saxons. Les USA qui ne sont pas signataires du traité de Versailles annoncent qu'ils ne renonceront pas à leur créance. 0 lien pour eux entre réparations et dettes de guerre. Situation confuse et source de tension. Conférence qui s'organise dans l'immédiate après-guerre visent à clarifier la pacification.

La conférence de Spa en juillet 1920, on ne parle pas des réparations. Comment on va se répartir le gâteau des réparations ? D'un côté les français et les belges qui mettent en avant les destructions de l'autre les britanniques qui accentuent les dommages moraux et financiers subis. ON finit par s'accorder sur le tableau suivant :

France	52 %
Grande-Bretagne	22 %
Italie	10 %
Belgique	8 %

Conception française qui l'emporte. Pas nécessairement un succès flamboyant. Dégradation des relations avec les britanniques. On ne connaît toujours pas le montant total des réparations et notamment allemandes.

Conférence de Londres (mars-mai 1921) – Allemagne a pris du retard dans l'application des clauses de démilitarisation notamment et dans le paiement des acomptes qu'elle devait verser. France met en avant une mauvaise volonté allemande – imposer un traitement sévère, seule la force parle aux allemands. Tensions très vives entre les alliés à Londres. Finalement c'est au prix d'un ultimatum posé à Berlin en mai 1921 qu'on pose le montant total des réparations à 132 milliards de marks-or. Contrainte de l'accepter. Foch est prêt à occuper militairement les régions les plus productives de l'Allemagne. Verse son premier milliard en août 1921. Loin de régler tous les problèmes. Chiffre apparaît comme une victoire française obtenue au prix de dégradation des relations franco-britannique (anglais qui veulent faire de l'Allemagne un partenaire économique) et de l'image internationale de la France (vainqueur tyrannique). Fixation loin de refermer le dossier des réparations. Parce que l'Allemagne paye peu ou mal. Réclame un premier moratoire dès novembre. Questions des réparations qui semblent fixées incitent les USA à réclamer leur créance. Reste au cœur des débats, nourri des rancœurs. Solution favorable à leur intérêt : FR et GB établissent des stratégies propres pour établir leur influence. Tensions alimentées entre Paris et Londres Alliance de l'Entente Cordiale jamais remise en cause. Relations se dégradent très vite « mésentente cordiale »

B. Rivalités franco-britanniques en Europe

Chacun déploie ses stratégies pour établir son influence sur le continent européen.

a. *Les grandes lignes de la politique française*

La principale ligne de conduite c'est l'affaiblissement durable de l'Allemagne. Investissement fort en Europe centrale traditionnellement sous influence allemande. Alliances avec les pays d'Europe centrale notamment la Pologne, le Royaume des Serbes, Croates et Slaves, la Roumanie. Réseau d'allié que la France espère fidèle. Soutien politique et militaire, investissement économique massif pour faire démarrer ses pays.

Le complexe sidérurgique – profiter de la position de force pour assurer les bases d'une puissance économique en Europe. Profiter du retour de la Lorraine sidérurgique et ses mines de fer pour faire grandir la sidérurgie française en profitant la possibilité d'obtenir à bas coût du charbon allemand (via les réparations). Construire une force sidérurgique européenne. Installer durablement l'influence française. Allemands conscients de ça. Reconstruire plusieurs départements. Utiliser dans son intérêt. Initiative de discussion bilatérale franco-allemande entre Louis Loucheur et Walter Rathenau se réunissent pour une entente possible autour de ses enjeux. **Accords de Wiesbaden** signés le **6 octobre 1921**, prévoir et rendre possible le paiement des réparations allemandes en nature et notamment par le charbon. Permet de faire tourner l'économie allemande et relancer la machine éco. Obtenir du charbon gratuitement pour la France, et des produits d'équipement. Voie qui s'écarte de la méfiance vis-à-vis de l'Allemagne. Dialogue sur certains points qui peut être avantageux pour les deux pays. Négociations bilatérales suscitent la méfiance des britanniques. RU pose son veto sur les accords de Wiesbaden et fait échouer tout le projet. Initiatives françaises qui ne doivent pas rester sans réponses. Mise en place de leur propre plan.

b. *La réaction britannique : le « Plan Lloyd George » (1922)*

Reprendre la main et ne pas laisser l'initiative au français. Projet global de stabilisation économique et politique. Rupture avec les traités de paix. Volonté de réintégrer l'Allemagne et la Russie dans la reconstruction (nouveaux acteurs qui viennent contrebalancer l'influence française). Idée centrale : création d'une association européenne pour financer la reconstruction économique (pays vainqueurs + Allemagne qui pourrait payer ses réparations par le fond commun) Russie qui bénéficierait du plan. Ne remet pas en cause l'Alliance avec Paris. Aristide Briand président du conseil se déclare prêt à négocier.

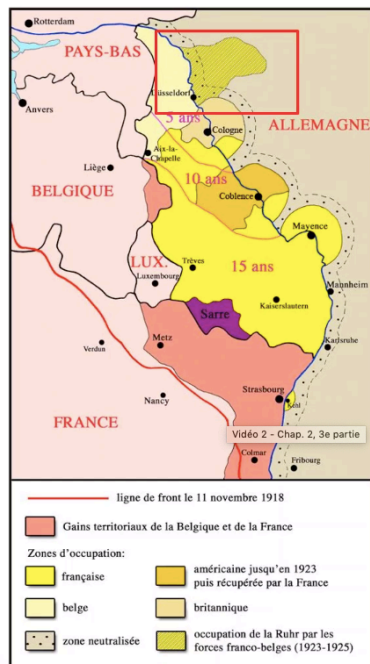
Conférence de Cannes (janvier 1922) pour négocier la mise en place du plan Lloyd George. Briand se dit prêt à négocier mais le Président de la République (Millerand) lui impose de ne rien céder. Coup de Cannes – Briand quitte la conférence, démissionne (« *d'autres feront mieux* ») Crise politique française à cause de la diplomatie européenne. Briand remplacé par Poincaré en janvier 1922. Échec de la conférence de Cannes.

Conférence de Gênes (avril-mai 1922) – climat a changé, le gouvernement français décidé à s'opposer au plan britannique. Échec évident. Plan Lloyd Georges échoue. Permis un rapprochement inattendu. Russie et Allemagne conviés à la conférence. Rathenau (min des affaires étrangères) et Tchitcherine se retrouvent à deux en marge de la conférence et signent des accords retentissants le 16 avril 1922, **accords de Rapallo**. Relations diplomatiques. Renoncent à tout problème de dettes, réparation. Pose les bases d'une coopération politique et militaire. Utilisation du sol soviétique pour utiliser son armement en contrepartie, aide technique et transfert de technologies. Réactions violentes. Réunion de deux périls. Radicaliser l'intransigeance française. Plan Lloyd Georges jamais mis en place. RU incité à regarder de l'autre côté de l'Atlantique vers les USA.

Juillet 1922 : les britanniques se déclarent prêts à rembourser leurs dettes de guerre aux américains. Suscite des réactions violentes chez les français. Éloignement Paris de Londres. Prise de distance du RU des affaires continentales.

C. Le retour à l'épreuve de force : l'occupation de Ruhr (1923)

Années des tensions culminantes en Europe. France a fait échouer le plan Lloyd Georges. De plus en plus isolée face aux complicité germano-russe et anglo-saxonnes avec les USA. Position délicate. Tensions à leur paroxysme. Allemagne multiplie les demandes de moratoires. Les USA s'obstinent à réclamer leur créance. Londres se détache de Paris se dit prête à renégocier les traités de paix, se dit prête à faire revenir les USA dans le jeu européen pour éviter le face à face avec Paris. Du côté américain, accession au pouvoir d'une administration républicaine a amené les USA à prendre leurs distances. Discours du secrétaire d'état américain Charles Hughes à New Heaven le 22 décembre 1922 (texte sur moodle) affirme que les US ne doivent pas s'occuper du « fardeau » européen. Poincaré a pris la décision de trancher le nœud gordien des tensions franco-allemande – le 27 nov il prend la décision d'aller occuper la Ruhr (+ riche région allemande) pour mettre un terme à cette impasse. Pression sur l'Allemagne qui est privée de ses ressources. Se servir de l'occupation pour faire tourner les usines au profit de la France. Chercher le charbon que les allemands ne veulent pas livrer. Les français cherchent à montrer leur position de force.



Occupation qui débute le **11 janvier 1923**, occupation franco-belge. Région qui est la première région économique d'Allemagne. Opération condamnée et déclarée illégale par les anglo-saxons. Violation des traités de paix. On crie à l'invasion en Allemagne.

Résistance passive – mise en grève immédiate de tous les ouvriers, financée par le gouvernement allemand. Épreuve de force. Permet aux français de récupérer le charbon qui leur est dû même si cela terni leur image internationale. Allemagne au bord du gouffre – favorise l'hyperinflation. Émission de billet importante, hyperinflation incontrôlable. Multiplication des mouvements sécessionnistes, dans la Ruhr mais aussi en Bavière, des tentatives de putsch, de révolution. Chaos politique total. Gouvernement plie à **l'automne 1923** - abandonne la Résistance passive. Allemagne au bord du gouffre. Tentatives de révolution communiste en Saxe, de putsch (**Hitler de la Brasserie le 9 novembre 1923**). Opération de la Ruhr coûte cher à Paris (soldat + faire tourner les usines) effondrement du Franc – limites des possibilités françaises. La France ne semble pas avoir les moyens financiers de suivre ses ambitions.

Nouveau gouvernement allemand à partir de l'automne 1923 dirigé par **Gustav Stresemann** qui parvient à rétablir un semblant d'ordre. Fin 1923 – triomphe français plus si évident. Poincaré accepte la proposition des anglo-saxons de réunir une commission d'experts pour trouver une solution technique. Et essayer de stabiliser la situation européenne. Logique de dialogue et de concertation européenne et non plus de tensions. Nouvelle page s'amorce en 1924. Europe au cœur des RI.

IV. Une géopolitique mondialisée ?

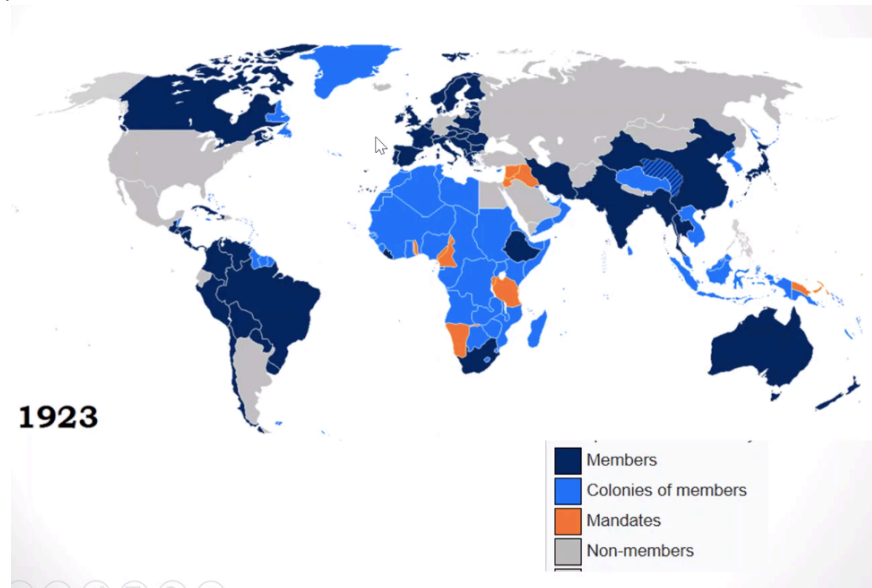
L'Europe est plongée dans une crise de conscience. Déclin de l'Europe. Discours pessimiste. L'Europe des concerts des nations n'est plus l'espace archi dominant de la planète. Europe reste au cœur de l'immédiate après-guerre. On ne peut plus parler d'un monde uniquement européen.

A. De nouveaux acteurs dans le jeu mondial

Nouveaux acteurs qui changent la donne politique. 3 nouveaux acteurs différentes qui viennent prendre une place sur la scène internationale.

a. La Société des Nations

Créée par les traités de paix. Instituée par la première AG en **septembre 1920** à Genève. Idée de **Wilson** mais les USA n'en font pas partie. Verrouillage de l'institution par les français et britanniques. (Présidence et vice-présidence (**Jean Monet**) de la SDN par des français et des britanniques). Membres sur tous les continents :



Dominions britanniques ont un siège (6 voix pour le Commonwealth) Européens semblent dominants. **3 États africains indépendants membres** (Éthiopie + Liberia + Dominion sud-africain) Représente la quasi-inexistence de l'Afrique sur la scène internationale.

Domination coloniale prive le continent africain d'une présence dans les RI. **5 membres asiatiques – Chine, Siam, Perse, Empire des indes sous tutelle britannique** mais qui possède un siège autonome + Japon (siège permanent au Conseil). Amérique latine – espace le mieux représenté – 15 membres – n'arrivent pas à peser sur les décisions. Amène au retrait du Brésil en 1926 qui se considère comme persécuté par les européens.

Symbole des RI reposant sur l'équité. Chaque état vaut une voix. Instrument aux mains des européens. Visibilité à certains États. Affirmation de nouveaux enjeux sur la scène internationale grâce à ses organismes techniques. Porter de nouvelles questions. Bureau International du Travail – lié à la SDN. Cherche à ce que la question sociale devienne internationale. Contenir les vagues révolutionnaires en montrant les alternatives pour améliorer les conditions des travailleurs. Institution **contre révolutionnaire**. Promouvoir des thématiques nouvelles sur la réduction du temps de travail (pour les enfants), sur l'âge légal du travail. Encourage à mettre en place des assurances sociales. Thématiques nouvelles.

Même logiques avec des organes liés à des questions humanitaires. Questions qui relèvent du bien-être, de la survie des peuples qui relèveraient d'une responsabilité collective internationale. Change l'idée même de la diplomatie. Création d'un commissariat au réfugié (ancêtre du HCR) – problématiques des populations déplacées à cause de la guerre et des

changements de frontières en Europe. Arrivée importante de réfugiés du génocide arménien en Europe. Solution pour ces problématiques. Invente le passeport Nansen qui est donné aux apatrides pour leur donner la protection juridique de la SDN. Millions de gens qui se retrouvent apatrides avec le démantèlement des empires. Création d'une commission sanitaire qui vise à lutter contre les grandes épidémies mondiales. Pas un acteur de premier plan mais sa création et celle d'organes techniques modifient le regard des RI en changeant le regard des seules relations intergouvernementales entre pays. Ce n'est plus seulement cela. La SDN nous le montre. Naissance de la SDN modifie le fonctionnement des règles sur la scène internationale.

b. L'URSS

Rôle central. **Acteur qui sort de nulle part. 1917** – publication du décret sur la paix et des traités secrets. Il est clair qu'on a affaire à un acteur à part car il ne reconnaît pas les règles telles qu'elles sont reconnues et établies depuis le XIXe.

La politique étrangère de l'URSS repose sur la **propagation de la révolution prolétarienne** et diffuser une révolution mondiale. Utiliser les failles du capitalisme. Début des années 20 : Russie en guerre civile. Apaiser sa situation interne. Moyen particulier qui doit être utilisé pour diffuser la révolution mondiale – la IIIe Internationale (Komintern) précisé par les 21 conditions d'adhésion à la IIIe Internationale (à lire sur Moodle) Rejoindre l'association des partis révolutionnaires. Partis rebaptisés **Partis Communistes fédérés dans la IIIe Internationale** sur une logique autoritaire, pyramidale. Le centralisme démocratique. Conséquences importantes sur la vie politique interne de nombreux politiques. Les partis de gauche doivent choisir entre l'adhésion ou non à la IIIe internationale – **amène à l'explosion des gauches en Europe occidentale** notamment entre ceux qui adhèrent à la IIIe internationale. Congrès de Tours – socialistes amenés à trancher. **Division entre la SFIO et le PCF**. Conséquences majeures sur la vie politique et la scène internationale. Outil de la diplomatie soviétique. Ne pas jouer le jeu avec les règles des puissances capitalistes. Échec de la vague révolutionnaire – apaisement relatif de Lénine. Signe un accord commercial avec les britanniques en 1921. Possibilité de participation à la reconstruction européenne. Pervertit immédiatement ce jeu en mettant en avant ses propres règles (accords de Rapallo) Caractère peu fiable de cet Union Soviétique. **Pour tous les acteurs tiers, l'URSS est un acteur peu rationnel et peu fiable mais qu'on ne peut plus ignorer.**

c. Les États-Unis : le mythe de « l'isolationnisme »

Déjà un acteur. Acquis un nouveau rôle dans les RI. **Potentiel de puissance à la fois politique, économique, militaire et une puissance financière.** Dans les mains toutes les armes du potentiel de puissance. Savoir s'ils vont mettre en œuvre ce potentiel et comment ?

Réticence des USA à s'impliquer dans le début des années 20. Après l'échec de Wilson, volonté de se retirer du borbier européen. Ce qui est perçu comme le terrain d'incorrigibles nations incapables de s'entendre et ingrates (refus de rembourser des créances) **Volonté de repli hors d'Europe. Ne sont pas isolationnistes pour autant.** Déploient des moyens de cette puissance nouvelle et s'assurent une place de premier plan. Remplacent la puissance britannique.

Premier espace : Amérique latine. S'amplifie au début des années 20. S'explique de manière différente.

En Amérique centrale, la présence américaine se fait par le biais de l'interventionnisme militaire. Cas au Nicaragua, en Haïti (14-32), au Mexique, à Cuba depuis le retrait forcé des espagnols. Politique du gros bâton. En Amérique du Sud la présence américaine se manifeste par l'impérialisme économique. Les capitaux américains mettent l'Amérique du sud sous quasi-tutelle des entreprises américaines. « République bananière » - État qui n'a d'autonome que le nom. Vient de l'Am du Sud de l'EDG et de l'omniprésence de la United Fruit Company – tellement investi qu'elle tient le sort des États d'Am centrale et du Sud. Marque la dépendance de ces États à l'omniprésence américaine. Les USA détrônent la puissance britannique. Premier partenaire économique de tous les pays latino-américains. **Yankophobia** – rejet de l'Américain du Nord qui investit et se comporte comme chez lui dans un certain nombre de pays. Gagne en importance dans la diplomatie et les conférences pan américaines. Conférences qui réunissent les dirigeants et les chefs d'États américains. Omniprésence américaine même si méthodes différentes.

Autre espace : Le Proche et le Moyen Orient. Sous large influence britannique mais vu comme stratégique notamment parce qu'on commence à y découvrir des ressources pétrolières. Impulsion de Hughes perçoit l'importance de cette zone. Travail à soutenir les ambitions d'une compagnie jeune qui veut prendre pied, la Standard Oil Company (qui va devenir un géant pétrolier). Complicé parce que les intérêts britanniques sont extrêmement puissants mais à force de pressions diplomatiques et financières, la SOC arrive à prendre la main sur quelques exploitations pétrolières et notamment en Irak. Met un pied dans ces espaces proches. Pas comparable avec l'investissement sur le continent latino-américain.

Dernier espace : Rives du Pacifique mais n'intéresse pas seulement les USA. D'autres puissances y jouent un rôle majeur.

B. Le Pacifique, nouvel enjeu international

Il y a un décentrement et cela devient un espace stratégique majeur au lendemain de la guerre. L'Asie pacifique est traditionnellement dominée par les Britanniques qui y assurent la sécurité par la Royal Navy doublé du contrôle avec les *dominions* australiens et néo-zélandais du Sud. En 1902, ils nouent une alliance avec le Japon pour le partage de la domination. Consortium anglo-japonais. Détroit de Malaka Au lendemain de la guerre, cela se complique. Forces en présence qui ont évolué.



En effet, l'acteur japonais s'émancipe et s'affirme. L'expansion japonaise a commencée avant la guerre avec la Corée et Taiwan depuis sa victoire contre la Russie en 1905. Cela s'accroît avec la participation japonaise à la guerre. Japon a profité de la guerre pour mettre un pied sur la Chine occidentale. C'est renforcé par la forte croissance industrielle du pays qui augmente de **60% entre 1914 et 1919** et croissance démographique. C'est un acteur plus puissant et plus ambitieux. Le Japon connaît une très forte poussée démographique. Population qui croît. Voit un moyen de déverser une partie de sa population.

Dans cet espace il y a des **puissances coloniales européennes** avec la France en Indochine, le Royaume-Uni avec l'Empire des Indes et les dominions, en Malaisie et les Pays-Bas dans les Indes néerlandaises. Il faut ajouter la présence américaine aux Philippines. Les Européens restent attachés à leur présence dans la zone car positions stratégiques. La Russie est également présente bien qu'elle se soit mise en retrait depuis **sa défaite de 1905** contre le Japon et La Révolution la guerre civile – amènent la Russie à se concentrer sur ses problèmes intérieurs. Appétits qui se développent – Opportunité pour d'autres acteurs. La Chine apparaît comme un acteur mineur, sans pouvoir central et laissé au règne des seigneurs de guerre. Cela en fait une proie facile et soumise à la pénétration étrangère avec un régime semi-colonial. Situation interne chaotique anarchique sans pouvoir central. Situation de grande faiblesse qui la rend incapable de jouer les premiers rôles. Japon en a profité. Chine est soumise et vulnérable aux pénétrations étrangères européennes. USA qui ont défendu le principe de la porte ouverte en Chine. Tous les acteurs peuvent s'impliquer en Chine. Appétit de tous les autres acteurs de la zone.

L'acteur américain d'après-guerre fait du Pacifique la priorité de son activité internationale. En 1921, le Commandement Général de la Navy est transféré d'Annapolis sur la côte Atlantique à San Diego, en Californie, sur la côte Pacifique montrant la priorité américaine sur le Pacifique. Ils ont deux lignes principales :

- Conserver la voie transocéanique emmaillée d'îlots de présence américaine avec Hawaï, les Midway et la colonie des Philippines. Axe majeur du commerce américain.
- Défendre le principe de la « porte ouverte » en Chine. Ils refusent le principe européen des concessions mais veulent appliquer le principe du libéralisme où les États-Unis sont *de facto* gagnants.

Au début des années 1920, il y a une forme de **désordre**, fait accompli voire l'anarchie avec une multitude d'acteurs tous différents, qu'il appartient aux grandes puissances de clarifier. Mettre de l'ordre est le but de la Conférence qui se tient à **Washington** entre **novembre 1921 et février 1922**. C'est la première conférence internationale qui se tient sur le sol américain. À Washington on discute et négocie sur deux enjeux :

- **La situation de l'espace pacifique**, ce que peut ou pas faire un acteur engagé
- **La question de l'équilibre entre les grandes puissances navales de la planète**. Limitation globale de l'armement naval. Redistribution globale. Aboutit au **traité du 6 février 1922**. (§ suivant)

Un grand traité naval datant du 6 février 1922 y est signé et fixe des coefficients autorisés à chacune des grandes puissances de la planète en termes de tonnages. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont un coefficient de 5, donc ils ont le droit à avoir la même marine. Le Japon, la France et l'Italie ont le droit à des tonnages inférieurs ; 3 pour le premier et 1,75 pour les deux autres.

C'est une **défaite diplomatique française**, qui, alors qu'elle est la deuxième puissance coloniale, se retrouve rabaissée au rang de 4^{ème} puissance navale avec le même coefficient que la petite Italie. Cela marque un déclassement français. Difficulté à s'imposer dans les négociations.

De plus, il y a un **abandon définitif de la supériorité britannique** sur les mers alors que le Royaume-Uni régnait sur les mers depuis le XVII^{ème} siècle. Les diplomates américains ont défendu le principe de second to none puisque les États-Unis ne veulent être derrière personne. Victoire diplomatique américaine. La marine américaine ne doit être inférieure à aucune autre.

La **marine japonaise s'affirme**. Reconnaissance internationale forte. Elle a la spécificité d'être concentrée sur un territoire réduit. Elle est donc puissante car elle n'a pas à s'éparpiller sur des territoires mondiaux. De plus, ces coefficients fixent les tonnages maximaux autorisés mais pas celui en l'état. Le Japon a donc la possibilité d'augmenter les siens.

Rapports de force qui se jouent et une évolution marquante de la hiérarchie des puissances (ici maritimes mais aussi au niveau global dans les RI)

À Washington sont également négociés des traités centrés sur la question du Pacifique et qui ont pour but de **freiner les ambitions japonaises** dans la zone. Les États-Unis sont particulièrement inquiets de l'expansionnisme japonais et la diplomatie américaine force le Royaume-Uni à abandonner son partenariat avec le Japon. Front anglo-saxon pour freiner les ambitions japonaises. **Deux traités sont signés, dits des Quatre puis des Neuf puissances**. Le premier affirme d'intégrité territoriale de la Chine (oblige le Japon à reculer). Deuxième traité : tous les signataires s'engagent tous à la stabilisation et à la pacification de cet espace mais aussi à ne pas bâtir de structures militaires sur les îles de Pacifique pendant 10 ans. De plus, ils consacrent le principe de l'intégrité territoriale de la Chine et celui de la « porte ouverte ».

Il faut retenir plusieurs choses de ces traités de Washington :

- Ils marquent un transfert plus ou moins consenti des Britanniques d'une tutelle britannique qui devient **américaine** sur la zone. On parle dès lors de **pax americana** sur la zone pacifique. Ce sont les USA qui ont pris la main sur cet espace.
- Ce sont des traités très conservateurs, car ils visent essentiellement à **maintenir le statu quo** et à contrer les velléités japonaises. Cette volonté de figer les choses suscite des rancœurs du côté de Tokyo, qui lui veut faire bouger les choses. Et le Japon, malgré les traités, entend bien poursuivre son expansion en Asie orientale et dans le Pacifique. Il a quand même des cartes en main importantes, car il a fortifié des îlots qu'il avait récupérés durant la guerre. Le Japon joue du nationalisme asiatique et cherche à trouver un moyen malgré ces traités. Les traités ne le forcent pas à démanteler ces îlots. Il a également obtenu un tonnage prometteur puisqu'il pourra faire évoluer sa marine. Le Japon veut aussi augmenter sa puissance armée une fois le quota atteint en développant le sous-marin et l'aviation. Le Japon a profité de la guerre pour fortifier tout un tas d'îlots qui lui permettent d'avoir des bases militaires. Profite des failles des traités de Washington pour développer son arsenal militaire. Limité du point de vue naval, développe son arsenal sous-marin et aussi son aviation.

Cela ne met pas un terme aux ambitions japonaises et rétrospectivement cela a été vu comme le deuxième grand moment d'affirmation diplomatique du Japon. (1^{er} étant la guerre russo-japonaise de 1905). Devient un enjeu majeur qu'il convient de neutraliser ou de surveiller.

Dans cet espace émerge une forme de duopole entre les États-Unis qui se veut être le garant des traités de Washington et le Japon qui prétend à terme remettre en cause l'ordre établi à Washington.

C. Les cartes de la question coloniale rebattues ?

L'après Première Guerre mondiale n'est pas un après-guerre anti-colonialiste. De nouvelles données apparaissent néanmoins. Cadres de la question coloniale rebattus. 3 enjeux

Il y a **une voix de l'anti-colonialisme** qui était jusqu'ici minoritaire mais qui est désormais portée par deux acteurs importants des relations internationales.

Aux États-Unis, il y a une double rhétorique entre celle de Wilson et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais aussi celle de première colonie décolonisée qui veut servir de modèle d'émancipation. Cela n'empêche pas les États-Unis d'être une puissance coloniale parfois très dure et d'occuper certains pays des Caraïbes.

La deuxième grande voix est celle de **l'Union Soviétique** qui dénonce la colonisation comme le produit d'une **oppression capitaliste**. Elle met aussi en avant le fait que favoriser les protestations dans les colonies permet d'affaiblir les pays colonialistes capitalistes. Avant même la formation de l'URSS, une grande propagande est lancée à l'égard des peuples colonisés. Le Komintern est l'outil de cette propagande qui organise des rassemblements. C'est sous cette égide qu'est organisé à Bakou en Azerbaïdjan le « Congrès des peuples d'Orient » en septembre 1920. Les grands leaders nationalistes des colonies asiatiques et du nord de l'Afrique sont invités à venir discuter des questions coloniales et de l'émancipation des peuples colonisés. C'est bien reçu dans les colonies, notamment en Asie du Sud-Est. C'est

ainsi qu'en Indonésie, colonie néerlandaise, se crée le premier parti communiste dans une colonie qui adhère au Kominterm dès 1921, le PKI. On retrouve cela en Indochine française et en Égypte sous protectorat britannique. **Cela donne un nouveau souffle à certaines revendications coloniales.**

Deuxièmement, on a **le principe posé par la SDN** à travers le système des mandats qui vise à accompagner les territoires vers l'indépendance. Ce dernier donne des idées aux autres peuples colonisés, d'autant plus que la SDN a posé le principe du droit de pétition si les peuples considèrent que la puissance mandataire gère mal le mandat. La SDN leur offre ainsi un droit de protestation.

L'exemple turc inspire également les mouvements indépendantistes notamment au Proche et Moyen-Orient. Cependant, le radicalisme laïc de la Turquie kémaliste l'empêche d'être vraiment un élément de modèle pour les autres sociétés islamiques.

Finalement on a **les promesses faites par les puissances coloniales** en contrepartie de l'effort de guerre pendant les années de conflit. Elles ont attisé les espérances notamment dans les colonies britanniques, qui a promis le *self government* à l'Empire indien. Au lendemain du conflit les nationalistes indiens viennent le réclamer. La France a quant à elle été moins offrande et n'a pas fait tant de promesses à ses colonies. À la fin de la guerre, la nationalité est quand même offerte aux Sénégalais.

Tous ces éléments aboutissent à une **certaine secousse du monde colonial** dans les années 1920, notamment dans des espaces qui vont être pionniers dans cette contestation : l'Asie et le Proche-Orient, dans une moindre mesure le Maghreb.

En Asie du Sud-Est il y a un double mouvement, à la fois du côté des élites bourgeoises occidentalisées et un mouvement communiste financé par Moscou et par le Kominterm. C'est surtout en Inde que les choses bougent. Le *self government* promis par Londres est mis en place en 1918 et 1919 mais est vidé de son sens. Il n'y a pas de transfert de compétences.

Cela amène une **radicalisation du mouvement nationaliste indien** qui se structure autour du Parti du Congrès (*Indian National Congress*) alors que ce dernier avait opté pour une logique de coopération avec Londres pour obtenir un transfert de compétence. Manifestations réprimées par la puissance britannique. Le mouvement se radicalise d'autant plus après le **massacre d'Amritsar le 13 avril 1919**. À Amritsar (moment fondateur du cheminement indien vers l'indépendance) a lieu une manifestation en faveur de l'indépendance qui est réprimée par les armées britanniques, faisant près de 400 morts. Le Parti du Congrès devient alors « non-coopérant » et définit l'indépendance de l'Empire des Indes comme son objectif à moyen terme. Il s'affirme à partir des années 1920 sous les figures **de Nehru et de Gandhi** qui appellent à un mouvement de **désobéissance civile**. La réponse britannique est d'abord la répression ce qui permet en apparence de maîtriser la situation dans le joyau de l'Empire mais le mouvement se structure avant de connaître une flambée à la fin des années 1920. Réduit au silence mais radicalise les populations – couper les liens avec la métropole britannique.

Au Proche et Moyen-Orient les choses bougent également. C'est là aussi où l'exemple turc se fait le plus sentir.

La Perse et l'Afghanistan, deux États tampons entre les puissances britanniques et russes semi-coloniaux, s'émancipent au début des années 1920 de la tutelle britannique. Ils obtiennent le départ des troupes britanniques qui y étaient stationnées. (1920 – Perse 1922 - Afghanistan)

Plus à l'Est, le protectorat britannique sur l'Égypte instauré depuis les années 1880 s'affaiblit sous la pression des élites nationalistes. **En 1922 il y a une indépendance formelle même si les armées britanniques restent et que le contrôle du canal de Suez reste britannique.**

Au Proche-Orient il y a une difficulté franco-britannique à imposer l'ordre. Le cas le plus éloquent est celui de la Palestine avec les heurts entre les populations arabes et juives qui débouchent sur des états de violence et d'insécurité. En 1922, le Royaume-Uni publie le premier Livre Blanc, appelé Livre de Churchill, pour la Palestine. Cela réaffirme le droit des populations juives à s'installer en Palestine mais limite leur zone géographique et donne des garanties foncières aux Palestiniens. Climat d'insécurité et de violence perpétuel.

Les Britanniques réussissent mieux en Irak où ils vont accompagner le cheminement vers l'indépendance. Ils accordent une constitution à l'Irak en 1925 qui devient indépendant en 1932, même si les Britanniques sauvegardent leurs intérêts économiques, notamment sur les gisements pétroliers via la TPC (*turkish petrolian company*). Quant aux mandats français de Syrie et du Liban, on observe la difficulté des Français à instaurer leur administration et à pacifier ces espaces. En 1925 il y a une **révolte des Druzes en Syrie française**.

Au Maghreb français on voit une amorce de remise en cause du système colonial mais de manière beaucoup moins organisée. En Tunisie et au Maroc des mouvements se structurent. En Tunisie cela passe par des mouvements sociaux avec de grandes grèves portées par des syndicats ou partis nationalistes comme le Destour, parti nationaliste bourgeois, (1922) ou la CGTT (1924), confédération générale des travailleurs tunisiens financée par le Kominterm.

C'est au Maroc que se déroulent les événements qui aurait un fort retentissement international : c'est l'épisode de la **guerre du Rif à partir de 1921**, d'abord de la région sous domination espagnole autour de leur chef Abd-el-Krim qui devient un héros du monde arabe avant de remonter vers la région française à partir de 1925. C'est une guerre de **guérilla** qui rencontre un fort écho dans l'ensemble du monde colonisé. 1926 – arrêtés par l'armée française. Met en scène une rébellion armée.

Ces mouvements se heurtent à la **répression**. C'est donc loin de remettre en cause le système colonial. D'autant plus que les opinions publiques occidentales sont loin de remettre en cause le colonialisme. Il y a bien un moment important où l'on sent que les choses bougent. Malgré la répression, beaucoup des mouvements passent dans la clandestinité et **se structurent**. Au tournant des années 1930, ils refleurissent. Les choses sont entrain de changer.

Conclusion :

Cette période 1919-1924 est une période où l'on a cherché à poser de nouvelles bases d'un nouvel ordre international. Malgré les traités de paix et les négociations qui ont suivi, on a du mal à retrouver un ordre stable. L'ordre reste précaire. L'Europe reste le cœur du système international mais aussi le **cœur des problèmes**. À partir de 1922-1923, elle apparaît relativement pacifiée mais elle n'est pas apaisée. Les contentieux sont toujours très

nombreux. À la fin de l'année 1923, la situation européenne apparaît se trouver dans l'impasse.

Dans le reste du monde, la hiérarchie des puissances apparaît rebattue. La guerre a changé les rôles et a révélé des ambitions nouvelles puissances ou des frustrations. L'impression de désordre domine avec une nouvelle grande puissance qui détient les cartes, les États-Unis, mais qui est réticente à endosser le « fardeau de la puissance ». Si l'URSS est à la marge du système, son ombre plane dans les relations internationales on ne peut pas complètement l'ignorer. Enfin, la SDN apparaît novatrice mais peine à trouver sa place dans le système. De plus, les acteurs régionaux prétendent jouer un rôle de premier plan et remettre en cause l'ordre colonialiste établi, notamment le Japon ou la Turquie ou de l'Empire indien.

C'est une période de tâtonnement et instable et c'est un après-guerre dans le sens où l'on ne sort pas si facilement que cela des conflits. Populations marquées et États veulent obtenir des gains à la hauteur de ce qui a été détruit. La propagande de guerre n'a fait qu'attiser la haine de l'autre. Les représentations réciproques des populations jouent un rôle dans la difficulté à revenir à une situation pacifiée.

Dès 1924, cela se pacifie. La volonté américaine de jouer un rôle et de revenir dans le jeu permet de remettre les choses en place.

Chapitre 3 : Un monde pacifié ? (1924-1929)

INTRODUCTION

Les années d'après-guerre sont caractérisées par une montée des tensions (caractérisée par le bras de fer de l'occupation de la Ruhr). Difficulté de réinstaller un ordre et des relations internationales. Engendrée par le bouleversement des relations internationales mais aussi par les contentieux franco-britanniques. Les stratégies fondées sur les égoïsmes nationaux se trouvent dans l'impasse. L'échec franco-belge dans la Ruhr marque alors l'échec d'une solution dans la force. Poincaré, à l'initiative de la politique FR dans la Ruhr, lui-même accepte de revenir à la table des négociations. Le climat des relations internationales change assez brutalement dès 1924. Il y a un début de détente et de pacification européenne qui a un effet contagieux sur l'ensemble de la planète. C'est consolidé par une croissance économique mondialisée. 5 années de prospérité économique, de dialogue international, par une coopération internationale nouvelle cette période est perçue comme étant les années dorées de l'entre-deux-guerres. Cela pose des bases importantes pour les années après la Seconde Guerre mondiale qui tentent de revenir à ce modèle. Dans ce contexte, il faut comprendre les raisons de ce retournement, comment les RI ont fonctionné dans cette période faste, et pourquoi cet âge doré a été si court.

I. Le tournant de 1924 en Europe

C'est là que la période 1924 semble représenter un vrai tournant.

« C'était une année qui avait commencé par des morts, par la disparition des symboles ou des acteurs les plus considérables des premières années de la Paix : Lénine était mort en janvier, Wilson en février, Hugo Stinnes en avril. En mai, des élections pleines de lyrisme avaient amené au pouvoir le bloc des Gauches : comme on venait d'en finir avec la Chambre bleu horizon, on croyait que la guerre était définitivement liquidée » Paul Nizan, La conspiration

Montre qu'avec la disparition de grands personnages associés à la période précédente sur différents plans, cela peut amener une page à se tourner, pareil avec les élections.

Dès la deuxième moitié de l'année 1923, il y a un changement des rapports de force.

➤ Les cartes rebattues dès la fin 1923, et même le milieu. Plusieurs éléments l'expliquent.

A. Le rapprochement anglo-saxon approfondi (GB/US)

En juin 1923, les Anglais s'engagent à payer la dette américaine par le biais des accords Baldwin-Mellon, il fixe les modalités de paiement. L'idée est de ramener les Américains dans le jeu européen, c'est la confirmation de la route singulière que décide de prendre le RU, distance avec les alliés européens.

En septembre 1923, il y a l'abandon de la résistance passive (grève générale dans la Ruhr pour empêcher de faire tourner les usines pour les français et les belges : elle est ruineuse) en Allemagne, proclamé par le gouvernement Stresemann. À l'automne, Gustav

Stresemann, alors Chancelier du Reich, se dit prêt à négocier pour trouver une solution à la crise.

En novembre 1923, devant l'isolement politique de la France, le président du Conseil Raymond Poincaré accepte de revenir à la table des négociations et accepte le principe d'une commission d'experts pour trouver une réponse non plus militaire mais financière au problème. Cette dernière est dirigée par l'Américain Charles Dawes, du nom de son président, un banquier américain, pour préparer des solutions aux réparations: début des travaux en décembre 1923.

Un basculement s'opère. Il est favorisé par une forme de hasard bienvenu : les alternances politiques à Londres et à Paris.

➤ Alternances politiques à Londres et à Paris

Dans les deux pays, des gouvernements de gauche sont élus, il y a un virage, de façon presque simultanée et s'installent au pouvoir, ce qui facilite le travail de coopération. Le premier gouvernement MacDonald en janvier 1924 est un gouvernement travailliste. Au même moment, une alliance des différentes forces de gauche françaises (alliance radicaux/socialistes) remporte les élections de 1924 contre Poincaré, la majorité sortante : c'est le Cartel des Gauches dirigé par Edouard Herriot. Cela permet une communion de vue entre les deux principales puissances du continent. Cela change l'atmosphère diplomatique européenne. Cela témoigne d'un revirement diplomatique mais d'une lassitude des opinions publiques qui veut en finir avec les conflits et les rapports de force, volonté peut être d'essayer autre chose.

1. Sortir de l'impasse des réparations

a. Problème qui empoisonne tous les autres.

Depuis décembre 1923, la Commission Dawes planche. En avril 1924, le rapport est rendu, elle propose un plan technique pour amorcer le paiement des réparations. Il y a les bases de ce qui va devenir le plan Dawes. L'idée est un plan de paiement des réparations pour les 5 prochaines années pour réamorcer les paiements allemands de réparation. Les indemnités sont d'abord modestes et doivent augmenter progressivement. Pour permettre à l'Allemagne de payer, on lancerait un emprunt international en sa faveur auprès des banques, ce qui permettrait de relancer l'économie allemande: production de bénéfice. Cela suppose d'organiser un mécanisme technique chargé de contrôler les circulations d'argent depuis Berlin. De plus, il permet de mettre en place un agent général des réparations à sa tête, neutre, qui sera américain. Attention toutefois. Le plan ne modifie en rien le montant des réparations (132 milliards toujours). Le plan met simplement en place un échéancier. Il ne dit pas un mot des dettes de guerre et ne les lie pas aux réparations. Finalement, ce plan est provisoire, pour 5 ans, destiné à rétablir des circuits pour faire circuler l'argent, et ne vise pas à rembourser le capital ni les intérêts de la dette allemande, mais simplement à refaire marcher l'appareil économique allemand pour qu'à terme l'Allemagne puisse rembourser.

Rapidement l'Allemagne se dit intéressée par le Plan. Du côté français, Édouard Herriot prend en main les négociations sur ce Plan. Les gouvernements européens se retrouvent à Londres à l'été 1924 pour en discuter, décider de ce qu'ils vont faire de ces recommandations, lors de la conférence de Londres de juillet à août 1924 où deux éléments changent la donne des RI à ce moment là : l'Allemagne est invitée à partir du 5 d'août pour négocier sur un pied d'égalité avec les vainqueurs dans la deuxième moitié de la conférence.

Les États-Unis acceptent de participer à la conférence. L'ambassadeur américain est envoyé, ce qui apparaît comme étant frileux. Mais les grandes figures américaines sont très présentes en coulisses et les officiels américains sont nombreux à aller à Londres. Le secrétaire américain au Trésor Mellon, le Secrétaire d'État Charles Hughes et J.-P. Morgan, président de la banque Morgan se trouvent à Londres pendant l'été, de manière informelle.

L'enjeu central est de faire accepter le plan et notamment faire accepter aux Français le retrait de la Ruhr. Herriot a cédé assez vite avant le 31 août 1925, il veut rompre avec la politique antérieure, et a obtenu en échange qu'une partie des réparations soient payées en charbon. Une partie de la droite va lui reprocher de ne pas avoir obtenu plus, notamment le lien entre dettes de guerre et réparations, une garantie sur la sécurité intérieure.

La conférence de Londres se sépare à la mi-août et le plan Dawes est accepté par les différentes parties. Au terme de cet été, le problème central des tensions européennes apparaît réglé au moins pour 5 ans. L'Allemagne reprend de fait les paiements. Le plan entre officiellement en vigueur le premier septembre 1924. On a une forme de solution technique et non plus politique avec des financiers et des banquiers qui maîtrisent la technicité. C'est un plan marqué par une forme de tutelle américaine. De plus, cela permet de renouer le dialogue entre Londres et Paris, et de créer un dialogue entre Paris et Berlin.

B. Vers une réintégration soviétique sur la scène internationale ?

Depuis 1917, la Russie est la grande inconnue des relations internationales. Or, en 1924, un nombre de questions est levé.

1) Rétablissement des relations diplomatiques

En 1924, les grandes puissances européennes décident de rétablir les relations diplomatiques avec la Russie, d'abord Londres puis Rome et enfin Paris. C'est facilité par l'alternance électorale en France et au Royaume-Uni qui est moins farouchement hostile aux communistes, avec le glissement à gauche. C'est lié aussi aux fruits que recueille l'URSS après sa politique de retenue sur la scène internationale. Le risque de contagion révolutionnaire apparaît alors écarté. Les soviétiques acceptent de jouer le jeu des puissances bourgeoises et capitalistes.

2) Succession de Lénine et positionnement international de l'URSS

Le 21 janvier 1924, Lénine meurt. Cela ouvre une querelle de succession, elle a des enjeux importants pour l'histoire intérieure et sur le positionnement international de l'Union soviétique. Deux camps s'opposent, dans la lutte qui se cristallise vite, entre les partisans de Trotski, alors Commissaire du Peuple à la Guerre qui a de fait la main sur l'Armée rouge et la Troïka qui est une alliance de grands cadres: Zinoviev, le Secrétaire Général du Komintern ;

Kamenev, le président du Conseil des Commissaires du Peuple et du Politburo et Staline, le Secrétaire Général du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Les 3 s'allient pour tenir tête à Trotski.

Les mots d'ordre des deux camps apparaissent antagonistes. C'est aussi une lutte entre deux conceptions de ce que doit être la politique et la diplomatie étrangère, au-delà d'une querelle personnelle. Alors que Trotski défend le principe de révolution permanente et de révolution mondiale, notamment développé dans son œuvre *Les Leçons d'Octobre* (1924). Il faut soutenir toutes les révolutions hors de l'Union soviétique. Il défend l'idée que le socialisme n'est pas viable en URSS si il reste isolé, si il reste le seul pays socialiste. Seul l'URSS sera forcément attaquée un jour, elle ne survivra que par un repli, ou sera détruite. Du côté de la Troïka, le mot d'ordre est synthétisé par la formule du socialisme dans un seul pays repris par Staline dans *Trotskisme ou léninisme* (décembre 1924).

L'objectif final est le même pour les deux camps, assurer la mise en place durable du socialisme en URSS, et propager la révolution, mais c'est la stratégie pour l'atteindre qui diffère, on inverse l'articulation. Trotski pense que le régime est relativement précaire et n'est pas viable à terme si l'URSS est le seul pays socialiste. À l'inverse, l'idée de la Troïka n'est pas de renoncer à la révolution mondiale mais de consolider la mise en place du régime socialiste en URSS pour en faire le bastion solide, le foyer du socialisme, d'où partira la contagion révolutionnaire. Cette lutte interne est lourde de conséquence sur les RI.

Du point de vue des autres acteurs de la scène internationale, cette confrontation porte en germe le positionnement qui pourrait être celui de l'URSS sur la scène internationale.

Cette lutte est lourde de conséquences pour les relations internationales. À partir de la fin l'année 1924, c'est la Troïka qui semble imposer ses vues car les grands cadres du parti paraissent aspirer à une période de consolidation après les années de guerre. En janvier 1925, Trotski abandonne son poste, ce qui est la première étape de sa longue mise à l'écart, jusqu'à son exclusion du PC soviétique, sa déportation, son exclusion du territoire, son assassinat en 1924. C'est donc la Troïka Staline qui va progressivement s'imposer sur ses concurrents. En décembre 1925, c'est le socialisme dans un seul pays qui devient la ligne officielle du PC d'Union soviétique. Dès lors elle semble prête à jouer, si cela est dans son intérêt, à reprendre son rôle dans les RI. Dès janvier 1925, elle signe un accord avec le Japon. En avril 1926 elle signe le traité de Berlin, prolongement du traité de Rapallo.

On voit l'évolution décisive que cette succession léniniste va avoir sur le positionnement international.

c) La « deuxième naissance » de la SDN

Dans **ce renouveau, l'alternance électorale au RU et en FR joue un rôle majeur**. Cela emmène un changement de conception des deux puissances de la SDN. Ils la perçoivent comme un outil de la pacification européenne et mondiale. Pour Herriot elle peut être l'outil de la sécurité française pouvant aussi redorer son image internationale fortement ternie notamment par l'événement de la Ruhr. Dès lors, ils vont en faire le coeur de leur diplomatie. Pour les français, **l'idée est de faire valoir à la SDN le principe de sécurité, ce qui leur avait refusé lors des traités de paix.**

a) L'assemblée générale de septembre 1924

Les **deux chefs de gouvernement, Édouard Herriot et Ramsay MacDonald** s'y rendent personnellement, ce qui est une première. Ils prennent successivement la parole dans deux discours remarquable. C'est le début de la tradition des grands discours des chefs de gouvernement et d'État devant les assemblées. **MacDonald reprend le point du désarmement et ajoute l'idée de l'arbitrage obligatoire des différends** pour trancher juridiquement les contentieux. **Herriot, qui le suit, y souscrit. Il y ajoute le principe de la sécurité.**

Cela aboutit **au triptyque « sécurité-arbitrage-désarmement de la SDN »**, assumés comme les grands axes de travail de la SDN. La question reste de savoir ce qui, parmi ces trois éléments, doit primer.

2. Le « Protocole de Genève » ...

Rédigé dans les derniers mois de 1924 par la SDN il vise à venir compléter le pacte de la SDN, qui restait flou sur les modalités techniques de coopération entre les membres. C'est l'aboutissement du triptyque. **C'est une deuxième charte de fondation de la SDN.** Ce texte prévoit la mise en place d'une **conférence pour le désarmement**, pour mettre un processus concerté, collectif ce qui s'ouvre en 1930. Il prévoit aussi de **renforcement les mécanismes d'arbitrage des différends** et d'augmenter les sanctions, obligatoire en cas de querelle internationale. **Finalement, il avance l'idée de prendre des décisions à la majorité et non plus à l'unanimité.** Cela a servi de modèle à l'ONU.

3. ... et son échec

Le texte est enterré à la fin de l'année 1924 puisque MacDonald perd les élections à la fin de l'année, le gouvernement chute. **Le nouveau gouvernement conservateur mené par Stanley Baldwin** enterre le texte car il craint que la généralisation des sanctions ne fasse peser le poids sur la Navy alors que rien ne peut se faire sans le vote du gouvernement. Le texte était alors contraire aux intérêts politiques du Royaume-Uni mais aussi à sa législation.

Au tournant de l'année 1924, on en revient au pacte de 1919 mais ce n'est pas un retour à zéro. La SDN en apparaît renforcée: véritable outil potentiel de pacification. Le multilatéralisme doit permettre d'apaiser des querelles bilatérales. Herriot y a gagné une image d'homme d'État. Cela permet de redorer le blason international de la France. **Le climat mondial mais particulièrement européen a évolué. Il est plus apaisé.**

II. La diplomatie du dollar : affirmation de la puissance américaine et outil de pacification mondiale

Dans l'immédiat après-guerre, les trois grandes puissances européennes (FR,RU,ALL) **n'ont plus les moyens, notamment financiers, pour mener une politique de puissance.**

Le Royaume-Uni fait tout ce qu'il pouvait pour récupérer la stabilisation de sa monnaie et son rattachement à l'or, symbole de sa puissance monétaire, mais peine et **n'y parvient qu'en 1925 au prix d'une politique de déflation très sévère dans ses conséquences sociales:** crise éco majeure dans l'ensemble du RU.

L'Allemagne, au moment où la Ruhr est envahie, tente de mettre en place la « Résistance passive ». Le gouvernement allemand annonce qu'il paiera le salaire des ouvriers qui se mettront en grève, ce qui est très coûteux. **Cela plonge l'Allemagne au bord du chaos et elle ne parvient pas à tenir cette politique plus de 6 à 8 mois.** C'est la période de l'hyperinflation. Ce n'est qu'au début de l'année 1924 avec le soutien des banques anglo-saxonnes que l'Allemagne parvient à rétablir son économie.

La France, quant à elle, n'a pas été capable de tirer les fruits de sa victoire sur le terrain dans **l'occupation de la Ruhr car elle n'a pas les moyens sur la durée de financer cette opération.** C'est « *l'impérialisme du pauvre* » comme disait Georges Soutou, d'autant que les places financières anglo-saxonnes se mettent à spéculer contre le franc à la fin de l'année 1923. Encore

À l'inverse de ces 3 puissances qui n'ont plus les moyens financiers de leurs ambitions, **les États-Unis détiennent la moitié du stock d'or mondial à la sortie de la guerre et font de cette arme l'outil de l'affirmation de leur puissance** mais à moindre risque, c'est sans s'impliquer fondamentalement politiquement et diplomatiquement. Ils sont présents sur beaucoup de terrains sans s'engager politiquement. C'est un moyen d'« *endosser le fardeau de la puissance* » sans se plier à des contraintes politiques.

b) Le « cercle vertueux » de la diplomatie du dollar en Europe (1924-1929)

Les États-Unis ont pris soin de prendre leurs distances avec le continent européen depuis 1920 et ont tendance à considérer qu'il ne faut pas aller se mêler des affaires européennes où les pays sont querelleux et ingrats.

1. Le Plan Dawes « amorce la pompe »

C'est par l'arme financière qu'ils opèrent un retour en Europe à partir de 1924. Ce retour est amorcé par le Plan Dawes mis en place en 1924 qui prévoit un prêt international souscrit en faveur de l'Allemagne, même si seules les banques américaines sont en capacité de souscrire à cet emprunt. **Ce dernier est immédiatement couvert plusieurs fois, trois fois précisément, ce qui montre l'appétit des capitaux américains pour investir en Europe.** Au total 2.5 milliards de dollars sont investis en Allemagne sur 5 ans. C'est le point de départ d'investissements massifs en Europe, notamment en Europe centrale. Ces prêts vont être la première branche d'un circuit vertueux qui assure une relative prospérité et stabilité de l'économie mondiale et de la géopolitique notamment européenne.

Le « triangle financier de la paix » de l'historien Robert Frank. C'est ce que prévoyait le plan Dawes, un emprunt américain qui permet à l'Allemagne de faire repartir son économie dès lors elle pourra payer les réparations aux alliés qui pourront rembourser leurs dettes de guerre. Cela permet de faire circuler l'argent. In fine les États récupèrent leurs investissements. C'est un cercle vertueux.

Cela marche relativement bien et cela permet une détente entre l'Allemagne et les Alliés mais aussi entre les Alliés et les États-Unis **avec le symbole de la consolidation de la dette française**

par le biais des accords Mellon-Bérenger d'avril 1926. C'est un plan de paiement sur 62 années qui doit aller jusqu'en 1988.

Les montants des remboursements sont bien inférieurs au montant total des réparations mais la mécanique est de réamorcer la pompe. **Cela marque un retour américain sans aucun accord politique avec le dollar, c'est la seule arme** : le plan Dawes a été imaginé par des banquiers américains et non par le gouvernement. **Les fonds d'investissements sont majoritairement privés et n'impliquent que très indirectement le gouvernement américain.** Certains n'ont vu qu'une manœuvre dilatoire pour assumer ce « fardeau de la puissance » sans risque d'implication politique.

Les Allemands se souviennent de cette période comme une première vague d'invasion de la culture américaine dans la vie allemande. C'est l'ère du « made in America ». Concrètement, en 1929, General Motors rachète Opel. De plus, un **accord passé entre General Electric et l'AEG** (Allgemeine Elektrizitäts- Gesellschaft) qui donne le contrôle. Dans le domaine de la chimie, la **firme E.I. du pont de Nemours devient majoritaire chez IG-Farben** à la fin des années 1920. Ces grands fleurons qui ont fait l'industrie allemande passent en partie sous contrôle financier américain.

Cette vague concerne toute l'Europe centrale, notamment l'Autriche et la Hongrie, mais aussi les deux alliés français en Europe centrale, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

On a une période de prospérité économique entre 1925 et 1929. On parle de **Goldene Zwanziger** pour cette période en Allemagne.

2. Du Plan Dawes au Plan Young (1929)

Le Plan Dawes était prévu pour durer cinq ans. Dès 1928, on commence à réfléchir à la suite et à un nouveau plan qui reposerait sur le même principe. Ce plan devrait couvrir l'ensemble des réparations allemandes, il ne serait plus provisoire mais définitif. Une commission d'experts, banquiers, est présidée par Owen Young **et se réunit à Paris au début de l'année 1929 pour rendre sa copie en juin 1929.**

Ce Plan Young repose sur les mêmes bases que le Plan Dawes : un emprunt et le même système de circulation des capitaux. **Mais il vise à payer l'ensemble des réparations allemandes: les 132 milliards.** Ce Plan s'étale sur 59 années, jusqu'en 1988 où l'Allemagne aura fini de payer ses réparations.

La différence entre les deux Plans consiste en une procédure d'internationalisation de gestion des transferts financiers. **L'idée est que le Plan Young veut dépolitiser les transferts financiers** et donc les retirer à la Commission des Réparations qui appartenait au traité de Versailles. **Il crée la Banque des Règlements Internationaux (BRI) qui s'installe en Suisse, à Bâle, et qui tient l'ardoise des paiements.** L'Allemagne verse ce qu'il doit à la BRI qui se charge de répartir cet argent. L'idée est d'éviter les flux bilatéraux qui peuvent être source de

contentieux. C'est la toute **première fois qu'une organisation internationale est mise en place pour gérer les flux financiers** entre États, on dépolitise en créant cet organisme purement financier.

Du point de vue politique, il y a un acquis majeur. Le Plan Young, sans le reconnaître officiellement, admet de facto un **lien implicite entre réparations et dettes de guerre**. Toujours pas de reconnaissance de ce lien par l'administration américaine. **L'échéance du Plan Young est la même que celle du plan Mellon-Bérenger, en 1988.** La France payera donc implicitement ses dettes en même temps que les réparations allemandes. De plus, le Plan Young ne remet pas en cause le chiffre des réparations mais décompose cette somme en deux parties : **une part incompressible, c'est-à-dire 20% de la somme mais le reste de la somme ne sera exigible à l'avenir qu'en fonction du contexte international**, formule derrière laquelle les contributeurs comprennent qu'elle ne sera exigible que si les États-Unis continuent de réclamer leur dette. **C'est une victoire pour la diplomatie française, bien qu'implicite.**

Le Plan Young est adopté à la conférence de la Haye en août 1929 puis ratifié, y compris par le gouvernement allemand. C'est la première fois depuis le traité de Versailles que le gouvernement allemand **accepte volontairement de signer un texte** qui fixe le montant des réparations à 132 milliards. C'est pourquoi le Plan Young a été mal reçu en Allemagne nationaliste, à la suite de quoi Hitler a lancé un référendum pour s'y opposer, bien que cela ait échoué. Qui a considéré que c'était une reconnaissance des réparations de guerre.

En échange de cette signature, l'Allemagne a obtenu une compensation politique importante : **l'évacuation de la Rhénanie à la fin de l'année 1930, soit 5 ans plus tôt que ce qui était prévu.**

b) La diplomatie du dollar hors d'Europe

1. L'omniprésence du dollar sur la planète

Dans la deuxième moitié des années 1920, le dollar se répand sur quasiment l'ensemble de la planète à l'exception de l'USSR et des colonies européennes. Les investissements américains sont permis et soutenus par la croissance économique et par la bulle spéculative sans précédent qui s'empare des États-Unis dans les années 20.

Dans le Pacifique, les États-Unis vont surtout profiter de ce qu'ils ont obtenu à la conférence de Washington, **le principe de la porte ouverte, pour investir en Chine** où ils viennent concurrencer les Européens et les Japonais, qui étaient dominants depuis la fin du 19e. Ils restent néanmoins prudents du fait de l'instabilité politique de la Chine dont ils doutent de la capacité à rembourser.

La diplomatie du dollar va être l'occasion d'un rapprochement avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces deux États membres du Commonwealth voient arriver des capitaux américains. **De plus, la marine américaine, l'US Navy, est de plus en plus présente dans la zone** et il apparaît net aux deux pays que leur sécurité dépend peut-être plus de Washington que de Londres exclusivement, c'est un basculement important.

Dans le Proche et Moyen-Orient, qui résiste en partie à la pénétration américaine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et reste sous tutelle britannique, on voit les succès des grandes entreprises américaines. **Notamment lorsque la Standard Oil dirigée par Rockefeller parvient en 1927 à entrer dans la Turkish Petroleum Company qui devient en partie de capitaux américains.**

Là où la diplomatie du dollar est la plus massive, c'est en Amérique latine où le dollar américain se déploie tout au long des années 1920, notamment au milieu de la décennie. Après **les élections américaines de 1924** qui ont montré un rejet des opérations militaires en Amérique centrale avec les Marines ou les GIs par la population américaine, **les États-Unis se retirent militairement de certains pays mais augmentent leur pénétration économique**. Les entreprises vont y avoir une importance telle qu'elles tiendront les rennes de certains gouvernements locaux, comme le fait la United Fruit Company. C'est de là où vient l'expression de « république bananière ».

Les capitaux américains sont deux fois plus importants que ceux du Royaume-Uni. C'est de fait une mise sous tutelle économique du continent américain.

Cet afflux a permis un développement économique dans la région mais a muselé le développement démocratique: régimes corrompus liés au développement des firmes. C'est très mal vécu par les populations latinos et sud-américaines, notamment par les élites. Il se développe alors **une vague de yankophobie**. Cela va cimenter les opinions du continent autour d'une opposition à l'impérialisme des États-Unis. **En 1925 on voit une révolte à Cuba** qui cible les intérêts américains. De plus, cela s'exprime via les conférences panaméricaines qui sont un héritage de la fin du XIXème siècle. Dans les années 1920, elles deviennent une tribune de la dénonciation de l'impérialisme des États-Unis, **notamment celle de la Havane en 1928 où la voie de la protestation anti yankee est portée par l'Argentine, le Chili et le Mexique**. La dernière séance tourne même à l'émeute.

Ce rejet est entendu à Washington. En 1929, **le président Hoover annonce une inflexion de la politique américaine vis-à-vis de l'Amérique latine**. C'est ce que l'on appelle le mémorandum Clark qui ouvre la porte à un désengagement des États-Unis des affaires intérieures des pays latins. Cela amène à la politique de bon voisinage amorcée dès 1929.

2. Les frustrations et la radicalisation nationaliste au Japon

Le Japon des années 1920 se caractérise par une très forte croissance démographique. Il a gagné plus de 50% en 20 ans. Mais aussi il se caractérise aussi par une **croissance économique qui apparaît ralentie par rapport à ce qu'il a connu dans les années de guerre**. Il connaît une crise économique sévère au début des années 1920. La croissance économique a du mal à suivre celle démographique. Il y a aussi les conséquences difficiles du tremblement de terre de 1923 à Tokyo.

Du point de vue de la diplomatie du dollar, les **États-Unis** investissent au Japon et leurs **investissements représentent 40% des investissements étrangers**. Les États-Unis sont plutôt méfiants car le Japon apparaît de plus en plus comme étant un rival dans le pacifique depuis la conférence de Washington, et du discours nationaliste du gouvernement.

Cette attitude mesurée est couplée au **développement d'un discours raciste** sur le « *péril jaune* » lié aux fortes vagues d'immigration d'Asie orientale depuis le début du XXème siècle. En 1924, le Johnson-Reed Act **restreint les portes de l'immigration américaines et le Japon y est particulièrement défavorisé. La loi met en place des quotas.** Pour le Japon, on ne met pas de pourcentage mais un chiffre absolu de **100 entrées par an.** C'est ressenti de manière très négative par les Japonais ,comme négative et discriminatoire, alors que les États-Unis étaient comme une soupape démographique. **Cela contribue à aggraver la crise économique.** C'est perçu comme une volonté américaine d'empêcher le développement du Japon.

De plus, le gouvernement américain est favorable aux investissement des grands groupes; se montre **réticent vis-à-vis des prêts que les banques américaines pourraient octroyer** au Japon **pour éviter que le Japon ne les utiliser afin de développer son armée.** À deux reprises, le gouvernement de Washington met un veto à des prêts qui avaient négociés entre le Japon et la **banque Morgan, en 1923-24 puis en 1927.**

Cela encourage la radicalisation du nationalisme japonais et l'emprise croissante de l'armée sur le gouvernement, notamment alors que Hirohito arrive au pouvoir en 1925 et apparaît influençable. Le Japon se sent comme l'oublié de la prospérité des années 1920 et l'impute aux États-Unis. De nombreux milieux sont persuadés que le Japon ne pourra se développer que par l'expansion économique mais aussi militaire. **C'est l'objet du « Mémoire Tanaka » qui aurait été présenté à l'empereur en 1927 qui prévoit une politique d'expansion japonaise avec le grignotage économique puis politique et territorial de la Chine.** Qui devrait être le prélude d'une expansion à grande échelle.

La diplomatie du dollar provoque des frustrations mais elle a également permis une détente des relations internationales dans la deuxième moitié des années 1920.

D'abord elle soutient la croissance économique pratiquement sur l'ensemble de la planète.

De plus, elle marque l'affirmation de la puissance américaine qui endosse son rôle. Mais, cet engagement **se fait toujours dans le refus de tout engagement politique contraignant.** C'est lié à la croissance économique, ce qui explique sa fragilité et donc la brièveté de cette période dorée. Les capitaux se tarissent dès la fin des années 1920.

III. L'Europe vers la réconciliation ?

À partir du Plan Dawes, l'Allemagne paie les réparations de manière régulière, ce qui met un terme au principal objet de contentieux des diplomates européennes. 1924 – premier paiement de l'Allemagne. C'est un enjeu pour l'Allemagne que d'essayer de se réintégrer au jeu européen. Elle va essayer de retrouver sa place sur la scène européenne et gagner des avantages politiques de sa bonne conduite. C'est pourquoi l'Allemagne se trouve à l'origine des accords de Locarno. Pacification avec l'Allemagne et entre Alliés. Opportunité pour retrouver une place centrale, gagner des avantages politiques. Initie la première négociation politique qui concerne les frontières occidentales de l'Allemagne.

a. Le chemin de Locarno (16 octobre 1925)

La diplomatie allemande est pour la première fois à la baguette. L'initiative revient à Gustav Stresemann, ministre des Affaires Étrangères allemand (1923-1929). Si pendant la Première Guerre mondiale il était un fervent défenseur du pangermanisme, il s'est converti à la négociation. Son idée est que les Alliés traitent l'Allemagne avec une grande sévérité car ils ont peur d'une revanche allemande. Pour libérer le pays de ce traitement, il faut apaiser ainsi que donner des garanties aux voisins occidentaux et les rassurer. Peur de l'Allemagne. Garanties sur les frontières pour les rassurer.

La question majeure se concentre autour des frontières. Le 25 février 1925, Stresemann va sonder le gouvernement britannique en lui proposant un mémorandum sur la sécurisation des frontières. **Cela signifie que l'Allemagne reconnaît la perte de l'Alsace-Moselle et les cantons belges d'Eupen et Malmédy.** Stresemann demande au Royaume-Uni de garantir cette frontière, c'est-à-dire affirmer que si elle violée, les Britanniques interviendraient. Reconnaître la perte de territoires allemands. RU se porte garant. Deux avantages : apaiser et rassurer les belges et les français, rendre impossible une offensive française et belge notamment en Rhénanie.

L'Allemagne espère en retirer des avantages politiques, notamment accélérer l'évacuation de la Rhénanie. Le projet d'accord de Locarno prévoit aussi un statu quo, c'est-à-dire une garantie de non-modification de la situation rhénane. L'occupation de la Ruhr aurait alors été considérée comme une agression dans ce cadre.

Londres transmet le projet à Paris où Édouard Herriot est plutôt sceptique mais son gouvernement chute en avril 1925. Cela marque l'arrivée au Quai d'Orsay d'Aristide Briand, domine la diplomatie française au printemps 1925 jusqu'en 1932, année de sa mort. Il accepte de négocier sur les bases du projet de Stresemann.

Toutes les parties prenantes se réunissent à Locarno en Suisse italophone, c'est-à-dire la Belgique, la France et l'Allemagne ainsi que le Royaume-Uni comme garant. Mussolini se veut aussi être un garant. Sont aussi présents les deux alliés français d'Europe centrale, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

Plusieurs accords sont signés dont le **pacte rhénan** de sécurité signé par les 5 pays. Ce pacte de Locarno du 16 octobre reconnaît les frontières héritées du traité de Versailles et le principe de la démilitarisation de la Rhénanie. C'est pourquoi on parle de traité conservateur. C'est un succès pour la diplomatie française qui voulait voir ses frontières garanties. C'est une grande réussite car les signataires se considèrent à peu près tous comme gagnants (Italie et Royaume Uni).

Pacte rhénan reconnaît le tracé des frontières, de la démilitarisation de la Rhénanie. Italie et RU garants de ce statuquo. France obtient enfin la garantie de sa frontière.

Il est néanmoins très mal vécu par les alliés de la France. En effet, ces accords ne concernent que la frontière occidentale de l'Allemagne, ce qui signifie que l'Allemagne ne reconnaît pas ses autres frontières. **Fragilise les pays d'Europe de l'Est.** La Tchécoslovaquie et la Pologne réclament un Locarno oriental, ce qui est refusé par le gouvernement allemand. Certes, la France a voulu leur donner des garanties en marge de Locarno disant qu'ils restent leurs alliés, mais cela ne suffit.

De plus, l'URSS a peur de perdre la stratégie qu'elle a mis en place à Rapallo. Berlin continue d'entretenir ses relations avec Moscou avec le traité de Berlin de 1926. Peur du

rapprochement avec les pays de l'Europe de l'Est. Cherche à rassurer Moscou. Signe le traité de Berlin en septembre 1926 qui reprend et confirme le traité de Rapallo.

Locarno est d'une certaine façon le pendant du Plan Dawes car en 1925 la détente s'incarne politiquement. Les accords de Locarno prévoient l'entrée de l'Allemagne à la SDN, ce qui a lieu en septembre 1926. Réintégration complète de l'Allemagne dans le Concert des nations. Intervient après la détente économique – Dawes en 1924.

On a parlé de l'« esprit de Locarno ». Cet enthousiasme débouche au milieu sur un premier grand moment de militantisme européen.

b. L'éclosion du militantisme européen

Le militantisme européen n'a pas attendu les accords de Locarno pour apparaître. Dès 1923, certaines figures se sont élevées dans le débat public pour affirmer que les problèmes européens doivent être réglés par le dialogue et par une forme d'unification du continent. C'est dès l'année 1925 que vont proliférer les initiatives marquantes. Réclamait une forme d'union entre les différents États européens. L'esprit de Locarno encourage la prolifération des initiatives.

1) *1923 : Pan Europe, par R. Coudenhove-Kalergi*

Ce mouvement éclot en pleine crise de la Ruhr en Europe central. Pan Europe le nom d'une revue qu'il publie, de son **manifeste** et d'un mouvement international. C'est un projet d'unification du continent qui exclut deux acteurs majeurs : **le Royaume-Uni et l'URSS (vu comme un empire à part entière)**. Pour les autres États, ce projet devrait se structurer autour d'un **axe franco-allemand aux relations pacifiées**. Union entre tous les pays européens à l'échelle stricte. Vision centrée sur la Pan Europe. Continentalisation du monde.

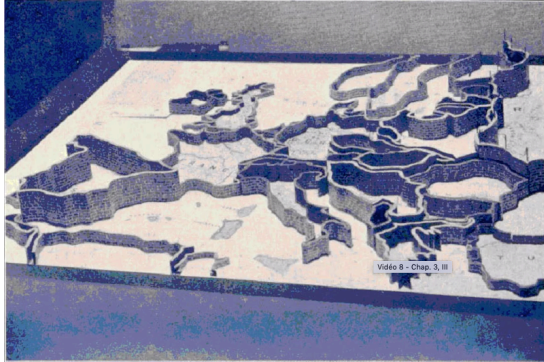
Ce projet s'inscrit dans une réflexion assez moderne mais aussi floue sur l'architecture mondiale sous une forme de grands ensembles. La SDN viendrait fédérer 5 grands ensembles : **la Paneurope unie à laquelle sont rattachées les colonies ; le Commonwealth britannique, l'Amérique Nord et Sud, l'URSS et l'Asie pacifique**. 5 grands ensembles qui doivent dialoguer via la SDN.

Propagandiste talentueux. Il va vendre son projet dans l'Europe auprès des élites politiques et intellectuelles. **La première grande concrétisation est le premier grand Congrès du mouvement qui se tient à Vienne en 1926**. Il est resté comme une première grande fête des européistes. Aristide Briand y accepte la présidence d'honneur du Congrès, après son prix Nobel. Y fait venir de nombreux d'intellectuels comme Einstein ou Thomas Mann.

Ce mouvement est le plus visible mais se développe aussi une foule d'autres mouvements européens ou européistes, notamment des projets d'unification économique, politique et culturelle

2) *Pour une union économique*

Le problème mis en avant est celui des tarifs douaniers. La carte de Clive Morrisson-Bell transportée dans toute l'Europe montre la fragmentation de l'espace européen du fait des barrières douanières. Plus le mur est haut, plus les tarifs sont élevés. Empêche l'Europe d'être



prospère.

Or, elles ont été multipliées par les traités de paix. Un des efforts est de trouver un moyen de développer une économie européenne en apaisant ces barrières. Moyens de les contourner.

Deux logiques se dessinent : la logique contractuelle, d'une part et la logique libérale, d'autre part. La logique contractuelle vise à encourager les grandes entreprises européennes à passer des contrats pour mettre en place des cartels pour éviter une concurrence qui nuit aux entreprises européennes. Contrats sur les prix, les quotas de production. Le premier est l'Entente Internationale de l'Acier (EIA) signée en septembre 1926, avec l'acier rhénan et les Allemands, Belges, Luxembourgeois et Français. La potasse et l'aluminium sont aussi concernés. Porter l'économie européenne.

L'approche libérale est la mise en œuvre des théories libérales avec l'idée **d'abaisser les barrières douanières** pour créer un marché commun. C'est l'objectif de différentes associations comme l'Union Douanière Européenne (UDE) fondée en 1927.

Deux approches complémentaires qui ont le même but, palier la fragmentation européenne.

3) Multiplication des revues et associations européistes

Meilleure connaissance réciproque des européens. Des revues, des associations, tout un tissu de réseau se développe, de toute tendance idéologique. Cela se met en place à l'échelle du continent et réunit des intellectuels de tout milieu pour un dialogue entre les anciens ennemis de la guerre. Mouvements d'élites. Militantisme par le haut qui atteint peu les européens. Limite de la capacité à diffuser l'européanisme.

En France, L'Europe nouvelle de Louise Weiss est une revue plutôt de centre-gauche promouvant le dialogue européen et les pacifications du continent.

En allemand on peut citer l'Europäische Revue de Kad von Rohan où la forme de dialogue est encouragée mais plutôt dans une forme conservatrice avec le souhait d'un retour à l'Europe aristocratique. C'est mis en avant avec l'idée que les solidarités européennes auraient disparu en même temps que les solidarités entre dynasties.

Ces mouvements sont particulièrement nombreux dans l'ancien territoire de l'Empire austro-hongrois où le passé de l'Empire est idéalisé et où les populations vivaient en paix. Le territoire se voit comme une sorte de petite Europe.

Il s'agit de mouvements d'élites intellectuelles, universitaires, politiques, économiques qui s'engagent dans ce type de réseau. Ce militantisme a été limité parce qu'il n'a pas réussi à véritablement toucher les peuples qui restent loin de ces préoccupations. Cela représente

néanmoins un précédent important pour ceux qui voudront penser l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

c. Le dialogue franco-allemand au cœur de l'apaisement européen

Ceux qui vont porter une construction européenne se portant sur le couple franco-allemand s'appuient sur le dialogue des années 1920.

1) *Dialogue ministériel*

Ce dialogue s'incarne physiquement dans la cordialité entre deux ministres des Affaires Étrangères qui ont une stabilité à la tête de leur ministère exceptionnelle : Gustav Stresemann de la fin de l'année 1923 à 1929 et Aristide Briand du printemps 1925 à sa mort en mars 1932. En 1926 ils reçoivent ensemble le prix Nobel de la paix récompensant leurs actions pour les accords de Locarno. Couronnement de ce début de dialogue qui fonctionne bien.

En septembre 1926 l'Allemagne entre à la SDN et le discours d'accueil est prononcé par Aristide Briand. « Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! ». Cette phrase s'affiche à la une de toutes les revues internationales. La coopération entre les deux hommes a été centrale dans la reprise d'un dialogue franco-allemand sur des bases diplomatiques. Cela accompagne le rapprochement franco-allemand dans la deuxième moitié de la décennie. Les deux sont longtemps en poste dans leurs pays respectifs.

Dans la foulée de l'Assemblée générale de 1926, les délégations française et allemande décident de se rencontrer discrètement dans une taverne dans l'Ain dans la ville de Thoiry le 17 septembre 1926. Sortie de l'AG de la SDN. Deux hommes se rencontrent à Thoiry (pas le zoo) C'est la toute première rencontre bilatérale entre les deux ministères. Seul un interprète est présent entre les deux ministres. Coopération et notamment économique Est notamment évoqué un plan de relèvement du franc avec une aide économique allemande en échange de quelques concessions sur les réparations.

Finalement le plan n'aboutira pas du fait du veto de Poincaré, alors chef du Conseil, qui rétablira le franc par la suite. On parle de franc-Poincaré qui pose les nouvelles bases d'une monnaie forte. Logique de coopération plus avancée.

Cette rencontre confronte néanmoins l'idée d'un dialogue direct entre deux hommes, ce qui confirme l'apaisement.

Ce dialogue a des résultats tangibles dans les mois qui suivent. Ces résultats sont notamment économiques puisque le 17 août 1927 est signé un accord commercial franco-allemand qui rétablit sur des bases sereines le commerce entre les deux pays. En 1927 arrivent à échéance les clauses commerciales du traité de Versailles entre les deux pays et cet accord a pour but de trouver un régime légal qui favorise une reprise des échanges dans l'idée que cela renforcera les liens et diminuera les risques de guerre.

Les deux pays s'accordent mutuellement la **clause de la nation la plus favorisée**. Cela garantit à l'Allemagne d'avoir la condition la plus favorable que la France puisse accorder à

ses partenaires. Ainsi la France s'allie sur le taux le plus bas qu'elle propose. En matière commerciale les deux pays ne sont plus ennemis.

À la fin de la vie de Stresemann il connaît un dernier grand succès. L'Allemagne accepte le **Plan Young en 1929-30** et obtient en contrepartie et avec l'appui d'Aristide Briand **l'évacuation anticipée de 5 ans de la Rhénanie**.

Ce moment de rapprochement franco-allemand ne se limite pas qu'aux sphères ministérielles et gouvernementales.

2) Un rapprochement des sociétés civiles ?

Ce sont les intellectuels qui se mobilisent dans ce que l'on a appelé le « **Locarno intellectuel** ». Cette formule est utilisée par les contemporains comme Paul Valéry ou André Gide dans les années 1920. C'est une rupture importante quand on sait que les intellectuels allemands étaient boycottés dans les salons jusqu'en 1925 du fait de leur soutien à la guerre. On voit la rapidité du changement de climat. Ces années sont le moment où un certain nombre d'écrivains français font de grandes tournées en Allemagne et sont particulièrement bien accueillis comme Paul Valéry. Les frères Mann connaissent un succès en France, même s'il est plus timide. Ces rencontres se ritualisent comme les Décades de Pontigny. De plus des traductions réciproques sont faites, notamment par la Nouvelle Revue Française. Hermann Hesse et Thomas Mann sont notamment traduits par les Français.

Les revues et les associations franco-allemandes se multiplient. La Revue d'Allemagne en France existe toujours de nos jours. En Allemagne on a la Deutsch-Französische Rundschau. De plus des associations et des clubs franco-allemands se créent. Le Comité Franco-Allemand pour l'Information et la Documentation (CFAID), aussi appelé **Comité Mayrisch**, est fondé par un industriel luxembourgeois, Emile Mayrisch. Il vise à favoriser la compréhension réciproque des élites allemandes et françaises. Ce club très sélect d'une trentaine de membres se réunit de manière régulière pour discuter de questions d'actualité. Il installe à Paris et à Berlin un bureau du Comité tenu par un Français à Berlin, Pierre Viénot, et un Allemand à Paris. Ils scrutent la presse du pays et y repèrent tous les clichés pour les corriger. Ces réseaux ont pu se reformer lors de l'Occupation et de la Collaboration et sont les témoins des liens étroits qui se sont créés.

Depuis les années 1870 jamais on n'a connu une période aussi apaisée. C'est au cœur de la détente européenne. Détente européenne. Prospérité retrouvée.

Néanmoins, **on reste très loin d'une réconciliation franco-allemande**. Car ce mouvement reste très élitiste, pas de mouvement de masse, ce qui est montré par le plébiscite francophobe et ultra nationaliste d'Hitler contre le Plan Young qui a réuni près de 10 millions d'Allemands. De plus, si on a trouvé une méthode pour se parler, **les objectifs diplomatiques des deux pays restent fondamentalement opposés et n'ont pas changé** ; seul le moyen a changé. **Les Allemands veulent « libérer » l'Allemagne du carcan du traité de Versailles tandis que les Français veulent le faire appliquer.** Changement des méthodes. Négocier la mise en œuvre de ces objectifs. Volonté de coopérer mais le différend n'est pas réglé. Dans une lettre de Stresemann au Kronprinz il écrit que le but est de « finasser avec les alliés » pour préserver l'avenir.

IV. Un premier âge d'or de la gouvernance mondiale.

La société genevoise semble pour la première fois fonctionner. Durant ses 25 années d'existence, s'il existe une période où la SDN a fonctionné de manière efficace c'est la période de 1925 à 1930.

1) *L'ère de la sécurité collective*

Formule qui s'impose pour montrer la capacité à asseoir les conflits dans une logique collective s'arbitrage. Cela reprend l'obsession française de la sécurité et l'idée que cette sécurité ne peut être garantie que par une entente et des accords collectifs. L'Assemblée générale de septembre 1924 est le début de la légitimation de la SDN. Elle devient un instrument de régulation et même de paix. Tous les ans, l'Assemblée générale devient un moment de célébration d'une gouvernance mondiale.

a. Règlement du conflit gréco-bulgare 1925

La SDN permet de régler des conflits. Après un incident de frontières, l'armée grecque pénètre sur le territoire bulgare ce qui déclenche un conflit entre les deux pays, membres de la SDN. La Bulgarie saisit la SDN qui impose aux deux belligérants un cessez-le-feu et une commission d'enquête. La Grèce se voit imposée des sanctions monétaires et l'obligation de retirer ses troupes. Le conflit est fini en 3 jours.

C'est symbolique car cela a lieu dans les Balkans. Or, toute crise dans cette région éveille le souvenir et la crainte d'un embrasement général comme en 1914.

b. Décembre 1925 : travaux préparatoires à la Conférence sur le désarmement

Dès 1925 sont ouverts des travaux préparatoires à la Conférence sur le désarmement. C'est un des grands axes de travail de la SDN. Les États-membres sont plutôt bienveillants envers cela. Désarmement comme meilleur moyen de garantir la paix. Associe des pays membres de la SDN et des pays qui ne sont pas membres de la SDN – USA + URSS par exemple

c. Mai 1927 : conférence économique de Genève

Ne se limite pas aux États membres (USA + URSS). Vise à abolir les entraves aux échanges économiques mondiaux. Plus les nations commerceront entre elles, moins elles seront enclines à se faire la guerre. Recommandations qui vont permettre d'intensifier les échanges économiques. Préconise l'abaissement des droits de douanes.

La SDN travaille au sauvetage économique de pays mis en danger par l'hyperinflation, notamment l'Autriche. Elle trouve un théâtre particulièrement public dans la conférence économique de Genève à l'initiative de Louis Loucheur, ancien ministre français et fondateur de Vinci. Cela témoigne de la volonté de la SDN à s'ouvrir aux pays non-membres comme l'URSS. Les acteurs y sont multiples.

Aucune décision n'est prise mais la conférence encourage **la baisse des tarifs douaniers, l'échange général de la clause de nation la plus favorisée ou les cartels.**

La SDN tourne au **quotidien** comme la première organisation internationale avec une permanence. Elle a des **fonctionnaires internationaux** et est active par le travail de certaines de ses antennes comme le **Bureau International du Travail**, le Haut-Commissariat aux Réfugiés ou la CICI – comité international de coopération intellectuelle ancêtre de l'UNESCO. **Diplomatie multilatérale du quotidien.** Albert Cohen écrit Belle du seigneur où il décrit ce milieu et ce fonctionnement quotidien.

Il faut relever les limites de ces succès, notamment le fait qu'elle reste très majoritairement **centrée sur l'Europe** malgré sa prétention d'universalité. Moins efficace sur certains domaines. Sur la question coloniale elle a du mal à prendre des positions. Son pouvoir d'action est limité par les franco-britannique. Questions mandataires – la SDN a du mal à mettre son nez. Elle a instauré **le droit de pétition** dans son Pacte mais il fonctionne mal du fait de la main mise franco-anglaise. De plus, elle a du mal à intervenir hors Europe.

d. Incident du Chaco entre le Paraguay et la Bolivie (1928)

Tous les deux sont membres de la SDN. Un début de conflit prend forme sur fond de contentieux territorial. Le Paraguay est dénoncé comme l'agresseur mais la SDN ne met pas en œuvre le processus qui avait déployé entre la Grèce et la Bulgarie. Elle laisse la résolution du conflit à la **conférence panaméricaine** dominée par les États-Unis. Cet espace reste la chasse gardée des États-Unis. Société a du mal à jouer les premiers rôles dans des espaces qui sont à l'origine une chasse gardée par les USA.

D'où la volonté des défenseurs de la coopération internationale de dépasser le strict cadre européen et de la SDN pour réimpliquer des puissances qui n'en sont pas membres et inclure une gouvernance mondiale. C'est un des grands objectifs d'Aristide Briand qui **souhaite ramener les États-Unis dans la sécurité collective mondiale**, pas seulement par le biais du dollar mais par des engagements **politiques**.

Cela passe d'abord par un rapprochement **bilatéral** pour éviter le recours à la force pour les problèmes internationaux qui pourrait être extensible à d'autres signataires. Les deux puissances s'engagent à renoncer à l'arme militaire. Régler les contentieux par sur des moyens juridiques et pacifiques. **Kellogg**, le secrétaire d'État, est plutôt ouvert à cette démarche mais se place toujours dans la philosophie américaine pour éviter toute dimension contraignante. Il faut que cet accord n'ait rien de contraignant. Il transforme le texte original et le vide de son sens pour en faire **un pacte multilatéral universel. Pacte vidé de son sens**. Briand est obligé de céder. En août 1928 est signé le Pacte Briand-Kellogg signé par 15 pays dont les principales puissances européennes. Il met **la guerre hors-la-loi** mais n'a aucun pouvoir contraignant, aucune sanction, et est essentiellement une déclaration d'intention. **Il a un grand impact symbolique**. Les Américains sont présents à Paris pour la première fois depuis la venue de Wilson et Stresemann vient lui-même signer à Paris, chose que les Allemands n'avaient pas fait depuis la signature du traité de Versailles.

Rétrospectivement on a pu y avoir le symbole d'une sécurité reposant principalement sur des intentions, symbole d'une forme de naïveté des protagonistes. Au-delà de cette lecture cynique, ce pacte est le signe du climat optimiste des relations internationales de la fin de ces années 1920. Cela semble conforter l'idée philosophie de la paix par le droit de Kant

dans l'idée que l'arbitrage peut empêcher le déclenchement de nouvelles guerres. C'est dans ce contexte qu'apparaît le Plan Briand. Signe du climat optimistes de la deuxième moitié des années 20. Croyance profonde de la paix par le droit. Il y a une croyance dans le pouvoir de la bonne volonté des hommes, de l'arbitrage, du désarmement. On a cru à l'atteinte d'une sécurité collective.

2) Le « Plan Briand », premier plan pour une Europe unie ?

Briand va emmener à sortir la question européenne de mouvements de discussions privées pour la mettre sur le devant de la scène diplomatique. Cela passe par une initiative forte, un discours surprise à beaucoup d'égards, peu de personnes étaient au courant. **Il le tient à l'Assemblée générale de la SDN le 5 septembre 1929.** Briand prend la parole et déclare le texte suivant:

Ce discours annonce la création de quelque chose de fondamentalement nouveau, suscite une surprise et beaucoup d'enthousiasme à Genève et dans les opinions publiques européennes par les médias qui s'en font le relais. En même temps, le projet apparaît assez flou « *une sorte de lien fédéral* » qu'est-ce que cela signifie exactement?

Au lendemain de ce discours les Etats européens membres de la SDN, les 27, se réunissent en commission à Genève et après discussion **mandatent la France de proposer un projet précis**, pour expliquer concrètement ce qu'il entend. Le plan Briand est ce projet qui prend la forme d'un Mémoire sur l'organisation d'une fédération européenne. **Il est rendu public et remis notamment à tous les États européens membres de la SDN le 1er mai 1930.** L'idée est notamment que chaque Etat membre de la SDN fasse ses remarques, ses observations, et que le ministre des affaires étrangères françaises fasse le bilan de tout cela en septembre 1930, la prochaine Assemblée générale.

Le texte fixe plutôt une méthode, il met en avant 3 enjeux principaux fondamentalement neufs:

- a) **Articulation Europe-SDN:** le projet est adressé aux seuls membres européens de la SDN mais cela risque d'être problématique. Le risque pourrait être que ce projet fasse double emploi : une SDN à échelle européenne ou d'atténuer encore plus la prétention universaliste de la SDN et d'exclure les pays non-européens. D'où l'insistance du Plan sur le fait que l'Union européenne se fera dans le cadre de la SDN, se pliera à ses règles, s'insérera de manière naturelle dans ses structures. L'Union européenne devrait reposer sur trois institutions principales qui reproduisent le schéma institutionnel de la SDN : une Conférence des États européens membres de la SDN, un Comité de l'Union européenne: qui réunira 4,5 puissances européennes et qui doit être un organe directif et un Secrétariat comme service administratif.
- b) **Maintien de la souveraineté nationale.** Aucun transfert de compétence n'est prévu. Le texte ne veut que des structures de coordination, de coopération, de dialogue entre les pays européens. Ici, il n'y a aucune atteinte, remise en cause de la souveraineté nationale. Le plan s'intitule « plan d'Union fédérale » mais le mot n'a pas ici le sens d'une fédération. Ce n'est qu'au début des années 40

que le terme de fédération prendre le sens d'un abandon d'une partie de la souveraineté.

- la « **subordination générale du problème économique au problème politique** ». Le Plan Briand est un plan d'Union politique qui vise ensuite à traiter des questions économiques. Il inverse les logiques qui primaient à l'époque. Cela a une importance fondamentale alors que la crise économique commence à se répandre en Europe centrale.

Quand le Plan est dévoilé le 1er mai 1930, l'enthousiasme qui avait marqué le discours de Briand en septembre 1929 est retombé. Les 26 réponses reçues par la France et son ministère des affaires étrangères sont pour la plupart relativement réservées.

Cinq motifs principaux de prudence sont évoqués :

- **les États qui ont peur que la mise en place de cette Union européenne ne signifie une consolidation de l'Europe telle que la définissent les traités de paix**, ce qui est inacceptable pour les pays révisionnistes. La réponse sceptique allemande est également liée à la mort de Stresemann. Le plan est vu comme risquant de couler dans le marbre ses frontières inacceptables pour un certain nombre de pays.
- **les pays qui mettent en avant le risque que ce projet signifie un doublon avec la SDN.** Son grand défenseur est Mussolini. Londres est réservée sur le texte car elle ne veut pas traiter de manière différentes les États européens et du Commonwealth .
- **les pays qui ont peur d'une perte de souveraineté, malgré la clarification de Briand.** C'est notamment le cas des petits pays européens qui craignent de voir se renforcer les grandes puissances. C'est mis en avant par la Belgique ou les Pays-Bas, ou de nouveaux pays d'Europe centrale.
- **les critiques entourent le problème de la priorité politique donnée au plan.** Les problèmes économiques s'aggravent de jours en jours notamment en Europe centrale et beaucoup espéraient que ce plan pourrait être une solution d'appui économique.
- **Le problème soulevé des relations avec des Etats européens non membres de la SDN**, faut-il les inclure? L'Islande notamment mais aussi et surtout la Turquie de Mustafa Kemal et l'URSS.

La SDN crée en 1930 la Commission d'Études pour l'Union Européenne (CUEU) qui doit continuer à plancher sur le Plan Briand. C'est la première institution officielle dédiée à la question des rapprochements européens. Elle est dirigée par Briand, mais dès 1932, elle ne se

réunit plus. Son enterrement correspond presque à celui de Briand. On a enterré les perspectives d'un mécanisme européen institutionnalisé de dialogue et coopération.

Certaines raisons de son échec sont conjoncturelles.

Le Plan n'arrive pas au bon moment comme la mort de Stresemann 1 mois après le discours de 1929, il n'a plus d'interlocuteur qui lui permettrait d'obtenir une position plus favorable de l'Allemagne et l'aggravation de la crise économique en Europe dans les semaines qui suivent.

Il existe aussi des raisons structurelles.

La principale est que les objectifs diplomatiques de moyens et longs termes restent fondamentalement divergents et la ligne de partage qui opposait les satisfaits et les mécontents n'a pas disparu. On la retrouve dans l'opposition entre ceux qui soutiennent le Plan et ce que le dénoncent. Le Plan vient souligner la position ambiguë du Royaume-Uni par rapport à un engagement en Europe. Il apparaît comme le symbole de la détente européenne mais par son échec il est révélateur des limites de cette période dorée européenne et internationale.

C'est le premier réel projet européen, porté et débattu par des décideurs politiques. Il pose par exemple le principe de présidence tournante.

Les Pères de l'Europe, la génération post-Briand, relis ce texte et en tirent des leçons. Ils reprennent la présidence tournante pour garantir l'égalité entre les nations. Ils retiennent la leçon en matière de priorité. Ils mettent la priorité économique sur le devant de la scène.

Cette période est vue comme un âge d'or dans la « guerre de Trente Ans », le symbole en étant les trois grandes Assemblées générales de la SDN, celles de 1924 avec l'arrivée de Herriot et MacDonald, de 1926 avec l'entrée de l'Allemagne et le discours de Briand et 1929 avec le projet du Plan Briand.

Au-delà de cela, il y a un mouvement d'intensification des échanges de toute nature, économiques, financiers, culturels,... Les contemporains ont cru à leur réussite une forme nouvelle de gouvernance qui aurait été vouée à s'universaliser.

Mais les réussites de cette période ont conduits à étouffer un certain nombre de question. Comme la révision des traités. L'axe Rome-Budapest s'affirme au long de la période comme le plus turbulent sur le sujet et l'Allemagne ne veut pas reconnaître ses frontières à l'Est.

À l'échelle internationale les États-Unis ne s'engagent toujours pas politiquement. L'URSS reste une énigme d'autant plus depuis l'arrivée de Staline au pouvoir en 1926-27.

Cette prospérité connaît **aussi des exclus**, tant économiquement que diplomatiquement. C'est le cas du Japon en crise économique qui cherchera un exutoire avec la montée du nationalisme. Les autres exclus sont les peuples colonisés. Les mouvements se structurent dans la clandestinité. Ils n'ont aucun gain en termes d'indépendance politique pendant la période.

Chapitre 4 : Crises et relations internationales (1929–1933)

Introduction :

La crise économique des années 1930 est intéressante à étudier du point de vue des relations internationales. En effet, c'est la première fois qu'un retournement de la conjoncture économique est généralisée à la surface du globe et touche toutes les économies et induit des conséquences politiques d'une telle ampleur. Seule l'URSS semble rester à l'écart de cette crise. L'Europe a déjà connu des crises économiques mais pas généralisées à ce point. Cela témoigne de la nouvelle interdépendance économique mondiale, ce qui a des conséquences politiques. Dépendance étroite entre la pacification internationale et la prospérité économique.

Un seul espace de la planète est épargné par la crise, l'URSS. À la fin des années 1920, son économie est pratiquement fermée. La Nouvelle Politique Économique (NEP) lancée par Lénine en 1921 prend fin en 1928 avec l'installation de Staline au pouvoir. Ainsi, il n'existe plus aucune relation économique entre l'URSS et le reste du monde.

Pour le reste, la crise est inédite et étourdissante à une époque où les contemporains connaissent mal les mécanismes macroéconomiques. Les mesures de résolution de la crise sont donc maladroites. La prospérité économique et la détente des relations internationales allant de pair, les relations internationales au sens large se dégradent très vite durant la période de crise.

La crise touche tous les continents, toute l'Amérique du Nord et du Sud, toute l'Europe, même centrale et danubienne, à l'exception de l'URSS. L'Asie est touchée de manière plus précoce, notamment du fait des mauvaises relations économiques qu'entretiennent les États-Unis et le Japon.

Le monde colonial s'en sort un peu. En effet, les métropoles vont renforcer leurs liens avec leurs colonies pour améliorer la situation. En temps de paix on semble observer des objectifs de contagion inédites.

La crise étant d'ampleur internationale, existe-t-il une solution sur le plan diplomatique ?
C'est tout l'enjeu des relations internationales.

➤ *Rappels sur la crise de 1929*

La crise n'est pas le résultat du krach du 24 octobre 1929, aussi appelé « jeudi noir ». Si les titres se sont réellement effondrés de moitié, ce n'est qu'un symptôme spectaculaire du déraillement de la machine plutôt que sa cause en elle-même. Cela aggrave une crise déjà existante, puisqu'elle précipite des faillites. **C'est ainsi un effet accélérateur.**

Le retournement de la conjoncture mondiale est antérieur au 24 octobre et se fait sentir **dès la fin de l'année 1928**. Le Japon y est soumis en 1927. L'Europe centrale est aussi touchée en janvier 1929. L'Allemagne est alors à 8% de chômage, soit deux fois plus que six mois plus tôt. Investissements internationaux qui se rétractent. Montée du chômage importante.

Les événements d'octobre 1929 amplifient la spirale. Le premier réflexe des Américains est en effet de rapatrier leurs capitaux placés en Europe et ailleurs. La crise monte à partir de la fin de l'année 1929, son point culminant étant en 1932-1933 pour l'Allemagne et les États-Unis, qui atteignent 30 à 35% de chômage. La crise ne se situe pas de manière ponctuelle et séparée en 1929

Il existe des crises plutôt qu'une crise. Les crises sont en effet diverses dans leurs mécanismes macroéconomiques et dans les secteurs qu'elles touchent.

Les secteurs touchés ne sont pas les mêmes selon les pays et leurs économies. En Autriche, la crise touche essentiellement le secteur bancaire tandis qu'elle touche le secteur industriel en Allemagne et au Royaume-Uni. En Amérique latine, en Europe centrale et notamment en Pologne et dans les Balkans, la crise frappe le secteur agricole. Aux États-Unis ce sont ces trois secteurs qui sont touchés. Cela explique que les solutions mises en place soient toutes différentes. Pèsent de manière différente en fonction des structures économiques des pays. Entraîne la difficulté d'une mise en place d'une réponse mondiale.

L'intensité de la crise varie également selon les régions. Cela explique la difficulté des acteurs internationaux à s'entendre et à réfléchir ensemble, ce qui crée des différends dans les relations internationales. Les États-Unis et l'Europe centrale, notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne et même la Tchécoslovaquie, connaissent la crise la plus aiguë. La production industrielle y est divisée par deux entre 1928 et 1932. Cela a pour conséquence directe d'augmenter massivement le chômage qui de 23 à 43% en Pologne en 1933. La crise est sans précédent d'un point de vue socio-économique. Le Royaume-Uni est également touché mais pas de la même manière. Son industrie ne baisse jamais plus « que » de 20% à l'instar de celle la France qui ne baisse pas plus de 30% et dont le chômage atteint le 13%, bien que cela reste très élevé pour l'époque. Pas les mêmes conséquences sociales et politiques. Cela montre que les priorités ne sont pas les mêmes les gouvernements.

La durée de la crise diffère également du fait du nationalisme économique. La crise est relativement brève au Royaume-Uni qui voit, dès 1933, une reprise économique. C'est aussi le cas en Allemagne dès 1934. En France, néanmoins, la crise est « **douce mais longue** ». Si le marasme économique est long, même au début des années 1940 la France n'a pas retrouvé ses niveaux de 1930. Crise qui semble interminable. Quant aux États-Unis, la crise est double : aiguë et longue. À la fin des années 30 ils n'ont pas retrouvé leur niveau économique de la fin des années 20. Ils produisent moins de richesses qu'ils n'en produisaient 10 ans avant. Ce n'est que l'entrée en guerre et la mise en place d'une économie de guerre qui les feront sortir de la crise. Certains pays sont déjà sortis de la crise tandis que certains la vivent de plein fouet.

Les différences chronologiques sont importantes. La crise est précoce en Asie Pacifique, puis se généralise à la fin des années 1920 en Europe danubienne et balkanique, en Amérique du Nord (4 octobre 1929) avant d'atteindre l'Amérique Latine. La crise plus est tardive en Europe occidentale, le Royaume-Uni étant touché en 1931 et la France en 1932, crise en décalage chronologique. Le Royaume-Uni sort rapidement de la crise mais la France est le seul pays en bonne santé jusqu'en 1933. La France étant touchée le plus tard, elle se voit octroyer un rôle particulier et tout le monde se tourne vers Paris.

Tous ces décalages ont des conséquences graves sur la scène internationale. Les pays les plus touchés attendent la mise en place d'une solidarité des pays qui s'en sortent le moins. Or, c'est difficile à mettre en place. Les solutions proposées par chaque pays se voient pénalisées par le fait que les crises diffèrent d'un pays à l'autre. On s'appuie sur des pays au début des années 30 qui semblent en bonne santé.

La crise de 1929 est une crise déflationniste. Si au début des années 1920 certains pays comme l'Allemagne avaient connu une forte inflation, la crise de la fin des années 1920 est déflationniste. Les autorités ne comprennent pas ce qui se passe à cause de l'effondrement de ces prix. Si l'on prend l'ensemble des biens, l'indice global est de 38 en 1933 pour une base de 100 en 1928, soit une division par trois. Les prix agricoles baissent énormément, notamment le coton et le blé. Ils sont divisés par trois quand ceux industriels ne le sont que par deux. Les contemporains ne comprennent pas pourquoi les prix baissent.

ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES EN 1933 SUR UNE BASE 100 EN 1928

	Coton	Blé	Produits manufacturés	Acier	Indice global
Indice des prix 1933 (base 100 : 1928)	35	43	47	54	38

Les autorités ne savent pas comment **faire remonter les prix**. Ce sera le but de beaucoup de stratégies internationales. Objectifs de tous les acteurs. Suppression de production, on fait brûler des céréales ou des agrumes en Californie. Choc psychologique.

Il y a un effet psychologique sur des populations qui n'ont pas le minimum nécessaire pour vivre, alors que les prix baissent. Afin de diminuer l'offre et d'augmenter les prix, certains vont jusqu'à brûler des récoltes.

Question des effets que ces crises cumulées ont pu avoir sur les relations internationales, à quel point ont-elles perturbé le dialogue ? Quelles solutions internationales a pu-t-on mettre en œuvre ?

I. La rupture du cercle vertueux de la prospérité.

Comment le cercle vertueux qui avait porté la prospérité internationale s'est brisé et a entraîné une dégradation majeure du dialogue internationale ?

a. Retournement et contagion

À partir de 1928, on assiste à une rétractation des échanges financiers, une baisse des investissements américains et **une détérioration du climat international**. Fragilise l'ensemble de l'économie mondiale.

Les États-Unis ne souhaitent plus investir à l'étranger, que ce soit en Europe, en Amérique Latine ou en Asie. Fragilise l'économie de ces pays. Ils rapatrient leurs capitaux, vendant même à perte, et réclament des remboursements de leurs débiteurs. Cette stratégie connaît des succès limités étant donné que les débiteurs ne sont plus solvables. C'est pourquoi les zones les plus liées aux États-Unis, notamment l'Amérique latine et l'Europe centrale, sont

celles les plus touchées. Les contemporains ne comprennent pas pourquoi la baisse de la production entraîne une baisse des prix. Les faillites s'enchaînent et les grandes villes sont touchées par le chômage. Le réflexe de tous les gouvernements est alors le protectionnisme : ils veulent briser la contagion.

Krach boursier du 24 octobre 1929 – plus d'investissements et cherchent à rappatrier leurs capitaux, demandent le remboursement de leurs créances à leurs débiteurs. Se faire rembourser avant que ce ne soit plus possible. Les zones les plus liées aux USA sont les zones les plus touchées par la crise économique dans les années 30, cas de l'Europe centrale et de l'Amérique latine. Les prix s'effondrent et la production industrielle aussi. Faillites se multiplient. Chômage explose.

Le **réflexe protectionniste** se traduit notamment par une **augmentation des tarifs douaniers** pour protéger son économie. Les pays reviennent sur tous les efforts faits durant les années 1920, comme l'union douanière, les contrats passés sous la SDN ou encore les clauses de la nation la plus favorisée, pour protéger leurs économies. Tout le monde remonte ses tarifs douaniers.

La hausse massive des tarifs intervient notamment avec la **loi Hawley-Smoot** votée au Congrès en 1930. **Les tarifs augmentent alors de 40%**. Jamais les tarifs n'ont été augmentés si vite et si massivement pour protéger les États-Unis. Les USA sont les premiers à réaliser ses mesures protectionnistes.

Dès lors que le protectionnisme est mis en place, **la contagion a lieu**. Les pays d'Europe centrale font de même et rajoutent des « contingentements » qui limitent quantitativement les importations. Par exemple, **l'Autriche multiplie par deux ses tarifs sur le blé** et Tchécoslovaquie limite les importations d'acier à 1/3 de sa production. La France suit la dynamique **et augmente les tarifs par trois fois en 1931 en 1932 et en 1933**. Ferme son marché alors qu'elle n'est pas en crise. Même le Royaume-Uni, pays du libre-échange par excellence, met en place des tarifs douaniers contraignant avec **l'Import Duties Act de février 1932**.

Les relations internationales sont alors fragmentées plutôt que favorisées par cette crise. Au Royaume-Uni, au-delà de l'abandon du libéralisme, Londres a dû **renoncer au rattachement livre- or en dévaluant la livre le 21 septembre 1931**. Cela signifie-t-il la fin du Gold Exchange Standard ? La livre n'est plus convertible à l'or.

Le Royaume-Uni avait mis en place une politique d'austérité durant la période d'après-guerre pour maintenir la livre sur l'or. **Mais cela coûtait 18 millions de livre par jour et en 1931 Londres décide de dévaluer sa valeur de 25% en la décrochant de l'or.**

Au-delà du symbole, vingt-cinq pays sont rattachés à la « zone sterling ». Ces pays se retrouvent **avec des monnaies flottantes et dévaluées**. Cette zone monétaire comporte le Commonwealth, les pays scandinaves, le Portugal, l'Égypte ou encore l'Argentine. C'est une vraie déflagration mondiale qui a été créée.

Avec une monnaie dévaluée, les produits britanniques deviennent alors plus concurrentiels que les produits américains ou français.

Le cours de la livre est stabilisé en 1932, à 2/3 de sa valeur calée sur l'or. Mais ce cours reste flottant et non- convertible, ce qui ne rassurent pas les investisseurs et un pilier de la grandeur britannique s'effondre. Ne permet pas une stabilité du système économique pour les pays qui ont une monnaie liée à la livre.

Choc psychologique majeur, grandeur britannique qui s'effondre.

Des décisions nationales ont des effets directs sur les relations internationales et vont **couper les circuits d'échanges économiques**. La hausse générale du protectionnisme provoque une frustration particulière pour des pays qui sont lourdement affectés puisque dépendant des matières premières pour acheter des biens industriels, comme le Brésil ou l'Argentine. Ils sont les victimes directes des politiques de protectionnisme et ont une rancœur contre les États-Unis. Dégradation du dialogue international. Favorise une guerre douanière. Politique monétaires unilatérales qui dégradent le climat de confiance international.

Au début des années 1930, on retrouve la même logique de difficulté du point de vue de l'immigration. La croissance démographique importante de certains pays rend cruciale l'immigration pour alléger la population. Si les États-Unis ont déjà fermé leurs portes en 1924 du fait du Johnson-Reed Act, la France ne les ferme qu'en 1930. Elle mène une politique très libérale de ce point de vue dans les années 1920 en accueillant de nombreux immigrés sur une logique pragmatique, économique et humaniste. La France met alors brutalement en place des quotas par professions. Seuls les réfugiés politiques sont accueillis, les anti-fascistes et les juifs étant accueillis humainement. La politique migratoire empêche des pays d'accueillir des migrants.

Cela dégrade les relations internationales. La France veut notamment renvoyer les Polonais chez eux, ce qui mécontente Varsovie.

Les politiques monétaires unilatérales dégradent également les relations internationales. La zone sterling devient brutalement instable et la France est furieuse de cette dévaluation puisqu'elle n'a pas été informée à l'avance et considère que c'est une erreur, d'autant que ça la désavantage par rapport au Royaume-Uni. Cette dévaluation du 21 septembre 1931 est vue comme une agression économique de son allié. En quelques mois, tout le cercle vertueux des années 1920 est abandonné et les projets politiques internationaux avec, comme les Plans Briand ou Young. Exportations françaises se retrouvent dévaluées. Dégradation économique qui tend le dialogue.

Réponses immédiates nationales fragilise le cercle vertueux. Abandon de projets en cours.

De vieilles questions réapparaissent, notamment celle des réparations.

b. Du moratoire Hoover à la Conférence de Lausanne : l'enterrement du système Dawes/Young

Un des premiers problèmes est la situation bancaire en Europe centrale. Les faillites débouchent sur **une crise bancaire**, du fait de la fin de remboursement. Les industries ne peuvent plus rembourser les banques qui font faillite de manière massive. Cela menace d'avoir des conséquences majeures, surtout que Vienne est une place majeure dans la circulation des capitaux. Par exemple, la banque autrichienne du **Kredit-Anstalt** fait faillite en mai 1931, entraînant la faillite de la Danatbank en 1931 en Allemagne. Ensemble du système bancaire autrichien mais aussi européen menacé. Interconnexion favorable à une intégration européenne et mondiale. Faillite du système bancaire en Europe peut avoir des répercussions graves sur tout le système. Une généralisation de ces faillites est crainte et les créances et flux financiers semblent menacés. **En 1930, plus que 500 banques américaines ont fait faillite.** Urgence à éviter la contagion.

À l'initiative du président américain **Herbert Hoover, un moratoire d'un an sur tous les paiements internationaux est ouvert**. Il est décidé de suspendre les paiements des gouvernements pendant un an, en espérant stabiliser le système. L'idée est de voir si l'on peut reprendre ces paiements après. Plan Young suspendu et tous les paiements de dettes de guerre et de réparation. Assainir le système et reprendre quand la situation sera apaisée.

Le moratoire Hoover du **20 juin 1931** concerne les dettes publiques et non celle privées puisque le gouvernement américain s'est porté garant des dettes privées.

Le moratoire Hoover est une mesure d'urgence, de répit, l'Allemagne n'ayant plus à payer les réparations. Mais il envenime aussi les choses. **La France est furieuse** et y voit une tentative déguisée d'enterrer les réparations alors que le Plan Young était à peine été décrété. Elle veut faire front commun avec Londres mais le Royaume-Uni est favorable au moratoire étant donné que sa dette n'est plus à rembourser. Le fossé se creuse alors encore plus entre Européens et Britanniques.

Les paiements des réparations sont suspendus entre juin 1931 et juin 1932. Le moratoire est en effet temporaire et n'est censé durer qu'un an. En juin 1932, contrairement à ce que pensait le président Hoover, **la situation est pire** et l'été 1932 est même le pic de la crise. C'est en plus une année électorale. À l'expiration du moratoire, les États-Unis se retirent du jeu et laissent les Européens seuls.

Les Européens se réunissent du 26 juin au 9 juillet 1932 à Lausanne afin de régler le problème des réparations et savoir **si et comment les reprendre**. Cela se fait sans les États-Unis. Les débats sont animés et aboutissent à l'effacement quasi-total de l'ardoise allemande. **Les Européens s'entendent pour demander un chèque de trois milliards de marks-or avant 1935**, bien qu'il ne soit jamais versé. **La conférence de Lausanne met un terme à la question des réparations, lancée depuis le Traité de Versailles**.

Le Plan Young est également enterré. Prévu pour durer 60 ans (jusqu'en 1987), il aura duré 6 mois, soit record de précocité. Sur les 132 milliards de marks-or, l'Allemagne aura payé entre 1921 et 1931, et essentiellement après le plan Dawes, **23 milliards**, soit 17% de la somme imposée. C'est alors la fin d'une vieille querelle pour les Européens mais **sans que cela entraîne un apaisement**. C'est effet plus une **impasse**. Incapables de s'entendre. Rancœurs encore vives. L'Allemagne, avec 30% de chômeurs, ne veut plus payer et est furieuse de se voir imposer 3 milliards de plus à payer. Ce n'est pas une victoire pour l'Allemagne et cela n'a pas permis d'apaiser les ambitions révisionnistes allemandes.

La France est désespérée et au sortir de la conférence de Lausanne, elle annonce, à l'instar de Mussolini et du Royaume-Uni, qu'elle ne ratifiera le traité de Lausanne que si elle n'a plus à payer ses dettes interalliées. Accord préliminaire qui met fin aux dettes de guerre. USA froissés de ce lien entre dettes de guerre et réparations. Le Parlement français refuse de voter la ligne du budget sur ces réparations, provoquant la chute du gouvernement Herriot II du second Cartel des Gauches. Crise internationale et euroaméricaine.

À Washington, les Américains sont furieux car ils comptaient sur le remboursement des dettes pour financer la reprise.

À la fin de l'année 1932, les dettes de guerre, **les réparations et le système Dawes/Young sont définitivement enterrés**. Au-delà de ce système, chacun semble vouloir **rompre les liens**

qui les unissent aux autres par crainte qu'ils ne les entraînent dans leur chute. Liens qui deviennent une menace. Couper les liens internationaux.

Dans ces conditions, l'enjeu d'une solution internationale semble impossible, mais n'a pas été abandonnée. Des réflexions apparaissent sur une solution collective.

II. Régionale ou mondiale : l'échec d'une solution internationale.

Une tentative de « sortie collective » de la crise existe malgré le contexte d'isolationnisme national largement défavorable. Cela semble assez contradictoire. C'est une période de coopération, beaucoup de projets se dessinent même s'ils restent des échecs. Néanmoins, les acteurs sont prêts à réfléchir à des mécanismes nouveaux et inventifs pour chercher une solution et satisfaire les deux stratégies. Une réflexion sur la question de l'échelle de cette solution apparaît. Sera-t-elle régionale, continentale, bilatérale ou encore globale ? On cherche une solution collective à une crise générale.

A. La voie « classique » du dialogue bilatéral

La crise l'a relancé dans deux logiques de coopérations différentes entre les États

2. **Entre deux États qui sont dans une situation économique comparable.** Ils peuvent alors unir leurs efforts pour rationaliser leur économie et trouver une solution commune ;

- **Entre un État en crise et un État en bonne santé qui peut donc l'aider.**

Les résultats dans les années 30 ont globalement été des échecs mais ils ont eu une influence sur le dialogue mondial et surtout européen.

La période d'ébullition est intense et prend plusieurs formes.

Deux pays qui sont dans une situation catastrophique économique en 1930-31 :

La coopération austro-allemande au début de l'année 1931 suit la première logique. La coopération passe par le protocole Curtius-Schobert, du nom des deux Ministres des Affaires Étrangères de l'époque, respectivement allemand et autrichien. Le projet vise à mettre en place une union douanière austro-allemande, et est signé à Vienne. On cherche à jouer sur la complémentarité de leurs économies. Une coopération accrue permettrait peut-être de tirer tout le monde vers le haut. Or, cela pose des questions juridiques car la France dispose de la « *clause de la nation la plus favorisée* » mais l'Allemagne ne veut pas non plus faire la même chose avec la France. **De plus, le projet veut renforcer la coopération entre les places financières alors que le système économique allemand est centré sur l'industrie et celui autrichien, tertiarisé et sur les places financières.** Les Autrichiens et Allemands, subissant le même sort, partagent une « communauté de destin » après tout. Le projet semble donc prometteur. Une opposition massive va cependant émerger, notamment du côté des Français et des Italiens **qui y voient un Anschluss économique ou une première étape vers un Anschluss, pourtant interdit par les Traités de Versailles et Saint-Germain-en-Laye.** De plus, cela rappelle le Zollverein de 1834 qui avait mené à la fusion économique des empires. C'est mal vu par la Pologne, notamment. Les banques parisiennes alors vont utiliser leurs réseaux pour désavantager Vienne, notamment la banque Rothschild qui coupe les fonds vers

l'Autriche. Berlin et Vienne doivent renoncer, ce qui montre que l'urgence de la crise ne fait pas disparaître l'historique des relations européennes. Les relations imaginées ne peuvent se soustraire aux poids des traités. Même Mussolini défend ici le traité, par opportunisme politique, puisqu'il ne veut pas de frontière commune entre Allemands et Italiens.

Pour ce qui est de la seconde logique, les pays se tournent vers la France.

C'est le seul État encore en capacité d'aider et soutenir les autres puisqu'il est le seul résistant à la crise économique et semble même en profiter. La France profite du fait que tout le monde vende ses capitaux pour refaire ses stocks d'or et devises. **Elle multiplie son stock d'or par deux entre 1929 et 33.** Pour le Royaume-Uni, la France est « *assise sur un tas d'or* » et est égoïste puisqu'elle ne soutient pas les nécessiteux plutôt qu'économiques. **Elle ne veut pas mettre à mal ses relations diplomatiques avec les nouveaux États d'Europe centrale et du sud**, notamment la Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne ou encore la Yougoslavie, qui sont ses « *alliances de revers* », qui visent à affaiblir et encercler l'Allemagne. De plus elle ne veut pas risquer qu'une forme de chaos s'installe dans les systèmes politiques de ses alliés du fait de la crise Elle invente alors des principes et des réponses nouveaux. **Avec son principe des « emprunts-liés », la France consent des emprunts à un gouvernement étranger à une condition : ils doivent être utilisés pour passer des commandes à la France.**

Elle l'utilise avec la Yougoslavie en avril 1931 puis avec la Tchécoslovaquie en janvier 1932. L'idée est que les retards d'infrastructure importants, comme le manque de route ou de chemins de fer, vont être financés mais seront tous achetés en France, notamment au Creusot. Cela lui permet de soutenir les pays de l'Europe de l'Est tout en vendant des produits français. La France consent même des emprunts à perte étant donné que l'argent reviendra en France. Elle veut éviter tout rapprochement de l'Europe de l'Est à l'Allemagne et renforcent donc les liens de dépendances de ces pays envers elle. La France souhaite tout de même aider l'Allemagne et le Royaume-Uni. En 1931, Paris entre dans des pourparlers intenses avec Londres et Berlin. **Avec Londres, en 1931, la France, et même les États-Unis, consentent à un prêt commun au Royaume-Uni pour enrayer la crise.** Mais les États-Unis se désengagent et le prêt devient bilatéral. On imagine un prêt massif de 10 millions de francs-or de la France vers le Royaume-Uni pour relancer l'économie anglaise. **Mais la dévaluation de la livre sterling et le refus de garanties politiques du Royaume-Uni liées au prêt, notamment des contreparties de défense sur les frontières françaises, font avorter le projet.**

Avec Berlin, la situation est comparable mais différente, les négociations sont beaucoup plus poussées, du fait du passif historique franco-allemand. Si en France, certains se réjouissent de la faillite allemande, le gouvernement français reste pragmatique et sait que la mauvaise santé allemande favorise les extrêmes communistes et nationaux-socialistes. **Heinrich Brüning, le chancelier allemand, vient à Paris en 1931 pour négocier un prêt massif de Paris à Berlin. Pierre Laval, de centre-droit à l'époque, aidé par Aristide Briand, négocient le prêt.** Le projet initial est énorme et Paris s'imaginerait prêter entre **500 millions et 1 milliard de francs-or sur 10 ans.** Un renversement brutal du flux financier s'opère alors. Néanmoins, Paris exige des garanties politiques, notamment que pendant la durée du prêt l'Allemagne **refuse tout rapprochement avec l'Autriche, qu'il n'y ait aucune revendication révisionniste pendant la période et que l'Allemagne reprenne le paiement des réparations à l'expiration du plan.** Ces conditions sont inacceptables pour Berlin qui ne peut pas abandonner son révisionnisme,

même pour 10 ans. **Le projet est alors avorté. Cet échec souligne la prééminence des enjeux issus de la guerre et de ses traités de paix.**

Ainsi, quels que soient les dispositifs, l'échelle bilatérale semble être un échec. Cela a néanmoins amené à réfléchir quant à des solutions à l'échelle régionale, ce qui pourrait apaiser les contentieux entre des pays qui se sont anciennement opposés et les réunir autour d'intérêts communs face à la crise économique.

B. Le régionalisme, une solution innovante ?

Durant la période, une foule de projets apparaît, notamment à l'échelle intercontinentale. L'idée repose sur un resserrement entre pays aux situations proches, à une échelle infracontinentale.

1. Un îlot libéral au nord-ouest de l'Europe

Un rapprochement va s'opérer entre quelques rares pays qui résistent à la vague de protectionnisme en Europe. Il y a un « *îlot libéral au Nord-Ouest de l'Europe* » composé du Royaume-Uni, des Pays-Bas, du Benelux et des pays scandinaves.

Les accords d'Oslo du 22 décembre 1930 réunissent le Bénélux et les pays scandinaves, à contrepied des logiques dominantes. Ils s'opposent à l'augmentation des droits de douane en se posant à contre-courant de tous les autres acteurs internationaux. Les six signataires invitent, dans une déclaration ouverte, les autres pays qui croient encore au libre-échange à les rejoindre. Cela trouvera néanmoins peu d'écho.

Les trois pays du Bénélux veulent pourtant aller plus loin avec la Convention d'Ouchy du 16 juin 1932 qui promet un désarmement douanier. Les pays s'engagent à baisser leur droit de douane considérablement, une baisse de 50% prévue pour 5 ans. Cette Convention constitue une « *avant-garde d'un marché commun* » et crée la base d'une coopération autour des Pays-Bas et des pays scandinaves. Les gouvernements des trois pays du Benelux sont en exil à Londres dans les années 1940 du fait de l'occupation et **cette Convention sera réaffirmée en 1945 avec la mise en place du premier marché commun qui s'entendra ensuite à 6 pays.**

Les autres projets d'entente régionale sont plus sur une base contractuelle et préférentielle que sur une base libérale. C'est une logique de bloc.

2. Un « bloc agraire » en Europe centrale ?

Le « bloc agraire » a tenté de se mettre en place en Europe centrale autour de pays dont une partie importante de l'économie reste agraire. **Ses origines remontent à l'été 1930 durant lequel la SDN envoie un questionnaire à tous les pays membres** pour qu'ils détaillent les enjeux que revêt la crise agricole dans chacun des pays. Elle veut en faire un diagnostic.

Trois pays d'Europe centrale, la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie, prennent l'initiative d'y répondre en commun. Ils considèrent qu'ils ont des types d'économie assez proches et qu'ils sont confrontés aux mêmes enjeux. Ils veulent donner plus de poids à leur démarche. Ils vont même proposer à d'autres pays d'Europe centrale à économie agraire de **se joindre à**

eux pour réfléchir à une coopération possible. À partir de ce trio, viennent **s'agréger la Bulgarie et la Pologne et même un pays plus industrialisé, la Tchécoslovaquie.** Cela amène à la constitution d'un « *Club des Six* » qui va se réunir à plusieurs reprises pour réfléchir à une entente.

La première rencontre se tient à Varsovie en août 1930. Deux autres se suivent dans l'année. Un projet d'intégration des économies agraires relativement poussé s'y dessine. **C'est une forme de cartellisation de l'agriculture en Europe centrale. Des quotas de production par pays sont imaginés pour lutter contre la surproduction.** Cela diminuerait également la concurrence entre ces pays. De plus, on établit un prix minimum pour les denrées agricoles de base en-dessous duquel les 6 partenaires ne vendront pas leurs produits. Cela permet d'éviter le dumping par le bas. On imagine même l'idée d'une spécialisation régionale, c'est-à-dire répartir la charge entre ces différents pays pour éviter une concurrence qui amènerait à baisser les prix. Des structures de stockage communes sont aussi pensées. Il faut alors améliorer les infrastructures de transport.

On imagine un organisme directeur qui prendrait des décisions pour l'ensemble de la zone avec des représentants de chacun des 6 pays.

Ce projet a également une forte dimension politique puisque, pour la première fois, des pays défenseurs de l'ordre versaillais et des pays révisionnistes sont réunis. Du fait des défis communs, il est alors pensable de dépasser certains antagonismes hérités de la guerre et des traités de paix.

Or, cela rend le dialogue difficile assez rapidement entre ces six pays et les réalisations sont loin d'être à la hauteur des ambitions. Il y a une crainte d'États qui ont vu leur territoire réduit de devenir dépendants de pays qui ont profité des traités et de leur bon vouloir.

Les puissances occidentales sont très frileuses vis-à-vis de ce projet et ont compris que cela pouvait faire front à leur économie industrielle. Or, tous les pays d'Europe centrale restent dépendants financièrement de l'Europe de l'Ouest et leur réflexion ne peut se faire sans leurs prêts et investissements.

3. Le projet avorté de « l'Union balkanique »

Ce projet réunit d'anciens ennemis au même moment. Elle naît en octobre 1930 dans une réunion appelée rétrospectivement la Conférence balkanique qui a lieu à Athènes. Elle réunit la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie, la Yougoslavie et la Turquie.

Ce projet est très explicitement politique puisque l'ambition est annoncée de créer un Locarno balkanique, c'est-à-dire une clarification des frontières pour pacifier les échanges.

Dans le contexte économique, on imagine une union monétaire balkanique, un grand programme d'investissement et d'équipement pour des infrastructures communes alors que la région est la moins bien équipée du continent européen. **La mise en place d'organismes communs, comme une poste, est pensée.** De plus on se rend compte du potentiel touristique de certains espaces et une Fédération Balkanique du Tourisme est imaginée. Ce sont des projets innovants alors que la zone a souvent été considérée avec mépris. C'est tout particulier du fait de la présence de la Turquie, qui a été l'opresseur de tous les pays balkaniques sous l'Empire ottoman. Il y a une référence au mythe de la Grèce antique. Les 6 pays balkaniques

se retrouvent à Delphes en octobre 1930 sous l'idéal que « l'union est le seul idéal de tous les peuples des Balkans ».

Un comité est créé en 1931 mais ne sera jamais véritablement efficace, notamment parce que tous les membres insistent sur la préservation pleine et entière de leur souveraineté, notamment les jeunes États. Il est aussi parasité par des questions politiques, notamment celle des minorités interétatiques qui forment souvent des groupes armés comme la minorité macédonienne.

4. Les débats sur l'Europe danubienne

C'est un espace très important où la crise est particulièrement violente. Il est au cœur des préoccupations des grandes puissances européennes puisqu'il est à la croisée des ambitions de ces puissances. C'est la **Mitteuropa germanique**. Or, l'influence germanique y a été contrée après la guerre. **La France y a cultivé depuis la fin de la guerre les alliances** et c'est pour elle un espace stratégique. De plus, **les ambitions de l'Italie fasciste de Mussolini se font sentir dans cet espace**, notamment autour de la Hongrie où il s'entend avec l'amiral Horthy.

S'y multiplient les plans pour sortir la zone de la crise. **Ces plans émanent de l'Europe de l'Ouest, notamment des Français.** Les projets concernent la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie. C'est donc l'ancien Empire austro-hongrois. **Les projets ont les mêmes objectifs :**

- **Renforcer les échanges entre les pays** et profiter des complémentarités des échanges. Créer une sorte de marché commun.
- **Faire remonter les prix agricoles** ou du moins garantir des prix agricoles au-dessus du cours mondial. Le moyen pour y parvenir est de créer un fond de soutien alimenté par les puissances de l'Ouest et combler la différence de prix.

Il y a une forte dimension politique puisque coopèrent des pays satisfaits des traités et des pays qui se sentent comme des victimes. Au-delà de cela, la coopération est encouragée entre les « frères ennemis », comme entre la Hongrie et la Yougoslavie.

Deux plans français proposés à la SDN en 1931 avec le « Plan constructif » et en 1932 avec le « Plan Tardieu » qui suivent ces objectifs. Les deux plans échouent du fait du refus anglais d'alimenter le pot commun. De plus, l'Allemagne fait tout pour les saboter afin que ces pays résistent moins facilement à l'influence germanique.

En Italie, en septembre 1932, on discute pour la dernière fois de ces plans. La zone s'enfoncé alors dans la crise puis dans le nationalisme agressif. En effet, la Yougoslavie connaît à l'époque un coup d'État et le roi supprime la Constitution.

L'échec de ces solutions laisse libre cours à l'Allemagne pour essayer de réaffirmer son influence dans la zone. Il y a un retour en force qui passe notamment par les accords « de compensation » bilatéraux. L'Allemagne les signe avec la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie. L'Allemagne accepte de payer les marchandises au-dessous du cours mondial en échange d'une suppression des droits de douane pour les produits allemands. La France a même poussé la Tchécoslovaquie à refuser de signer un tel accord.

Les rivalités empêchent le régionalisme d'être une véritable porte de sortie de la crise en Europe centrale. Malgré une grande inventivité, il apparaît impossible de créer des noyaux de coopération. Ce sont néanmoins **des précédents importants pour la suite et notamment pour l'après-Seconde Guerre mondiale.**

C. L'impasse d'une solution mondiale

1. SDN et BRI : l'implication des organisations internationales

La Banque des Règlements Internationaux (BRI) est imaginée avec le Plan Young mais, à la suite de son échec, on lui cherche une nouvelle vocation dans la régulation économique de l'Europe. **Il faut régler le désordre monétaire** amplifié par la dévaluation de la livre sterling ainsi que la chute des prix. La BRI va être pensée comme un outil d'assainissement de la situation. L'idée de fond de soutien géré par la BRI est reprise. Il garantirait les monnaies, alors que les stocks d'or sont vides, et ce, par le biais du stock disponible à la BRI. La France serait le principal contributeur à ce fond. Soutenir les monnaies, remonter les prix agricoles. La BRI travaille avec la SDN et connaît un certain nombre de réussites. Les institutions **réussissent à empêcher une faillite monétaire totale de l'Europe centrale, notamment avec l'Autriche et la Hongrie.**

Le plan de sauvetage autrichien est la matrice de tous les autres. C'est le pays où la situation financière est la plus critique et où les effets de contagion peuvent être très importants du fait **du lien entre la place financière de Vienne et les autres.** Raisonnable contemporaine de l'idée de la SDN et de la BRI. L'idée est un prêt massif consenti à l'Autriche pour éviter le bankruptcy et faire tourner l'État en échange de quoi Vienne devra suivre des mesures d'orthodoxie extrêmement sévères, c'est-à-dire **une baisse des dépenses publiques ou encore l'encouragement de la privatisation des organismes publics.** Prêt contre des mesures d'orthodoxie. La Banque Nationale Autrichienne passe **sous tutelle de la BRI**, laquelle envoie des émissaires à Vienne qui contrôlent les politiques menées. **Le sauvetage est plutôt une réussite car il y a une stabilisation dès 1932.** Modèle qui va être appliqué dans des pays d'Europe centrale voire un peu plus loin. Système efficace. Néanmoins, malgré le succès technique, le plan a de nombreuses conséquences politiques. À partir de 1932, le régime autrichien bascule dans l'extrême-droite. Difficulté à imaginer un plan à long terme.

Le travail des organisations internationales est inédit et apparaît plutôt comme un succès, notamment à court terme. Néanmoins elles n'arrivent pas à imaginer des solutions collectives à long terme. Il y a une vraie impasse, peut-être liée au cadre européocentré. Solution collective qui doit être mondiale. Est alors convoquée une grande conférence internationale qui réunit des pays membres et non-membres pour trouver une solution à la crise. **C'est la conférence de Londres de juin-juillet 1933.**

2. La conférence de Londres enterre la coopération (juin-juillet 1933)

Centrée sur les questions monétaires. Dès le début de la crise, du fait **notamment du dérèglement monétaire**, s'est mis en place un **dialogue entre le Royaume-Uni, la France et les États-Unis qui ont les monnaies de référence.** Comment les trois pays peuvent stabiliser la situation monétaire ? Le dialogue se révèle très vite impossible du fait des crises internes

du Royaume-Uni et des États-Unis alors que la France semble profiter de la crise. La solidarité est vite fragilisée voire totalement abandonnée, notamment du fait de la **dévaluation de la livre en 1931, la dénonciation unilatérale de la dette de la France en 1932 et l'aggravation dramatique de la situation économique intérieure aux États-Unis**. La campagne présidentielle américaine de novembre 1932 se joue uniquement sur des enjeux domestiques. Le dialogue à trois est difficile et d'autres formats sont recherchés.

En 1932, Franklin D. Roosevelt devient le premier président démocrate depuis Wilson. Il prend ses fonctions au début de l'année 1933 et cherche à mettre en place des relations outre-Atlantique. Climat difficile parce que les préoccupations sont différentes. Le dialogue s'avère peu fructueux, ce qui amène la convocation de conférence de Londres qui s'ouvre le **12 juillet 1933**.

Elle accueille **66 participants, soit quasiment tous les États indépendants de la planète, y compris l'URSS**. Elle accueille de nombreux dirigeants autoritaires.

À Londres les débats sont centrés sur les questions monétaires. Pas de reprise des échanges si la situation reste aussi floue. Un accord international fixant la parité des monnaies est visé. Un fond de soutien est à nouveau imaginé. En 1933, la France « *assise sur son tas d'or* » se déclare prête à l'abonder mais elle veut des contreparties politiques à son investissement financier. La France voudrait des garanties frontalières, notamment avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Elle réclame un engagement durable des États-Unis sur la scène européenne et l'abandon officiel des dettes de guerre. Retour des USA dans les affaires européennes. Utiliser sa position de stabilité mais veut obtenir des avantages politiques.

Ces réclamations, qui visent notamment les États-Unis, sont très mal reçues par Roosevelt, lequel s'entend de plus très mal avec Londres qu'il considère comme agissant mal avec sa livre flottante. Forte concurrence monétaire entre le dollar affaibli. **Il envoie Cordell Hull qui lui relaie les revendications. Roosevelt lui fait lire un message le 3 juillet 1933**. Il y rejette la stabilisation monétaire et donc toute idée d'une sortie de crise internationale. Les États-Unis feront au mieux de leurs intérêts, ce qui se traduit par une série de mesures monétaires américaines. Roosevelt décide de dévaluer en plusieurs fois le dollar qui est dévalué de 40%.

« Le monde ne sera plus endormi par la tromperie spécieuse d'arriver à une temporaire, et probablement artificielle stabilité des changes internationaux par l'accord de quelques pays puissants. Un système économique national sain est un meilleur facteur de son bien-être que le cours de son change fixé selon les variations des autres nations. »

F. D. Roosevelt, Message à la conférence économique internationale de Londres (lu par C. Hull), 3 juillet 1933.

Système économique national sain. Rejette le système international. Se couper de toute logique de coopération internationale.

La conférence de Londres a été un premier moment de prise de conscience du fait que ce qu'il se passait en Allemagne allait peser sur les relations internationales. Le ministre de l'Agriculture populiste allemand laisse penser dans son discours que l'Allemagne est dans une telle situation que la principale solution sera sans doute l'expansion vers l'est. L'URSS se fâche puisque cela concerne ses plans. Cela met également Hitler en colère qui reproche à son ministre son imprudence. Cela inquiète les relations internationales.

Cette conférence est un moment de renouvellement du monde politique. Les États-Unis de Roosevelt s'affirment mais aussi l'Allemagne nationale-socialiste.

Aucune solution n'a été trouvée et chaque acteur est conscient qu'il allait devoir gérer la situation de manière individuelle.

27 juillet 1933 – on se quitte sans résultat. Entre août 1933 et janvier 1934, FDR dévalue le dollar de 40%. Acte unilatéral qui rend le dollar plus compétitif. Les solutions individuelles l'emportent. Les solutions propres s'imposent. Comment les puissances font des choix individuels qui fragilisent l'ordre mondial ?

III. Des solutions unilatérales qui fragilisent l'ordre mondial

Décisions unilatérales qui dominent les sorties de crises. Réactions généralisées que constituent le protectionnisme, problèmes monétaires. 4 modèles qui remettent en cause les fondements de la coopération internationale.

A. Les États-Unis refondent les bases de la « maison américaine »

Crise économique la plus sévère de la planète. Lorsque Roosevelt prend le pouvoir, le taux de chômage excède les 25%. L'action principale de Roosevelt est **une action domestique** intérieure, centrée sur les problématiques économiques et sociales, le New Deal. Ces mesures amènent Roosevelt à **couper les États-Unis du reste de la planète**, notamment en Asie et en Europe pour se concentrer sur une sortie de crise américaine. Il y a un repli politique et économique de ces espaces. Le premier mandat Roosevelt est isolationniste.

Or, l'économie américaine a **besoin de débouchés** mais aussi de matières premières. Elle a besoin d'une arrière-cour qui soit sûre politiquement et qui permette d'asseoir l'économie américaine. C'est traditionnellement l'Amérique latine. Roosevelt va s'attacher à refonder les bases de leurs relations entre les USA et le reste du continent américain, pour les assainir et ne plus en faire que des clients.

L'interventionnisme américain est mal vu par les populations locales et l'impérialisme économique a développé une certaine Yankophobia qui prend de l'ampleur avec la crise. **USA vus comme responsables de la crise qui se passe en Amérique latine.** Renforcement d'un sentiment de rancœur. Amène les responsables à réfléchir au moyen de renouveler la relation américano-étatsunienne.

Ce changement est amorcé par le président Hoover notamment dans le mémorandum Clark qui préconise la fin d'un interventionnisme militaire sauf en cas de risque. N'employer l'arme militaire que quand la sécurité militaire américaine est menacée. Fin des années 20 inflexion qui se renforce avec Roosevelt en fait une priorité et l'annonce dans son discours d'investiture le 4 mars 1933. Il veut mettre en place une **good neighbor policy**.

Dans une conférence panaméricaine en décembre 1933 à Montevideo, Cordell Hull précise la pensée de Roosevelt et les contours de la politique qu'il souhaite mettre en place. « Aucun pays n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre » Il y déclare le non-interventionnisme et les États-Unis retirent leurs troupes du Nicaragua en 1933, de Cuba en 1934 puis abolissent l'Amendement Platt remplacé par un traité d'amitié cubano-américain. Bases plus égalitaires et plus saines.

Fin des pressions politiques. Dans la foulée, il y a une redéfinition des rapports économiques. Il y a une promesse de la fin des pressions des grandes entreprises américaines. Refonder « l'American Home » Bloc américain solide. Une solidarité intra-américaine se crée. Cela amène une forme de solidarité américaine à l'échelle du continent pour créer un bloc américain sur la scène internationale. En une dizaine d'années, Roosevelt arrive à renverser la relation, ce qui fait que les pays d'Amérique latine entrent en guerre aux côtés des États-Unis lors de la Seconde Guerre mondiale.

Conséquences importantes sur la scène internationale.

B. La « préférence impériale », voie britannique de la sortie de crise.

La crise économique va être l'occasion de trancher de manière brutale le dilemme traditionnel entre implication euro et relation avec empire. La crise va les amener à faire un choix, qui se tourne vers l'empire. Dès mi 1920's, sous l'impulsion du Secrétaire d'état aux Colonies (1924-1929), Leo Amery, les relations entre UK et colonies se renforcent.

	1913	1929
Exportations vers l'Empire	35 %	45 %
Importations depuis l'Empire	20 %	29 %

Économiquement, exportations et importations augmentent. Contribue à renforcer l'interdépendance des deux acteurs. Ce renforcement est couplé avec renforcement des liens politiques en faisant évoluer le statut *des dominions*. Conférence impériale à l'automne 26 qui crée le **Common Wealth**. Réuni capitale et dominion tout en reconnaissant leur autonomie, communauté indépendante. Les 4 dominions obtiennent une reconnaissance de leur autonomie sur toute la scène internationale. Ces évolutions sont opérées fin années 20, renforcées p.d.t la crise éco, car choix de la solidarité avec son empire. La dévaluation de la livre renforce les liens. Les différentes composantes de l'empire britannique ont tous cette monnaie et sont donc liées.

Politiquement, en dec 1931, Statut de Westminster : texte qui confirme les résultats de la précédente conférence, reconnaît un droit de souveraineté pleine et entière des 5 dominions qui sont autonomes au sein du CW. Économiquement, la conférence d'Ottawa institue le principe de la « **préférence impériale** », on s'accorde des privilèges et des tarifs préférentiels. On surtaxe tout ce qui sort ou ce qui rentre en dehors du CW. Espace de solidarité économique. Volonté de renforcer les solidarités éco par un processus politique apaisé.

Apaisement aussi dans les espaces coloniaux agités souhaité, qui pourrait menacer solidarité nouvelle.

Palestine

Mandat Britannique. Situation instable entre arabe et juif. Depuis le Livre Blanc de 1920, tensions augmentent, à la fin de la décennie. Lieux saints sont des sujets de conflits. Émeutes sanglantes du 23 au 29 août 1929 (massacre d'Hébron 24 août). Soulèvement et émeutes qui partent de Jérusalem et se répartissent dans tout le pays. Massacre d'Hébron, massacre de juifs, émotion de l'opinion publique. 250 victimes. Période de violence qui inquiète le mandataire britannique. Envoie une commission d'enquête : publication d'un deuxième livre Blanc en octobre 1930. Compilation des solutions que l'on souhaite mettre en œuvre. Principale recommandation : limitation au maximum toute nouvelle immigration juive en Palestine. Priorité à l'emploi arabe dans les structures mandataires. Vécu par les juifs de Palestine et les sionistes comme une discrimination, réactions vives de beaucoup d'associations sionistes. Pousse le gouvernement anglais à annuler ce deuxième livre blanc le 13 février 1931. Impasse dans la situation palestinienne. Instabilité. Incapacité des britanniques à prendre des décisions. On veut reprendre la main, mais impasse.

Empire des Indes

Terrain d'action plus fructueuse. Mouvement nationaliste indien structuré qui a accru ces revendications dès l'après-guerre. Ce mouvement nationaliste, remettant en cause la tutelle britannique, redevient de plus en plus actif dès 1928-29. Campagne de désobéissance civile initiée en 1930. Bloqué l'administration et le système colonial. Cette campagne regroupe de nombreuses initiatives : marche du Sel, initiée par Gandhi en mars-avril 1930. Protestation contre le monopole britannique sur le sel dans les Indes pour prélever l'impôt. Mesure absurde et mesure de domination arbitraire.

Face à ces mouvements, les britanniques ne veulent pas que cela devienne incontrôlable, enjeu pour sortir de la crise économique. Mise en place de négociations entre nationaliste avec Gandhi et un représentant de la couronne. **5 mars 1931** : Pacte de Delhi. Texte de compromis qui prévoit arrêt désobéissance civile, répression policière impériale, droit des populations indiennes d'exploiter directement le sel de mer. Ces réformes se font attendre et la désobéissance civile reprend. Les autorités britanniques réagissent vite avec Livre blanc en 1933. *Government of India Act*, 1935. Révolution des relations en donnant une grande autonomie aux provinces indiennes, fin de la diarchie (droit de regard sur police indienne). Élargissement du corps électoral indien, élargissement de 7 à 35 millions d'électeurs (toujours élite). Logique d'arbitrage en cas de conflit, garantissant équité avec poids égal des décisions. Forte autonomie accordée au deuxième échelon du pouvoir indien. Pas de statut de dominion, statut de Westminster. Suscite déceptions pour certains. Refonde lien entre les deux. Sauve solidarité entre les deux.

=> Réelle réussite britannique avec nouvelles relations. Redressement rapide économique du RU notamment avec cette solidarité impériale. 1933, croissance repart au RU. Sortie de crise se fait grâce à l'empire. « Egoïsme impérial », solution unilatérale qui repose sur les liens de l'empire plus que de l'Europe.

C. La tentation autarcique des pouvoirs autoritaires européens

Le réflexe autarcique est semblable à celui des Britanniques. **Il s'agit de se détourner de la communauté internationale pour résoudre ses problèmes propres.** Mais, dans beaucoup de dictatures, notamment dans l'Europe du Sud et de l'Est, cette volonté se manifeste de manière assez radicale par la revendication haut et fort et la mise en œuvre plus ou moins conséquente l'idée du relèvement par **l'autarcie**, c'est-à-dire une rupture totale des relations avec les autres États. Repli économique sur eux même dans la volonté de limiter les rapports avec l'étranger. Pour eux, la crise est mal qui vient de l'extérieur et il faut s'en protéger. La doctrine économique se teinte alors d'idéologie nationaliste politique. Idéologiquement théorisée par l'Italie fasciste.

Le régime qui pousse cela le plus loin est l'Italie fasciste. Mussolini est au pouvoir depuis la fin de l'année 1922. L'Italie fasciste est violemment touchée par la crise à partir de 1931. Mussolini répond par une très forte implication de l'État pour soutenir les banques, les entreprises nationales, créer des grands travaux.

Dès 1933-34, l'Italie se lance sur la voie de l'autarcie dans une politique qui est autant un programme économique qu'un programme politique. Restauration de la Grande Italie. C'est lié à l'idée du retour de la grande Italie qui doit se suffire à elle-même, comme l'Empire romain antique. Retrouver son aura international et politique.

L'obsession du pouvoir fasciste est celle de la monnaie. Mussolini veut **empêcher la destruction de la devise italienne et l'invasion de devises étrangères.** Dès 1934, les acteurs économiques italiens ne peuvent plus exporter que s'ils versent leurs devises étrangères à l'État qui les transforme en lire. On ne peut exporter que si on donne les devises étrangères à l'État fasciste. À l'inverse, en octobre 1935, il interdit à tout Italien de sortir du territoire avec plus de 2 000 liras en poche afin que la monnaie nationale ne sorte pas. Ces politiques monétaires sont d'autant plus importantes que dans les années 1920, Mussolini avait fait de la bataille pour le rétablissement d'une lire stable un point majeur de son programme.

Il y a toute une série de mesures qui montrent la place centrale de l'État. Le décret de février 1935 impose une licence par l'État fasciste pour toute importation. Raison pour l'importer. La même année, l'État dénonce tous les accords douaniers qu'il avait passés avec d'autres pays alors qu'il avait déjà changé la clause de la nation la plus favorisée. Cette clause est désormais suspendue. Tout le monde doit se plier aux taxes d'importation. En août 1935, l'État **s'impose le monopole sur l'importation des matières premières.**

Structures de l'État fasciste s'adaptent. **Tout cela se concrétise dans le discours. En 1937, le Comité corporatif central devient le Conseil suprême de l'autarcie.** Cela a des conséquences fortes du point de vue international dans les relations. Repli de l'Italie fasciste sur elle-même. Cela génère une paranoïa généralisée. Cela dégrade le dialogue de l'Italie avec les autres acteurs européens, notamment les grandes démocraties avec qui il s'entendait bien jusqu'alors. L'Italie se coupe des échanges mondiaux et du dialogue international dans son ensemble. Prend ses distances avec la coopération mondiale.

On retrouve un même type de discours chez d'autres pays similaires. La Hongrie d'Horthy suit ce modèle.

Politique économique nazie met en avant ce modèle autarcique. Hitler regarde également ce qu'il se passe en Italie. Ce n'est néanmoins qu'un élément du discours hitlérien plus qu'une réalité. Dès les premières semaines, on assiste à la mise en place de politiques économiques impérialistes. Ici, le discours se couple avec des velléités impérialistes en Europe centrale et danubienne. Pour Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie et Albert Hugenberg, ministre de l'Agriculture, **l'autarcie va de pair avec l'espace vital** et l'idée qu'il va falloir s'étendre. Ce n'est pas une autarcie refermée sur elle-même. À la conférence de Londres en 1933, Hugenberg laisse même entendre que les solutions se trouveraient en-dehors de l'Allemagne. Du point de vue allemand, le redressement économique passerait par le resserrement des liens qui se dessinent de manière égalitaire dans une forme d'expansion. Ici se dessine un quatrième type de réponse à la crise unilatéral. Il s'agit de conquérir des marchés, non pas par l'arme économique mais par l'invasion. Nature de la conquête qui peut devenir une politique d'aggression.

D. La croissance par l'expansion, le dangereux exemple japonais.

Dès 1926, le retournement de la conjoncture économique s'opère au Japon. La crise y est **précoce très brutale et touche l'agricole ainsi que son commerce extérieur** qui est un de ses piliers de la croissance économique. Ce dernier est aussi touché par les mesures protectionnistes des autres pays de la planète : EUA, Indochine française, Empire des Indes britannique.... notamment par les hausses de tarifs douaniers que mettent en place ses voisins en Asie. Ces mesures protectionnistes sont ressenties comme une injustice par le Japon, d'autant plus qu'il est en croissance démographique et que les **États-Unis refusent désormais l'immigration venue d'Asie depuis 1924**.

Là encore le sentiment est renforcé par le fait que les Japonais ont l'impression d'être les bons élèves de l'ordre international des années 1920 en se soumettant aux divers traités, notamment celui naval de Washington. Ils ont été pleinement impliqués dans la gestion de la SDN et ont signé avec Londres un autre accord naval en 1930, qui témoigne de leur volonté de jouer le jeu de la coopération internationale. **Or, ils n'en retirent pas les fruits.**

Ce double contexte est explosif et permet une montée d'ultra-nationalisme au Japon, notamment au sein de l'armée impériale. Pour elle, le dialogue international ne paie pas pour les Japonais alors même que la population est en plein essor et qu'il faut la nourrir. Il faut donc conquérir de nouveaux marchés, puisque les marchés extérieurs sont fermés, il faut le faire au besoin par la force. **C'est la théorie du relèvement par l'expansion.** Cette idée est débattue au début des années 30 entre le pouvoir civil japonais avec le Premier ministre, favorable à l'ordre international, et le pouvoir militaire autour du jeune Empereur qui prend de plus en plus de puissance. L'armée est partisane d'une solution unilatérale et si besoin du coup de force. **À l'automne 1931, les militaires provoquent un incident irréversible.**

L'incident de Moukden, en Mandchourie en 1931 est perçu comme une première braise de la Seconde Guerre mondiale. Moukden est en Chine, les japonais ont un pied à terre depuis la fin de la PGM. Des militaires japonais y sont laissés pour sécuriser la voie de chemin de fer jusqu'à Port Arthur. **Sous le prétexte d'un sabotage de la voie ferrée, les militaires veulent prendre des mesures radicales.** Ils occupent Moukden, une des grandes villes de Mandchourie avant d'envahir la région toute entière. **La Chine se déclare agressée et en appelle à la SDN**

qui envoie un expert sur place. Pendant ce temps, les structures de l'occupation se mettent en place, l'armée se déploie dans l'ensemble de la région. Les militaires prennent en main les organes de pouvoir, ce qui permet une affirmation des militaires au sein du pouvoir japonais avant de renverser le pouvoir civil à la fin de l'année 1931.

En 1932, le Japon met en place un État fantoche, le Mandchoukouo : Etat qui n'a d'existence et de reconnaissance légale que du point de vue japonais. Le bombardement de Shanghai en janvier 1932 par l'armée japonaise montre que les Japonais ont des prétentions plus larges. Cela inquiète les puissances occidentales qui ont des intérêts dans la région. **Ils s'installent aussi dans le Jehol en 1933, avec l'avancée sur Pékin qui se profile.**

Du point de vue économique, cette politique apparaît comme une réussite puisque dès la fin de l'année 1932, les statistiques économiques repartent à la hausse et la croissance repart : fortement soutenu par les investissements dans l'industrie de guerre. La bourse de Tokyo retrouve son niveau de 1927. Or, cela risque de donner des idées à d'autres pays en crise. En effet, Mussolini s'en inspire et va chercher de nouveaux débouchés en Afrique. La politique allemande de l'espace vital en est également inspirée.

Cette politique est aussi un défi à l'ordre mondial puisqu'elle bafoue les règles internationales. **La crise mandchoue est la première fois pour la SDN qu'elle se retrouve confrontée à une crise entre grandes puissances.** Dès l'automne 1931, la SDN somme le Japon de retirer ses troupes, ce qu'il ignore. Le rapport de l'expert Lytton est rendu en septembre 1932 et le vote des membres de la SDN se tient en décembre 1932. Le Japon est condamné comme agresseur donc menacé de sanctions. **En mars 1933, le Japon claque la porte de la SDN.** Les embargos n'ont pas d'effet. C'est le premier pays reconnu comme agresseur qui choisit de sortir de la SDN, alors qu'il était membre permanent du Conseil.

La SDN n'est pas seule entité dont la diplomatie est en faillite face à cette expansion.

L'URSS, alors qu'elle est directement menacée par un expansionnisme japonais, choisit de ne pas s'immiscer dans des querelles internes au monde capitaliste.

Elle ne réagit pas, à l'image des États-Unis alors qu'ils étaient garants de l'ordre international dans le Pacifique et du principe théorique de la porte ouverte en Chine, qui refuse de voir la Chine démembrée en forme de protectorat de forces étrangères. **Le pays est alors au pire de la crise économique et 1932 est une année électorale, ils prennent de plus conscience du caractère obsolète de leur marine de guerre.** Roosevelt suit la politique de Hoover face au Japon et ne fait rien, sinon formuler la **doctrine de la non-reconnaissance de l'État du Mandchoukouo.** En revanche, Roosevelt **fait voter au Congrès en 1934 deux ordonnances pour moderniser la marine américaine.**

L'affaire met à mal l'ensemble du système international établi dans les années 1920.

Cette expansion est justifiée comme nécessaire par les japonais dans le cadre d'une réponse à la crise, d'un point de vue économique cela fonctionne relativement bien ce qui crée un précédent de politique d'expansion à ce qu'on va voir en Europe.

Conclusion :

La crise économique est l'occasion d'une intense réflexion sur le système des relations internationales et les interdépendances nouvelles : portent sur les systèmes politiques, les situations économiques. **On prend conscience que tous les espaces de la planète sont connectés. L'idée de la contagion de la crise est très présente**, d'où les politiques d'autarcie. Tout cela débouche sur une réflexion sur la gouvernance mondiale mais cette activité internationale qui a toujours été très intense n'a jamais été exclusive de réflexes égoïstes qui mettent en place des solutions unilatérales. **Jusqu'en 1931-32, les pays jouent un peu sur les deux tableaux, c'est-à-dire la coopération couplée à la hausse des tarifs douaniers ou l'exclusif impérial.**

La coopération est close à la conférence de Londres à l'été 1933. Cela dévoile aussi les ambitions des régimes comme celui nazi. Chaque acteur se replie sur des solutions unilatérales, qui sont **parfois victorieuses comme au Royaume-Uni ou au Japon**. Ces solutions ont pour conséquence de renforcer les nationalismes qui peuvent être agressifs et fragiliser le système international des années 1920. De nombreuses économies retrouvent la pente ascendante en 1933 alors que les **États-Unis s'enfoncent dans la crise. La France a raté l'occasion de jouer un rôle central** dans les relations internationales alors qu'elle était la seule à avoir gardé les moyens financiers d'agir, elle entre en récession alors que d'autres déjà se relèvent. **Dès 1933, elle entre à son tour en récession.** Du point de vue du système international, on revient à une scène internationale à l'ancienne marquée par le jeu des grandes puissances. **Cela apparaît dangereux alors que la crise à conforter des gouvernements ultra-nationalistes et prêts à utiliser la force et la violence comme instrument d'exercice de l'influence sur la scène internationale**, et bouleverse les progrès qui avaient été fait dans les 10 années précédentes en terme de diplomatie internationale.

27/01/2021

Histoire des relations internationales

Chapitre 5 : Le défi totalitaire à l'ordre international (1933-1939)

Introduction :

Le règlement des traités de paix était censé marqué « le triomphe de la démocratie ». Il est nécessaire de se rappeler l'évolution politique interne de l'Europe pour comprendre les relations internationales des années 1930. Au sortir de la Première Guerre mondiale, l'Europe connaît un triomphe de la démocratie. Or, dix ans plus tard, la majorité des pays d'Europe ont vu des régimes démocratiques remplacés par des dictatures. Elles sont toutes très différentes dans leur nature. Allant de la Hongrie de l'amiral Horthy jusqu'à la dictature autrichienne de Dollus. Il y a des **régimes militaires**, des **régimes traditionalistes** ou encore des **régimes appuyés sur les forces de la religion**, à l'image du régime instauré par Franco en Espagne. Certaines sont des dictatures réactionnaires, c'est-à-dire tournées vers le passé, comme celle de Salazar au Portugal ou de la Hongrie de Horthy. À l'inverse, certaines sont **révolutionnaires** et veulent instaurer un nouvel ordre ou même un « nouvel Homme », volonté de créer une nouvelle société comme l'Italie fasciste ou l'Allemagne nazie. Il y a des systèmes de contrôle sur la population différents selon les régimes. Certains ont mis les moyens pour contrôler tous les aspects de la vie des citoyens, les régimes totalitaires, l'Allemagne nazie, l'URSS soviétique, voire l'Italie fasciste. On pourrait ajouter le cas très particulier de l'URSS. Dictatures civiles, militaires, traditionalistes

Pays	Date d'installation de la dictature	Détenteur du pouvoir
Hongrie	1919	M. Horthy
Italie	1922	B. Mussolini
Bulgarie	1923-1926 puis à p. 1934	A. Tzankov Général Georgieff
Espagne	1923-1930 ; puis à p. 1939	A. Primo de Rivera ; F. Franco
Portugal	1926	A. Salazar
Yougoslavie	1929	Alexandre 1 ^{er} († 1934)
Pologne	1930	J. Pilsudski († 1935)
Allemagne	1933	A. Hitler
Autriche	1933	H. Dollfuss († 1934)

Pèsent sur les relations internationales par deux dimensions.

- **Toutes ces dictatures se regardent avec des phénomènes de contagion, de miroir, de modèle.** Un modèle fait figure de phare pour les autres, celui de Mussolini, c'est très

net dans le cas de l'Espagne, il existe une très forte attirance entre l'Espagne et l'Italie. Affinités et proximité idéologique. Il y a un axe très fort des relations internationales, celui de Rome-Budapest (Horthy/Mussolini) autour de **l'idée de révision des frontières**.

- De plus, toutes les dictatures sont toutes marquées par **un discours ultra-nationaliste**. Le système international comme carcan des nations, sacrifiant le génie des nations. Cela a des implications en relations internationales, car l'idée de ce discours est que l'honneur national a été bafoué et qu'il faut le restaurer. Cela va être la base de la politique étrangère des pays. Cela légitime le chef de l'État qui a pour mission de rétablir l'honneur national, a fortiori lorsqu'il y a un sentiment d'humiliation nationale. Cette mission a une dimension auto-réalisatrice, car chaque succès en politique étrangère vient conforter le pouvoir du chef. Cela représente une nouvelle donne pour la politique européenne car elles coïncident avec une remise en cause du système international.

Il est intéressant de regarder la réponse des démocraties qui se maintiennent en Europe occidentale. Dès le début des années 1920, elles ont néanmoins renoncé à toute croisade pour la démocratie et **s'en sont accommodées** par pragmatisme, notamment du fait de la stabilité politique que ces régimes mettent en place pour l'intérêt commun. Par exemple, la France garde son axe Paris-Varsovie pour encercler l'Allemagne alors même que la Pologne est devenue une dictature contrôlée par Jozef Pilsudski depuis 1926. Le recul de la démocratie n'est pas vu d'un mauvais œil du fait de l'installation d'un régime stable.

Toutefois, dans les années 1930 se créent trois États totalitaires qui se consolident. Cela passe par une **politique extérieure clairement tournée vers l'offensive**. Politique extérieure très active dans les années 30. Début de l'expansion japonaise -> défi d'une grandeur nouvelle. Cela contribue à faire bouger les dynamiques des relations internationales dans les années 1930. Ne pas y voir une marche à la guerre mais comprendre les dynamiques qui se jouent dans ces années. Cette remise en cause explique en 1939 le déclenchement d'une guerre d'un nouveau genre.

I. Le temps des ambiguïtés (1933-1935)

Voir comment ces années sont marquées par des ambiguïtés qui rendent le climat international un peu difficile à lire. Alors que chacun travaille à son relèvement national, le système international est flottant. Chacun aspire également au répit. Il est important de souligner que **ce ne sont plus les démocraties occidentales qui mènent le jeu**. Les acteurs dynamiques des relations internationales sont les trois États totalitaires. Ils vont progressivement prendre la première place en termes de changements. Ils dictent une modification des rapports de force et un bouleversement du *statu quo*.

a) L'illusion d'un dialogue international incluant l'Allemagne hitlérienne

Représente le basculement le plus évident de cette période, et les ambiguïtés cultivées par Hitler durant cette période. Hitler prend le pouvoir, appelé à la chancellerie le **30 janvier 1933** par le président Hindenburg. Dès janvier 1933, les démocraties perçoivent une espèce de

nouveauté, quelque chose de décisif qui va bouleverser la scène européenne mais avec qui il va falloir composer, contrairement à l'arrivée au pouvoir de Mussolini en Italie.

Cela tient peut-être au fait que **les RI ont toujours été une composante primordiale** du projet hitlérien. Dans *Mein Kampf* (1923-1924), il y a d'abord l'idée que les objectifs hitlériens n'ont rien de fondamentalement nouveaux.

- Ils sont ceux des leaders de la République de Weimar. La place et l'honneur de l'Allemagne ne peuvent être rétablis qu'en **révisant les traités**. Pour Hitler, cette révision devra être imposée aux autres pays européens s'ils n'acceptent pas un règlement négocié. Il ne croit pas à la négociation, cela se passera donc pas l'épreuve de force militaire. D'où l'importance de la question du réarmement dans le projet hitlérien.
- Ensuite, **il y a une composante raciale au projet hitlérien**. Cette conception a des implications en termes de politique étrangère, notamment la réalisation du Grand Reich pour réunir tous les Germains. Cette conception relève aussi de la supériorité allemande qui ouvre la voie à **une expansion en Europe centrale et en Europe de l'Est**, au dépend des peuples jugés inférieurs notamment les peuples slaves. Il y a aussi l'obsession antisémite dès lors qu'Hitler cible les Juifs polonais. Cela finit par se concrétiser avec l'idée du complot **judéo-communisme**, ce qui alimente le contentieux entre Berlin et Moscou, il s'incarne dans l'URSS, et la lutte doit se traduire dans une lutte. La question raciale a donc d'emblée des composantes internationales qui expliquent en quoi le projet hitlérien est aussi un projet de politique internationale.
- Enfin, **il a une conception de ses relations avec les pays ouest-européen**. Dès les années 1920, Hitler est convaincu que la réalisation de son projet ne pourra passer que par une confrontation avec la France. Il n'y a qu'une seule place pour une grande puissance sur le territoire continental et elle est dévolue à l'Allemagne. Il est convaincu d'une possibilité, de l'autre côté, de la possibilité d'établir une forme d'entente avec le Royaume-Uni sur la base de l'anticommunisme et d'une répartition des sphères d'influence avec l'Allemagne sur le continent et le Royaume-Uni sur les mers.

Au moment où Hitler arrive à la chancellerie, tous ces objectifs sont très clairs. Mussolini, *a contrario*, a construit son programme une fois son arrivée au pouvoir. Il faut attendre 1926 pour voir un État fasciste consolidé. Hitler lui a pensé son programme bien avant son arrivée au pouvoir et le met rapidement en œuvre.

La première priorité est toutefois de gagner du temps pour le réarmement, et il en a conscience. Cela explique que pendant au moins un an, Hitler semble jouer le jeu diplomatique européen, en étant un acteur acceptable dans le concert européen. Ce n'est qu'à partir de **février 1932** que la conférence de Genève a été ouverte, c'est la grande conférence générale sur le désarmement. Elle accueille 62 délégations. Un face à face Franco-allemand se pose. Très vite, elle apparaît bloquée autour de l'enjeu allemand. Les Allemands demandent un désarmement des grandes puissances ou réclament une « *égalité des droits* », on parle de

Gleichberechtigung : tout le monde doit désarmer et avoir des droits égaux en termes d'armement. Dans la réalité c'est une situation tout à son avantage, car elle est en grande difficulté. Les Anglo-Saxons y sont très sensibles et se rangent du côté des Allemands, de leur idée morale de l'égalité des droits. La Conférence lui **reconnaît le principe en décembre 1932**. C'est une victoire symbolique pour la République de Weimar, l'une de ses dernières.

À l'arrivée au pouvoir d'Hitler, il revendique ce principe. Sa stratégie repose sur une volonté de dialogue avec les Anglo-Saxons pour **isoler les Français**. La France refuse en effet de négocier ce principe. **Hitler claque alors la porte le 14 octobre 1933 et se retire par la suite de la SDN le 19 octobre** : il joue les offensés le con. Il a remporté la bataille, car il s'en sort sans épreuve de force, en faisant peser la responsabilité de la crise sur le gouvernement français et sans se mettre en défaut du point de vue du droit international.

Hitler tient alors des discours de plus en plus haineux à l'égard de la SDN. Il rejette radicalement le multilatéralisme. Mais il l'a fait sans se mettre à défaut du point de vue du droit international. Il fait peser cette responsabilité sur l'inflexibilité française. A partir de ce moment-là aux yeux de l'Europe, Hitler affiche un rejet total. Pour autant, il ne rompt pas avec l'idée d'un dialogue européen, surtout un « *concert européen* », qui contrairement à la SDN respecte le « génie des nations » selon Hitler, c'est-à-dire la hiérarchie entre les puissances. **Cela se dessine dans l'initiative mussolinienne du « Pacte à quatre » proposé au printemps 1933**. Il veut mettre en place un directoire des quatre grandes puissances européennes pour maintenir la paix en Europe. Cela se rapproche de la situation du XIX^{ème} siècle et s'éloigne de la sécurité collective. L'Allemagne nazie veut jouer le jeu du dialogue international dans ce cadre-là. Néanmoins, cela échoue du fait d'une responsabilité française puisque **la France a posé comme condition le principe que toute révision des frontières ne sera faite qu'à l'unanimité des quatre**. Du point de vue hitlérien cela vide le pacte de son sens car on n'arrivera jamais à un accord entre les 4 puissances. Il parvient à en retirer une image acceptable sur la scène européenne.

L'Allemagne nazi dès lors se concentre sur des négociations et des dialogues bilatéraux. Hitler souhaite briser l'encerclement établi par la stratégie française et les alliances de revers. Encore une fois ce n'est pas nouveau la R de W le voulait déjà mais il le fait d'une manière inattendue. **Hitler va passer un accord avec la Pologne le 26 janvier 1934** alors que Varsovie est l'allié historique de Paris, ce qui est inattendu, voire contre-nature. Il y a un accord de renonciation à la force pendant 10 ans. **La Pologne est peu satisfaite de son allié français**, du fait de sa rivalité avec la Tchécoslovaquie. Elle a tendance à trouver que la France délaisse Varsovie pour favoriser Prague. De plus, **l'arrivée au pouvoir de Staline menace le territoire polonais**. L'Allemagne apparaît alors comme le meilleur allié. Par ailleurs, les Polonais voient Hitler comme un Allemand du Sud qui, par pedigree, serait beaucoup plus intéressé par l'Europe centrale danubienne que par le Nord-Est. Par ailleurs, les deux dirigeants partagent un fort antisémitisme. **Du point de vue allemand, l'accord n'est que temporaire mais permet de reprendre pied dans l'Europe centrale** et de briser l'encerclement, en créant une très lourde brèche dans le système français, c'est donc le sens de cet accord.



L'autre obsession allemande est d'avoir de bonnes relations avec Londres. Dès 1934, Hitler signe des accords. Le 18 juin 1935, un accord naval est signé. **C'est pensé comme une solution alternative et bilatérale à l'échec de la conférence sur le désarmement.** L'Allemagne accepte de limiter son tonnage à 35% de celui britannique. C'est la porte-ouverte à un réarmement allemand, alors interdit par le traité de Versailles. Cela a été rétrospectivement critiqué comme le premier pas de l'*appeasement*.

Finalement, le dernier point de cette bonne conduite internationale d'Hitler se passe en Sarre. Hitler accepte le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France. **Il ne précipite pas l'épreuve de force en Sarre qui, étant placée sous mandat de 15 ans de la SDN,** devra voter pour être rattachée soit à la France, soit à l'Allemagne. **En janvier 1935, la SDN organise le référendum de rattachement.** Les Sarrois votent pour un rattachement à l'Allemagne à plus de 85%. Hitler en fait une victoire personnelle et dénonce la violation de l'intégrité nationale faite par la SDN.

Entre janvier 1933 et janvier 1935, l'Allemagne nazie apparaît comme un acteur qu'il devient acceptable d'intégrer dans le dialogue européen. Il temporise ses velléités afin de continuer le réarmement allemand. En moins d'un an, il fait passer l'armée allemande de 100 000 à 300 000 hommes. Du fait du retrait de la France et du Royaume-Uni, il s'impose sur la scène internationale. Ceux qui apparaissent comme les premiers remparts, ce sont l'Italie fasciste et l'URSS.

b) Vers un retour soviétique sur la scène européenne ?

L'arrivée d'Hitler au pouvoir permet l'apathie des démocraties occidentales mais aussi le retour de l'URSS sur la scène européenne. L'URSS a largement été à l'écart de la diplomatie européenne dans les années 20, elle refuse le jeu bourgeois de la SDN. D'autant plus à l'écart depuis l'arrivée au pouvoir de Staline qui avait la volonté de protéger le socialisme intérieur. Le seul axe était celui de **Rapallo en 1922 prolongé par le traité de Berlin en 1927 puis concrétisé par un dernier accord économique en 1931.**

Le Komintern n'a pas contré l'ascension du nazisme en Allemagne alors que le PC allemand était important et aurait pu former une forme de résistance. Ne l'essaye même pas car l'essoufflement de la République de Weimar profite au NSDAP mais aussi au KPD. Ne fait RIEN pour empêcher la chute du régime de Weimar qui symbolise le règne de socialisme allemand du SPD qui avait empêché la révolution prolétaire. Lien réel entre Allemagne et URSS. Il suivait la stratégie dite « classe contre classe ». Les socialistes qui n'ont pas prêté allégeance à Moscou sont des ennemis de classes, des « socio- traîtres » qui trahissent les idéaux ouvriers. Cela amène le KPD à choisir comme cible le SPD plus que le NSDAP en Allemagne. Moscou ne voit pas en Hitler un ennemi déclaré lorsqu'il arrive au pouvoir.

Dès 1933, l'URSS se rend compte du danger de l'Allemagne nazie et la stratégie change, notamment sous l'impulsion de Maxim Litvinov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères. On parle alors de « retournement diplomatique ». Logique anti-allemande. Elle le prend conscience du fait des discours anti bolcheviques d'Hitler. L'URSS apparaît être la première à prendre conscience de la menace que représente l'Allemagne nazie. Elle sait notamment que l'Allemagne **réarme** puisque le fait sur son territoire, comme l'avait prévu le traité de Rapallo. S'inquiète de ce réarmement rapide. S'inquiète du développement de la puissance japonaise. Menace perçue par la diplomatie soviétique dès 1933. Cela rompt ainsi l'axe Moscou-Berlin des années 1920. Il y a trois axes principaux à ce retournement. URSS semble prête à normaliser ses relations internationales notamment pour se faire des alliés.

Le premier est la **reconnaissance des frontières et l'établissement de relations diplomatiques**. Après la Première Guerre mondiale, il y a flou sur la question des frontières en Europe de l'Est puisque le traité de Brest-Litovsk avait été déclaré « nul et non avenue » et rien n'était venu fixer de nouvelles frontières. L'URSS n'a jamais voulu reconnaître ses frontières jusque 1933-34. Néanmoins, elle les reconnaît avec ses principaux voisins, c'est-à-dire les États baltes, la Pologne et la Roumanie. C'est **reconnaître une perte importante de territoire par rapport à l'Empire des tsars**. Cela permet néanmoins d'apaiser les tensions avec les puissances européennes. Cela permet un retour de l'URSS dans la diplomatie mondiale avec des échanges d'ambassades avec la quasi-totalité des États d'Europe centrale et avec les États-Unis en 1934. En France les relations diplomatiques avaient été reprises dès 1924 sous l'influence du Cartel des Gauches.

Cette politique est couronnée symboliquement **par l'entrée de l'URSS à la SDN en septembre 1934**. Certains y voient le fait que l'URSS remplace l'Allemagne car l'Allemagne la quitte en 1933. Ainsi, l'URSS accepte de jouer à ce « jeu de la diplomatie bourgeoise ».

Il y a aussi la nécessité pour Moscou de **tisser des liens avec l'Europe de l'Ouest**, notamment avec la France, selon la vieille stratégie d'encerclement de l'Allemagne en cas d'offensive allemande. Il y a aussi des espoirs de discussion avec Londres mais ils sont plus tenus du fait de l'antibolchevisme du gouvernement conservateur de l'époque. Ce rapprochement avec la France passe par deux hommes, **Louis Barthou (meurt en 1934) et Pierre Laval**, deux hommes de centre-droit. Ils font partie du gouvernement des modérés. Volonté de renouveler l'alliance pour contrer l'Allemagne notamment. L'idée de Barthou est de ne pas s'enfermer dans une alliance bilatérale avec Moscou mais plutôt de créer un **pacte régional** d'assistance mutuelle qui inclurait aussi d'autres États notamment d'Europe du centre-nord : Pologne, Tchécoslovaquie, États baltes et même Allemagne dans une reconnaissance générale des frontières politiques. Ce serait un Locarno oriental. Ce pacte serait garanti par la France. Cela

nouerait une solidarité et garantir un statut quo dans une Europe du centre Nord. Cela échoue en 1934 devant la double-opposition de la Pologne et de l'Allemagne. Le rapprochement passe alors par la voie **bilatérale**, ce qui est aussi permis par la mort de Louis Barthou en octobre 1934 et son remplacement par Pierre Laval au Quai d'Orsay. Cela aboutit à la signature d'un pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique le **2 mai 1935** texte par lequel les pays s'engagent à venir en aide à l'autre en cas d'aggression (par l'Allemagne). Désormais il y a une alliance officielle entre Paris et Moscou. Dans la foulée, la France a poussé à la signature d'un pacte entre Moscou et Prague (Tchécoslovaquie) le 16 mai 1935 pour nouer un réseau de sécurité en Europe centrale. Cet édifice encercle l'Allemagne. Forme la partie la plus visible de la diplomatie soviétique.

Enfin, le changement de stratégie de la IIIe internationale. Litvinov utilise le Komintern pour seconder le retournement diplomatique de l'URSS. Il change son mot d'ordre qui était celui dit « classe contre classe » du milieu des années 1920 à 1935. Les communistes qui sont affiliés au Komintern sont l'émanation de la classe ouvrière devaient prioritairement lutter contre les ennemis de la classe ouvrière, notamment les « **socio-traîtres** ». Faire de l'ensemble du spectre politique des ennemis de la même nature. Lutter de la manière la plus virulente contre les socio traîtres, ceux qui prétendent la représenter mais l'ont trahi (les socialistes).

Au VIIème Congrès du Komintern en août 1935, le mot d'ordre est inversé et devient celui des « **Fronts populaires** ». Les partis communistes ont désormais identifié un nouvel ennemi et doivent travailler à se rapprocher de la gauche bourgeoise et même du centre-gauche ou de centre-droit pour lutter contre les extrémismes de droite. L'ennemi principal c'est le fascisme au sens large. Nouer des alliances avec des forces politiques qui sont prêtes à lutter contre la menace d'une extrême droite émergente en Europe. Effets décisifs sur la vie politique majeure en Europe notamment en France et en Espagne en 1936. Contrer l'affirmation des pouvoirs d'extrême droite en Europe.

L'URSS est pionnière dans une stratégie de neutralisation de la menace allemande. C'est avant tout un réflexe de défense pour Moscou qui craint une offensive imminente, d'autant qu'en 1934 c'est le chaos à l'intérieur (politique) du pays.

Cette volonté de neutralisation par un retournement complet des grandes priorités politiques (uniquement possible dans les régimes totalitaires). Les intérêts suprêmes du peuple soviétique passent d'une alliance avec l'Allemagne à une alliance capitaliste. Le monde capitaliste reste méfiant même si la France accepte cette main tendue. Mettre de côté ses principes et tendre la main au monde capitaliste. Méfiant de la part des démocraties. Accepte la main tendue en « se bouchant le nez », pas d'enthousiasme mais alliance de circonstance nécessaire. Pas de front antinazi ou antifa.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir a eu pour conséquence de ramener l'URSS dans le jeu politique européen. Toutefois la manière dont elle va utiliser cette nouvelle place reste floue. Devient-elle un acteur comme un autre qui jouera le jeu bourgeois qu'elle n'a cessé de critiquer depuis 15 ans ? Il faut attendre l'année 1936 pour clarifier le sens de cette insertion diplomatique. Autre puissance totalitaire qui est une puissance dynamique et qui initie et amorce les règles du jeu et des retournements diplomatiques.

c) L'Italie fasciste, avant-garde de la résistance au nazisme ?

L'Italie fasciste apparaît à ce moment comme l'autre grand acteur qui veut se poser en avant-garde d'un front antinazi. S'affirme comme un acteur de résistance de premier plan. Autre

face d'une réaction au nazisme. Mussolini a toujours été un acteur important du dialogue géopolitique européen. Interlocuteur accepté et acceptable du p.d.v. des démocraties. (Ère des Extrêmes partie 5.) Il se pose en pivot, en arbitre des relations européennes mais aussi en rempart à la menace d'une expansion nazie.

Avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Mussolini avait marqué sa volonté que l'Italie s'affiche plus clairement dans le jeu diplomatique. Consolidation des institutions fascistes. **Le prestige passe pour Mussolini dans une diplomatie offensive qui redonne à l'Italie toute la place qu'elle doit avoir d'après lui.**

En 1927, il se pose en défenseur historique et en porte-voix de la cause révisionniste. Il consolide l'axe Rome-Budapest. La même année, il installe un protectorat sur l'Albanie qui renforce l'influence italienne dans les Balkans et en Méditerranée orientale. Montre les ambitions italiennes. Cela contribue à un début d'encerclement de l'ennemi yougoslave – pays duquel l'Italie tire le plus de rancœur. Mussolini rêve de récupérer les terres irrédentes notamment. Axe Rome Budapest qui repose sur l'adversité yougoslave. Protectorat albanaïs – volonté d'influence fasciste dans les Balkans.



En 1932, Mussolini marque sa volonté de jouer un rôle personnel dans la diplomatie en liquidant son ministre des Affaires étrangères. Il est responsable personnellement de la diplomatie. Regarde au-delà des frontières et prétend redonner à l'Italie toute sa place dans

Mais le problème principal entre l'Italie et l'Allemagne est un contentieux territorial, l'Autriche. Il y a une vieille prétention allemande à l'Anschluss qui fait peur à Mussolini qui ne veut pas avoir une Allemagne à sa frontière nord. Mussolini ne veut pas d'une frontière commune. De plus, il y a le problème plus spécifique du Sud-Tirole (espace vert sur la carte) qui est une région germanophone qui appartenait à l'Empire austro-hongrois mais a été donnée à l'Italie par les traités mais historiquement autrichiens. Quel problème cela pose-t-il ? En cas d'Anschluss, les Allemands devraient vouloir récupérer cette région pour unir l'ensemble des populations germanophones. L'ambition hitlérienne serait d'unir l'Allemagne

et l'Autriche mais aussi le Sud-Tirol. Situation paradoxale où l'Italie, championne des révisionnistes, se fait défenseuse d'une frontière issue des traités. Assez ironiquement, Mussolini se fait défenseur des traités pour cette région. Explique pourquoi l'Italie est méfiante de tous les projets allemands. Rome avait aidé Paris à faire échouer un projet économique entre l'Allemagne et l'Autriche (Anschluss économique – cf chapitre 4). Rome craignait déjà un rapprochement austro allemand.

Il y a de plus des ambitions contradictoires entre les deux pays en Europe centrale, la Mitteleuropa allemande.

À l'été 1934, l'opposition italienne prend forme dans l'Anschluss manqué de juillet 1934. C'est un complot initié par les nazis autrichiens galvanisé par ce qu'il se passe en Allemagne depuis 1933. Ils veulent forcer l'Autriche à suivre le même pas que l'Allemagne. Or, les nazis autrichiens malgré leur puissance sont tenus à l'écart du pouvoir. Le chancelier **Dollfuss**, chef d'un régime austro-fasciste, tient à l'écart le parti nazi et l'Allemagne (et aussi la gauche mais logique).

Il y a donc une tentative de coup d'État en juillet 1934 qui aboutit à l'assassinat du chancelier le 25 juillet. Ils imaginent prendre le pouvoir et réaliser cet Anschluss. Or, les sympathisants de Dollfuss résistent en Autriche ainsi que Mussolini. Il masse des divisions italiennes à la frontière avec l'Autriche. Il s'affirme comme le protecteur de l'indépendance autrichienne et annonce qui ne laissera pas faire un rattachement autrichien à l'Allemagne sous le coup des nazis. Hitler désavoue alors les nazis autrichiens et se dédouane de l'affaire. C'est donc une victoire de prestige pour Mussolini. Cela montre que l'Italie fasciste domine par rapport à l'Allemagne du fait de ses structures solides et pérennes, de ses 10 ans de pouvoir.

Victoire de prestige mais cette affaire a eu pour effet de renforcer la méfiance de Mussolini à l'égard d'Hitler. Mussolini se cherche donc des alliés contre l'Allemagne nazie. Il se tourne donc vers Paris. Conversations qui se multiplient entre 34 et 35. La France de Pierre Laval n'a aucun problème à jouer EN MÊME TEMPS la carte de l'alliance soviétique et fasciste au nom de la Realpolitik. Pierre Laval se rend à Rome en janvier 1935 pour poser les bases d'un dialogue franco-italien. Visite discutée mais qui renforce l'axe Rome Paris contre l'Allemagne hitlérienne. Allemagne qui multiplie les violations des traités en accélérant la reconstruction militaire en mars 1935 notamment par le renforcement du service militaire obligatoire qui va amener les 3 puissances européennes à se rapprocher.

Le front anti-hitlérien de Rome est renforcé par le rétablissement de la conscription en Allemagne puisque Mussolini convie l'Angleterre et la France à une conférence à Stresa (Italie) en avril 1935. Trouver une réponse à la menace nazie.

L'idée est de mettre en place un front anti-allemand en réaffirmant la valeur du traité de Locarno qui reprenait les dispositions militaires contre l'Allemagne. À l'initiative de Mussolini est réaffirmée l'importance de l'indépendance autrichienne. Rome est à la tête de ce front antinazi. Axe franco-italien semble relativement solide. Or, cette alliance est assez fragile puisque Londres torpille les résultats de cette conférence par la signature avec Berlin d'un accord naval le 18 juin 1935. Le front de Stresa tombe alors à l'eau. Cela témoigne de la difficulté à opposer un front unifié à l'Allemagne nazi du fait des objectifs différents des pays. Cela change le point de vue de Mussolini envers le Royaume-Uni. Cela l'amène à changer sa politique internationale vers une logique unilatérale en cherchant beaucoup moins le dialogue. Agir seul pour défendre l'intérêt vital italien. Puissances autoritaires et totalitaires qui rythment la géopolitique et les relations internationales. Les démocraties européennes et les USA sont passifs.

Cette période est marquée par des démocraties très passives. Les États-Unis sont eux à l'écart du jeu. Dichotomie. Dualité qui encourage les actions par ceux qui veulent réviser les traités. Cela explique que les puissances totalitaires se sont encouragées à passer à l'épreuve de force.

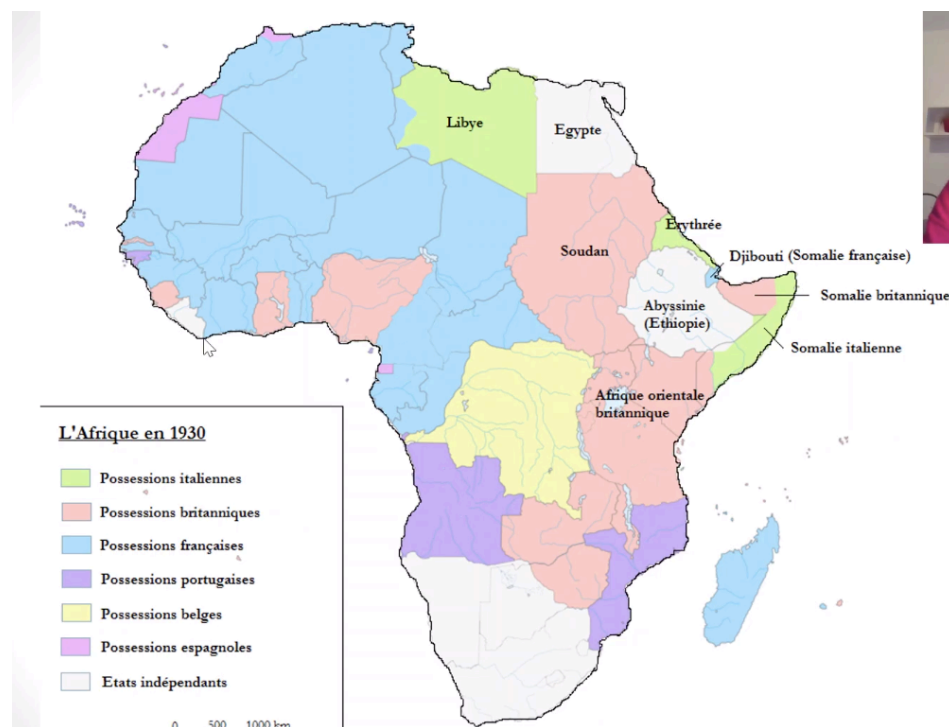
II. Le temps des coups de force (35-37)

Comment plusieurs acteurs passent à l'initiative ? Ces années sont les années du délitement de l'ordre international issu des traités de paix. Sécurité collective qui ne semble pas apporter des réponses satisfaisantes. De fait, il est toujours en place malgré les critiques. En 2 ans il est totalement balayé. Les coups de forces collectifs le balaient face à une sécurité collective inefficace.

a) L'affaire éthiopienne ou la rupture ambiguë entre l'Italie et les démocraties.

Par sa posture de rampart, Mussolini s'est rendu aimable aux yeux des démocraties. Même si l'affaire de Stresa a refroidi les relations en Mussolini et les démocraties, l'Italie reste une pièce importante. Mussolini essaie de tirer profit de leur bienveillance et lui permettre des gains. Sait qu'il est devenu utile. Position de force face à ces deux puissances. Si l'autarcie a fonctionné, Mussolini caresse l'idée de l'expansion hors des frontières et notamment outre-mer pour **rétablir la croissance et faire revivre la gloire romaine**. L'Italie avait espéré recevoir une partie des colonies allemandes en 1918. Après 10 ans d'édification, il est temps de grandir le prestige en cherchant la place digne de l'empire romain de l'Antiquité dans les puissances ultra marines.

En octobre 1935, l'Italie attaque l'Éthiopie, un des rares pays indépendants.



(désolé j'ai pas réussi à virer sa vieille gueule)

Le 3 octobre 1935, l'Italie attaque l'Éthiopie. Ambition évidente de l'Italie.

Cela réunirait les colonies d'Érythrée et de Somalie. Le risque principal est le Royaume-Uni qui est garant de ses colonies dans la zone.

Or, au moment où l'annonce de l'attaque se diffuse, le Royaume-Uni est à la veille d'élections législatives importantes et le gouvernement ne peut pas se lancer dans une guerre néo-coloniale. Les conservateurs refusent de s'engager dans une guerre néo-coloniale et refusent d'agir sans mandat de la SDN ou action de la France (présence française à Djibouti). On attend une position attentiste de la diplomatie britannique.

L'Éthiopie est membre de la SDN et porte la question à Genève en octobre 1935. La SDN condamne l'Italie en tant qu'agresseur d'un pays souverain. Le débat débouche sur des sanctions économiques qui sont votées mais très vite limitées et sans réelle portée. Or, elles ont été sabotées notamment par Laval qui ne veut pas rompre son alliance avec Rome autour d'une querelle coloniale. La diplomatie française a agi en coulisse pour limiter la portée des sanctions économiques et notamment par la limitation des matières premières. Les États-Unis annoncent qu'ils ne sont pas tenus par l'embargo. Réaction modérée de la part des démocraties occidentales.

Dès que les élections britanniques sont passées, ils reprennent le dossier éthiopien. Paris et Londres essaient de travailler à un **compromis**. Ce plan est le Plan Laval-Hore. L'idée est de partager l'Éthiopie avec 2/3 pour l'Italie et une partie qui resterait un État souverain pour sauvegarder l'apparence d'un État souverain. Concessions évidentes ne limitent pas ses ambitions. L'Empereur n'a pas été consulté sur la mise en place de ce plan. Le projet échoue, notamment à cause des fuites volontaires de la part du Quai d'Orsay et parce que Mussolini pense pouvoir tout avoir du fait de l'ampleur des concessions déjà faites. Les opérations militaires continuent en mai 1936 alors que toute l'Éthiopie est conquise. Le 9 mai 1936 l'empereur éthiopien part en exil et le roi d'Italie Emmanuel III est alors proclamé Empereur d'Éthiopie. La SDN lève les sanctions et l'Italie en reste membre. Victoire totale pour Mussolini.

Mussolini prend tout de même ses distances avec le jeu international, d'autant qu'Hitler avait déclaré sa neutralité bienveillante avant de reconnaître cette conquête. Le 25 juillet 1936, Hitler reconnaît la conquête de l'Éthiopie. Forme de bienveillance qui s'est dessinée. Sonde Berlin pour voir un accommodement possible. De plus les sphères d'intérêt de l'Italie s'éloignent de celles de l'Allemagne et les deux pays pourraient s'entendre. Désintérêt progressif de l'Autriche, l'Italie se tourne vers la Méditerranée. Tournant majeur pour la diplomatie. Échec cuisant pour la SDN qui a été incapable de réagir. Changement des équilibres en Europe.

b) Hitler lance l'épreuve de force

Dans ces années l'Allemagne est quasiment sortie de la crise économique. Elle retrouve une stabilité économique et sociale et a plutôt bien réamorcé son réarmement. Elle a liquidé la majorité des oppositions intérieures. **Le premier camp a été ouvert à Dachau à la fin de l'année 1933.** L'État nazi s'est mis en place extrêmement vite, persistent néanmoins des difficultés financières. Le docteur Schacht avoue qu'il est difficile de financer la reprise économique et le réarmement. Hitler refuse de mettre ce dernier en pause. Pour lui il faut **briser le carcan du traité de Versailles**, qui selon lui maintiennent l'Allemagne dans une position difficile et préparer là encore, une expansion, potentiellement au-delà des frontières comme l'exemple japonais à terme au prix de la guerre.

Dans un premier temps il rétablit la conscription en **mars 1935 après avoir créé la Luftwaffe confiée à Göring**, création symbolique car interdite par les traités. Dès lors, les annonces sont publiques et le réarmement est clairement monté. Ils sont mis en avant comme des mesures de libération nationale. Ces violations ne font pas réagir ni la SDN ni les grands États européens dont Hitler se doutait depuis la conférence sur le désarmement. Deuxième mesure quelques semaines plus tard, **le rétablissement de la conscription**, le service militaire pour tous les garçons. Ce qui est contre les mesures du traité de Versailles qui limitait le nombre d'hommes sous l'uniforme à 100.000. Ce sont des éléments de la propagande hitlérienne, on ne cherche pas à en dissimuler la portée aux yeux des autres puissances. Aucune d'entre elle, ainsi que la SDN ne réagit à ces provocations. Cela ne fait que pousser le pouvoir nazi à continuer ses violations du traité de Versailles.

La volonté de Hitler est de terminer le rétablissement plein et entier de la souveraineté allemande. Cela passe aussi par une reconquête du droit d'agir comme il l'entend sur l'ensemble de son territoire. En janvier 1935, la Sarre est récupérée par plébiscite. **Néanmoins l'Allemagne n'a pas le droit de faire entrer son armée en Rhénanie**. C'est une zone démilitarisée sans limite de durée.



C'est un signe montrant que l'Allemagne est toujours dominée par les puissances de la guerre, mais ça serait aussi un lourd handicap en cas de guerre, d'avoir cette région démilitarisée. Cette pièce est vue comme essentielle du côté français pour assurer sa sécurité, on pense du côté de l'état-major allemand, qu'agir ainsi provoquerait la colère du gouvernement français. Mais Hitler passe à l'action contre l'avis de ses généraux qui affirment que l'armée n'est pas prête. **Le 7 mars 1936**, Hitler ordonne aux troupes allemandes d'entrer en Rhénanie, zone théoriquement interdite. **C'est la première mesure, coup de poker de Hitler**. À cette date la France est en pleine période électorale. Les Français répondent par une déclaration en apparence offensive du ministère de la Guerre : « *la France ne laissera pas Strasbourg sous le feu des canons allemands.* » Il y a cette idée qu'une menace est imminente sur la frontière française. **Elle souhaite sonder les puissances garantes du traité de Locarno** : l'Italie et la GB. L'Italie est alors en pleine conquête éthiopienne et en froid avec les démocraties qui ont condamné cette opération. Les Britanniques se défilent également et veulent utiliser la SDN : « *je ne vois pas pourquoi notre pays devrait entrer en guerre parce qu'un pays a pénétré son propre territoire.* » : forme d'incompréhension de ce qui se joue dans une partie des autorités britanniques. L'État-major français est peu capable de préparer un plan de riposte adéquat. Les Français ne réagissent donc pas réellement. **La Rhénanie est remilitarisée sans riposte.**

C'est un moment de tournant qui montre l'incapacité des pays européens à s'entendre face à l'Allemagne. C'est une preuve de faiblesse des démocraties. Hitler est donc décidé à ne pas s'arrêter là. Désormais l'Allemagne n'est plus limitée sur son territoire par les traités de paix.

Les Allemands pensent à la suite, notamment **lors d'une réunion qui a lieu à la fin de l'année 1937** entre Hitler, les chefs de ses trois armées et les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre, Bloomberg. Cela amène la rédaction d'un procès-verbal dans le « *Protocole de Hossbach* ». Hitler développe ses projets une fois cette étape franchie. Cela définit les futurs objectifs de la politique étrangère. **Le développement de l'Allemagne ne peut passer que par l'expansion**, or cela ne sera jamais accepté par les démocraties. Il faut donc poursuivre le réarmement qui devrait atteindre sa pleine puissance vers 1943, pour être prêt quand il faudra passer à une épreuve de force. Cela met aussi en avant l'idée que si l'opportunité se présentait, il faudrait la saisir. Les deux priorités seraient de régler l'*Anschluss* et le sort de la Tchécoslovaquie.

La question pour Hitler est celle d'une relation avec le Royaume-Uni. Le ministère des affaires étrangères prône un accord en amont contrairement au coup de force d'Hitler fondé sur l'antibolchevisme anglais. Il évince alors son ministre des Affaires étrangères, von Neurath, pour **le remplacer par J. von Ribbentrop**. Le plan d'action et les hommes se mettent en place. Il reste à cimenter des alliances puisque l'Allemagne reste isolée sur la scène internationale, ce que permet la Guerre d'Espagne.

c) La guerre d'Espagne et la structuration d'un axe fasciste

On va surtout s'intéresser à la dimension internationale même si c'est d'abord un événement national qui a marqué profondément le pays, dont la très grande majorité des victimes sont espagnoles, dont les combattants sont majoritairement espagnols et dont la mémoire pèse sur l'histoire contemporaine espagnole.

A côté de ce côté de ce conflit déchirant pour le peuple espagnol, il y a un conflit international, un moment clé de l'histoire de l'entre-deux-guerres qui replace l'Espagne au cœur des intérêts et tensions européennes alors même que c'est un pays qui était vu comme enfermé depuis deux siècles dans une arriération économique et politique qui avait connu un âge d'or au XVIème et XVIIème siècle et était depuis sorti des grands équilibres internationaux. Au XIXème siècle et dans la première moitié du XXème siècle on se soucie assez peu de l'Espagne dans les équilibres européens et d'un coup un conflit en Espagne va faire du pays un des cœur battant de la géopolitique européenne.

Les causes de la guerre sont essentiellement national et espagnole, on est dans un pays qui a été touché très violemment par la crise économique, dans un pays dont les structures économiques sont archaïques, des structures économiques marquées par les inégalités, les antagonismes sociaux très violents (notamment dans les campagnes entre les grands propriétaires et une misère paysanne extrêmement forte), qui a débouché sur de nombreuses crises politiques en Espagne tout au long du XIXème siècle et au début du XXème siècle et en l'occurrence cela avait débouché au tournant des années 1930 sur une nouvelle crise politique qui avait amené la chute de la dictature de Primo de Rivera en 1930 puis la chute du régime monarchique en 1931 et la proclamation de la République en 1931.

Cette proclamation s'est faite sans violence majeure mais elle n'a en rien résolue la crise politique, économique, sociale profonde dans laquelle se trouve l'Espagne et n'a au contraire que fait raviver les oppositions et les années qui vont de 1931 à 1936 sont des années de violence politique et sociale extrêmement marqué en Espagne et on est loin d'un climat apaisé, c'est dans ce contexte qu'en février 1936 le Front Populaire (*Frente Popular*) remporte les élections législatives en Espagne. C'est la victoire d'une coalition électorale formée par les différentes formes de gauche, coalition qui s'est mise en place suite à la stratégie du Front Populaire mis en place par le Komintern, la IIIème Internationale qui a donné la consigne aux partis communistes de sceller des alliances avec les formes de gauche pour lutter contre la menace fasciste comme le dit le vocabulaire stalinien. Le Front Populaire espagnol s'est créé dans cette dynamique là puisqu'il rassemble bien les forces de gauche espagnoles (sauf les anarchistes puissants en Espagne mais n'ayant pas rejoint la coalition) (4 grandes tendances : le centre-gauche bourgeois ; le parti socialiste, le PSE ; le PCE, parti communiste espagnol affilié à Moscou ; et les communistes non staliniens : se revendiquent de l'expérience communiste et du marxisme mais contestent la domination de Moscou et l'autorité de Staline, se sont regroupé dans le POUM, parti ouvrier de l'unité marxiste avec une opposition très forte au PCE, une forme de lutte intestine), il s'unit contre la menace de la droite et notamment de l'extrême-droite espagnole et remporte la victoire en février 1936.

Cette victoire du Front Populaire est une victoire courte ; les élections ont été très serrés dans un climat de très fortes tensions et de polarisations politiques entre les forces de gauche et les forces de droite et cette victoire est très mal vécue par les différentes formes de la droite espagnole, les élites économiques, les tenants du pouvoir sous les majorités précédentes, l'église catholique (qui voit dans cette victoire une menace) et les militaires (qui se pensent comme des tenants de l'ordre social ancien et comme les garants d'un ordre qui serait menacé par une révolution).

Il y a dans ces différentes formes de droite vaincus dans l'élection une peur qui augmente de ce qui serait les prémisses d'une révolution bolchévique à venir et on voit donc ces forces de droite s'organiser et dans la plus grande tradition politique espagnole (qui a l'habitude des coups d'état militaires) le 17 juillet 1936 un soulèvement militaire qui est organisé contre le gouvernement légal par les grands généraux qui veulent renverser le régime (la République qui est vu comme un régime faible qui risque de basculer vers une forme de révolution bolchévique) et le gouvernement du Front Populaire.

Le coup d'état est quelque chose d'habituel dans l'histoire politique espagnole et ce sont les grands généraux qui se soulèvent. Le soulèvement part du Maroc espagnol où se sont réunis un certain nombre de généraux conjurés et l'ordre est donné à tous les militaires espagnols stationnés dans le territoire d'aller prendre le contrôle des organes de pouvoir : de la mairie local, de la préfecture locale, des antennes de radio, ... C'est une stratégie classique de coup d'état militaire au vu de la faiblesse du gouvernement espagnol, de la tradition espagnole des coups d'état militaire. On pense du point de vue des initiateurs que ce coup d'état doit triompher très rapidement.

La grande surprise est qu'on n'observe non pas une capitulation d'un régime pourtant jeune et donc à priori plutôt faible mais au contraire un sursaut populaire pour défendre le régime, pour défendre la légalité républicaine. Dès lors, au début du mois d'août 1936, on a une

Espagne coupée en deux avec une partie du territoire qui a été conquis par les militaires (sud-ouest et ouest du pays, en vert sur la carte) mais une partie du territoire qui reste fidèle et qui a défendu le gouvernement légal républicain (moitié-est du territoire notamment dans les trois grandes villes qui sont les trois bastions de la gauche espagnole : Barcelone, Madrid, Valence, ainsi que le nord et notamment le pays basque qui représente aussi une poche de résistance, en rose sur la carte).



15 jours après le début du soulèvement, l'histoire tragique de la guerre d'Espagne qui va durer trois ans on voit déjà la lutte de ces deux Espagne et c'est finalement la manière dont les militaires vont conquérir de plus en plus de territoires jusqu'à la prise des dernières grandes villes bastions républicains en 1939, la dernière ville à tomber étant Madrid à la fin du mois de mars 1939. Près de 3 ans de conflit pour voir une Espagne divisée en 2 en août 1936 devenir uni dans la victoire des militaires et du général Franco à la fin du mois de mars 1939. 3 années de conflit extrêmement meurtrier.

Ce conflit est marqué par les enjeux, les traditions, la culture politique espagnole mais ce qui est intéressant c'est que sur lui se greffe très vite des enjeux européens voire même extra-européens. Cela car dès le 20 juillet, 3 jours après le début du soulèvement, le gouvernement légal de Madrid en appelle au secours de la France, c'est assez logique puisque la France est elle aussi depuis quelques jours sous un gouvernement de Front Populaire, la même logique de coalition des forces de gauche l'a emporté en France en mai 1936 et la France du Front Populaire apparaît assez logiquement comme la sœur de l'Espagne du Front Populaire et donc le gouvernement de Madrid en appelle au gouvernement français pour venir défendre un régime légal attaqué par les militaires. Le chef du gouvernement français Léon Blum est plutôt enclin à intervenir, par solidarité, par le bien-fondé de défendre un régime légal attaqué par des forces réactionnaires mais il y a de gros débats au sein de la coalition du Front Populaire français et les radicaux sont très frileux et refusent l'intervention car ils voient dans ce qu'il se passe en Espagne comme le risque de pousser la France vers une guerre révolutionnaire, le risque si les forces de gauche l'emporte en Espagne de voir l'Espagne basculer vers un régime bolchévique. Bref, les débats internes au Front Populaire français amènent le gouvernement

français à renoncer à intervenir le 25 juillet. Malgré ses convictions personnelles, Léon Blum annonce que la France ne répondra pas à cet appel du gouvernement républicain madrilène.

En revanche, du côté des militaires espagnols et donc des nationalistes on se cherche aussi des alliés, on croyait à une victoire rapide, on est très surpris de l'échec de ce soulèvement mais on comprend aussi qu'avec cet échec ce qui devait s'opérer en quelques jours doit désormais s'inscrire dans la durée et pour gagner dans la durée, les nationalistes ont besoin de soutien. Or, eux trouvent immédiatement des soutiens de manière assez naturelle du côté de l'Italie fasciste puisque Mussolini voit immédiatement dans ce qui se passe en Espagne une opportunité pour renforcer sa propre situation sur l'échiquier européen et notamment dans cette Europe méditerranéenne qui l'intéresse de plus en plus. Il voit aussi dans ce qui se passe en Espagne et dans la réaction des forces militaires et de droite espagnoles une forme de croisade contre le communisme et espère une reconnaissance et profiter de l'affaire pour étendre son influence en Méditerranée et donc dès le mois d'août 1936, l'Italie fasciste déploie une aide massive en matériel, en armes, en hommes auprès du camp nationaliste espagnol dirigé par Franco. Plus de 75 (je suppose X 1000) hommes sont envoyés dans des corps expéditionnaires de volontaires fascistes qui vont combattre au côté des militaires espagnols.

Du côté allemand, qui a aussi été sondé par les militaires espagnols, l'attitude est plus réservée, Hitler n'a à ses yeux rien à gagner, il considère le chaos politique espagnol avec un certain mépris mais comprend d'un autre côté assez vite qu'avoir un pouvoir ami ou en tout cas bienveillant en Espagne serait utile en cas de guerre contre la France : permettrait de sécuriser la frontière franco-espagnol et ne refuse donc pas totalement d'intervenir et envoie très peu d'hommes mais l'Allemagne envoie une division aérienne pour pallier ce qui est un grand manque de l'armée espagnole peu moderne et ce qui permet à l'Allemagne de tester ses propres capacités, quelques mois seulement après avoir restauré une aviation militaire, l'Allemagne envoie une division aérienne (Légion Condor qui bombardera notamment Guernica en 1937). Le soutien massif vient de l'Italie fasciste, Hitler en profite pour envoyer une division aérienne mais en termes de soutien logistique, son apport est moindre comparé à l'Italie fasciste.

Face à ce double soutien réel quoique différent apporté par l'Allemagne et l'Italie, la retenue des démocraties telle la France représente un handicap supplémentaire pour le gouvernement républicain attaqué. Blum a mauvaise conscience de devoir abandonner le gouvernement républicain et germe dans son esprit l'idée de minimiser au maximum les dégâts créés par la position française et va imaginer ce qu'on appelle la non-intervention et va amener 25 pays à signer en août 1936 un pacte de non-intervention, soit un pacte dans lequel 25 pays s'engagent à ne pas intervenir dans le conflit espagnol, à mettre en place un embargo militaire, soit ne vendre d'armes à aucun des deux partis en conflit, l'idée étant que si la France n'intervient pas au côté des républicains, elle essaye au moins de limiter l'intervention d'autres auprès de ses ennemis. 25 pays le signent dont la France et le Royaume-Uni, mais aussi l'Allemagne, l'Italie, l'URSS (on essaye de neutraliser les interventions extérieures) mais très vite tous les observateurs sur le terrain signalent que le pacte est bafoué et que l'Italie notamment déploie massivement des troupes en Espagne, qu'on retrouve des armes soviétiques, des hommes sous uniforme italien en train de combattre en Espagne.

Dès lors, en octobre 1936 et face à cette constatation, l'URSS annonce qu'elle ne se considère plus tenue par le pacte et Staline change de stratégie, à partir de ce moment-là il intervient massivement en Espagne pour soutenir le camp républicain ou plus exactement le parti communiste républicain dont il espère qu'une victoire républicaine lui permettra d'avoir le premier rôle : si ce sont les communistes qui ont sauvé le régime, il espère qu'on pourra à terme mettre en place un régime communiste en Espagne. On voit bien la stratégie soviétique derrière tout ça. Cette stratégie soviétique passe par l'envoi de matériel militaire, de conseillers militaires depuis Moscou et aussi par le recrutement par le Komintern des brigades internationales (surtout des hommes, venus de 53 pays différents, recrutés par le Komintern, qui sont liés aux partis communistes dans leurs pays et recrutés par le Komintern pour aller combattre en Espagne pour défendre la démocratie et peut-être la révolution (cela représente 60 000 volontaires et ce sont des forces qui vont très vite jouir d'une aura particulière grâce à la propagande soviétique qui fait d'eux des héros).

Si on ajoute à toutes ces interventions extérieures les milliers de volontaires internationaux qui viennent en Espagne sans être reliés aux brigades internationales mais au nom d'un idéal, pour défendre un régime attaqué (ex : André Malraux, George Orwell, ...). Cela participe encore à l'internationalisation du conflit auquel on peut encore ajouter l'écho international du conflit espagnol qui est donné par l'implication d'artistes (Pablo Picasso, Orwell, ...). Dès lors, ce qui se joue en Espagne devient un conflit à dimension internationale et certains y voient dès lors une lutte du fascisme et de l'antifascisme.

Dans ce contexte, la victoire de Franco et le grand défilé qu'il organise à Madrid le 1^{er} avril 1939 appartient pour beaucoup comme un triomphe des dictatures européennes, comme un triomphe des forces de droite. D'ailleurs, les volontaires italiens sont en très bonne place durant le défilé de la victoire des franquistes en avril 1939. A l'inverse, les vaincus, les combattants républicains qui fuient en masse à la frontière franco-espagnol au début de l'année 1939 alors que la défaite se profile puis est actée, sont accueillis de manière extrêmement méfiante à la frontière française, on y voit un risque et un péril rouge potentiel (les français vont les traiter très mal notamment en les parquant dans des camps dans le Sud-Ouest de la France, ex : camp d'Argelès-Sur-Mer qui a accueilli plus de 200 000 réfugiés dans des conditions extrêmement pénibles).

Au-delà du terrain espagnol, la guerre d'Espagne a été un moment important car elle a permis de favoriser une structuration des alliances et notamment du côté fasciste (on a lutté ensemble contre le péril bolchévique et ça a rapproché un certain nombre de pays). Dès octobre 1936 on voit un rapprochement italo-germanique s'opérer avec la visite de Ciano, le gendre de Mussolini à Berlin, qui annonce à Hitler la volonté italienne de recentrer la politique étrangère italienne sur la Méditerranée, sur l'Afrique, sur les Balkans et donc la possibilité de trouver un terrain d'entente plus facile avec l'Allemagne, cela se concrétise quelques jours plus tard avec le premier discours de Mussolini évoquant un axe Rome-Berlin, un axe qui doit à ses yeux structurer la remise en ordre et le futur de l'Europe. On voit bien que cela s'est aussi joué autour d'une participation commune dans la guerre d'Espagne.

Enfin, la guerre d'Espagne met pour la première fois l'Allemagne en conflit avec l'URSS et le Komintern par procuration. Cela a pour conséquence de créer une méfiance accrue envers le

Komintern, méfiance partagée par le Japon, autre voisin de l'URSS. En novembre 1936, le Japon et l'Allemagne signent le pacte anti-Komintern (on a un ennemi commun et ça rapproche). Pacte auquel l'Italie adhère un an plus tard. La fin de l'année 1936, alors même que le conflit espagnol est loin d'être fini, montre que l'éclosion de la guerre d'Espagne a vu se structurer pour la première fois des alliances qui représentent une forme de menace pour l'ordre international. On voit aussi dans l'intervention massive italienne et soviétique, ainsi que dans l'intervention moindre allemande et dans la grande réserve et retenue des franco-britanniques quelles sont les grandes puissances dynamiques du continent et lesquelles sont dans des postures d'hésitation permanente ce qui bouscule aussi les équilibres hérités du conflit et remet en cause beaucoup de choses.

d) La reprise de la guerre en Extrême-Orient

Les choses s'enveniment à partir de 1937.

En 1931, il y a un début d'expansion japonaise en Chine du Nord. Invasion de la Manchourie par le Japon. Après ce moment, le Japon consolide ses positions et marque un temps de pause. Poursuit de manière pacifique son invasion en Chine du Nord. Période transitoire.

En revanche, du côté chinois, la résistance s'organise contre la pénétration japonaise. Depuis le milieu des années 1920, la lutte y fait rage entre **communistes et nationalistes**. Le changement de mot d'ordre du Komintern au milieu des années 1930 avec les Fronts Populaires a aussi des effets en Chine. Les communistes de Mao changent de logique et tendent la main aux nationalistes de Chang Kaï-chek le temps de **lutter ensemble** contre la menace japonaise. Cela débouche sur l'accord de Xi'an entre nationalistes et communistes chinois le 24 décembre 1936, aussi dit de Noël. -> autre forme de la mise en œuvre des « Fronts populaires ». Cet accord est pressé d'autant que le Japon semble prêt à relancer la guerre.

En effet, dès **juillet 1937**, le Japon la reprend et déploie des moyens considérables. Il met à profit tout l'effort de réarmement mis en place dans les années précédentes. Les communistes chinois semblent incapables de repousser l'armée japonaise. En quelques semaines la progression du Japon est fulgurante. Il s'empare notamment des grandes villes chinoises, Pékin, Shanghai et Nankin, la capitale impériale, en décembre 1937. Ils conquièrent toute la partie en orange sur la carte suivante.

Nankin a été le théâtre du premier grand massacre de la Seconde Guerre mondiale. Les chiffres sont très contestés mais on évalue les morts à près de **200 000** sur un million d'habitants. C'est source de contentieux encore actuels entre les deux pays. Premier grand massacre de civiles.



Les démocraties restent passives vis-à-vis de ce conflit. Européens le sont d'autant plus qu'ils sont déjà embarrassés avec la guerre d'Espagne. En revanche, **l'URSS intervient indirectement** mais assez massivement au soutien des Chinois. Elle envoie des armes, des conseillers militaires, accentue l'adversité nippo-soviétique. L'URSS craint l'expansionnisme japonais. Cette avancée laisse penser que la guerre entre les deux pays serait relativement brève.

Les forces chinoises s'organisent et les Japonais s'enlisent au début de l'année 1938, notamment après leur échec dans l'avancée le long du fleuve Jaune, dans une bataille restée célèbre dans la ville de Wuhan. Bataille qui dure plusieurs semaines et qui tourne à l'avantage des forces chinoises. Le leader nationaliste Chang Kai-shek décide faire **abattre les digues du fleuve Jaune**, ce qui provoque une crue et une inondation massive. Cela amène les chars japonais à s'embourber mais on compte plus de 100 000 victimes noyées dans la crue. Victoire militaire et massacre humain majeur -> prix que les civils chinois payent à ce conflit.

Implication soviétique auprès des chinois. Rapprochement Japon/Allemagne en vertu du pacte anti Komintern signé en novembre 1936. Guerre sino-japonaise qui prend de plus en plus les caractéristiques d'un conflit mondial.

Le Japon comprend alors qu'il entre dans une guerre longue qui tourne parfois à la guérilla et qui regroupe des acteurs de plus en plus nombreux. **C'est de moins en moins une guerre sino-japonaise mais une guerre aux enjeux mondialisés.**

Premiers épisodes de la SGM qui se jouent. *La guerre monde* – 1937-1947 – c'est en 1937 que dans un conflit sino-japonais que commence le second conflit mondial.

Ainsi, la guerre reprend sur trois continents. Face à cela, les **défenseurs historiques du système international ont montré leur faiblesse** alors que **les puissances autoritaires démontrent leur dynamisme**, ce sont elles qui dictent le jeu, ce qui est encouragé par leurs succès. Les années 35-37 sont des années violentes.

Dès 1938, une guerre se profile. Reste à voir comment chacun s'y prépare, s'y refuse ou la perçoit.

III. Faillite de l'antifascisme et marche à la guerre (1938-1939)

On peut avoir l'impression qu'un front antifasciste se met en place. Or, c'est plutôt l'inverse, chacun des acteurs qui aurait pu théoriquement s'opposer à cette dynamique semble avoir une bonne raison de renoncer.

a) Les différents visages du renoncement

1. La « neutralité » américaine

Lors de la conférence de Londres de 1933 ils font le choix du relèvement national. C'est une véritable prise de distance par rapport au reste du monde qui dicte la ligne de conduite des 5 années à suivre. S'il y a une période où ils ont été isolationnistes c'est indéniablement sous Roosevelt de 33 à 38. A partir de 34/35 on a aussi l'apparition d'une grande campagne d'opinion qui remet en cause l'entrée en guerre des USA durant la PGM. Elle est vue comme une erreur, et les USA n'auraient rien à faire en Europe. Se développe l'idée dans la société américaine, qu'ils sont entrés en guerre pour les mauvaises raisons qu'il ne faut pas reproduire. On entre dans « l'ère de la neutralité », Roosevelt dans un discours en 1936 la définit comme la volonté de s'isoler complètement de la guerre. Pour lui, il faut prendre tous les moyens possibles pour éviter d'être entraîné dans un conflit. Ça se traduit par un corpus juridique appelé « lois de neutralité ». La première, du 31 août 1935, dispose l'interdiction de vente d'armes à tout pays engagé dans un conflit. Six mois plus tard, les prêts et les crédits à un pays en guerre sont interdits. La troisième de janvier 1937, reprend ces dispositions et les élargit au cas des guerres civiles. Elle pose de plus le principe du « cash and carry » : pour tous les pays qui ne sont pas sous embargo, les acheteurs doivent payer comptant et venir chercher les marchandises eux-mêmes dans les ports américains. On retrouve la réminiscence des mauvais souvenirs de la PGM dans toutes ces mesures : prêts de matériels, de dollars et coulés allemands de bateaux. On a tout un arsenal juridique pour assurer cette neutralité. La position personnelle de Roosevelt évolue rapidement dès la fin de l'année 1937, il se dit prêt à revenir sur certains principes de la politique de neutralité. Mais, il doit faire face à des sénateurs qui y sont très attachés, il est donc impossible malgré ses efforts de détricoter ce corpus juridique.

Le tournant véritable s'opère lors de son discours sur l'état de l'Union le 4 janvier 1939. Il y affirme que « la législation de neutralité peut être nuisible. » Malgré cela, Roosevelt doit faire avec un Congrès très isolationniste et il est difficile de revenir sur ces lois. Il faut attendre 1941 et la loi prêts-bails de 1941 pour voir la position législative des États-Unis changer sur le sujet.

2. « L'apaisement » britannique

Le Royaume-Uni est toujours vu comme la puissance qui tient en main les rênes du continent européen. Les Français n'agissent pas sans Londres, de plus, c'est la seule puissance qui compte aux yeux d'Hitler, qui tente de ménager ses intérêts.

Les années 1930 sont dominées par les conservateurs, notamment par Neville Chamberlain. Ce dernier est Chancelier de l'Échiquier dans le début des années 1930. Il est accusé d'avoir courbé le front face à Hitler. Il incarne la politique d'apaisement britannique.

Elle repose sur trois prémices. Le premier est la conviction que le peuple britannique est pacifique. Le peace ballot, une enquête énorme qui interroge les Britanniques sur leur sécurité

collective montre qu'il y a un fort consensus en faveur par exemple de la SDN. Ce qui retient beaucoup l'attention, c'est la q° des mesures et sanctions militaires. La population est alors divisée, il n'y a plus ce consensus qui dominait. Le deuxième, c'est la priorité donnée à l'Empire : renforcer la cohésion du monde britannique qui sera la meilleure protection face à la guerre. La troisième est l'idée qu'en Europe les Britanniques sont enclins à reconnaître que les prétentions allemandes à redevenir une grande puissance sont compréhensibles. Sur ces trois principes se greffe l'antibolchevisme des élites conservatrices britanniques. Elles pensent qu'il vaut mieux qu'un pays fasciste s'affirme plutôt qu'une Union soviétique. Tout cela explique l'accord naval entre le Royaume-Uni et l'Allemagne nazie en 1935, la faible condamnation de l'expédition de Mussolini en Éthiopie ou du réarmement de la Rhénanie et enfin l'obsession de se tenir à l'écart de la Guerre d'Espagne par crainte de contagion de la menace bolchevique. Toutefois, ce n'est pas un aveuglement, comme cela a pu être caricaturé. Les gouvernements britanniques perçoivent la menace de guerre mais mettent en place une diplomatie qui se concentre sur les enjeux de Londres et du monde britannique tout en mettant l'Europe au second plan, en ignorant ses dynamiques. C'est assez net quand on étudie les choix faits sur le réarmement. Il est lancé dès 1935, mais dans un contexte de rigueur budgétaire, elle privilégie la flotte de guerre et la Royal Air Force. Dans cette aviation, les chasseurs sont privilégiés. Ce sont des avions à court rayon d'action puisque les Britanniques ne s'imaginent pas attaquer le continent, ils visent donc à protéger les îles britanniques. Londres ne pense pas non plus envoyer de troupes. Le corps expéditionnaire est alors complètement sacrifié : on fait le choix de ne pas intervenir en Europe si un conflit éclatait.

3. La « non-intervention » et la politique coloniale du Front Populaire français

La France adopte ce mot d'ordre pour ce qui est de l'Europe avec une espèce de mauvaise conscience du gouvernement français et notamment de Léon Blum qui comprend qu'il s'agit d'une forme de capitulation. Il va faire son possible pour rendre la frontière pyrénéenne perméable : c'est la « non- intervention relâchée ». Il y a une volonté de pacifier un certain nombre d'enjeux au sein de l'Empire, dans une dynamique conforme avec des idées portées par des mouvements de gauche.

Le Front Populaire s'attaque aux mandats proche-orientaux, notamment ceux de la Syrie et du Liban. Il négocie les accords Viénot signés en septembre 1936 qui prévoient une indépendance de ces pays et la mise en place de structures étatiques. Ces accords ont ensuite été ignorés du fait de l'entrée en guerre. Il regarde aussi vers l'Algérie, pour tenter de mieux intégrer les élites algériennes où les revendications nationalistes sont de plus en plus marquées. Il élabore le projet Blum-Viollette en décembre 1936. Il prévoit d'étendre la citoyenneté française à plusieurs dizaines de milliers d'autochtones algériens musulmans. On voit là aussi que la politique coloniale est peut-être un axe prioritaire pour ce Front populaire.

4. « L'égoïsme sacré » de l'URSS stalinienne

On doit faire avec les tergiversations des démocraties occidentales à qui on a tendu la main. La politique de rapprochement ne semble pas porter ses fruits. Par ailleurs, l'URSS voit aussi se multiplier les discours antisoviétiques n'y cessent pas. Elle se voit également seule à soutenir les républicains dans la Guerre d'Espagne. De plus, Staline est déçu lorsqu'il les voit signer des accords avec Hitler. À Moscou se consolide l'idée que les Franco-Anglais mènent un jeu trouble pour pousser Hitler à s'intéresser à l'Est, ce qui serait à leur avantage.

En interne, le pays connaît à partir de 1935-36 une grande épuration qui touche toutes les catégories de population. Cela touche les koulaks, le gouvernement et l'Armée rouge fondée par Trotski. Cette dernière est donc décapitée par les Purges de 1937-1938. Les huit plus hauts gradés sont tous exécutés. L'URSS, c'est clair, n'a plus les moyens de mener seule une guerre contre l'Allemagne. Comme elle semble ne pas avoir le soutien des occidentaux, elle va tenter de l'éviter.

Tout cela explique la prise de distance avec les démocraties. Dès 1937, Staline explique que le devoir de l'URSS est « l'égoïsme sacré », c'est-à-dire la défense des intérêts de la patrie. Finalement, on voit bien que les 4 puissances qui étaient théoriquement les forces antifascistes ont toutes une bonne raison de ne pas entrer dans le combat. Hitler en est conscient et est décidé à pousser l'avantage qui en ressort.

b) De Vienne à Munich : le chemin honteux de l'apaisement (mars 1938-mars 1939)

A la fin de l'année 1937 et au début de 1938, on a une France dirigée par le Front Populaire qui est dans une crise politique, sociale profonde qui paralyse le pays. Une France dans laquelle de plus en plus de voix s'élèvent pour rompre avec la ligne de défense absolue du traité de Versailles. Inflexion nouvelle dans l'opinion politique et publique française. Cette voix prétend que la France n'a peut-être plus les moyens de sa politique absolument intransigeante du traité de Versailles, notamment en Europe centrale et qu'il faut donc peut-être ouvrir la voie à d'autres stratégies.

Au même moment, Mussolini fait savoir à Hitler qu'il ne s'obstinera pas à la défense de l'indépendance autrichienne si les autrichiens eux-mêmes ne veulent pas de cette indépendance. Mussolini, qui avait été le principal obstacle à l'Anschluss en 1934, change de position et fait savoir qu'il ne sera plus cet obstacle si c'est la volonté du peuple autrichien. Il reconnaît même « l'Autriche est un pays allemand de langue, de race et de culture ». C'est un tournant dans la posture italienne, notamment du fait du rapprochement entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste à travers la Guerre d'Espagne.

Cela permet à Hitler d'avoir un contexte favorable pour lancer pour la première fois une politique offensive tournée à l'extérieur des frontières du Reich. Grande différence avec ce qui a été accompli entre 1933 et 1938 : clauses du traité de Versailles violées notamment mais uniquement réappropriation souveraineté nationale. Pour la première fois, les plans hitlériens n'hésitent plus à se mettre en place hors d'Allemagne.

Hitler prépare ce tournant au début de l'année 1938 en reprenant en main un certain nombre de postes stratégiques de l'administration allemande, notamment en nommant Ribbentrop comme ministre des affaires étrangères (beaucoup plus porté vers une politique audacieuse que ses prédécesseurs). Il se débarrasse aussi à la tête de la Wehrmacht de ceux qui semblaient prôner une politique de la prudence : le ministre Blomberg est écarté tout comme le commandement général des armées allemandes Fritsch. Les 2 étant considérés par Hitler comme des freins à une politique offensive.

Toute cette reprise en main témoigne de la volonté de passer à une nouvelle étape de la politique allemande de libération du traité de Versailles. C'est la préparation du passage à l'acte qui se traduit assez logiquement d'abord par la réalisation de la fusion de l'Allemagne

et de l'Autriche. C'est une démonstration de force et d'intimidation par Hitler dans une stratégie classique.

Hitler va s'appuyer sur les nazis autrichiens très turbulents et déjà à la manœuvre en 1934 et va jouer sur l'opposition entre le chancelier Kurt Schuschnigg et le chef des nazis autrichien Arthur Seyss-Inquart. Hitler convoque en février 1938 Schuschnigg et sous une menace non déguisée d'usage de la force contre l'Autriche mais aussi contre la personne même du chancelier, force à nommer Seyss-Inquart comme ministre intérieur (position stratégique : contrôle forces de police). Au mois de mars, il force ensuite Schuschnigg à la démission en faveur de Seyss-Inquart qui prend la tête de l'Etat autrichien le 12 mars 1938 et qui proclame immédiatement le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. 3 jours plus tard, Hitler défile dans Vienne de manière triomphante et est accueilli en héros par la population viennoise. L'Anschluss est validé juridiquement par un plébiscite d'approbation organisé en Autriche et en Allemagne qui est un triomphe pour Hitler puisque le oui dépasse les 90% dans les 2 pays.

C'est un succès total pour Hitler qui a violé une des clauses les plus polémiques du traité de Versailles, sans qu'il n'y ait eu aucune réaction sur la scène internationale. Alors qu'en 1931, les français et les italiens s'étaient opposés au rapprochement économique germano-autrichien ; alors qu'en 1934 Mussolini avait montré les muscles. Cette fois ci, tout le monde laisse faire, c'est la stratégie du coup de force, une stratégie qui ne l'incite pas à s'arrêter là et qui l'amène logiquement à préparer le nouveau coup de force sur son agenda, c'est ce qui conduit quelques mois seulement après à la Conférence de Munich en septembre 1938.

Munich est la conséquence directe de l'Anschluss qui a rendu très précaire le sort de la Tchécoslovaquie (cf. carte). La Tchécoslovaquie est la seule démocratie à encore subsister en Europe centrale et c'est une entaille dans le territoire germanique et la tentation est immense de tracer un trait de frontière différent. C'est une cible d'autant plus désignée puisque dans les Sudètes (en marron sur la carte), on a plus de 3 millions de germanophones et qui sont donc considérés par Hitler comme des allemands : une minorité allemande opprimée par le pouvoir tchécoslovaque pour Hitler. Tout s'aligne donc pour se tourner contre la Tchécoslovaquie.

La stratégie d'Hitler va être assez proche à certains égards de celle qu'il a mené à propos de l'Autriche et de l'Anschluss puisqu'il va là aussi s'appuyer sur les nazis locaux notamment le parti des Sudètes dirigé par Konrad Henlein. Hitler encourage Henlein et ses partisans dès l'été 1938, à entretenir une insécurité dans toutes les zones frontalières, à multiplier les incidents pour créer un problème, une insécurité pour procréer une tension internationale. Dès mai 1938 on voit cette tension monter de manière très forte au point que le président tchécoslovaque Edvard Benes déclare dès mai la mobilisation d'une partie de l'armée tchécoslovaque, faisant monter les craintes dans l'ensemble de l'Europe.

■ Munich (septembre 1938)



C'est un choc psychologique qui se dessine puisque les implications d'une éventuelle guerre germano-tchécoslovaque sont très importantes : si la Tchécoslovaquie résiste, elle est l'alliée de la France, mais aussi de l'URSS avec laquelle elle a signé un pacte d'assistance mutuel et c'est donc une guerre qui obligerait la France et l'URSS à intervenir d'où le risque d'une guerre européenne de grande ampleur. D'autant plus que le gouvernement français fait savoir dans cette situation que « la France tiendra ses engagements ». Mais, du côté britannique, on temporise et envoie une mission d'évaluation : mission Runciman chargé d'enquêter à l'été 1938 d'enquêter sur ses troubles dans les Sudètes.

Pour Hitler, tout cela est du temps gagné puisqu'il souhaite laisser la situation pourrir, laisser la mission constater l'impasse pour là encore sembler respecter la légalité internationale et ne pas être celui qui provoque le coup de force. Ce qui est marquant c'est que tout cela ne porte aucun fruit et que c'est Hitler qui décide de la temporalité qui va amener la déclenchement de la crise.

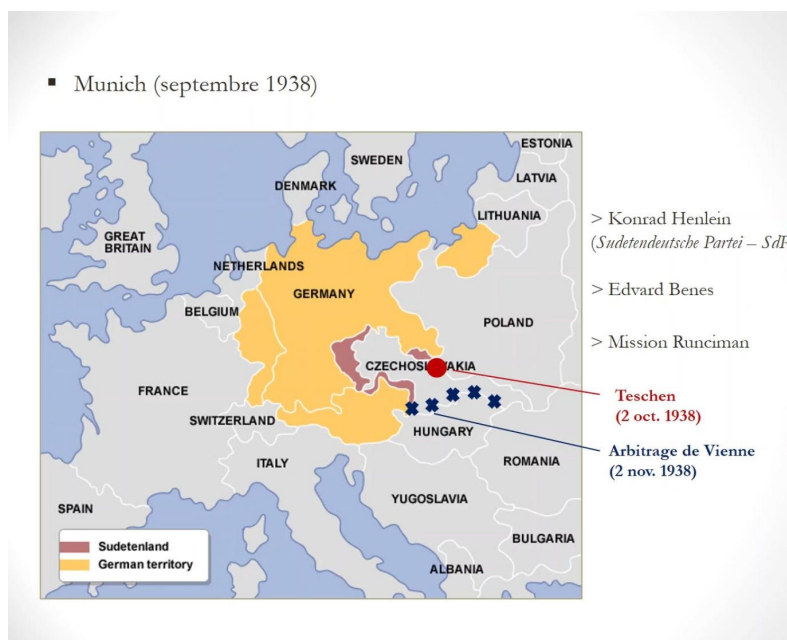
Toujours en utilisant les nazis des Sudètes, il initie à partir de début septembre, de très nombreux incidents violents dans les Sudètes, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer les persécutions dont seraient victimes les germanophones dans ces territoires tchécoslovaques. Cela lui donne l'occasion de développer une rhétorique très belliqueuse en disant qu'il est dans son devoir de venir au secours de ces allemands persécutés. Notamment le cas durant un discours tenu à Nuremberg le 12 septembre 1938, cela marque le début brutal de la crise puisqu'Hitler menace de déclencher une guerre si les Sudètes ne sont pas cédés à l'Allemagne avant le 1^{er} octobre.

La tension et la psychose s'empare alors de l'Europe tout entière et ce qui se joue à la Conférence de Munich au mois de septembre 1938 c'est comment on va désamorcer cette

menace. Les britanniques tentent par 2 fois une médiation, Chamberlain se rend par deux fois en Allemagne en septembre 1938. Cela n'aboutit à rien, Hitler continue les discours enflammés et provocateurs, répète l'ultimatum du premier octobre et alors qu'on arrive à la toute fin du mois de septembre, qu'un nouveau discours très virulent a été prononcé le 26 septembre 1938 au palais des sports de Berlin et qu'une panique certaine s'installe en Europe, les hésitations des français et britanniques laissent la place à Mussolini pour jouer le médiateur et se présenter comme la dernière chance.

C'est donc à l'initiative de Mussolini qu'est organisée dans un temps très court (en 48 heures) la Conférence de Munich, soit la réunion à Munich (en territoire allemand) des quatre grandes puissances de l'Europe occidentale : Chamberlain, Daladier, Mussolini et Hitler. La Conférence de Munich s'ouvre le 28 septembre 1938 et c'est dans la nuit du 30 septembre qu'un accord est signé cédant la totalité des Sudètes à l'Allemagne contre de vagues garanties que l'Allemagne ne s'attaquera pas au reste de la Tchécoslovaquie. Le 1^{er} octobre, les troupes allemandes rentrent dans les Sudètes qui sont officiellement rattachés à l'Allemagne.

Dans la foulée, les voisins de la Tchécoslovaquie, qui ont depuis longtemps des appétits sur ce territoire, en profitent. Le 2 octobre, les polonais profitent du désordre pour s'emparer du bassin minier de Teschen, bassin qu'ils revendiquaient depuis les traités de paix. 1 mois plus tard, la Hongrie récupère une grande bande de territoire (11 000km² de territoires) à la frontière entre les deux pays avec l'accord de l'Allemagne et de l'Italie. Avant même la fin de l'année 1938, le dépeçage de la Tchécoslovaquie a déjà commencé et qu'il ne reste déjà plus qu'un faible noyau.



La pression des opinions publiques redoutant la guerre a été extrêmement importante pour comprendre ce qu'il s'est passé à Munich en 1938 (traumatisme de la Première Guerre mondiale). Le choix des acteurs a aussi été déterminant : Munich a convié le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne ; n'ont pas été conviés ni le gouvernement tchécoslovaque, ni l'URSS pourtant allié de la Tchécoslovaquie qui en tire un nouveau motif de réticence et d'inquiétude vis-à-vis des démocraties occidentales. L'évaluation que chacun fait de ses forces

et des forces des autres a aussi joué : la plupart des pays ne se sentent pas en capacité de soutenir une guerre en 1938 (du point de vue français on sait qu'on a sous-évalué la force et la vitesse du réarmement allemand).

Au retour de Munich, on voit une forme de lucidité, notamment du côté des français et des britanniques : Chamberlain parle de la paix pour notre temps (paix provisoire mais sauvé) ; Blum (observateur intéressé) parle de son lâche soulèvement (accord honteux qui a sauvé la paix et qui peut être précieux).

D'autres voix s'élèvent en Europe et contestent cet accord. Le clivage entre les pro et anti-Munich est un clivage trans-partisan. En France, on trouve des dénonciateurs de l'accord de Munich aussi bien dans un parti communiste qui s'offusque que l'URSS n'ait pas été consulté et qu'on est capitulé devant Hitler, mais aussi chez des intellectuels de droite comme Henri De Montherlant. La SFIO (parti socialiste) est divisé entre ceux qui par pacifisme se résolvent à ces accords et ceux qui considèrent que c'est une capitulation inacceptable du droit face à la force. En Grande-Bretagne, alors que le gouvernement conservateur a signé les accords, c'est un autre conservateur, Churchill qui dénonce le plus violemment les accords de Munich : « capitulation totale des démocraties occidentales, écroulement qui n'apportera ni la paix, ni la sécurité » (discours au Parlement britannique le 21 novembre 1938).

Ce qui est certain c'est que Munich est un tournant, l'année 1938 aussi puisque partout on sait qu'on a peut-être sauvé la paix pour quelques mois, quelques années dans le meilleur des cas

mais que tout cela est provisoire, que personne n'en restera là. Partout, les gouvernements accélèrent le réarmement, la course contre la montre est véritablement amorcée : qui aura réussi à être le plus prêt le jour où les hostilités vont être déclarées.

c) 1939 : course contre la montre et doubles-jeux

L'année 1939 est l'épilogue de trois crises internationales majeures qui se concluent toutes de manière favorable pour les forces de l'Axe. En Europe ce sont les crises de la Tchécoslovaquie et la Guerre d'Espagne. En dehors, la crise est relative à la Palestine.

Chacun essaye d'assurer ses positions pour affronter le conflit.

Épilogue de trois grandes crises internationales. Tirer le mieux leur épingle du jeu. Deux dynamiques contradictoires – se rapprocher des puissances qui ont le vent en poupe (Allemagne) + apparence d'un antifascisme.

1) La disparition de la Tchécoslovaquie (mars 1939)

Au lendemain des accords de Munich, Hitler avait obtenu gain de cause en récupérant les territoires des Sudètes (orange sur la carte). Les voisins du pays avaient profité de son affaiblissement pour grignoter son territoire, notamment grâce à la « sentence de Vienne ».



Ce qu'il reste du pays est une épine dans le territoire du Grand Reich. **C'est le principal barrage à l'expansion allemande dans l'Europe danubienne.**

Hitler ne se satisfait pas de ce qu'il a obtenu à Munich. Hitler repasse à l'offensive six mois plus tard. Il instrumentalise le **nationalisme slovaque** qui se sent dominé par les Tchèques (autour de Prague) depuis 1919. Frustration et mécontentement que Hitler instrumentalise.

Hitler souhaite la proclamation d'un État slovaque indépendant. Le 14 mars 1939, la partie Est du pays proclame son indépendance en accord avec Berlin et s'allie à l'Allemagne. Elle est l'alliée et même la vassale de l'Allemagne nazie. Il ne reste plus de la Tchécoslovaquie qu'un petit espace autour de Prague, la Bohême. Or, cet espace est très vulnérable. Hitler convoque alors le président tchécoslovaque pour qu'il annonce la dissolution de son État et sa transformation en un protectorat. Le 15 mars 1939, le protectorat de Bohême-Moravie est intégré au Reich. Hitler défile dans Prague, à l'image de son défilé dans Vienne mais ici, la ville est silencieuse. Le 16 mars 1939 entre dans Prague, ville silencieuse en conquise.

C'est le premier territoire slave conquis politiquement par l'Allemagne. La rhétorique qui était celle de l'union des peuples germaniques dans un grand Reich n'est plus possible à mettre en avant.

C'est la dernière démocratie d'Europe centrale à être rayée de la carte. C'est aussi une violation des accords de Munich. **Personne n'a réagi** à cette disparition mais elle marque un moment de prise de conscience dans les chancelleries européennes puisque les engagements d'Hitler n'ont pas tenu six mois. Étape nouvelle franchie dans le programme hitlérien. Premier territoire slave qu'ils conquiert. Avant cela se justifiait par le fait que ce soit le peuple allemand, germanophone – justifier l'Anschluss et l'annexion des Sudètes. Régions peuplées par des populations germaniques. Logique naturelle à regrouper les peuples germaniques dans un Reich. Logique d'expansion, de conquête, fin de la crise Tchécoslovaque. À L'AUTRE bout de l'Europe se dessine la fin de la guerre d'Espagne.

Cela accélère le réarmement en France et au Royaume-Uni. Chamberlain y affirme qu'« Hitler n'est pas un gentleman ».

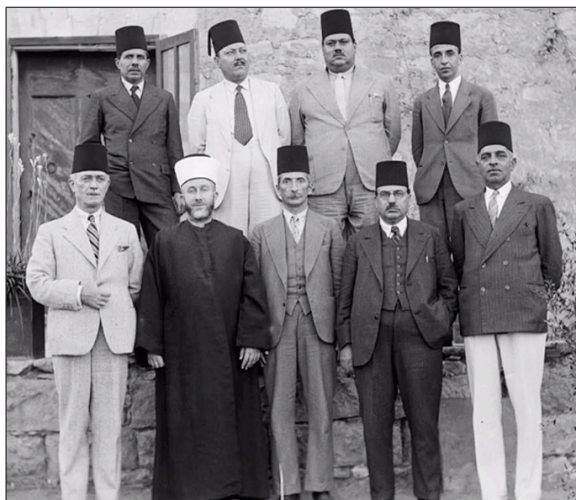
2) La fin de la Guerre d'Espagne et la victoire franquiste (1er avril 1939)

À peine 15 jours après l'entrée des chars allemands dans Prague, Franco s'empare de Madrid qui était le dernier bastion de la République. Il proclame alors la guerre terminée et gagnée le 1er avril et organise une parade militaire. Ce sont deux épilogues de crises durables sur le territoire européen. Ces deux événements sont d'autant plus liés que **Franco a signé le pacte anti-Komintern** juste avant sa victoire, le 27 mars. Cela marque la structuration d'un front anti-démocratique qui se déploie dans plusieurs capitales, d'autant que les soldats italiens défilent en tête de cortège. Front qui se renforce anti démocratique. Interminables files de réfugiés qui affluent aux frontières françaises. Victoire au nationalisme

3) La Grande révolte arabe et ses conséquences internationales (1936-1939)

Depuis les Émeutes Sanglantes de 1929, la situation est compliquée. La solution bancaire du Royaume-Uni proposée par deuxième Livre Blanc rapidement retirée du fait de l'opposition juive.

La situation est de plus en plus précaire dès 1935. **Il y a des assassinats par les milices arabes des populations juives et inversement. Logique de violence politique qui favorise la montée de la violence dans le territoire mandataire.** Cela débouche sur la Grande révolte arabe qui passe d'abord par **une grande grève générale en avril 1936**. Fait suite à une série de violence politique. Mettre en avant le poids économique de la population arabe. Mettre l'accent sur les grandes grèves de 1936 en Europe. Il y a un phénomène de mimétisme avec les grandes grèves françaises. Un mouvement politique arabe se structure pour la première fois avec le **Haut Comité Arabe** – groupe de pilotage du mouvement nationaliste arabe. Incarné par le grand Moufti de Jérusalem (je n'ai pas capté son blaze sorry).



S'il est interdit dès 1937 par Royaume-Uni, cela devient la figure politique et plurielle qui incarne par les élites cette voie du nationalisme arabe. Les grèves s'accompagnent de violences réprimées par Royaume-Uni qui s'appuie sur milices juives.

Quelle réponse britannique ? Réponse policière et grande répression. Violence politique de plus en plus marquée. A ses limites, mettent en place une réponse politique.

Comme lors de toute crise, Londres envoie une commission d'étude menée par **Peel** qui rend un rapport en 1937 – faire la lumière sur les violences. C'est le premier document à **proposer la création de deux États**, un État juif et un État arabe + transfert des populations arabes vers

la Jordanie. ce que les deux communautés refusent. Rapport qui ne fait que raviver les violences. **Le Haut Comité Arabe lance alors une deuxième phase de l'insurrection, beaucoup plus violente.** Multiplie les violences politiques, insurrection violente et répression de plus en plus féroce. La répression britannique est très féroce et **Londres envoie 50 000 soldats, applique la loi martiale** et opère à emprisonnements arbitraires ainsi qu'à des déportations aux Seychelles. Parallèlement Londres fait peu pour limiter action des milices sionistes alors l'organisation Irgun, d'extrême-droite, profite du désordre pour mener de nombreux attentats favorisés par la clémence britannique.

Véritable situation de guerre civile – nationalisme arabe clandestin mais fort. Répression policière et militaire qui vient à bout de l'insurrection armée. Le mouvement nationaliste arabe est démantelé en 1939 – plus de leader politique.

Ainsi, les Britanniques doivent gérer cette crise qui peut devenir dangereuse. Elle concentre donc leur attention. S'ils répondent par la répression, ce qui permet de décapiter le mouvement nationaliste arabe, ils **gardent des tentatives de dialogue.**

Après avoir écarté la proposition de Peel, Londres réunit les deux commissions en février 1939 ce qui débouche sur la rédaction d'un nouveau Livre blanc en mai 1939 après 1919, 1930. Celui-ci prévoit la création d'un État indépendant, unifié et binational d'ici 10 ans. De plus, il y a la volonté de **limiter l'immigration juive** afin de ne pas déséquilibrer la balance démographique. Ne règle pas le problème de fond. Or, cela mécontente tout le monde, aussi bien les deux communautés que les leaders des pays arabes. Ces derniers adoptent alors une position de plus en plus anglophobe. En effet, les Britanniques sont perçus comme des oppresseurs de la population arabe. Cette dernière est alors **réceptrice à la propagande allemande qui s'y déploie.**

Si la fin de la Grande révolte à l'été **1939 soulage militairement Londres, cet épisode a profondément changé les équilibres géopolitiques au Proche-Orient.** Alors que la région est historiquement l'ennemie de l'Allemagne du fait de l'alliance allemande avec l'ancien Empire ottoman, une sympathie nouvelle s'y déploie.

Les cartes sont **ainsi rebattues au profit d'une influence allemande**, voire italienne dans la Méditerranée. Cette région présente un enjeu majeur de la Seconde Guerre mondiale. Trois crises qui trouvent un règlement entre mai et août au profit des nationalismes.

La fin de l'année 1939 finit de convaincre tous les acteurs de l'imminence d'une guerre généralisée, d'où l'accélération du réarmement. Même aux États-Unis, Roosevelt tente de faire repartir l'industrie. Il y a aussi un espèce d'emballement diplomatique.

Les pays savent que la prochaine cible hitlérienne est la Pologne qui coupe le territoire en deux. Dès le printemps 1939, Hitler multiplie les provocations à l'égard de ce pays. La question est de savoir comment se structurent diplomatiquement les futurs opposants. Dans ce contexte, il y a deux dynamiques concurrentes et une grosse hypothèque.

➤ **Vers un renforcement du front anti-hitlérien ?**

La première dynamique est le renforcement d'un camp anti-hitlérien. C'est net dans le rapprochement franco-britannique. Les deux pays mettent en place un dialogue accru. **Le temps des concessions est terminé et ils affirment qu'ils ne laisseront pas l'Allemagne s'en prendre à la Pologne.**

Aux États-Unis, Roosevelt fait ce qu'il peut **pour démanteler les lois de neutralité** et use de ses prérogatives pour signer des décrets qui relancent la production militaire afin de **soutenir le réarmement français et britannique**. Les liens diplomatiques sont renforcés entre les trois capitales.

Face à cela, se dresse le Congrès ultra réticent à l'idée de s'impliquer dans les affaires européennes. De plus, il y a le poids d'une communauté d'ascendance allemande aux États-Unis afin d'empêcher les États-Unis de prendre une position anti-allemande ou belliciste, à l'image de Charles Lindbergh.

En France aussi il y a des réticences à entrer en guerre pour la Pologne, comme le montre l'éditorial du Temps, « Mourir pour Danzig ».

➤ « La course à l'Allemagne » de l'Europe centrale

Les puissances centrales se rendent compte qu'il n'est pas forcément heureux de rester allié aux Français. D'où leurs tentatives de rallier la puissance allemande, alors en position de force afin de sauvegarder ses intérêts avant le début d'une guerre. Ne pas compter sur les franco-britanniques.

En 1939, de nombreux pays d'Europe centrale déclarent **souhaiter l'amitié de l'Allemagne et de l'Italie et affirment ne pas s'opposer à un remaniement de la carte**. Parmi ces pays, on trouve la Hongrie de l'amiral Horthy, ce qui n'est pas étonnant mais aussi la Yougoslavie. Ses attaques antisémites avaient déjà augmenté dans l'année. Elle adhère au **pacte Anti-Komintern en février 1939**. Ce qui est plus surprenant est la présence de pays qui étaient défenseurs de l'ordre établi et alliés de la France. C'est le cas de la Roumanie et même de la Yougoslavie qui a pourtant un contentieux territorial violent avec l'Italie.

➤ L'hypothèque soviétique

Alors que la guerre se profile, la question reste de savoir ce que va faire Staline.

L'URSS a tenté la main tendue aux démocraties dans les années 1930 et n'y a rien gagné. Toutefois l'URSS reste le principal ennemi idéologique de l'Allemagne nazie.

Staline **joue sur les deux tableaux et négocie avec les deux camps**. Il veut faire monter les enchères. Quel camp lui apportera plus de garanties ?

D'avril à août les négociations entre les Franco-Britanniques et les Soviétiques sont quotidiennes. Méfiance de Staline vis-à-vis des démocraties. Les démocraties n'imaginent pas aux vues des positions allemandes et de l'URSS qu'un rapprochement est possible. Toutefois, cela piétine du fait de la méfiance britannique à l'égard des communistes. De plus, la « question cardinale », liée à la Pologne est épineuse. La Pologne refuse de signer une clause pour que les chars soviétiques puissent pénétrer sur son sol. Cela confirme Staline dans l'idée que l'alliance avec les démocraties n'apportera pas grand-chose à l'URSS, d'autant que son armée est décapitée et qu'elle n'a pas les moyens de mener une guerre seule en Europe de l'Est. De plus, les Franco-Britanniques ne sont pas prêts à de grandes concessions, car ils n'imaginent pas que Staline puisse entrer dans un accord avec Berlin.

Or, cela se met en place au mois d'août 1939. Sous l'influence de Ribbentrop, **Hitler se résout à mener des négociations avec Moscou. 12 août 1939 – britanniques reçoivent l'URSS pour recevoir une délégation**. Les deux pays ont des intérêts communs, c'est-à-dire la Pologne. Hitler s'annonce prêt à reprendre les bases de leur alliance si les pays trouvent un accord sur

le partage de la Pologne. Le 23 août 1939, l'Europe se réveille à la nouvelle du pacte Ribbentrop-Molotov. Ce pacte germano-soviétique est un pacte de non-agression pour dix ans. **Il contient un protocole secret de partage des sphères d'influence en Pologne et dans les États baltes.**

Coup rude pour les démocraties occidentales surprises et abasourdis. Neutraliser le risque de la riposte soviétique. Hitler peut donc déclencher une guerre à l'Ouest tout en sachant que l'URSS n'attaquera pas l'Allemagne. Cela permet à Hitler de masser ses troupes à l'Ouest. Une semaine après, les Allemands lancent l'offensive et entrent en Pologne le 1er septembre 1939. Les Franco-Britanniques réagissent et, dans un geste diplomatique commun, déclarent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. Staline en profite pour faire entrer ses troupes le 17 septembre 1939.

Conclusion :

Deux ans après l'extrême orient, la guerre est déclarée en Europe en septembre 1939. Avec ces opérations, la guerre éclate en Europe deux ans après l'Orient. C'est une guerre un peu bizarre, car la **Pologne tombe avant que les Franco-Britanniques n'aient le temps d'envoyer des soldats.**

On entre alors dans la drôle de guerre les combats reprenant en 1940. Autre coup de force de Hitler ? grande différence c'est que les armées sont lancées. Tous les acteurs sont conscients que les acteurs sont lancés. Guerre d'une grande ampleur qui est lancée.

Total renversement des équilibres européens. La Pologne est dépecée à ses deux tiers par l'Allemagne et à son autre tiers par l'URSS. C'est le deuxième pays issu du traité de Versailles qui disparaît. La situation est alors gelée puisqu'il n'y a plus de zones de combat. S'agit-il d'un nouveau coup de force sans lendemain ? Partout les armées sont mobilisées alors que tous les fondements du système de l'entre-deux-guerres est désormais balayé. La SDN est complètement absente. Tous les acteurs sont conscients qu'une guerre de grande ampleur se prépare.

Démocraties qui étaient dans une position de force qui sont désormais en retrait. En moins de dix ans, le rapport de force s'est complètement inversé pour les démocraties. Si ces dernières dominaient les relations internationales et l'ordre international, elles passent dans une position de retrait voire de faiblesse. Retournement des rapports de force.

Chapitre 6 : Les relations internationales durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

⇒ Last one !!!!!

Introduction

Attention à bien déconstruire le cadre chronologique que l'on a. La période 1939-1945 (voire jusqu'aux signatures des traités de paix en 1947) est complexe pour les relations internationales. C'est plus dans les dynamiques internes à chacun des deux camps qui s'opposent que se joue des éléments cruciaux pour comprendre le monde qui va naître du conflit. Quels sont les visions du monde, de la paix future qui s'opposent.

I. L'Axe et la réorganisation du monde

L'Axe déploie très vite une diplomatie et une vision très large des RI.

La guerre en Europe est officiellement déclarée depuis septembre 1939 mais après la courte campagne polonaise, les armes se sont tues et la guerre ne tourne à nouveau à la guerre ouverte qu'au printemps 1940. Il y a eu entre temps la période de la « drôle de guerre », d'attente, de cristallisation des forces armées dans les deux camps.

Dès 1940, c'est la reprise des conflits notamment par l'Allemagne vers la Scandinavie et vers l'Europe occidentale. A partir du printemps 1940, se déroule deux guerres : une en Extrême-Orient qui dure depuis 1937 et oppose au début le Japon et la Chine mais va gagner en importance ; et une guerre en Europe qui entraîne par le jeu des puissances coloniales l'Afrique et le Proche-Orient.

Ces deux guerres parallèles ne sont réunies en un seul et même conflit qu'au tournant de 1941, 1942. C'est à ce moment là et notamment avec l'entrée en guerre des USA que l'on assiste à une guerre unifiée devenue réellement mondiale. Dans ces mois, on voit se manifester des combats qui impliquent de plus en plus d'acteurs, de plus en plus d'Etats et ce qui est sûr c'est que les puissances constituant l'Axe sont les puissances dynamiques, ce sont elles qui développent dès le début de la guerre des stratégies offensives. Ce sont elles qui ont pour objectif de renverser l'ordre mondial pour établir une organisation qui leur serait plus favorable.

Dès lors, derrière la stratégie du déploiement militaire, il y a bien une volonté de rebattre les cartes de la géopolitique mondiale, dans une logique à la fois impérialiste (guerre de conquête menée par l'Allemagne, l'Italie et le Japon) et dans une logique qui est celle d'une guerre idéologique notamment du point de vue allemand qui mène une guerre raciale, une « croisade raciale ». Dans ce cadre, l'Allemagne nazie mène le jeu mais fédère autour d'elle tous ceux qui pensent pouvoir tirer parti de cette vaste remise à plat du système international.

a) Weltanschauung hitlérienne et Europe allemande

Weltanschauung c'est la vision du monde, la conception du monde, manière dont on imagine la structuration de la planète, les relations entre les différents peuples et les différents Etats. L'Allemagne nazie entre 1940 et 1942 est LA puissance motrice dans le cadre de la guerre, c'est elle qui impulse le rythme de la guerre en Europe, et c'est elle qui amène en moins de deux ans une refonte complète de l'architecture du continent européen.

L'action internationale allemande dans cette époque où elle a les commandes du jeu européen, est marquée par deux dynamiques qui peuvent sembler contradictoires mais qui s'articulent très bien dans la vision hitlérienne : il y a d'abord un caractère très doctrinal de la vision du monde, il y a une vraie doctrine exposée très tôt qui est peu remise en cause sur le fond par les différents événements ; de l'autre côté, on observe un réel pragmatisme dans la forme que doit et va prendre l'Europe sous l'hégémonie allemande.

La vision du monde hitlérienne correspond à un corpus doctrinal assez précis et cohérent défini dans les différents écrits hitlériens dans les années 1920 (Mein Kampf en 1924, Le second livre en 1928). Les principes majeurs sont : l'idée que l'Europe continentale doit être le terrain exclusif de l'hégémonie allemande et qu'elle doit être organisée avec l'Allemagne selon une hiérarchie raciale ; le reste du monde devra être organisé en collaboration avec le Royaume-Uni, cela devra se faire en mettant en place un empire colonial allemand, cette vision globale est complétée par des discours dans les années 1930 qui envisagent différentes modalités d'un partage d'influence mondiale entre l'Allemagne et le Japon, mais est en tout cas structurée et débouche sur une organisation mondiale systématiquement dominée par l'Allemagne où doit être installé l'Empire pour 1000 ans fondé durablement par les nazis. Ces objectifs anciens n'ont pas bougé quand l'Allemagne rentre dans le second conflit mondial.

Leur réalisation doit passer par différentes étapes qui sont toutes obligatoires mais dont l'ordre peut varier selon les circonstances. Il faudra en venir à l'explication définitive avec la France, trancher le problème de la dualité avec la France. Il faudra aussi la conquête de territoire à l'est qui passera inévitablement par la destruction du socialisme socialiste (espace devra être conquis sur ce territoire soviétique). De plus, il faudra neutraliser le Royaume-Uni, soit de manière volontaire en s'accordant diplomatiquement avec lui soit par la force s'il n'est pas possible d'arriver à un accord avec Londres et enfin, un affrontement majeur avec les USA est conçu comme inévitable à moyen ou à long terme car les visions américaines sont vues comme antagonistes des visions allemandes.

Dès lors, les offensives diplomatiques déclenchées dès 1938 puis la guerre engagée en Europe en 1939 sont les moyens de réaliser ce programme prédéfini, quasiment figé et qui bouge très peu, les victoires rapides remportées entre 1939 et 1941 semblent marquer les premières étapes de ce programme avec des opérations militaires organisées en 4 temps :

conquête de la Pologne, campagne de la Scandinavie, campagne en Europe occidentale, campagne des Balkans.

Pays militairement vaincus par l'Allemagne	Date de la campagne allemande
Pologne	septembre 1939
Danemark	avril 1940
Norvège	avril-mai 1940
Pays-Bas	mai 1940
Belgique	mai 1940
Luxembourg	mai 1940
France	mai-juin 1940
Yougoslavie	avril 1941
Grèce	avril 1941

Au milieu de l'année 1941, on voit bien une Europe allemande qui se dessine de l'Atlantique jusqu'aux frontières de l'URSS. On voit bien qu'on a une partie de cette conception du monde qui se met en place. Mais si ce programme semble marqué par une idéologie assez figée, la mise en œuvre de cette domination dans cette Europe allemande se fait d'une manière très pragmatique (certains ont parlé d'improvisation). En témoignent les formes très différentes prises par la domination allemande chez les peuples et les Etats vaincus. On a 4 types de domination des territoires (voir tableau)

➤ La diversité des formes de domination nazie en Europe

Territoires annexés au Reich	« Protectorats »	Pays occupés, sous administration directe	Pays occupés avec maintien d'un gouvernement national
<ul style="list-style-type: none"> Autriche Prusse occidentale (anciennement polonaise) Luxembourg Alsace-Moselle 	<ul style="list-style-type: none"> Bohême-Moravie Gouvernement général de Pologne 	<ul style="list-style-type: none"> Pays-Bas Belgique Norvège (jusqu'en 1942) 	<ul style="list-style-type: none"> Danemark France occupée* Serbie Grèce Norvège (après 1942)

*soit les 2 tiers nord du territoire jusqu'en nov. 1942, et l'ensemble du territoire (hors zone d'occupation italienne) de nov. 1942 à juin 1944.

Dans cette diversité, on a le reflet d'une adaptation pragmatique aux différentes situations. Il n'y a pas le projet d'une restructuration politique de l'Europe allemande de manière

cohérente, il n'y a pas d'eupéiste nazie, on a juste une mise en œuvre de systèmes de domination comme perçue les plus à mêmes de servir les intérêts allemands. On voit dans cette réorganisation une logique raciale qui domine : les peuples dits allemands ou germaniques sont directement intégrés au Reich ; les peuples slaves vus comme inférieurs sont placés sous protectorat. Mais on voit aussi que le principal but de cette réorganisation très diverse est de servir les intérêts allemands et de capter toutes les ressources de l'Europe conquise, de les détourner au service de l'Allemagne, et pour ça on utilise ce qui fonctionne le mieux : maintien de la structure gouvernementale locale si efficace et si veut bien se mettre au service de l'occupant (France de Vichy par exemple) ; dans les pays où l'on a pas ces gouvernements locaux sur lesquels s'appuyer parce que les structures étatiques se sont effondrées ou parce que les gouvernements sont en exil, on met en place une administration allemande directe car c'est ce qui est le plus à même de faire tourner la machine, notamment économique au profit de l'Allemagne. On voit donc se dessiner cette Europe allemande d'autant plus qu'il faut ajouter à la liste des pays vaincus la liste des alliés de l'Allemagne.

b) La structuration diplomatique de l'Axe

Rappel situation diplomatique allemande :

« Axe Rome-Berlin »	nov. 1936	Allemagne / Italie
Pacte Anti-Komintern	nov. 1936 nov. 1937 fév. 1939 mars 1939	Allemagne / Japon Italie Hongrie Espagne
Pacte d'Acier	22 mai 1939	Allemagne / Italie
Pacte germano-soviétique	23 août 1939	Allemagne / URSS

L'Allemagne a tissé des rapprochements avec de nombreux pays mais cette situation n'est pas si assurée et cela se vérifie lors des déclarations de guerre puisque quand l'Allemagne rentre en guerre en septembre 1939, elle rentre seule, soutenue par personne. L'Italie se déclare en situation de non-belligérance (ne renie pas l'alliance mais n'intervient pas), le Japon est occupé en Extrême-Orient, l'Espagne reste neutre, l'Europe centrale qui semblait avoir donné des signes de rapprochement attend de voir ce qu'il se passe. Il y a donc un phénomène d'attente quand l'Allemagne lance ses offensives. Ce sont les victoires qui vont lui amener des alliés : une puissance dynamique qui enchaîne les victoires attire évidemment des alliés ; les victoires du printemps 1940 sont déterminantes, notamment la victoire éclatante contre la supposée grande puissance française. On voit donc à partir de juin 1940 et cette victoire se structurer une véritable coalition qui va prendre le nom de l'Axe et qui élargit l'horizon de la guerre au-delà de l'Europe, cette dernière étant la principale préoccupation allemande quand elle était seule.

L'entrée en guerre de l'Italie le 18 juin 1940 est poussée par la défaite française ; elle essaye de le faire de manière précipitée pour ne pas arriver trop tard, pour ne pas être exclu du partage des dépouilles, elle veut rentrer en guerre avant que la France signe l'armistice pour essayer de dire qu'elle a participé à l'effort de guerre. L'Italie arrive tard et ne récupère donc pas grand-chose : zone d'occupation autour des Alpes mais ce qui intéresse surtout Mussolini c'est le sort de l'empire colonial français.

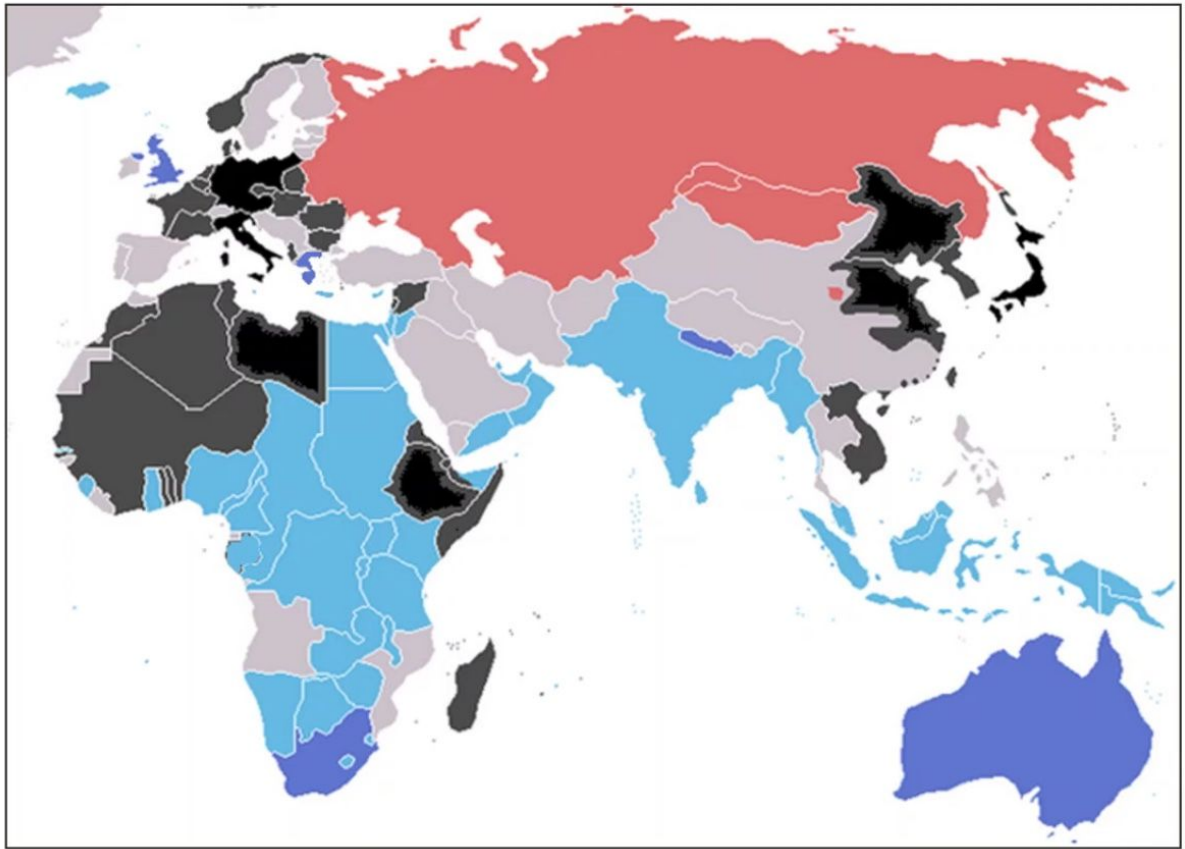
Administration de la France métropolitaine (juill. 1940-nov. 1942)



Avec les victoires allemandes, le Japon comprend aussi l'intérêt de se rapprocher de manière plus net avec l'Allemagne ; il lorgne aussi sur l'empire colonial français et l'Indochine et la défaite française lui donne des espoirs. C'est sur cette logique de rapprochement que l'Axe est véritablement constitué le 27 septembre 1940 avec la signature du pacte tripartite (Allemagne, Italie, Japon). Ce pacte lie le sort des trois puissances qui se promettent une assistance mutuelle en cas d'agression et notamment si l'un des trois est attaqué par une puissance qui n'est pas encore en guerre (on pense peut-être à l'URSS mais surtout aux USA).

Cette dynamique de victoires entretient et alimente les rapprochements et c'est ce qu'on observe aussi en Europe centrale où cette dynamique se voit cumuler avec la peur grandissante de l'URSS. Cette dernière ayant profité du désordre de 1939, 1940 pour grignoter des territoires en Finlande, dans les pays baltes, pour récupérer la Bessarabie perdue en 1919

Afrique et Eurasie au début 1941



Le Japon est l'autre grande puissance dynamique en expansion, il a largement poussé ses pions en Chine continentale, à partir de 1940, ses ambitions se tournent de plus en plus nettement vers l'Asie du Sud-Est ; vers les régions de la mer de Chine pour constituer une « sphère de coprosperité » : les rives asiatiques du Pacifique sous domination japonaise et au service notamment économique de la puissance japonaise. Le Japon cherche aussi à profiter d'un certain nombre de défaites des pays européens : défaite française pour Indochine, défaite néerlandaise pour l'Indonésie (mais très vite sécurisé par la Royal Navy britannique). Début 1941, l'Axe est structuré dans une alliance cohérente reposant sur 3 piliers majeurs : Italie, Allemagne, Japon et leurs dépendances, cette alliance est engagée dans un conflit essentiellement dominé par l'affrontement germano-britannique. Dans ce contexte, l'affrontement avec les USA semble se profiler notamment pour le Japon qui ne cache pas ses intentions sur le Pacifique et potentiellement sur les Philippines.

L'attitude vis-à-vis de l'URSS reste la grande interrogation. Cette dernière a tiré pas mal de profit des premiers mois de la guerre : Bessarabie, Etats baltes, est de la Pologne. Elle est

liée à l'Allemagne par le pacte germano-soviétique et est d'ailleurs pensée un temps par le ministre des affaires étrangères allemand comme devant naturellement rejoindre les forces de l'Axe (pacte quadripartite avec l'URSS). Chose d'autant plus possible que le Japon réoriente sa stratégie vers le Sud et qu'il y a donc moins de risque d'un affrontement soviético-japonais. C'est là que se situent les incertitudes début 1941. En attendant que soit tranché cette question par Hitler, l'Axe se projette après l'Europe allemande à la conquête du monde,

sachant qu'il a déjà posé le pied de fait sur un très grand nombre de territoires et l'ambition est désormais de conquérir des territoires bien au-delà des territoires européens.

c) L'Axe à la conquête du monde ?

La première puissance de l'Axe a élargi ses horizons c'est l'Italie. L'Italie est entrée en guerre en juin 1940 de façon tardive, juste avant la défaite française et a l'impression d'avoir trop tardé. Elle veut imiter que cette situation se reproduise et profiter des dynamiques de victoires pour aller vite. Dans la continuité de la conquête de l'Ethiopie et de la réorientation vers le sud des intérêts diplomatiques italiens (protectorat albanais), les ambitions italiennes se dirigent vers le sud. L'Italie veut dès l'été 1940 lancer une guerre parallèle à côté de celle que mène l'Allemagne en Europe, le Japon en Extrême-Orient. Cela explique l'attaque italienne sur l'Egypte depuis la Lybie en septembre 1940 puis une autre offensive contre la Grèce. C'est par deux fois contre les britanniques que se retrouvent les italiens. Mussolini justement pense pouvoir tirer profit de l'affaiblissement des britanniques pour pouvoir réussir ses opérations militaires en Afrique du nord, dans les Balkans voire en profiter pour récupérer d'autres miettes de l'empire britannique. Mais ces offensives italiennes piétinent face au sursaut des britanniques qui se mobilisent en Egypte et en Grèce en octobre 1940 et amène l'Allemagne à intervenir et à élargir son champ d'opération au-delà des limites de l'Europe.



Les forces italiennes sont repoussées en janvier 1941 et poursuivies en Lybie. Une installation britannique en Lybie n'est pas vue d'un bon œil par les allemands car cela menacerait leur sécurité et notamment la sécurité de l'Afrique du nord française, fidèle à Vichy et donc de fait neutralisé pour les allemands et Hitler n'a pas envie de voir les britanniques arriver à la frontière entre la Lybie et cette Afrique du nord française et encore moins que les britanniques se lancent dans une offensive qui ferait changer de camp l'Afrique du nord française (Tunisie et Algérie notamment).

Cela amène Hitler à intervenir et à envoyer en 1941 l'Afrikakorps de Rommel qui est le premier corps expéditionnaire allemand envoyé au-delà de l'Europe et permet de chasser les britanniques de Lybie.

Les affaires italiennes ne sont pas meilleures en Grèce car les britanniques ont débarqué en Grèce pour venir en soutien et car ils mettent en difficulté les italiens ce qui suscite des craintes dans l'empire allemand car on craint une reconquête britannique de l'Europe centrale par le sud. Cela explique pourquoi les allemands viennent à nouveau au secours de

leurs alliés italiens à partir d'avril 1941 dans une campagne qui vise la Grèce mais aussi la Yougoslavie, dernier grand pays encore à l'écart de la guerre en Europe centrale alors que pro-allemande ; le roi de Yougoslavie paraît alors sur le point de changer de cap et de s'allier avec la puissance britannique. Cela amène donc Hitler à décider d'intervenir militairement et lance la campagne des Balkans, retardant la campagne contre l'URSS. L'armée allemande attaque le 6 avril 1941 la Yougoslavie, qui est démantelé et pénètre en Grèce où elle vient soutenir l'armée italienne. La Grèce est alors divisée en trois parties d'occupation : une par les forces italiennes et une par les forces allemandes et une par les forces bulgares. Ce sont les difficultés italiennes ont été le principal moteur de l'intervention allemande sur ces différents terrains. Du côté allemand, ce ne sont que des opérations accessoires, la grande affaire dès fin 1940 c'est la préparation de l'opération Barbarossa contre l'URSS. Cette offensive contre l'URSS doit rendre possible la conquête de cet espace vital à l'est de l'empire.

Dans l'esprit d'Hitler, le pacte germano-soviétique signé en août 1939 avait toujours été vu comme une pure manœuvre dilatoire, il avait toujours été prévu dans l'esprit d'Hitler un affrontement germano-soviétique, non seulement pour conquérir les territoires à l'est mais aussi pour débarrasser l'Europe du « judéo-bolchévisme ». Cet affrontement est tout aussi inéluctable dans l'esprit de Staline, simplement le pacte germano-soviétique avait pour but pour les deux acteurs de gagner du temps. Avec les victoires de 1940, le temps semble venu pour Hitler de passer à cette seconde étape ; le plan Barbarossa est définitivement arrêté à la fin de l'année 1940 notamment alors que les allemands piétinent dans la guerre d'Angleterre. Ecraser l'URSS doit aussi permettre de venir à bout des britanniques qui seraient démoralisés par ce nouveau succès. L'état-major allemand prévoit de laisser passer l'hiver 1940-1941 et de lancer l'offensive au printemps 1941. La campagne balkanique repousse l'opération d'un mois (ce qui ne sera pas sans conséquence). L'opération Barbarossa est lancée le 22 juin 1941, c'est une opération extrêmement massive qui vise une nouvelle guerre-éclair, le but étant d'atteindre Moscou aussi vite que les armées allemandes ont atteint Paris l'année précédente. Le triple but de cette opération est de conquérir l'espace vital, de soulager l'allié japonais (stratégique) qui craint toujours une intervention soviétique en Extrême-Orient, et de prélever sur les territoires russes conquis toutes les ressources nécessaires pour gagner définitivement la guerre et notamment gagner la bataille contre les britanniques et d'en tout cas prélever toutes les ressources pour tenir une guerre longue face aux britanniques et de pouvoir parer une entrée en guerre américaine. Cette opération contre l'URSS a aussi un effet collatéral : resserrer autour de l'Axe tout ce que l'Europe compte d'antibolchévique, il y a cette idée de croisade contre le bolchévisme qui va amener de nouveaux alliés : la Roumanie, la Hongrie, la Finlande. Tous ces pays s'engagent dans la guerre contre l'URSS du côté des allemands et s'engagent à les soutenir. Des pays neutres mais très antibolchéviques comme la France de Vichy ou encore l'Espagne de Franco restent neutres mais envoient des militaires au côté des allemands pour lutter contre l'URSS. L'Axe est uni et gagne encore en allié avec cette croisade antibolchévique et est uni et renforcé par les victoires et avancées rapides des armées allemandes sur le territoire soviétique : les Etats baltes, la Biélorussie sont conquis en quelques semaines ; en septembre 1941, les forces allemandes sont aux portes de Kiev en Ukraine et de Léninegrad (Saint-Petersbourg aujourd'hui).

La troisième grande vague de cette nouvelle dynamique de conquête des puissances de l'Axe se passe en Asie pacifique : l'offensive allemande contre l'URSS pousse le Japon à agir pour ne pas rester passif alors que l'allié allemand mène une opération de très grande ampleur. Le Japon est alors embourbé dans sa guerre de guérilla contre la Chine et doit trouver de

nouveaux terrains d'expansion pour continuer la conquête. C'est ce qu'il va définir comme la « sphère de coprosperité » recentrée non plus sur la Chine continentale mais de plus en plus sur l'espace sud-est asiatique et autour des rives de l'océan pacifique et des Etats insulaires. Dès juillet 1941, le Japon a profité de l'affaiblissement de la France vaincue et de l'incapacité du gouvernement de Vichy à réagir de quelques manières que ce soit à ce qui se passe en Indochine pour débarquer en Indochine française et entreprendre une occupation de cette colonie. L'étape décisive pour les japonais c'est Pearl Harbor et le passage à la confrontation directe avec les Etats-Unis. Les japonais savent que la poursuite de leur expansion en Asie du Sud-Est ne pourra se faire que par une confrontation avec la puissance américaine notamment car ils visent et ont une ambition croissante sur une colonie américaine : les Philippines mais aussi car c'est l'organisation de cet espace pacifique sous domination américaine qu'il veulent remettre en cause. Et donc, le 7 décembre 1941, ils prennent les devants sur ce qui leur semble inéluctable et bombardent les forces maritimes américaines dans le port de Pearl Harbor et leur donne provisoirement la maîtrise du Pacifique mais entraîne l'entrée en guerre des Etats-Unis. Pour les japonais, il s'agit d'une course contre la montre d'arriver à avancer leurs forces avant que la puissance américaine soit en mesure de se reconstituer et de se reprendre d'où dès le 8 décembre 1941 le début de l'offensive sur les Philippines et quelques mois plus tard (mars 1942) l'occupation de l'Indonésie. On voit donc bien comment toute cette Asie du Sud-Est est désormais dans l'orbite japonaise.

Entre le printemps 1941 et le début de l'année 1942, les différentes puissances de l'Axe et notamment les trois piliers allemands, italiens et japonais ont tous lancés des opérations de grande ampleur qui doivent redessiner une nouvelle carte du monde et permettre de mettre en place une vision commune des relations internationales, une vision qui repose sur un partage : une Europe allemande s'enfonçant très loin vers l'est et conquérant peut être à terme l'intégralité du territoire soviétique ; une Méditerranée italienne et une Afrique sous une forme de cogestion entre l'Italie de Mussolini et le régime de vichy et où il faudrait chasser l'ennemi anglais ; et une Asie Pacifique, domaine de la sphère de coprosperité japonaise. Si tous ces objectifs se réalisent, finalement peu importe la réponse des anglosaxons : soit ils se contentent d'un rôle secondaire centré sur les Amériques et l'océan Atlantique, soit ils s'opposent à cette architecture mais l'Axe sera alors dans une telle position de force qu'il pourra facilement passer cette opposition sous silence, c'est ce qui est en tout cas pensé dans les trois capitales.

On a donc au début de cette année 1942 un Axe dans une position de force incontestablement porté par la dynamique des victoires, des ralliements qui renforcent partout les collaborationnistes dans les pays vaincus : le norvégien Vidkun Quisling (« Ministre-président » norvégien de février 1942 à mai 1945) ou le français Pierre Laval (chef du gouvernement français d'avril 1942 à mai 1944). Les 2 déclarent souhaiter et croire à la victoire allemande.

Mais d'un autre côté, dès le début des offensives italiennes elle se trouve mal engagée face à l'ennemi britannique. De l'autre côté après les succès fulgurants de l'opération Barbarossa, avec l'arrivée de l'automne et surtout de l'hiver 1941-1942, on voit se dresser ce que Staline appelle le « sursaut patriotique russe » qui stoppe l'avancée forces allemandes en URSS fin 1941, ce qui coûte des pertes humaines majeures aux soviétiques mais leur permet d'arrêter cette avancée. Du côté japonais, l'expansion japonaise du début de l'année 1942 est contrée par les Etats-Unis à partir de l'été 1942 avec un certain nombre de batailles décisives comme

celle de Midway dans le Pacifique. (il y a un film pas mal qui est sorti sur ça si jamais ça vous intéresse et que vous saviez pas)

L'Axe vivait sur ces dynamiques de victoire et donc quand cette dynamique s'arrête, il est vite menacé d'une dislocation. Dès 1942, la Hongrie sonde les occidentaux sur ce qu'elle pourrait faire et si un retournement est possible : on voit bien que le vent est en train de tourner et que la dynamique qui fédérait l'Axe est fragilisée dès lors que ces victoires s'arrêtent. Dès 1942, la balance penche assez vite de l'autre côté et il faut donc voir comment cet autre camp s'est structuré durant les premières années de la guerre.

II. Les « Nations unies » : solidarités et concurrences au sein de l'alliance antifasciste

Ce qui se structure comme une coalition anti-fasciste n'a pas la même dynamique de construction que les forces de l'Axe. Elle ne se structure qu'en fonction des offensives ennemies et amène à coaliser une liste de pays attaqués ou en guerre contre l'Axe. Le moment charnière de cette structuration est janvier 1942 au moment où toutes les nations en lutte contre l'Axe sont pour la première fois réunies dans la **déclaration des Nations Unies**. S'y rallient 27 signataires qui sont soit des pays en lutte, soit des mouvements ou des gouvernements en exil. Ce front commun est assez long à se dessiner. Il s'agit de revenir sur ses dynamiques. Rallie tous ceux qui sont en lutte contre l'une ou l'autre puissance de l'Axe. Gouvernements mais aussi mouvements de résistance ou gouvernements en exil. Front long à se dessiner. Revenir sur les dynamiques internes avant 1942 pour comprendre comment les solidarités se sont dessinées. Rivalités qui persistent et qui sont difficilement effaçables.

a) Les relations franco-britanniques jusqu'à Mers-el-Kébir (3 juillet 1940)

Alliance entre 1939 et 1940. Lutte contre l'Axe c'est avant tout un combat des franco-britanniques. Déclarer ensemble la guerre à l'Allemagne. Ce duo est bref mais fondateur. C'est un noyau autour duquel se greffent des dynamiques postérieures.

Jusqu'à l'été 1940, la lutte contre l'Axe est essentiellement le combat des Franco-Britanniques, et des Chinois en Asie. Paris et Londres ont déclaré ensemble la guerre à l'Allemagne en septembre 1939. Une fois la défaite de la Pologne, Paris et Londres sont assez d'accord pour faire la guerre sans la faire réellement, d'où la « drôle de guerre ». Cela reste une période intense pour le réarmement et au renforcement des capacités militaires mais aussi pour les britanniques à la préparation logistique et économique de la guerre. Collaboration joue un rôle puisque les deux pays sont convaincus que le conflit sera long et que les forces structurelles des belligérants leur permettra de gagner la guerre au final. Forte coopération qui passe par différentes étapes :

17 novembre 1939, mettre en place un comité commun pour l'achat de matériel de guerre. Coordonner les commandes de guerre de manière entendue. Coordonné par Jean Monet.

1. Renforcement de la solidarité franco-britannique durant la Drôle de Guerre

La préparation à la guerre est peut-être encore plus intense en termes économiques et politiques qu'en termes militaires. Les Franco-Britanniques sont convaincus que le conflit va être long et que la domination économique structurelle leur permettra de l'emporter, grâce à les Empires protégés par la *Royal Navy*, la première marine européenne. Le but est de structurer l'alliance pour assurer leur position dominante. En novembre 1939 est mis en place un Comité de coordination des achats de matériel de guerre, présidé par Jean Monnet. Par ailleurs, **le 4 décembre 1939** est signée la mise en commun des ressources des empires. Cela va même plus loin encore avec, le **29 décembre 1939**, l'appel de Daladier pour une future construction fédérale autour d'un noyau franco-britannique. Finalement, le **28 mars 1940**, les deux alliés s'engagent à ne pas conclure de paix séparée – mais le traité ne va pas durer. Former un front franco-britannique intégré du point de vue politique, économique, militaire.

Le duo cherche également des alliés. Ils arrivent à obtenir la signature en octobre 1939 de la Turquie qui s'engage à une neutralité bienveillante, d'autant que le pays est un carrefour de communication.

Les deux gouvernements débattent beaucoup sur **le terrain où intervenir**. Ils ne sont pas d'accord sur le lieu, d'autant que la Belgique est revenue à une position de neutralité et refuse de laisser passer les troupes.

2. Les défaites militaires précipitent la rupture

En avril 1940, les pays s'accordent pour une opération au Nord de la Norvège afin de couper l'approvisionnement allemand en fer. Toutefois, ils sont devancés par les Allemands qui ont attaqué le Danemark et la Norvège le 9 avril, c'est-à-dire le lendemain de l'attaque franco-britannique. Cette dernière est un **fiasco** au bout d'une semaine. Obligés de se réembarquer une semaine après avoir débarqué. Cette affaire n'arrange pas la relation Paris-Londres. D'autant que l'Allemagne en profite pour passer à l'offensive sur le front Ouest et lancer l'offensive du Rhin le 10 mai 1940.

L'offensive allemande débouche sur la défaite française en six semaines. Les Britanniques n'avaient qu'un seul corps expéditionnaire sur le continent. Il a été rembarqué sur la plage de Dunkerque, entourée par les troupes allemandes en juin 1940. D'une part la France est **honteuse** d'avoir cédé face à l'Allemagne mais **furieuse** d'avoir été si mal soutenue par son allié de Londres. D'autant qu'à Dunkerque les Britanniques ont laissé une grande partie des soldats français sur la plage en sauvant d'abord les leurs. En juin 1940, **deux camps se forment en France**. Certains veulent continuer le combat. 40 députés embarquent pour l'Algérie qui n'est pas encore tombée pour en former un gouvernement provisoire. Churchill, dès le 10 juin 1940 fait ainsi la distinction entre la défaite lors de la bataille de France et la victoire à venir. De l'autre côté, il y a ceux qui veulent un armistice avec l'Allemagne, ce qui violerait l'engagement entre Paris et Londres et couperait les relations entre les deux pays.

Paul Reynaud démissionne le 16 juin 1940 et est remplacé par Pétain. Le maréchal Pétain annonce demander l'armistice à Hitler, qui est signé le 22 juin à Rethondes. La France est le seul pays à demander l'armistice. Marque la rupture de l'alliance franco-britannique.

La France reste un **enjeu fort** dans la poursuite de la guerre, tant pour l'Allemagne que pour Londres. **L'Empire** français continue à attirer, ainsi que la marine française qui a été peu touchée par la guerre. C'est pour cela que **Churchill essaie de ne pas couper les liens avec Vichy** dans un premier temps. Il essaie de ménager une **neutralité bienveillante** pour empêcher que la France de Vichy devienne une base arrière allemande contre le Royaume-Uni. Il ne peut toutefois pas courir le risque de voir se créer une marine allemande. **C'est pourquoi il ordonne le bombardement d'une grande partie de la flotte française stationnée à Mers-el-Kébir le 3 juillet 1940.** Près de 1 200 marins sont tués. Rupture sentimentale entre la France et les britanniques. Une vague d'anglophobie se développe en France. En témoigne l'article dans Le Figaro par François Mauriac le 15 juillet 1940 qui écrit « Nous nous aimions tant ! ». « Comme nous nous sommes aimés ». Rupture majeure. Pour autant, la relation de Vichy **n'a jamais été totalement coupée** avec les Anglo-Saxons.

Seule la France libre reste aux côtés de Londres. En 1940, il n'y a que 7 000 hommes à Londres avec de Gaulle. La France libre se constitue aussi avec l'Afrique Equatoriale Française autour du Cameroun, du Congo français et du Tchad qui se rallie immédiatement à de Gaulle. De même les territoires du Pacifique s'y rallient. Le reste de l'Empire est fidèle à Vichy. En septembre 1940 a lieu une expédition anglo-gaullienne sur Dakar afin **de faire basculer l'AOF**. Repoussées par les forces françaises et locales. C'est repoussé et l'AOF reste sous l'autorité de Vichy. Cela renforce le procès entre Vichy et Londres. Empire français divisé. Alliance se rompt à l'été 1940 au moment où la défaite française est consommée et où la bataille d'Angleterre commence – lutte féroce, notamment par les bombardements aériens, qui commence le 13 août 1940.

Désormais, Londres est officiellement seule à lutter contre l'Allemagne. Nouvel axe se lie. Elle accueille de nombreux gouvernements en exil, comme ceux belge, néerlandais, polonais ou tchécoslovaque. Elle cherche à tisser un nouvel axe, celui transatlantique. **Il s'incarne très fortement dans la relation personnelle entre Churchill et Roosevelt.**

b) Vers l'axe atlantique : les relations anglo-américaines de juin 1940 à Pearl Harbor

En 1940, les États-Unis ne sont évidemment pas en guerre, ils sont spectateurs du conflit. La relation entre Londres et Washington ne peut pas être la même que celle avec Paris. Toutefois **la défaite de la France a fait l'effet d'une bombe dans l'opinion américaine** et inquiète. Cela ébranle le sentiment isolationniste américain, il y a un basculement progressif de l'opinion qui voit que le danger se rapproche.

1. Le basculement progressif de l'opinion publique américaine

Roosevelt avait obtenu du Congrès un **assouplissement des lois de neutralité en novembre 1939** en révisant la loi sur l'embargo sur l'exportation de matériel militaire. Le principe du *cash and carry* est toutefois maintenu. L'industrie de guerre américaine tourne alors à plein régime dès la fin de l'année 1939 pour alimenter les armées britanniques et françaises.

Au moment de la défaite française, les britanniques sont seuls face aux puissances fascistes. Les États-Unis sont en plein contexte de campagne électorale, Roosevelt est en course pour un troisième mandat. La guerre est un enjeu majeur. Cela s'incarne par la mise en place de

deux groupes d'influence d'opinion. D'un côté on a le « *Committee to defend America by aiding the Allies* » avec **l'idée que défendre les États-Unis passe par l'aide aux alliés**. De l'autre se crée « *America first* » en septembre 1940 qui insiste sur **l'idée que l'intérêt des États-Unis est de se tenir à l'écart de cette guerre**. Cela marque la polarisation de l'opinion publique, ce qu'on voit aussi dans un sondage réalisé en octobre 1940. Trois Américains sur quatre déclarent vouloir soutenir l'effort de guerre britannique mais ils sont plus de huit sur dix à refuser une entrée en guerre.

Jusqu'à l'élection de novembre 1940, Roosevelt reste prudent, même s'il prend un certain nombre de mesures contre l'effort de guerre du Japon. Il donne 50 bateaux de guerre à Londres en échange du droit d'utiliser les ports militaires britanniques dans les Antilles. De plus, en septembre 1940, Roosevelt rétablit une forme de service militaire en appelant dans les casernes les jeunes hommes. Après sa réélection, il a les mains libres pour une intervention plus poussée, il est réélu pour un 3^{ème} mandat ce qui est une première.

Le problème américain principal est l'approvisionnement militaire des Britanniques. Les **Anglais se ruinent dans les achats militaires à cause du *cash and carry***. À la fin de l'année 1940, le Royaume-Uni est au bord de la faillite, ce qui serait problématique pour l'industrie américaine de guerre.

2. Roosevelt vers la loi Prêt-Bail (*Lend-lease Act*)

L'opinion américaine est favorable aux Britanniques et à leur résistance héroïque. **Soutenir Londres est le meilleur moyen de protéger les États-Unis et d'éviter qu'ils n'entrent en guerre**. Ce mouvement est encouragé par Churchill autour du slogan « *Give us the tools and we'll do the job* » en février 1941.

Ce contexte est favorable pour que Roosevelt lance ses idées. Il utilise les causeries radiotéléphonistes afin de préparer le public américain. La première est celle dite du « Tuyau d'arrosage » du fait de sa métaphore dans son *Garden hose speech*. **En effet, il compare le Royaume-Uni à un voisin dont la maison serait en train de brûler. Puisque les États-Unis disposent d'un tuyau d'arrosage, il ne s'agit pas de négocier sa vente alors que le pays brûle.**

Il ne faut pas vendre du matériel de guerre aux Britanniques mais plutôt leur prêter. Deux semaines plus tard il affirme que les États-Unis doivent être le « grand arsenal de la démocratie », même si les États-Unis ne sont pas en guerre. Leur position est ambiguë. Si les États-Unis sont en paix, ils sont régis par une industrie de guerre.

Tout cela prépare le public américain au vote de la loi Prêt-Bail le 11 mars 1941. Elle est qualifiée d'une des « plus importantes décisions qui avaient jamais été prises dans le monde » d'après J-B. Duroselle. Cette loi détruit d'un coup toute la législation qui avait été adoptée pour empêcher aux États-Unis de soutenir les efforts de guerre de toute nation en guerre. Elle abandonne le principe de *cash and carry*. La loi même va au-delà. Elle autorise le président américain à « vendre, louer, prêter ou céder par tout autre moyen jugé nécessaire tout matériel stratégique qui serait nécessaire à un pays en guerre dont la défense est vitale et serait vue comme vitale pour les intérêts américain ».

La volonté est de ne pas retomber dans la grande problématique des dettes de guerre. La loi Prêt-Bail met ainsi en place une aide quasi-gratuite des États-Unis à l'effort de guerre britannique. La contrepartie obtenue par le Congrès sont des garanties de la part du Royaume-Uni sur le principe de la « porte-ouverte », ce qui revient à renoncer au principe de la préférence impériale. Ainsi, les États-Unis acceptent leur fardeau de la puissance. Cette loi est au début exclusivement destinée au Royaume-Uni. **Elle lie le sort des États-Unis et du Royaume-Uni.** Elle pousse aussi les États-Unis à entrer véritablement dans une économie de guerre alors même qu'ils sont encore en paix. **Le lien économique est renforcé dans un deuxième temps par un relai idéologique et politique.**

3. La Charte de l'Atlantique (14 août 1941) : une communauté de valeurs

C'est un document court signé personnellement par Churchill et Roosevelt sur un navire en plein océan l'Atlantique. C'est une déclaration commune où les deux pays reconnaissent avoir des valeurs communes, notamment démocratiques. Certains y voient un certain nombre de buts de guerre. **Vient renforcer l'axe atlantique sur le plan idéologique.**

La Charte contient 8 points, qui sont 8 engagements.

1. Les deux pays affirment qu'ils ne sont pas dans une logique de conquête. Ils renoncent donc à tout élargissement territorial pour l'après-guerre : **refus de toute conquête**
2. Les deux pays s'engagent à ne modifier aucune frontière sans l'accord des peuples concernés ;
3. Il y a un droit des peuples à choisir leur gouvernement. Cela concerne les pays occupés par les puissances de l'Axe mais aussi les peuples colonisés ;
4. Liberté du commerce international sur le principe de la « porte ouverte » ;
5. Le principe rooseveltien de la collaboration économique et sociale entre toutes les nations. La communauté internationale n'est pas constituée que d'États mais de peuples qui doivent collaborer ;
6. Paix fondée sur la sécurité après la « destruction finale de la tyrannie nazie ». Les États-Unis ne sont pas en guerre mais leur maintien à l'écart est très artificiel. Contrairement à la Première Guerre mondiale, on ne se satisfera pas d'armistice, ni de paix négociée.

On n'acceptera qu'une capitulation allemande : **on vise à anéantir le pouvoir en place à Berlin**

7. Liberté de circulation sur les mers. Les Américains parviennent à faire accepter aux Britanniques un relâchement de leur tradition de gendarme des mers ;
8. La mise en place d'un système de sécurité international et désarmement, afin de mettre en place une paix durable : **point promis à des développements futurs très importants**

Juridiquement, à l'été 1941, les deux pays sont dans des situations différentes. **Mais il y a une communauté de destin qui s'est établie entre les deux pays.** Ils ont des objectifs qu'ils ont définis en commun. Jusqu'à Pearl Harbor, ils se sont entendus sur une répartition des rôles pour les atteindre : les Anglais combattent et les Américains leur donnent les moyens de combattre. Cette relation est servie par la relation personnelle très étroite que nouent Churchill et Roosevelt dans leurs rencontres de l'Atlantique mais aussi par des conversations téléphoniques régulières.

L'axe transatlantique existait avant Pearl Harbor. L'année 1941 est sans doute la plus importante dans la géopolitique de la guerre mais aussi jusqu'à aujourd'hui. C'est la source de la relation particulière, *special relationship*, entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Si les Anglais ont pu résister, c'est en grande partie grâce au soutien américain. Cette collaboration croît lors de l'entrée en guerre des États-Unis.

c) Les Nations Unies à l'œuvre (janvier 1942 – juin 1944)

Alors que les États-Unis et l'URSS entrent en guerre, l'alliance antifasciste devient multilatérale.

1. La Déclaration des Nations Unies (1^{er} janvier 1942)

L'attaque de Pearl Harbor a des effets dominos, et amène les États-Unis à entrer en guerre en décembre 1941. Elle amène presque toute l'Amérique latine en guerre (Brésil janv. 42, Mexique mai 42). Cela permet la **crystallisation d'une véritable coalition antifasciste qui n'existait pas jusqu'ici**. Cela se structure avec la signature au 1^{er} janvier 1942 de la **Déclaration des Nations Unies**.

Déclaration des Nations Unies, 1^{er} janv. 1942

"The Governments signatory hereto,

Having subscribed to a common program of purposes and principles embodied in the Joint Declaration of the President of the United States of America and the Prime Minister of Great Britain dated August 14, 1941, known as the Atlantic Charter,

Being convinced that complete victory over their enemies is essential to defend life, liberty, independence and religious freedom, and to preserve human rights and justice in their own lands as well as in other lands, and that they are now engaged in a common struggle against savage and brutal forces seeking to subjugate the world,

Declare:

1. Each Government pledges itself to employ its full resources, military or economic, against those members of the Tripartite Pact and its adherents with which such government is at war.

2. Each Government pledges itself to cooperate with the Governments signatory hereto and not to make a separate armistice or peace with the enemies.

The foregoing declaration may be adhered to by other nations which are, or which may be, rendering material assistance and contributions in the struggle for victory over Hitlerism."

C'est un texte très court par lequel tous les pays engagés contre l'une ou l'autre puissance de l'Axe déclarent être engagés dans un combat commun. Cela concerne **26 signataires** : les 4 grandes puissances les plus visibles, c'est-à-dire la Chine, le Royaume-Uni, l'URSS et les États-Unis ; les 4 dominions britanniques et l'Inde ; 9 pays d'Amérique centrale et enfin 8 gouvernements européens en exil (Belge, Polonais, Tchécoslovaque...). De plus, chaque pays qui entre en guerre contre un pays de l'Axe est invité

à signer cette déclaration. À la fin de la guerre il y a **47 signataires**. Ils vont être considérés comme les défenseurs d'un monde pacifique. Cette déclaration fait référence à la **Charte de l'Atlantique** à laquelle les pays signataires souscrivent. Le texte reprend l'idée du refus de toute paix de compromis. Les signataires **veulent une victoire complète**. La cible de la guerre est bien la destruction du nazisme et d'**Hitler**, ce sur quoi l'URSS insiste. Le trio États-Unis – URSS - Royaume-Uni est le moteur des Nations Unies dès le départ. De fait, il s'est mis en place dès le milieu de l'année 1941 avec l'attaque allemande de l'URSS.

2. Aux origines du triumvirat anglo-américano-soviétique

Le 13 juillet 1941 est signé un **traité d'alliance anglo-soviétique**. De plus, le diplomate américain **Harry Hopkins** est envoyé à Moscou dès juillet 1941. En septembre 1941 a lieu la **« Première Conférence à Moscou »** où des représentants anglais et américains sont reçus par Staline. Ce dernier espère bénéficier des mécanismes de la loi Prêt-Bail. Il obtient gain de cause en octobre 1941 (alors que les EUA ne sont tjrs pas en guerre, ils sont le principal financeur de l'effort de guerre Soviétique). Ce trio est renforcé et s'incarne dans les **grandes conférences interalliées**.

3. Les conférences interalliées jusqu'en 1944

En août 1942 a lieu la **« Deuxième Conférence de Moscou »** où se retrouvent **Churchill**, **Staline** et **Harriman**. On y discute de l'après-guerre et de la forme que doivent prendre les RI après la guerre.

Plus d'un an plus tard a lieu la **« Troisième Conférence de Moscou »** en octobre 1943. Elle réunit **Eden**, **Molotov** et **Hull**. On y discute surtout de **l'après-guerre**. On discute également de la création d'un organisme international.

Tout cela amène à la **Conférence de Téhéran** en décembre 1943. C'est la première fois que **Staline**, **Churchill** et **Roosevelt** se rencontrent. **Staline** revient sur sa demande d'augmenter la **présence anglo-américaine en Europe** pour soulager les Soviétiques sur le front Est, et pour obliger les allemands à diviser leurs forces. **Churchill** considère aussi l'idée d'un débarquement dans les pays Balkans ou en Méditerranée. On s'accorde sur **l'idée d'un débarquement en Normandie** une fois l'hiver terminé. Le **cas polonais** est aussi évoqué. C'est déjà une source de contentieux, car on a du mal à se mettre d'accord, notamment parce que l'URSS a envahi la moitié du territoire en 1939.

Ces conférences ont pour point commun de faire **apparaître le poids du trio URSS-EUA-GB sur les autres acteurs**. On voit aussi que les pays se concentrent principalement sur leurs propres intérêts. La pression soviétique pour un débarquement anglo-saxon se fait pour soulager ses armées. On voit aussi la pression de **Churchill** à chacune de ces réunions notamment pour tenter d'inclure **De Gaulle** à ces directoires. Son idée est de renforcer le poids des vieilles puissances européennes, face à l'affirmation marquée des 2 grandes superpuissances. On voit aussi la **volonté des Etats-Unis de mener les choses à leur rythme** : refus de l'idée britannique d'un débarquement dans les Balkans, retardement du débarquement en Normandie (débarquement d'abord en Afrique du nord en novembre 1942) etc. Les Etats-Unis agissent à leur main, ils tentent de le faire.

De plus, cette coopération à 3 ne dilue pas **la force de l'axe atlantique** (duo américano-britannique). Il y a trois fois plus de rencontres anglo-saxonnes que de rencontres à 3. On compte plus de 10 rencontres entre **Churchill** et Roosevelt entre 1941 et 1945. L'axe Washington-Londres se renforce aussi face à **Staline**.

Conclusion II :

Il y a la **cristallisation d'une communauté internationale pendant le conflit** qui s'élargit au fil des années autour de la lutte contre les puissances de l'Axe. Au moment où la guerre se termine, cela regroupe 47 États et leurs empires coloniaux, soit plus de 2/3 de la population mondiale. Ces États prétendent à **incarner une forme d'universalité** qui repose sur la **défense des valeurs humaines**. En sont exclus ceux qui ont soutenu l'Axe, d'une façon ou d'une autre. Les pays d'Europe centrale qui changent de camp en 1944 ne sont pas admis à signer la Déclaration des Nations Unies. Une démarcation s'est opérée.

L'importance du triumvirat est à noter. Il décide **des opérations militaires et du visage qu'aura le monde après la guerre**. Toutefois, il est **loin d'être homogène** entre la solidarité anglo-saxonne (réaffirmée dans sa cohésion et sa solidarité) et les rapports de force entre les États-Unis et l'URSS, dont l'effort de guerre écrase tous les autres. Ces deux superpuissances dominent, et qui ont **des logiques différentes**. Les États-Unis financent largement l'effort de guerre de tous les autres, y compris soviétique. L'URSS jouit, de l'autre côté, d'une aura particulière. Elle a **subi des pertes** militaires et civiles comme aucun autre pays n'en a subies. Elle est vue comme le pays qui fait mur au nazisme, peu importe le coût humain que cela représente. Elle devient un martyr de la guerre. De plus, **il faut noter le poids des résistances communistes dans les autres pays (Europe, Asie)**. A partir de 1941, ces partis basculent dans la résistance, et sont les relais de l'aura de l'URSS. Ces dernières sont rattachées à Moscou.

Il faut noter **le principe de la lutte jusqu'à la victoire finale**, ce qui témoigne la **volonté de ne pas reproduire les erreurs de 1918**. Cela laisse présager un ordre d'après-guerre qui **visait moins à exclure les vaincus qu'à les faire disparaître** de la carte pour faire émerger de nouveaux acteurs, conformément aux visions que les vainqueurs ont eues de l'ordre international. Des bases fondamentalement nouvelles par rapport à l'ordre international d'avant-guerre se dessinent pendant même les années de guerre.

III. Vers « l'année zéro » : quel ordre international pour l'après-guerre ?

Pour les pays alliés contre l'axe, ils sont conscients de la nécessaire construction de la paix. Les buts de guerre ne reposent pas tant sur des objectifs nationaux que des objectifs

globaux. Redéfinir un ordre international. Le programme des Nations Unies pour la paix s'élabore tout au long de la guerre et même avant la guerre pour les États-Unis. Il se fonde sur une liste de buts de guerre mais qui ont pour spécificité de reposer moins sur des objectifs nationaux que globaux. Ce programme est élaboré **tout au long des combats** avec l'idée que le jour de la **victoire totale** (donc capitulation totale des ennemis) serait le moment zéro du nouvel ordre international. Toutes les conférences interalliées mènent des discours sur les buts de guerre et sur le retour à la paix. La présence des différentes armées contribuera à jouer un rôle sur le visage de l'après-guerre. Elaboration s'étend entre 1941 et 1945 et n'est pas ficelée au moment des capitulations.

Le projet n'est pas ficelé au moment des capitulations. Il reste en partie à mettre en place. C'est l'objet d'un compromis permanent entre les Nations Unies. Il **dépend des rapports de force issus de la guerre** mais aussi des résistances intérieures qui prétendent jouer un rôle dans ce nouvel ordre, notamment en Europe mais aussi dans les colonies.

a) Affirmation des « superpuissances » et fin du « monde européen »

De nombreux auteurs comme Robert Frank insistent sur la rupture que représente l'année 1941 dans l'histoire mondiale. C'est la fin de la domination européenne pour laisser la place aux **superpuissances** jeunes. 1941 car entrée en guerre de l'URSS et des USA.

Décembre 1941 est un moment clé. **L'URSS est la toute première armée depuis trois ans à réussir à arrêter sur terre la progression des armées allemandes.** Elle inflige sa toute première défaite à Hitler dans sa Blitzkrieg après des pertes considérables pour l'URSS. Staline met en avant le « **sursaut patriotique** » russe. Cela s'est fait au nom du nationalisme russe exacerbé, plus que sur un appel des prolétaires et de défense du socialisme. « L'URSS se révèle comme un géant. » (Nom de l'historienne que j'ai pas capté). Sursaut étonnant et spectaculaire.

L'URSS jouit d'une aura importante lors de cette guerre sacrificielle. C'est accentué par les résistances nationales communistes. Le PCF se mettra en avant comme le parti martyr, celui des « 75 000 fusillés ». L'URSS réussit à imposer à l'Allemagne la guerre longue qu'elle voulait éviter. Résistances communistes qui sont galvanisée à partir de 1941 par les victoires soviétiques. Allemagne contrainte à s'engager du fait du sursaut soviétique.

Au même moment entrent officiellement en guerre les États-Unis. Ils étaient déjà les principaux financeurs. Si leur capacité de réaction dans le Pacifique a été mise à mort par le bombardement de Pearl Harbor, les États-Unis sont déjà prêts. Leurs économie et industrie de guerre tournent déjà. Les usines produisent un bateau toutes les 8 heures. Ils mettent pleinement en œuvre leur « potentiel de puissance ». Ils mènent leur propre guerre dans le Pacifique, **supportent les efforts de guerre britannique** et soviétique, **démontrent leur capacité d'entraînement diplomatique** avec l'Amérique latine et **sont très vite les seuls belligérants à lutter sur tous les continents.** (Guerre en Afrique après débarquement britannique puis en Europe après le débarquement en Sicile puis en Normandie) Cela en fait le **leader des Nations Unies** sur tous les plans. Sont en mesure d'imposer leur vision du monde. C'est aussi une **superpuissance technologique** à la fin de la guerre avec les **deux bombes nucléaires** lancées sur le Japon les 6 et 9 août 1945.

Cela change le paradigme des relations internationales. On entre dans ce que Raymond Aron qualifie d'ère « **thermonucléaire** » où des superpuissances sont capables d'anéantir toutes les autres, elles détiennent un pouvoir jamais détenu auparavant.

Au même moment le Royaume-Uni paraît sauver l'honneur de l'Europe. La résistance est un modèle. Toutefois, le pays est en faillite et ne survit que grâce aux États-Unis. Il est obligé de céder à ses colonies, notamment à celle indienne, des promesses d'indépendance en échange du soutien pendant la guerre et aux États-Unis notamment dans la charte de l'atlantique des principes qui remettent en cause le système colonial. Se sont ralliés à la liberté de chaque peuple à choisir ses gouvernants.

La guerre marquera à moyen terme **la fin de l'Empire britannique** qui était le « joyau de la couronne » ou du moins la remise en cause de sa puissance impériale.

C'est en 1942 qu'Hitler décide de la **Solution Finale** à la Conférence de Wannsee en janvier 1942. Anéantissement des populations « parasites » L'Allemagne se retrouve coupable de l'assassinat de plus de 6 millions de personnes en plus de 3 ans. Les **2/3 des Juifs d'Europe ont été exterminés** par une Europe qui est coupable et/ou complice, de la France collaboratrice à l'Ukraine. Hitler trouve assez de complices pour assassiner 6 millions d'individus dont une écrasante majorité de juifs. Complicités trouvées dans tous les pays d'Europe.

Cela plonge l'Europe dans **une crise de conscience**. Cela lui fait perdre son rôle de phare de la civilisation et de gardien de l'humanisme et des idées des Lumières car l'Europe post shoah est devenue criminelle.

L'Europe, dès 1942, n'est plus qu'un acteur secondaire selon Churchill à court terme voire à long terme. C'est un **bouleversement majeur** des relations internationales. Changement de paradigme. Elle sait qu'elle sera à reconstruire à la fin du conflit mais qu'elle ne sera pas la maîtresse de cette reconstruction, contrairement à en 1918 car d'autres acteurs joueront un rôle plus important que l'Europe.

Pour contrer cette tendance qu'une autre dynamique fait jour, c'est la question des européismes. Certains se mobilisent pour essayer de reprendre en main la maîtrise du destin de l'Europe.

b) Vers un réveil de l'européisme ?

C'est sans doute en partie la conscience pour l'Europe de perdre son rôle historique qui va contribuer à pousser de nombreux acteurs à un renouveau de la pensée européiste. Cet européiste qui s'était exprimé de manière virulente et nouvelle dans les années 1920 avait été en sommeil dans les années 1930, dominé par les nationalismes. L'européisme semble se réveiller et se restructurer dans l'épreuve du combat. L'expression « s'unir ou mourir » des années 1920 apparaît d'autant plus vrai et décisif au moment où l'Europe semble sombrer dans le conflit. Il y a un autre effet d'opportunité puisque beaucoup d'États se sont discrédités soit parce qu'ils se sont alliés avec ceux qui font figure de diable : les forces fascistes ; soit parce qu'ils se sont effondrés en quelques jours et ont montré leur incapacité à résister à une crise violente. Bref, ce discrédit général de l'acteur étatique favorise une réflexion autour d'une Europe qui ne reposerait plus uniquement sur des pouvoirs étatiques. C'est dans le vivier des résistances européennes qui ont la même expérience de lutte commune face à un ennemi commun (la barbarie nazie) que l'on va voir émerger des individus, des idées qui posent les bases de la construction européenne de l'après-guerre. On voit que c'est à partir de la guerre que converge deux combats jusqu'alors distincts et parallèles : le combat antifasciste et le combat européiste. Au sein des résistances, on voit une convergence de ces deux combats.

Dans ce schéma général, il y a 2 dynamiques différentes à distinguer. D'une part, il y a l'européiste des résistances intérieures ; dans chacun des pays occupés, il y a des mouvements européens qui se dessinent au sein des résistances pour des raisons évidentes elles sont essentiellement nationales mais développent des réflexions sur l'Europe et dès lors qu'elles pourront communiquer en 1944-1945, elles vont joindre leur effort au moment de leur libération. La deuxième dynamique est celle des gouvernements européens en exil. Tous ces gouvernements qui cohabitent à Londres (tchécoslovaque, polonais, belge, etc...) qui ont un vécu similaire (tous victimes de cette Europe allemande) et créent à Londres un microcosme favorable au dialogue, aux échanges et qui devient une sorte d'incubateur de projet européen pour l'après-guerre.

On retrouve dans tous les pays soumis aux puissances fascistes des résistants qui pensent l'unification politique de l'Europe comme le meilleur moyen pour se débarrasser du nationalisme, de la guerre. C'est cette idée que l'Europe doit être le rempart à la perversion nationaliste et ultra nationaliste qui s'est déchainé avec le conflit mondial. Ces mouvements de résistance européens cohabitent partout avec d'autres formes politiques à l'intérieur des résistances (résistance nationaliste, résistance communiste, et résistance européenne). En France, celui qui incarne le mieux cet européisme né de la résistance est Henri Frenay (engagé dans la résistance intérieure dès l'été 1940) :

« Nous assistons à un miracle, un prodigieux miracle issu des souffrances et du sang : le miracle de la Résistance. Grâce à elle, un même courant de pensée, un même idéal fait tressaillir tous les peuples [...] La Résistance européenne sera le ciment des unions de demain ; [...] les hommes de la Résistance européenne seront les bâtisseurs de l'Europe nouvelle. » H. Frenay dans Combat le 12 décembre 1943

Ce qui est intéressant dans la pensée européenne c'est cette idée qu'on soit un Italien, un français, un yougoslave, on a dans ces années de guerre, vécu le même combat : on a eu le même ennemi, on a eu les mêmes souffrances. Cette communauté d'expérience doit être le terreau qui va servir à bâtir une « Europe nouvelle ». C'est à partir de cette idée que s'affirme une nouvelle forme d'européisme. On la retrouve particulièrement dans les pays qui ne sont pas vaincus par l'Allemagne mais dominés par des régimes fascistes ou nazis. C'est le cas en Allemagne où la résistance s'inscrit assez nettement dans cette tendance, aussi car c'est un moyen de réfléchir à la place que pourrait avoir l'Allemagne auprès d'une Europe envers laquelle elle s'est discréditée (Cercle de Kreisau ou réseau de la Rose Blanche vont par exemple réfléchir à la future place de l'Allemagne en Europe).



Le cas le plus symptomatique est le cas italien puisque c'est dans la résistance antifasciste italienne que ce courant de pensée se développe avec le plus de force et notamment va aller jusqu'à poser les bases de ce qu'on appellera le fédéralisme européen, c'est-à-dire l'idée d'une constitution fédérale reposant sur l'abandon de tout ou partie des prérogatives étatiques, c'est-à-dire sous une forme de supranationalité. C'est dès lors que le mot fédéralisme prend son sens. L'acte de naissance du fédéralisme européen est le manifeste de Ventotene (voir ci-contre) qui date de juin 1941. C'est un texte bref écrit par 2 militants antifascistes : Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, 2 dissidents politiques arrêtés et emprisonnés par le régime de Mussolini sur l'île de Ventotene. Ils y ont établi ce manifeste et réussi à le faire sortir et à diffuser en Italie puis dans toute l'Europe. L'idée centrale du manifeste est que les Etats (au sens de la construction politique) sont les premiers responsables de la guerre et du marasme qui s'est déployé en Europe en 1941. Ce manifeste est le premier texte à clairement réclamer la mise en place d'une fédération européenne supranationale. Fédération dont l'autorité s'imposerait aux Etats fédérés qui la composeraient sur un modèle proche des Etats-Unis.

C'est un pas franchi très important car aucun des projets européistes des années 1920, n'était allé aussi loin. Ce manifeste fait déjà apparaître une question qui va devenir centrale : la question allemande (que faire de l'Allemagne qui a détruit 3 fois la paix en 70 ans ?). La réponse apportée par les fédéralistes européens est la fédération européenne car elle doit permettre d'inclure l'Allemagne mais en l'incluant on la neutralise ou tout du moins on neutralise la tendance naturelle de l'Allemagne au bellicisme et notamment en mettant sur pied une armée européenne (l'armée serait le domaine exclusif de la fédération, ce qui

permettrait de ne plus avoir d'armée allemande pouvant être une menace pour l'ordre européen). De plus, les autres pays pourront faire contrepoids à cette turbulente Allemagne à la contrôler bien mieux qu'avec des restrictions comme le traité de Versailles. Ces résistances nationales réfléchissent donc et élaborent des constructions politiques et théoriques qui vont bien plus loin que dans les années 1920.

Pendant les années de guerre, chacune de ces résistances fonctionne en vase clos car il est très difficile de communiquer à travers les frontières mais après les débuts de la Libération en Europe, la chute de Mussolini, le débarquement anglosaxon du 6 juin 1944 en Normandie ; l'Europe à l'ouest comme à l'est est en train d'être libéré et ces résistances vont entrer en communication les uns avec les autres ce qui donne lieu à la « Déclaration des résistances européennes » qui les réunit à Genève en juillet 1944. C'est un texte court dont les principaux rédacteurs sont l'italien Spinelli et le français Frenay. Cette déclaration réunit des résistants d'une dizaine de pays européens comprenant l'Allemagne. C'est un texte qui met en avant l'unité de destin qui a été celle de l'Europe face à la guerre : le combat que l'Europe a mené face à une tragédie commune ; le combat que les résistants ont mené face à un ennemi commun ; crée une nouvelle unité de destin entre les peuples européens. Cette communauté de destin doit se réaliser d'après la déclaration avec la fin de la guerre dans une fédération qui inclut vainqueur et vaincu mais qui surtout se construit sur les bases de la démocratie, de la liberté. Les piliers de cette fédération doivent être : une armée fédérale, une Constitution et une assemblée parlementaire de députés représentant les citoyens de l'ensemble du continent. Ce triptyque est la base du fédéralisme d'après-guerre qui est posé par les fédéralistes européens.

En parallèle, Londres est un microcosme qui réunit tout ce que les démocraties d'avant-guerre contenait d'hommes politiques de premier plan. C'est un petit monde bouillonnant où cohabite de très nombreuses personnalités politiques de multiples nationalités sous l'aura de Churchill qui encourage très vite les projets européens. Ces contacts tissés, ces liens noués vont permettre la création de projets qui jouent un rôle majeur dans la construction européenne à venir. En Europe centrale, les noms de Ripka et Retinger qui sont les ministres des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, soit de deux pays n'existant plus mais ayant toujours un gouvernement en exil à Londres, sont importants. Ils discutent beaucoup entre eux et imaginent comment restaurer leurs pays respectifs dans le cadre d'une fédération européenne qui garantirait l'autonomie de ces pays face à la double menace allemande et soviétique. Ils signent en 1942 un accord qui fonde une confédération polono-tchécoslovaque qui doit être le noyau d'une future structure beaucoup plus vaste et on voit bien à quel point les contacts tissés à Londres sont allés jusqu'à imaginer des structures d'intégration très poussées même si la présence soviétique dans les deux pays au lendemain de la guerre va empêcher la réalisation de ce projet.

En Europe de l'ouest une figure marquante est celle du belge Paul-Henri Spaak. C'est le ministre des affaires étrangères belge et il voit aussi la sortie de guerre comme une opportunité pour changer les structures institutionnelles de l'Europe. Il imagine dans un premier temps un rapprochement et une construction franco-belge, il sonde les représentants de la France libre à Londres et comme De Gaulle est assez réticent, il se tourne vers ses voisins du Benelux qui vont jusqu'à signer ensemble au moment de la Libération à l'été 1944 un

accord créant une union douanière entre les 3 pays, c'est-à-dire créant un espace économique unifié, qui servira de noyau à la construction économique européenne à partir de 1951.

Jean Monnet est aussi à Londres pendant la guerre et même s'il a du mal à faire entendre sa voix européiste aux gaullistes, il est l'auteur d'une note célèbre qui date du 5 août 1943 et imagine la construction économique de l'Europe après le conflit et pour Monnet, cela ne peut passer que par l'intégration des grands complexes européens notamment rhénan dont les productions devront être mis en commun pour pouvoir reconstruire le continent européen. C'est une note qui est intéressante car elle préfigure le projet Monnet qui se mettra en place quelques années plus tard en 1950-1951 : la CECA (mise en commun charbon et acier).

On voit que dans ces gouvernements en exil comme dans les résistances intérieures, la guerre suscite un réveil et une réflexion européiste. Un européisme vu comme le seul moyen de reconstruire le continent après le conflit, d'éviter une nouvelle guerre mais aussi de garantir la liberté, la démocratie. C'est important car c'est dans les rangs de ces résistances européennes que fusionne les deux combats européistes et antifasciste. Ce qui ancre durablement l'européiste dans un combat pour les libertés, pour la démocratie et marque le visage que prend la construction européenne qui repose sur la paix et la démocratie à promouvoir au sein du continent européen.

Ces projets sont lancés très rapidement après la Seconde Guerre mondiale puisque se tient dès 1948 un Congrès des forces européistes à La Haye qui est l'occasion sous la direction de Churchill d'exposer et de réfléchir de manière concrète à tout ce foisonnement d'initiatives. Le Conseil de l'Europe est d'ailleurs créé dès 1949. Cela va très vite dans l'après-guerre car les liens et les bases de réflexion ont été posé au sein des résistances pendant les années de conflit. Tous les gens cités précédemment sont des acteurs majeurs de la construction européenne au lendemain du conflit. Il y a une dynamique reconstruite qui va être décisive pour la suite.

c) À la recherche d'une nouvelle architecture mondiale

Réfléchir à cette nouvelle construction d'après-guerre pendant la guerre. Un des enjeux majeurs est la **construction d'une architecture mondiale** et donc d'institutions mondiales pour régenter cet ordre.

1. Des nations Unies à l'ONU

Comment passe-t-on de cette alliance militaire en temps de guerre à une institution internationale ? Alliance contre un ennemi commun, coalition en temps de guerre à une organisation pérenne qui doit être le socle de l'architecture mondiale.

La SDN n'est pas complètement morte. Elle continue en partie à fonctionner pendant la guerre. Son Secrétariat Général s'est replié aux États-Unis, à l'université Princeton car l'Europe semble être un terrain risqué. **Elle tient même une toute dernière Assemblée Générale au lendemain de la guerre, en avril 1946, de retour à Genève.**

Son rôle durant la guerre est pourtant **limité** voire nul. Elle n'influe ni sur les relations internationales, ni sur la guerre. Elle a pourtant joué un rôle important quant aux questions

humanitaires, notamment à travers le Haut-Commissariat aux Réfugiés qui s'est replié à Londres. Il a pu faciliter et permettre l'accompagnement des réfugiés de guerre. Il a pu contribuer à faire passer un certain nombre de populations juives d'Europe vers le Royaume-Uni ou les États-Unis.

Dès 1941, il est clair **qu'elle ne sera pas la base du système mondial d'après-guerre**, notamment parce que les deux géants ont des rapports très compliqués avec la SDN. Les États-Unis n'ont jamais voulu en faire partie. Du côté soviétique, c'est plus compliqué. La rancœur se mêle aux critiques d'inefficacité. L'URSS en a été exclue en 1939 en envahissant une partie de la Pologne et c'est le seul pays à l'avoir été. Dès 1939, la SDN est alors perçue comme une institution bourgeoise. Dès lors que la SDN ne convient pas au nouveau rapport de forces, il faut construire quelque chose de nouveau. Nouveau système de gouvernance mondiale, nécessité de construire quelque chose de nouveau.

C'est à partir de l'entrée en guerre des États-Unis que l'on réfléchit à cette nouvelle base des relations internationales. L'enjeu est de savoir comment **la solidarité des Nations Unies peut se prolonger au-delà des conflits ainsi que de la victoire contre Axe** et comment cette alliance pourrait devenir **la base d'une organisation mondiale en temps de paix**. Se servir de cette coalition – idée portée par les USA et notamment par Cordell Hull. Au cœur de ces réflexions se trouvent les États-Unis du fait de l'impulsion personnelle que donne Roosevelt qui considère que c'est un point central pour assurer la paix. Cordell Hull (père spirituel des nations unies), le ministre des Affaires Étrangères de 1933 à 1947, est celui qui influence le plus le projet. Il recevra même le prix Nobel de la Paix pour son travail fait envers cette organisation.

Le projet est élaboré à l'intérieur du State Department, ministère des affaires étrangères. C'est un projet fait par les diplomates américains auquel se rallient rapidement les Anglais, malgré le fait que le projet américain insiste sur l'autonomie des peuples colonisés. Les Britanniques veulent éviter un retour à l'isolationnisme américain et l'investissement américain dans ce projet est pour eux une garantie d'interventionnisme.

La grande inconnue reste l'attitude soviétique. L'URSS est très méfiante vis-à-vis de tout type d'organisation qui la placerait seule face au monde bourgeois. Elle craint une forme d'embuscade parmi les 46 autres pays. D'un autre côté, Staline peut concevoir une assemblée internationale comme un outil pour asseoir sa puissance et un outil de propagande destiné aux autres peuples colonisés, **à la condition extrême que cette organisation internationale ne se mêle en rien des affaires intérieures de l'URSS et que l'URSS ait un moyen légal de s'opposer aux décisions qui lui déplairaient.-> met en avant l'idée du droit de veto**

C'est à Téhéran en décembre 1943 que les trois (URSS, USA et GB) s'accordent sur le principe d'une nouvelle organisation mondiale à partir de l'esquisse déjà proposée par les États-Unis. Le seul point sur lequel s'accordent les trois puissances est que cette organisation devrait être le reflet des nouveaux rapports de force issus de la guerre et être **dominée par un conseil des Quatre puissances** qui réunirait l'URSS, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine. Le reste est très flou.

À Dumbarton Oaks, dans un quartier de Washington D.C., les choses s'éclaircissent l'année suivante. 3 mois de discussions dans une villa qui dessinent au début de l'été 44 la future ONU. Les puissances s'y réunissent après les débarquements en Europe. L'issue de la guerre semble alors de plus en plus proche. Pendant ces trois mois de discussions quotidiennes se dessine le

visage de la future organisation des Nations Unies. L'expression de « Nations Unies » va être gardée pour montrer la continuité des alliances et des idéaux de paix ainsi le choix de la paix d'après-guerre. Cela implique d'emblée un phénomène d'exclusion.

La structure est largement calquée sur le modèle de la SDN, notamment avec la tripartition. Le Secrétariat Général demeure. Il y a une assemblée, l'Assemblée Générale qui est l'organe démocratique. Le Conseil de Sécurité vient remplacer le Conseil de la SDN. **Il y a toutefois une volonté de remédier aux défaillances de l'institution.** Dans l'assemblée, si le principe reste « 1 pays = 1 voix », la règle de l'unanimité est abandonnée pour la remplacer par celle d'une majorité qualifiée qui varie selon les décisions. L'autre modification concerne le Conseil de Sécurité qui voit son pouvoir renforcé **comme organe directif** par deux prérogatives. D'une part, les statuts prévoient qu'on puisse mettre à disposition du Conseil de Sécurité des forces armées. D'autre part, les statuts posent le **principe du veto** que peuvent avoir les quatre puis les cinq grandes puissances du Conseil de Sécurité qui ont aussi un siège permanent. Cela a été introduit à la demande de l'URSS. **Ce souci de réalisme et d'efficacité prime sur les idéaux.** Cela amène à **sacrifier le principe de l'égalité entre États.**

À côté de cette organisation tripartite, sur l'influence de Roosevelt, l'organisation se voit dotée d'autres organes et d'autres missions que celle du maintien de la paix. Ne pas limiter l'ONU aux questions de sécurité. Pour Roosevelt il faut aussi se **préoccuper des questions économiques et sociales.** C'est pour lui une des bases du maintien de relations pacifiques. Cela se traduit par la création du **Conseil Économique et Social (ECOSOC).** Il reprend aussi certains organismes de la SDN, comme l'OIT. Le cinquième pilier est la Cour Internationale de Justice qui siègera à la Haye pour trancher les différends entre États.

Tous ces projets sont approuvés à Yalta en février 1945. À ce moment les forces soviétiques sont en position de force, ce qui influe sur la conférence. Staline réussit à imposer le principe de la triple- représentation de l'URSS. L'URSS n'aura pas un siège mais 3 : un pour la Russie, un pour l'Ukraine et un pour la Biélorussie, ce qui a pu peser sur certaines décisions pendant la Guerre froide.

Le communiqué final annonce la réunion d'une assemblée inaugurale qui doit se tenir à San Francisco pour faire adopter à l'ensemble des Nations Unies les statuts qui ont été développés. **La conférence de San Francisco s'ouvre le 25 avril 1945,** sans Roosevelt, décédé deux semaines auparavant. **50 délégations** y sont représentées. Le projet de Dumbarton Oaks y est débattu mais il ne subit pas de grandes modifications majeures. **Le 25 juin 1945 est votée la Charte des Nations Unies qui est une forme de règlement intérieur (111 articles).**

La Charte est un long texte qui contient plus de cent articles. C'est vu comme un règlement très technique. Elle est précédée d'un préambule important qui expose les idéaux libéraux à la base de l'ONU. Cela montre l'empreinte américaine dans le projet. Les premiers mots sont « We, the people of the United Nations », ce qui montre le parallèle avec la Déclaration d'indépendance.

Avant la fin des combats que cette nouvelle architecture mondiale est posée.

Si les bases sont posées, il manque une adresse à l'institution. C'est en 1946, après la dissolution de la SDN, que le Congrès américain invite l'ONU à tenir sa première Assemblée Générale aux États-Unis, notamment à New York. Cela semble être une preuve de l'engagement américain à rester actif dans les relations internationales au-delà de la guerre.

La ville de New York et le magnat Rockefeller proposent ensuite de faire don à la nouvelle organisation de deux terrains à Manhattan. En décembre 1946, l'Assemblée Générale accepte ce don. Le provisoire devient définitif et **le siège de l'institution est fixé à New York**. C'est aussi le symbole du basculement entre le vieux monde et le nouveau monde. Depuis septembre 1947, New York devient le grand théâtre des relations internationales tous les mois de septembre. Signe d'un engagement pérenne des USA dans les RI.

Cet héritage de la guerre perdure au-delà du rapport de force dont il est issu et même au-delà de la dissolution d'un de ses acteurs majeurs, l'URSS.

Entre temps, une autre forme d'organisation s'est mise en place.

2. Une architecture économique et financière pour l'après-guerre

Personne ne s'est intéressé avant à la structure éco – déception de Keynes qui a donc démissionner des négociations des traités britanniques. 19-20 – ne s'intéressent pas à la questions des régulations financières mondiales. Cette architecture économique et financière est plus **novatrice** que l'ONU, qui reprend les bases de la SDN. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les vainqueurs s'intéressent peu des questions économiques et financières. Or, la crise des années 1930 a montré à quel point il est dangereux de laisser un ordre économique et financier peu concerté.

Dès 1941, **on réfléchit alors à une structure économique mondiale qui doit garantir la prospérité**. Cela fait partie du triptyque rooseveltien qui estime que la prospérité économique est une garantie de la paix. La loi Prêt-Bail (1941) est le point de départ de cette réflexion. Elle est étendue à la grande majorité des Nations Unies dès 1942. Elle prévoyait déjà **la non-discrimination dans les mesures commerciales et posait les bases dans une économie libérale**.

Le premier enjeu de cette nouvelle architecture est de savoir **comment soutenir économiquement et financièrement des pays libérés**, pour garantir un retour économique à la stabilité, et comment assurer la mise en place de **pouvoirs stables**. Il faut apporter un secours économique aux pays libérés. D'où la création de l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA) le 9 novembre 1943. Ainsi, un organisme des Nations Unies existe avant la création de l'ONU. L'UNRRA est active au fur et à mesure que des pays sont libérés. Fournir une aide économique aux territoires une fois qu'ils sont libérés.

Le second enjeu majeur est la question **monétaire**. Les dérèglements monétaires ont beaucoup dégradé les relations internationales durant l'entre-deux-guerres. Deux plans de réorganisation du système monétaire s'opposent durant la guerre, dès 1942, entre les États-Unis et le Royaume-Uni. **On parle du plan White pour les États-Unis et Keynes pour le Royaume-Uni**. C'est finalement une synthèse des deux qui est présentée aux Nations Unies en 1944. Toutefois la **version américaine prévaut**.

Le plan est débattu et adopté à la conférence de Bretton-Woods en juillet 1944. Le plan adopté repose sur **trois piliers**. D'abord il y a un **fond international qui stabilise les changes**. C'est la base du FMI, fond monétaire international. Le deuxième pilier est la création d'une **banque mondiale**, la BIRD. À la base elle est prévue pour financer des projets d'infrastructures destinés à relancer les économies après-guerre. L'autre idée est de combler les retards de développement économique entre pays avec des prêts de la BIRD. Le troisième et dernier pilier est la place particulière accordée au dollar. Le système de Bretton-Woods s'interroge

sur les parités entre monnaies avec le modèle du **gold exchange standard**. Ici, seul le **dollar est convertible**. Toutes les autres monnaies de la planète sont fixées sur le dollar. Une marge de fluctuation des monnaies face au dollar est fixée.

L'organisation est marquée par la domination américaine. Si toutes les Nations Unies ont été invitées à Bretton-Woods par les États-Unis, **l'URSS refuse de ratifier les accords**. À la différence de l'ONU, **le fossé idéologique (entre capitalisme et socialisme) est indépassable** entre les deux géants. Le monde socialiste se soustrait d'emblée de cette nouvelle architecture. Système de Bretton Woods limité aux États capitalistes.

Ce fossé se retrouve dans l'année 1945 sur les discussions quant au sort de l'Europe. 1945 consacre la mise sous tutelle de l'Europe mais aussi son rôle dans les relations internationales. C'est autour de cette question que la Grande Alliance se fissure.

d) De Yalta à Potsdam : l'Europe au cœur d'un nouveau face-à-face

1. « Accord des pourcentages » (septembre 1944)

Dès la fin 1941 : entrée en G soviétique et américaine, **de nombreux sujets de désaccord apparaissent notamment au sujet de l'Europe**. Ils ne font que croître et sont mis de côté au profit de l'alliance contre le fascisme. C'est d'abord sur les questions militaires avec la **demande stalinienne** de 42 à 44 **d'un débarquement en Europe**, ce qui lui permettrait de soulager son front à l'Ouest contre les Allemands. Les Anglo-Saxons le promettent mais le reportent jusqu'en **juin 1944**. Cela arrive trop tard pour Staline puisque l'Armée rouge n'en a plus besoin. Elle a pris le dessus et est engagée dans une avance très rapide. En outre, le débarquement allié risquerait de faire perdre à l'URSS le prestige d'avoir libéré seule l'Europe.

Il y a aussi la question des principes et des buts de guerre. **Staline n'a jamais reconnu le principe de la Charte de l'Atlantique où les signataires renonçaient à toute annexion**. Au contraire dès 1941, il ne cesse de vouloir faire reconnaître la pérennité des territoires que l'URSS a conquis en 1939-40 : notamment en Finlande, dans les États baltes, ... Roosevelt et Churchill ne peuvent pas l'accepter même s'ils n'insistent pas durant la guerre.

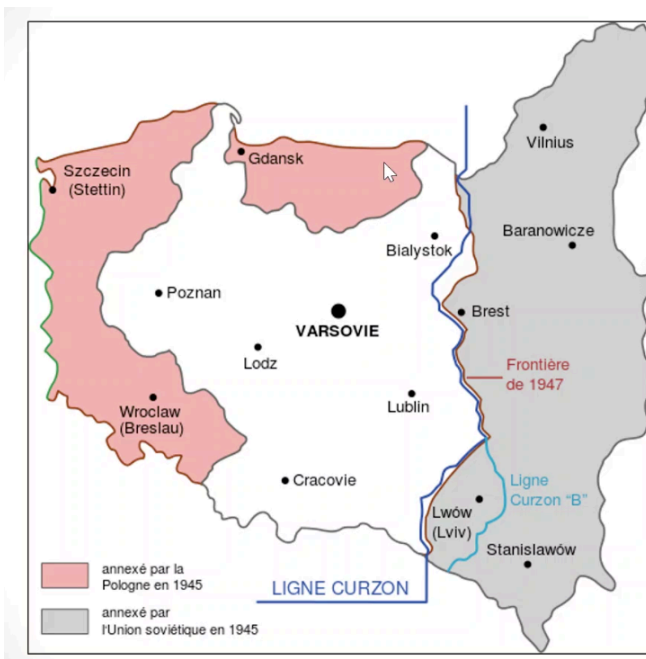
La vision de l'Europe d'après-guerre n'est pas la même pour les trois grands. Plus la fin de la guerre se profile plus ces désaccords sont difficiles à mettre de côté. Ça tourne à une course à Berlin, remportée en 1945 par les soviétiques. **Du côté anglo-saxon il faut distinguer positions américaines et britanniques**. Churchill est plus au courant des réalités européennes que ne l'est Roosevelt, il est aussi plus réaliste dans sa relation avec Staline. Il se rend à Moscou en septembre 1944 pour discuter sur la carte de l'Europe et le futur du continent : notamment sur la Pologne mais aucun accord n'est trouvé. On discute surtout des Balkans et on signe **« l'accord des pourcentages »** qui répartit le territoire en zones d'influence. L'URSS garde la Roumanie et la Bulgarie et laisse au Royaume-Uni la Grèce. On est loin des grands principes américains. Les pays en reviennent à la vieille stratégie des sphères d'influence : on marchandise les territoires d'influence respectifs.

2. Conférence de Yalta (4 - 11 février 1945)

La question européenne n'est pas réglée quand s'ouvre à Yalta la 2^{ème} conférence entre les trois au début du mois de février 1945. Alors que les armées anglo-saxonnes sont ralenties dans les Ardennes, l'Armée rouge poursuit sa grande avancée. Cela se traduit en rapports de force inégaux dans les discussions. **Staline met en avant le sacrifice incomparable et les victimes qu'a subies l'URSS.** L'ampleur de l'effort de guerre justifie la nécessité de se garantir d'une nouvelle agression allemande. Il veut mettre en place un « **glacis protecteur** » en Europe centrale. Cela signifie un espace sous influence soviétique en Europe centrale entre l'URSS et l'Allemagne. Roosevelt, qui veut faire accepter à Staline la participation soviétique à l'ONU, et est donc plus conciliant sur la situation en Europe. D'autant qu'il veut aussi amener l'URSS à déclarer la guerre au Japon.

Pour la première fois, on parle du sort de l'Allemagne d'après-guerre. Staline réclame son démembrement : Churchill y était assez fermement opposé. L'Allemagne coupable doit être provisoirement rayée de la carte. Staline obtient gain de cause et on s'entend *a priori* pour au moins démembrer l'Allemagne et la placer sous tutelle. Toutefois, la question se pose du

rapport de force qu'il existera en Allemagne. **On discute aussi de la Pologne, sujet très sensible.** Ce joue l'acceptation des conquêtes soviétiques du début de la guerre. Churchill et Roosevelt sont contraints de valider les amputations et donc d'accepter le « **glissement de la Pologne vers l'ouest** ». On va donner à la Pologne des territoires anciennement allemands et on accorde dans le même temps certains de ses territoires à l'est à l'URSS. C'est le signe des revendications soviétiques qu'ont dû accepter les occidentaux. En contrepartie Staline accepte de reconnaître pour la première fois l'existence d'un État polonais. **Le problème est aussi politique quant au futur gouvernement polonais.**



Deux groupes y sont rivaux entre le Comité de Lublin issu de la résistance communiste et le gouvernement polonais en exil à Londres depuis le début de la guerre. On a l'opposition de ces deux légitimités. Finalement on s'entend sur un vague accord de création d'un gouvernement d'unité nationale entre les deux groupes et sur la promesse d'élection qui tranchera le problème. Or, seules les troupes soviétiques y sont présentes et y implantent leur influence.

La conférence débouche sur la « **Déclaration sur l'Europe libérée** » où les trois signataires insistent sur le droit des peuples libérés de « choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils entendent vivre ». Il annonce le soutien des trois puissances à la mise en place de gouvernements provisoires puis d'élections rapides à visée constituante. Les principes de la Charte Atlantique sont réaffirmés alors même que Staline est en position de force grâce à

l'Armée rouge et qu'il bénéficie du soutien des résistances communistes dans les pays qui n'ont pas été libérés par l'Armée rouge. On sort de Yalta sans trouver de réelles réponses aux problèmes majeurs, et on sent déjà les rivalités entre soviétiques et anglo-saxons, le climat entre eux va en effet vite se dégrader dans les semaines qui suivent.

3. Multiplication des contentieux (février-juillet 1945)

En effet, la fin de la guerre approche. De plus la **question des prisonniers de guerre anglo-saxons** est sensible. Les camps sont libérés par l'Armée rouge et les prisonniers tombent aux mains de l'URSS. Londres et Washington accusent l'URSS de mal traiter les prisonniers et de ne pas les rendre. En outre, la **mise en place en Roumanie d'un gouvernement communiste installé de force par l'Armée rouge envenime la situation**, d'autant que cela bafoue la Déclaration sur l'Europe libérée. Toutefois, Staline se défend grâce à l'accord des pourcentages conclu avec Churchill. Les détériorations sont telles **que Molotov**, ministre des affaires étrangères annonce ne pas venir à la conférence de San Francisco et qu'à la place serait envoyé un émissaire de bas rang. Il y assiste quand même du fait de la mort de Roosevelt pour marquer un hommage. La rancœur transparait dans la dernière lettre de Roosevelt à Staline du 1^{er} avril 1945. **Il y écrit sa déception quant au fait que Staline ait bafoué les accords de Yalta.** Les espoirs de coopération sont alors enterrés.

Quand Roosevelt meurt le 12 avril 1945 beaucoup d'espoir sont déjà enterrés. **L'entrée à Berlin des troupes soviétiques renforce le prestige de l'URSS.** Cela montre aux yeux du monde la victoire soviétique contre l'Allemagne, d'autant que la capitulation allemande est signée les 7, 8 et 9 mai, à la suite de la chute de Berlin. Dans la foulée, Churchill développe l'image d'un rideau de fer imparable aux Anglo-Saxons : il exprime ses craintes à de nombreuses reprises dès mai 1945. Mais il perd les élections d'été 1945. On comprend que l'Europe se divise en deux et que les Anglo-Saxons n'ont plus accès à l'Europe située à l'Est de ce rideau de fer.

4. La conférence de Potsdam (17 juillet - 2 août 1945)

Churchill perd les élections en juillet 1945 contre le *Labour*. **C'est la victoire d'Attlee.** Cela modifie les rapports lors de la conférence de Potsdam. En effet, Churchill est présent au début de la conférence avant de la quitter au milieu, ce qui affaiblit le poids du Royaume-Uni. C'est la dernière conférence interalliée de la guerre. Les discussions sont beaucoup plus tendues qu'à Yalta. **Le problème allemand est au cœur des discussions** et on n'arrive pas à se mettre d'accord. On ne pose qu'un accord provisoire : pose le principe de l'occupation de l'Allemagne et Berlin par 4 puissances : on y associe la FR gaullienne. Les frontières de l'Allemagne sont aussi reconnues à l'Est avec la ligne **Oder-Neisse**. S'agissant du principe des réparations, les Anglo-Saxons y renoncent, comme en 1919 mais l'URSS les réclame.

L'accord provisoire révèle surtout l'impasse dans laquelle aboutissent les discussions. L'accord provisoire empêche envisager un traité de paix à moyen terme du pays et donc une reconstruction politique et institutionnelle du pays. On s'entend **sur le renoncement des principes adoptés à Yalta** : la déclaration sur l'Europe libérée devient une illusion en Europe centrale. L'URSS s'installe en Pologne et rapidement en Hongrie et Bulgarie sans que les élections libres puissent être mises en place et que les anglo-saxons puissent réagir.

Tous les traités sont signés le 10 février 1947, mais évidemment on n'arrive pas à se mettre d'accord pour signer un accord avec les acteurs principaux dont l'Allemagne. Les bombes nucléaires changeront le rapport de force. L'Europe reste le cœur du problème et est divisée. Ainsi, la conférence se sépare le 2 août. Elle laisse une Europe divisée. Toutefois il reste à voir quelles seront les lignes de partage et de forme sera la domination exercée de l'un et l'autre côté de ces lignes.

Si la guerre ne se termine que le 2 septembre avec la capitulation du Japon, Potsdam marque bel et bien un basculement d'après-guerre.

Conclusion : Le monde en 1945

La guerre prend effectivement officiellement fin du point de vue militaire quelques jours après la fin de la conférence de Potsdam. L'usage de la bombe atomique par Truman a changé le paradigme des relations internationales. La paix s'installe en septembre 1945 sur les territoires dévastés mais le monde qui se dessine a été façonné par le conflit. **Il y a l'affirmation de deux superpuissances, alliées encore en 1945.** Elles sont en passe de devenir rivales.

De plus, on voit se dessiner **un système de sécurité mondial reposant sur l'ONU**, qui est censée avoir tiré les leçons des erreurs du passé et notamment les facteurs d'impuissance de la SDN.

Le monde n'est plus européen, ils ne dominent plus les RI à l'échelle planétaire. L'Europe doit se reconstruire humainement, politiquement, matériellement. Elle est affaiblie à beaucoup d'égard demeurant toutefois au cœur des équilibres internationaux. C'est autour d'elle que se jouent les facteurs de rivalités américano-soviétiques. C'est aussi là-bas que se développe une forme inédite de gouvernance alternative à l'État-nation.

C'est enfin un monde qui vit les dernières heures du monde colonial. Il a pour le cas britannique tiré une légitimité pour l'émancipation à sa participation à la guerre.

Avec ces quatre piliers, **les grandes dynamiques des relations internationales pour la seconde moitié du XX^{ème} siècle sont en place.** Elles résultent des logiques politiques et économiques de la première moitié du siècle, ce qui a amené de Gaulle à se poser la question d'une « Guerre de Trente ans ». Toutes ces dynamiques ont été initiées par la Première Guerre mondiale, même si l'entre-deux-guerres les a parfois mis en sommeil, avec la volonté des puissances européennes de conserver leur rang. La Seconde Guerre mondiale les a révélées et elles s'affirment dans tout l'après-guerre.